

Clan9

Pour un jeune Français 1949

Au moment où sa liberté allait lui être ravie, Charles Maurras donna mission à quelques-uns de ses amis de faire entendre sa voix, quand cela deviendrait nécessaire. Il leur remit en même temps le texte de « POUR UN JEUNE FRANÇAIS », image fidèle de ce qu'avait été son combat national et spirituel d'un demi-siècle.

La récente remise au Garde des Sceaux du Mémoire pour la révision du procès Maurras-Pujo, qui met à bas tout l'édifice de la condamnation prononcée par la Cour de Justice de Lyon, faisait une obligation aux dépositaires de rappeler la vérité sur *l'Action Française* et sur son chef.

Certains développements ont donc été complétés, et ajoutées quelques indications sur des faits récents que Charles Maurras, emprisonné, n'était pas en mesure d'apporter.

ARGUMENT

Ceci n'est pas un conte. Un jeune Français, lettré, sérieux et curieux, s'est donné la peine de me poser des questions sur un temps dont je suis témoin. Il mettait le doigt sur des points précis bien connus de moi, par exemple :

- *Que s'est-il passé en littérature française par rapport à l'Allemagne, au lendemain de 1870 et dans les premiers trente-cinq ans qui ont suivi ?*
- *L'esprit a-t-il changé brusquement dans le sens antigermanique ? A-t-on couru, sans transition, de l'indifférence au ressentiment national ? Barrès a regretté de ne point parvenir à le démêler.*
- *Y eut-il plutôt un mouvement lent de réflexion politique ?*
- *De toute façon, le Traditionalisme et le Nationalisme n'ont-ils pas résulté en partie de notre défaite d'il y a quatre-vingts ans ? Paul Bourget le pensait.*
- *Ces mouvements de sensibilité et d'imagination nationales n'ont-ils pas eu, dans leur formation, certaines apparences de très vive soudaineté ? D'autre part, l'influence de la défaite ne s'est-elle pas imprimée plus profondément sur l'esprit de jeunes gens qui ne l'avaient pas vue ?*
- *Fichte vous a beaucoup préoccupé. Sa réussite au lendemain d'Iéna paraît vous avoir fait une grande impression. L'avez-vous lu très jeune ? Ou les résultats qu'il a obtenus vous ont-ils paru encourageants ?*
- *Vous avez bien connu Barrès. A quoi attribuer chez lui cette haine vive et fréquente de l'enseignement reçu, en particulier du Kantisme ? Est-ce la réorganisation de l'enseignement après 1870 qui en a été la cause ? Mais pourquoi l'opposition plutôt que la soumission ? Ne pouvait-il y avoir acquisition, donc profit ?*
- *Et, d'autre part, d'où est venue l'évolution de ce jeune anarchisant vers l'ordre traditionnel ? On s'explique mal cette transformation de Barrès. Y a-t-il eu des raisons profondes ? Mais étaient-elles toutes personnelles ? Des influences extérieures auront-elles joué ?*

- Quoi qu'il en fût, l'Allemagne était-elle pour vous un adversaire à abattre avant tout ? La réorganisation nationale vous paraissait-elle nécessaire - en vue, précisément, d'atteindre ce but ? Et en abordant ce problème, aviez-vous la sensation toujours présente que la France était un pays vaincu ?

Pas une de ces questions qui n'éveillât dans ma mémoire les réponses immédiates qui pouvaient jaillir sans retard. Mais, je m'en apercevais, elles auraient été trop courtes pour satisfaire le jeune esprit interrogant. Alors, j'entrais en explications qui voulaient à leur tour s'expliquer elles-mêmes, et toujours la plume à la main.

C'est ainsi qu'on se met à la tête d'un livre.

Et voilà comment j'ai fini par devoir adresser les deux cent cinquante pages, de cette épistole géante à l'innocent jeune homme qui ne m'avait rien fait.

MÉMORIAL EN RÉPONSE A UN QUESTIONNAIRE

Monsieur,

Pour bien répondre à vos questions, le plus simple, sinon le plus court, est de vous conter notre histoire. Vous verrez naître nos idées à leur place, en leur temps. Veuillez excuser longueurs et lenteurs. C'est un sac de charbon, puisse-t-il aider à la confection de votre diamant.

Je n'ai pas suivi d'ordre synoptique et rectiligne ; il m'a fallu prendre, quitter, reprendre, plus d'un sujet. Mais c'est ainsi que les réponses demandées ne pourront manquer de clarté.

CHAPITRE PREMIER

LA DÉFAITE DE 1870 ET LA POLITIQUE

Les répercussions politiques de la défaite se sont traduites dans les attitudes successives de l'Etat français.

M. Thiers et l'Assemblée gouvernante avaient dû s'imposer la discipline des vaincus pour libérer le territoire et payer la rançon. L'Assemblée était protestataire de coeur. Elle adopta dans un certain « recueillement » les mesures de réorganisation militaire et financière, elle vota la loi de recrutement et, au départ du vieux président, porta à l'Élysée un Maréchal de France.

M. Thiers l'avait déçue. Mais il avait déçu tous les contemporains. Presque tous attendaient de lui autre chose. Il avait renversé Charles X. On comptait qu'il rétablirait Henri V et les Orléans réconciliés. Dans les audiences familières qu'il accordait tout en faisant sa barbe, au directeur de la *Gazette de France*, le chef du pouvoir exécutif manquait rarement de s'écrier : - *Monsieur Janicot, si vous ne rendez pas justice à l'homme politique, souvenez-vous de l'historien ! Je ne suis pas un ignorant, je sais l'Histoire de mon pays. Qu'est-ce que la France sans le roi ? Un corps sans tête, évidemment. Mais prenez patience. Attendez que j'aie restauré le pays, que souillèrent les armées ennemies et la guerre civile ! Voyez, je remets la maison en ordre, je nettoie, balaie, lave à grande eau, et, quand tout sera propre, en place, le parquet net et le lit fait, le Roi n'aura plus qu'à rentrer et à se coucher* (1)¹.

Que fût-il arrivé si l'Assemblée eût gardé M. Thiers ! Aurait-il fini par faire, de bonne foi, le lit du roi ? Les savants coups de sape et de mine qu'il fit éclater sous les pas des princes quand il eût quitté le pouvoir étaient déjà fort avancés pendant qu'il le tenait encore. Les intrigues de M. Thiers, puissamment aidées par M. de Bismarck, firent donc avorter le rétablissement de la monarchie, mais non les autres restaurations nationales qu'inspirait le sens du malheur.

Le relèvement fut si prompt que M. de Bismarck en était offusqué dès 1872. En 1875 il rêvait d'y mettre obstacle matériel. L'Europe ne le permit pas. D'où sa rage.

¹ (1) M. Gustave Janicot (1830-1910), directeur de la *Gazette de France*, nous a refait cent fois dans les mêmes termes son mémorial de l'Assemblée de 1871 ; à Jacques Bainville, à Paul Bourget et à moi, ses collaborateurs.

L'Assemblée nationale contenait une opposition formée d'un étrange parti, que l'on ne pouvait appeler caméléon, car son poil rouge ne changeait pas ; c'était sous les mêmes dénominations qu'il se prêtait aux mœurs intérieures les plus variées.

En 1867, trois ans avant nos désastres, ce parti avait écarté le réarmement que voulait le maréchal Niel. *Vous voulez faire de la France une caserne*, lui criait Jules Favre. *Prenez garde*, répondait-il, *de n'en pas faire un cimetière*.

Jules Simon disait : *il n'y a pas d'armées sans esprit militaire, prétendez-vous ? Nous voulons une armée qui n'en soit pas une. Ce qui importe n'est pas le nombre de soldats, c'est la cause qu'ils ont à défendre*.

Jules Favre, à qui on parlait d'alliances, répondait : *Nos véritables alliés, ce sont les idées, c'est la justice, c'est la sagesse ; la nation la plus puissante est celle qui peut désarmer*. Ces républicains ne craignaient pas le désarmement, pourvu qu'on fit appel aux grands souvenirs ;

d'après Garnier-Pagès, la levée en masse de 1792 « *nous avait conduit jadis à Berlin* » (1806) sans prendre garde que le trajet avait duré quatorze bonnes années d'exercice et d'entraînement. Ernest Picard déplorait que la loi du maréchal Niel fût conçue *d'un point de vue militaire et non civil*.

Jules Simon revenait à la charge pour se vanter, lui et ses amis, de *s'être toujours mis en travers de toutes les mesures proposées pour arriver à des buts contraires à tous leurs désirs, à toutes leurs aspirations, à tous leurs principes* ; le sage Thiers lui-même n'était pas ému de ce chœur de démentes. « *Qu'on se rassure !* » énonçait-il, *notre armée suffit pour arrêter l'ennemi. Derrière elle, le pays aura le temps de respirer et d'organiser tranquillement des réserves*. Emile Ollivier concluait « *Que la France désarme, et les Allemands sauront bien contraindre leur gouvernement à l'imiter* » (2)².

La France désarma, ou, ce qui revenait au même, n'arma point, et les Allemands permirent de grand cœur à leur gouvernement de la battre.

Seulement, la nouvelle de notre défaite à peine connue, le 3 septembre 1870, l'opposition républicaine triompha, s'organisa le lendemain en Gouvernement de la Défense nationale et déclencha sa guerre à outrance, mais, après s'être fait battre à son tour, elle refusa sa signature aux humiliations d'une paix qu'elle avait pourtant aggravée. Cela lui donnait figure d'irréconciliable. Elle ne la garda pas longtemps. Un revirement nouveau se dessina. L'opposition

² (2) Ces textes ont été cités et commentés dans le livre de notre ami mort pour la France Léon de Montesquiou : *1870, Les causes du désastre*. Les mêmes textes viennent d'être repris dans les *Souvenirs d'un demi-siècle* de Maxime du Camp. Il n'est point d'histoire plus sûre, car tout cela est pris littéralement dans les comptes rendus du *Corps législatif* au *Moniteur Officiel*.

républicaine revint à ses premières amours. Elle se dévoua à l'humanité plus qu'à la patrie. Un chef républicain, Grévy, avait expliqué à l'Alsacien Scheurer Kestner qu'il fallait faire son deuil de l'Alsace (3)³. D'abord embarrassé de sa rhétorique héroïque, Gambetta ne craignit plus le double jeu et s'entendit le mieux du monde avec deux agents de Bismarck, la Paiva et son mari Henckel de Donnersmarck.

Bismarck avait pris position contre la *République des ardents* (ou la Commune), contre la *Monarchie en règle* (ou le comte de Chambord) et en faveur d'une *République dissolvante* qui fut telle qu'il la prévoyait (4)⁴. Le Reich aimait donc cette République. La République allait aimer le Reich. C'est un point de départ qu'il ne faut pas oublier.

Après le 16 mai 1877, l'opposition devint le Gouvernement. Grévy présida la république des républicains. Gambetta en fut l'âme. Il meurt. Ferry succède. La tendance politique pro-allemande s'accroît. On entreprend à Paris un *Culturkampf* qui converge à celui de Berlin. Personne chez nous ne veut se méfier de l'identité des tendances, beaucoup s'en réjouissent : c'est la guerre aux curés. Mais l'opinion s'émeut, le sentiment s'offusque, lorsque Ferry invite à *cesser de s'hypnotiser sur la ligne des Vosges* (1884). On grogne, on gronde, personne n'est content. Les anticléricaux s'en inquiètent comme les cléricaux. Le mot d'ordre ainsi donné au pays légal se heurte aux réactions du pays réel, datant de la défaite, dont le ressentiment est loin d'être apaisé. La France n'avait réagi à ce degré, ni après Trafalgar, qui lui ravit la maîtrise de la mer, ni après la Bérésina, Leipzig et Waterloo, qui lui arrachèrent le continent : ces grands malheurs lui avaient paru compensés et comme anesthésiés par sa gloire de lutter toute seule contre une coalition d'empires géants.

Mais Sedan ! Mais Francfort ! Alors que le Grand Frédéric ne s'était jamais approché de notre frontière, le roitelet prussien l'avait crevée en quelques jours, il était entré à Paris, seul, comme les Alliés en 1814 et 1815. Il s'était fait couronner empereur à Versailles par ses principicules confédérées. Ce fut une pointe de feu, elle avait enfoncé et brûlé au cœur de la France. Non, à vrai dire, comme une incitation à la réflexion politique. La France d'alors n'imagina pas

³ (3) Voir les *Mémoires* de Scheurer Kestner.

⁴ (4) Voir le procès d'Arnim. La préférence de Bismarck pour une demi-anarchie démocratique française est entrée dans la tradition gouvernementale allemande. En 1940-44, les papiers d'Abetz, ambassadeur d'Hitler, invoquaient le saint nom de Bismarck pour expliquer comment ce représentant officiel du nazisme à Paris appuyait nos partis de gauche en vue d'éliminer au plus tôt le maréchal Pétain et son entourage de « nationalistes » et de « chauvins ».

d'autres sanctions que la chute de Napoléon III et la quarantaine morale infligée à Emile Ollivier, puis, chez les plus belliqueux, le désir de battre les Allemands quelque jour prochain, chez les plus pacifiques le deuil des provinces, le désir de délivrer nos frères prisonniers de Strasbourg et de Metz. Un peu de honte se mêlait à cette douleur. Celle-ci, extrêmement vive.

En haut donc, les sages, les savants, les gardiens de la tradition politique, par exemple un duc Albert de Broglie (5)⁵, professaient que le territoire français ne serait jamais ni au complet ni en sûreté, tant qu'il ne redeviendrait pas contigu au Rhin, de la Suisse à la Sarre. A ces motifs de la raison d'Etat s'alliaient, chez beaucoup d'autres, l'honneur blessé, la justice offensée, la fraternité patriotique déchirée et saignante : vertus et sentiments plus populaires, mais tous ils fermentaient dans le même sens. Quelle noble synthèse ! Quel accord émouvant ! Ceux qui, comme Ferry, Grévy et peut-être Thiers, avaient été d'avis de tenir pour définitivement perdue cette Alsace de Louis XIV, qui était devenue si vite « *un brasier d'amour pour la France* », ces faux sages ne se contentaient pas de calculer de travers ou de mal apprécier nos impératifs d'histoire et de géographie, ils s'étaient imposé la disgrâce supplémentaire de se camper et de se retrancher du *sensorium commune* du pays, de la plus profonde et de la plus vivante de ses volontés générales.

Pour venir à bout de cette force de sentiment, opiniâtre et diffuse, énergique et inorganisée, les orateurs républicains, comme Gambetta, avaient dû biaiser et obliquer, puis fabriquer de subtiles combinaisons de pacifisme antimilitariste et d'optimisme juridique ardemment poétisé. Le retour armé contre le conquérant de la veille était amenuisé, atténué, ou dissipé dans la brume oratoire d'une renaissance du « Droit », la chanson du vague « *avenir qui n'est interdit à personne* », la phrase inscrite sur le monument du Carrousel... Encore la chanson gardait-elle un accent de plainte, un air de menace, qui sous-entendait les plus mâles pensées !

Il fallut bien du temps, beaucoup de patience, de ménagements, de détours, d'astuces et de ruses, pour chloroformer, sur quelques points, cette blessure de la France. On n'y réussit jamais pleinement, quelque véritable talent qu'y eussent dépensé les chefs de la démocratie, peu disposés à assumer indéfiniment un héritage moral tout aussi lourd à leurs épaules qu'à leur coeur. *Y penser toujours, n'en parler jamais ?* C'était une habile formule. Le diable était que, après seize ans de ce silence forcé, la France ne cessait pas d'en *parler*. Le boulangisme sort de là : 1886. Le promoteur du boulangisme a été un dissident

⁵ (5) *Le dernier bienfait de la monarchie*, par le duc Albert de Broglie.

du gambettisme et du grévysme, le radical Clemenceau, le même qui, en 1871, à Bordeaux, avait consolé Scheurer Kestner du pessimisme de Grévy (6)⁶.

Tout ceci est connu. Ce qui l'est moins, c'est la nuance d'amertume, la couleur du chagrin que nos désastres avaient laissé au plus vif de nos moeurs. Il est matériellement impossible de compter un par un les réflexes individuels de ce ressentiment ou même d'en établir la moyenne exacte. Mais on peut essayer de recueillir ce qui émerge des témoignages survivants. Voici le mien. Il semble d'autant plus probant que j'étais en plus bas âge et plus éloigné des pays où l'on s'était battu.

⁶ (6) Encore les *Mémoires* de Scheurer Kestner.

CHAPITRE SECOND

LA DÉFAITE VUE DE PROVENCE

Maurice Barrès avait huit ans quand il contracta sa première horreur des Prussiens. Ils entraient dans sa petite ville vosgienne de Charmes, y prenaient leurs quartiers, étalaient leur ordre brutal. L'auteur de *Colette Baudouche* en parlait encore dans un de ses derniers livres, en rapportant les choses vues, souffertes et jugées par un enfant déjà grandelet.

Mon cas est autre. Les Prussiens ne sont venus dans ma Basse-Provence qu'en novembre 1942. Je n'avais connu les grands-pères de mes envahisseurs et occupants que d'après des rumeurs lointaines. Né en avril 1868, je venais d'avoir deux ans. L'invasion éveilla mes premières images. Un seul souvenir lui fut antérieur parce qu'il date de mai 1870. Le bureau de mon père (percepteur et receveur municipal d'un gros chef-lieu de canton) portait, épinglées à la muraille, les silhouettes de l'Empereur, de l'Impératrice et du petit Prince. Au milieu de ce printemps, nous partîmes, ma mère et moi, pour la campagne, à quelque quinze lieues de là. Fin août, la visite hebdomadaire de mon père nous annonçait les premiers malheurs ; l'invasion des Prussiens commençait. Je demandai qui étaient ces Prussiens. Des méchants, des barbares coiffés de casques à pointe, me fut-il répondu. A ces mots, chaque soir, sur l'horizon du sud, où le vent balançait une file de peupliers et d'ifs sombres, je croyais voir venir la rangée de barbares aux casques pointus. Lendemain du 4 septembre, mon père vint précipitamment nous chercher. En passant par Marseille on m'enveloppa d'un caban pour traverser la plaine Saint-Michel, mais par les fentes de l'étoffe je vis et entendis fort bien une populace houleuse. De retour à Martigues, le premier pas dans le bureau me fit une surprise ; l'image des souverains avait disparu par ordre supérieur. A cette nouveauté mémorable, bientôt d'autres succèdent, en assez grand nombre. Sur le Cours, face à notre Quai, l'on fait la garde nationale. Le maniement d'armes est commandé par mon parrain le professeur d'hydrographie, qui a un habit d'officier ; le clairon est notre jeune commis, Corneille, que j'appelle Tonéo, faute d'articuler *r* et *c* durs. Chaque jour, mon père revient de la Mairie porteur des mauvaises dépêches. Alors, avec ma mère, ils se penchent, front contre front, sur l'atlas brun que j'ai nommé le *Livre des Pussiens*. Ils suivent sur la carte les progrès ennemis, ce qui ne va pas sans larmes. Elles m'étonnent et me troublent : des grandes personnes,

pleurer ! Un long voile drapé comme un crêpe flotte sur ce coin de petite enfance, si gaie partout ailleurs !

Mes Bouches-du-Rhône sont séparées des Vosges de Barrès par une longue bande de départements. Nous nous classons à l'opposite pour les contrariétés du climat et des mœurs. Or, en ceci les mêmes états d'esprit se sont retrouvés. Les pays de l'entre-deux n'ont pas dû réagir très différemment. Directe et indirecte, la blessure morale des populations si diverses a dû être pareille. Comme ici, comme là, la nouvelle génération a grandi dans un rêve guerrier. Et les enfants qui ont suivi ont été emportés du même mouvement. Mon frère, puîné de quatre ans, était comme moi familier de cette guerre qu'il n'avait point vue et qu'il entendait bien revoir. Mais non pour y être vaincu. Vainqueurs, vainqueurs, à la prochaine ! Nous voulions tous être soldats. Pas plus haut qu'une botte, on reluquait Saint-Cyr, Navale, Polytechnique. Deux gamins de cet âge ne s'administraient pas une pile sans que le plus fort ou le plus futé dit à l'autre : - *Tu es le Prussien, moi le Français, et je te bats, pif ! paf !* Un chien galeux recevait tout naturellement le nom de Bismarck - ou de Badinguet (qui s'était rendu à Bismarck). J'appelais *Pussienne* (Clara la Pussienne), une jeune bonne qui me contrariait, mais j'écoutais avec extase l'autre, Emilie, qui me chantait : *Bismarck, si tu continues - de tous tes Prussiens, n'en restera guère - Bismarck, si tu continues,- de tous tes Prussiens, n'en restera plus.* Au premier janvier, celui qui recevait un sabre de fer blanc et sa sabretache en carton doré se jurait de planter 1^e drapeau français sur les murs de Berlin...

Je ne parle pas de familles spécifiquement militaires ; mais de moyenne bourgeoisie, avocats, médecins, notaires, fonctionnaires, propriétaires urbains et ruraux, gens à campagnes et à maisons, non à hôtels et à châteaux, et cela s'étendait aux milieux contigus : commerçants, artisans, paysans même. Le père de notre fermier avait eu le pied gelé au passage de la Bérésina ; lui-même avait été voltigeur à Toulouse : c'étaient des titres admirés. Plus on y pensait, plus notre dernière défaite était sentie comme une amère humiliation nationale et, plus amer encore, le souvenir des provinces violentées.

Six ans plus tard, nous quittâmes Martigues pour Aix, où se fit la rencontre émouvante d'Alsaciens et de Lorrains ayant opté pour la France. Des Messins furent nos voisins, et bientôt nos amis, au second et au troisième étage de la maison où nous avions loué le premier. J'avais aussi pour professeur de huitième, un abbé Jeannin, propre beau-frère du fameux abbé Wetterlé, le protestataire alsacien, lequel allait aussi traverser notre collège comme maître d'études. Une véritable auréole couronnait ces premières victimes de l'invasion. On admirait leur double fidélité à la France et à leur pays prisonnier. A certains jours, il leur arrivait de tirer d'un coffret, enveloppés de soie, les petits morceaux, durs et noirs, du *pain du siège*, chargés de souvenirs de famine et de

bombardement : on croyait suivre les offices d'une religion. A l'église, à la chapelle, partout, la « Marseillaise des Jésuites » chantait : « *Pitié, mon Dieu, c'est pour notre patrie...* ». Le salut *de Rome et de la France, l'Alsace et la Lorraine* étaient réclamés à cris égaux, des mêmes justices du ciel.

Fin 1885, mes études secondaires bouclées, je vins à Paris et m'y fixai jusqu'en 1940. Paris est un endroit où toutes nos provinces sont représentées. Ce laps d'un demi-siècle m'en a fait rechercher et fréquenter les échantillons variés, ceux du Midi pour leur nostalgie du soleil, ceux de l'Ouest pour la ferveur de leur fidélité à nos traditions politiques, mais, peut-être de préférence à tous les autres, ceux de l'Est, ceux de la frontière mutilée, Barrès, les frères Buffet, le général Mercier, le commandant Picot, le commandant Biot, beaucoup d'autres dont le nom ne dirait rien ici. Entre tous nos concitoyens, ils personnifiaient mes instincts d'irrégentisme rhénan que pénétra peu à peu, pour mes amis et moi, la volonté d'un *risorgimento* français.

Comment ? Telle est bien, sauf erreur, la substance de vos questions.

CHAPITRE TROISIÈME

LES DEUX FRANCES

1 . *Fidélité.*

Un chroniqueur, poète et romancier presque oublié, alors écrivain et mondain très en vue, Robert de Bonnières, n'avait rien exagéré lorsque, en parlant du premier tiers de la IIIe République, il disait que *l'idée de la Revanche* avait été *une véritable reine de France*.

Le mot m'est souvent attribué (7)⁷, je l'ai beaucoup cité avec la volonté constante d'y mettre le nom de l'auteur ou, pour aller plus vite, des guillemets, les ai-je parfois oubliés ? Sans intention et par méprise, avec le sentiment d'une allusion à un auteur ressassé. Bonnières doit être solennellement remis en possession de son bien. Son ingénieuse formule était tout à fait juste. Nous étions divisés sur tout : la revanche nous unissait un peu à la manière du *rex noster Maria Theresa*. Mais il faut la laisser à sa place d'histoire, qui ne doit pas beaucoup dépasser les environs de 1890. Jusque-là, l'idée des pays annexés était la clé de voûte étincelante de toute politique, son critère, sa loi, le vivant synonyme du vrai salut public.

Pour être tout à fait exact, je dois un aveu ici. Mes tous premiers trimestres de Paris furent tièdes et presque infidèles à cette religion du souvenir alsacien-lorrain. Le loyalisme national fut obnubilé par d'autres passions. Je connus un vif accès de *littératurite* et surtout de *philosophite*. Quand le boulangisme fit son éruption, ces deux fièvres me dévoraient, je ne faisais que rimer ou bombyciner sur les causes premières et secondes ; la question de savoir s'il existait des jugements synthétiques à priori ou le mérite des poèmes de MM. Stéphane Mallarmé et René Ghil me semblaient devoir l'emporter sur toutes les autres rêveries de l'humanité. Cette ataraxie dura peu. La rumeur des

⁷ (7) Cette erreur est d'écrivains qui se trompent peu : M. Daniel Halévy, dans *La Fin des Notables* et *La République des Ducs* ; M. Michel Dacier dans le *Passage du Rhin* aux *Ecrits de Paris*. Les deux ouvrages de M. Daniel Halévy sont à ranger sur le même rayon que les livres de Bainville et de Daudet pour les lumières qu'ils fournissent sur les rapports de l'Allemagne et de la IIIe République.

partis patriotes et leurs polémiques remordirent bientôt sur mes passe-temps idéaux. Devenu majeur en 1889, je ne manquai pas de voter. Mon premier bulletin déposé dans une urne du Ve arrondissement de Paris fut pour le candidat du général Revanche, bien que juif et nommé Naquet. Par delà les études et les goûts de ma vie personnelle, mon démon m'astreignait déjà à démêler ce qu'il y avait de commun entre les Français.

Leur « inconscient » disait Barrès, se soulevait déjà « *en magnifique état* ». Le conscient ne manquait pas non plus. Les crédits militaires étaient votés d'extrême droite en extrême gauche, à l'unanimité. Tous les partis se déclassaient au bénéfice de la nation. On redisait volontiers avec Déroulède que « *républicains, bonapartistes, royalistes n'étaient que des prénoms, Français était leur nom de famille à tous* ». Comme il arrivait au prénom de rester impérieux, on venait à l'idée d'un parti national, idée assez contradictoire : le « parti » du « tout » ! N'importe, l'idée courait même au pôle antiboulangiste, où l'on avait aussi un général sous la main, Saussier, gouverneur de Paris. Le plus distingué des journaux opposés à Boulanger était celui que dirigeait un M. Jules Brisson (qu'il ne faut pas confondre avec Henri Brisson, qui présida des Chambres et des Cabinets, mais le père d'Adolphe Brisson, beau-père de la cousine Yvonne, des *Annales Littéraires*), ce journal s'appelait le Parti national. Deux courants étaient à peu près égaux à ce moment là : l'horreur de la germanomanie imputée au seul Ferry, le vœu d'une communion générale des Français. Ce ne fut qu'un moment, mais qui se sentit, se connut, se parla, se chanta, le moment des *Piou-pious d'Auvergne* et d'*En revenant de la revue* puis, après l'hégire à Bruxelles du général amoureux, encore le moment des hymnes d'espoir obstinés :

Il reviendra

Quand le tambour battra...

Toute opinion et toute objection étaient décisives si elles se fondaient sur l'intérêt de la Revanche. Exemples : pour ajourner aux Calendes une réforme aussi urgente que la décentralisation et le retour aux provinces naturelles, - attendez, disait-on, *que Metz et Strasbourg soient reprises*, et l'on ne réfléchissait même pas que notre Empire centralisé avait été battu par la Confédération des princes allemands. De même, pour modérer des coloniaux trop pressés rien n'était tel que d'invoquer la nécessité de nous relever d'abord en Europe continentale. Enfin, pour qui voulait trancher du bel esprit, la recette infailible était de jouer l'indifférence au conflit franco-allemand. Ce n'est pas autrement qu'il faut lire le *Joujou patriotisme* de Rémy de Gourmont qui disait en substance : « Pour reprendre l'Alsace-Lorraine, je ne donnerais pas le petit doigt de ma main droite parce qu'il la soutient quand j'écris, ni le petit doigt de la gauche parce qu'il me sert à rabattre la cendre de ma cigarette... » Voilà qui

vous signait un brevet d'indépendance intellectuelle, supérieur à tous les niveaux français. Il n'était pas de plus sûr moyen de se distinguer du commun. Mais, petits et grands, peuple et élite, Paris et provinces, même les mouvements du monde électoral tournaient au même plébiscite, et la police de Paris aurait ouvert l'Elysée à l'élu du jour s'il en avait pris le chemin dans la nuit du 27 janvier 1889 : le tricolore emportait tout, avec cette particularité que le rouge y faisait sa partie populaire aussi haut que les autres couleurs. Sait-on qui étaient alors les meilleurs serviteurs des images de la Patrie ? Sans mentir, nos instituteurs : la vraie *Reine de France* n'eut pas d'hiérodules plus passionnés.

2. D'une France infidèle ?

Mais là se marque une coupure. Ou à peu près. On se mettait à détecter d'obscures forces nouvelles. D'autres causes avaient joué. Et tout d'abord, le boulangisme étant vaincu par la faute de son chef, les sentiments qu'il avait exprimés n'avaient pas besoin de mollir eux-mêmes pour en essuyer une éclipse. De plus, la loi militaire de 1889, ayant aboli le volontariat d'un an et soumis les jeunes bourgeois à la règle égalitaire de la caserne, mécontentait un nombreux public. Jusque-là, les pamphlets contre l'armée étaient rares et faisaient scandale, comme *Curieuse* de Péladan ou *Le Cavalier Miserey* d'Abel Hermant. A partir de 1890, ce fut un feu roulant, et leur succès ne cessa plus (8)⁸. Au même temps, la politique coloniale obtenait ses premiers grands résultats en Afrique noire : Madagascar allait être annexée, le jeune Lyautey était parti pour le Tonkin, las de la vie de garnison, comme beaucoup d'officiers de son âge, et l'exotisme commençait à développer des pôles attractifs inédits. Aussi simpliste que le Démon d'Athènes prié de regarder en même temps Phalère et le Pirée, le nôtre se plaignait d'avoir à loucher entre Londres et Berlin. L'alliance russe énorgueillit, mais rassura, puis endormit, enfin elle décida notre Quai d'Orsay à incliner vers l'Allemagne : la rencontre de Kiel en 1895 nous fit prendre position contre le colonialisme anglais et nous fûmes conduits, par le Congo, vers le Nil, à Fachoda (1896-1898). Le jeune ministre qui avait tiré ce « *coup de pistolet contre l'Angleterre* » était un ancien collaborateur de Jules Ferry, Gabriel Hanotaux. Mais le sous-secrétaire d'Etat qui avait planté les premiers jalons de la mission Marchand avait été, en 1894, Théophile Delcassé, ancien gambettiste, ancien rédacteur à la *République française* : le même qui devait plus tard renverser le mouvement avait donc débuté par un acte d'hostilité à la *Reine de France* dont le règne touchait à sa fin, s'il n'était déjà terminé.

⁸ (8). Les frères Tharaud marquent à la même date le revirement spirituel du monde des instituteurs primaires.

En même temps, il se forgeait un puissant accélérateur de cette volonté d'oubli national : la propagande marxiste, née allemande et juive, amie exaltée de l'Allemagne. Elle envahit en quelques années nos écoles normales de département et séduisit, par dizaines de milliers, nos maîtres primaires. Les intellectuels aux mains blanches qui travaillaient le monde ouvrier le pénétrèrent vite de deux fausses leçons :

a) Que les travailleurs prolétaires n'ont point de patrie, les possédants, les riches ayant seuls intérêt à la défense nationale et b) Que l'avenir appartenait à l'union des travailleurs de tous les pays. L'avenir devait nous apporter deux certitudes contraires. De tous les pays du monde la France a été le seul dont la classe ouvrière ait été ainsi nourrie de la haine de sa patrie ; les socialistes d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre, d'Italie, ont tous été violemment nationaux et nous l'ont bien montré quand il s'est agi de nous envahir. Puis les deux invasions que nous avons subies ont montré que les pauvres diables en ont été les tout premières victimes : n'ayant que leur travail, l'ennemi vainqueur les réduisit à un véritable esclavage ; au lieu que le capitaliste trouvait toujours moyen de se débrouiller ou d'émigrer, eux écopaient au maximum dès qu'ils perdaient la protection de cette armée qu'ils étaient instruits à haïr, dressés à insulter. Toute guerre perdue fait nécessairement son principal souffre-douleur de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. C'est une vieille vérité. Quelques camarades et moi, nous étions presque seuls à nous la rappeler vers 1895. La rhétorique socialiste la conspuait à tous coins de rue.

La conscience nationale perdit alors de sa clarté. Elle cédait à des attractions ennemies de plus en plus confuses.

Tout homme de mon âge a vu ou entendu se croiser dans un air aigri les thèmes de l'expansion coloniale et celui du recueillage métropolitain, l'armement, le désarmement, l'Internationale, la Nation. Peu à peu l'on affecta, en certains lieux, de donner à entendre que le débat était entre le coeur et la raison. Le patriotisme était un sentiment pur et droit, mais naïf ; l'humanitarisme, allié de l'Allemagne, faisait figure de pensée réfléchie, vraie Pallas cérébrale contre cette ignorantine de Jeanne d'Arc ! Souvent, dès lors, pour se tenir accroché au parti de la France, un esprit cultivé devait avoir le coeur de prononcer comme La Bruyère : « *Je suis peuple.* »

On n'attendait pas qu'il le dît. Le patriote était refoulé dans le « peuple » au nom d'une autorité indéterminée, qui s'accroissait beaucoup depuis vingt ans, en particulier aux récentes années. Mais quelle autorité ? Il fallut se le demander.

3. *L'Oligarchie.*

Il s'était élevé une Oligarchie. Depuis que la conquête du Sénat lui permettait de régner sans partage, le parti que nous avons vu pacifiste et antimilitariste en 1867, patriote exaspéré en 1870, international et germanophile en 1877, ce parti républicain opportuno-radical avait prévalu par les ressorts courants de l'enchère électorale, la propagande des coteries et des sectes, l'action corruptrice de la *fortune anonyme et vagabonde*, mais l'on s'apercevait aussi qu'il se fondait principalement sur l'existence d'une minorité organisée devenue la maîtresse des postes-clés politiques et sociaux. Le caractère original de cette Oligarchie tenait à ce que ses membres les plus représentatifs et les plus influents étaient de drôles de Français.

Les uns étaient naturalisés de très fraîche date, comme le père de Gambetta venu de Gênes, comme Steeg et Spuller, venus l'un de Prusse, l'autre de Bade, comme le ministre et ambassadeur Waddington d'origine anglo-saxonne ; on ne comptait plus ces *métèques* dans les états-majors civils et les cabinets ministériels.

Les autres appartenaient à des groupes spéciaux, singuliers, retranchés par d'anciennes dissidences historiques et religieuses qui les avaient rendus étrangers ou hostiles aux moeurs du reste du pays, *juifs, protestants, maçons*, naturellement syndiqués avec ces *métèques*. Leur condition commune, étant l'étrangeté, aurait dû être le contraire de la préséance : dans un pays normal, ils étaient aussi peu désignés que possible comme chefs, leur lot semblait de suivre plutôt que de mener, et la stricte égalité aurait été pour eux la mesure d'une faveur. Or, ils ouvraient la marche, ils tenaient la tête de tout et, justement, *en tant que différents*, allogènes physiques, allogènes moraux : ce qui les mettait à part du pays réel était ce qui les constituait en gouvernement. M. Henri Brisson l'avait reconnu en les intitulant *l'ossature de la République*. Leurs quatre Etats confédérés (comme je les avais appelés) composaient, disait-il encore, l'âme du *vieux parti républicain*, sorte de famille des familles régnantes, collection de petites dynasties que nous superposait et que nous préférait constamment une jurisprudence d'abord secrète, graduellement avouée.

Pour une minorité, c'en était une, quant à nos quarante millions d'âmes ! Dans ses projets d'aristocratie nationale, Fustel évaluait à un minimum de cinq millions de membres l'élite dirigeante d'une véritable République française. Or il y a ici cent mille juifs (et plutôt moins), six cent mille protestants (9)⁹, cinquante mille maçons, autant ou un peu plus de métèques (ou d'aubains, comme disaient nos pères), cela ne va pas au million en tout. Mais pour la plupart installés en des proportions scandaleuses dans les professions libérales,

⁹ (9) Beaucoup de protestants ne font pas partie de l'armature de la République. Ceux qui en sont, comme leur grande majorité, en sont bien.

(médecine, basoche, Université, bureaux, administration centrale) ils se trouvent ainsi sur la voie de tous les succès et de tous les profits, en état de drainer l'argent et le crédit, l'influence et l'autorité. Ces puissants sont surtout des bénéficiers, leur autorité tient du parasitisme.

Beaucoup arrivent de très loin. On voit la procession de ces juifs étrangers s'allonger de l'Europe centrale au centre de Paris ou de quelques grandes villes, interminable fourmilière de petits tailleurs, brocanteurs, casquetiers, fourreurs, courtiers, boursicottiers, agents d'affaires, rares dans les métiers de force, jamais paysans, et qui, sans apporter au pays anémié ni des muscles solides ni un sang généreux, imposaient à son système nerveux un apport discutable et souvent maladif. Ils arrivent, vivent, gagnent, prospèrent, intermédiaires et non producteurs, font fortune par des moyens obscurs, souvent suspects, s'établissent chacun dans un coin non sans s'appliquer à se sentir les coudes de mieux en mieux. Ils parlent à peine français. Leurs fils et filles qui l'écrivent sans faute sont envoyés aux lycées et aux facultés ; ils comptent de plus en plus, moyennant leur loisir, leur argent de poche et leur esprit de solidarité, à l'Ecole de Droit, à l'Ecole Normale, dans les autres écoles préparatoires. Ces fils de vagabonds peuplent ainsi les études, les cabinets, les chaires, sans oublier la Librairie, pour ne rien dire de la Bourse. C'est l'époque où la moyenne et la petite bourgeoisie française fut traitée si sévèrement, à la lettre ruinée et prolétarisée, par le fisc et par la finance louche de la troisième République. Entre cette juiverie et les vieux Français, le déséquilibre est de plus en plus fort, mais les affinités sont grandes entre la franc-maçonnerie et elle, et aussi, à quelque degré, le monde huguenot. Il y a concert naturel, accord latent et spontané pour leur entente à tous sur notre dos, spécialement dans l'Etat (10)¹⁰. Les progrès réguliers de ces « couches » vraiment « nouvelles » font déduire, à coup sûr, que dans un nombre calculable d'années, seront acquises ou conquises, toutes les hauteurs directrices de la société française. Chaque nouveau venu aura dans sa serviette ou dans sa valise crasseuse quelque bâton de commandement politique ou social, si ce n'est pas encore le grand Cordon de la Légion d'honneur : les juifs ont presque tout tenu, sièges parlementaires et gouvernementaux, toutes les présidences, sauf une... Où ne monteront-ils ?

Cependant, ces coteries si bien outillées, placées et avancées en vue de s'approprier tous les monopoles du matériel et de l'influence demeurent des légions d'envahisseurs assez bigarées ; mais elle ont ce point de commun, de bien échapper à la tradition de nos moeurs, et c'est par là qu'elles agissent le plus fortement, et d'ensemble, sur la communauté préexistante, de manière à la

¹⁰ (10) « *Il existe une entente naturelle entre le régime républicain et le culte protestant, car l'un et l'autre reposent sur le libre examen.* » ; réponse de Waldeck-Rousseau au pasteur de Saint-Etienne, le 12 janvier 1902.

modifier contre elle-même, à la rendre de plus en plus différente de soi, et, souvent, par un biais, de plus en plus ressemblante à ce monde allemand qui est le véritable centre de la clientèle *yiddisch* sur les marchés slavo-germaniques.

Au début de l'autre guerre, les masses russes enrôlées dans la coalition occidentale admiraient qu'on les conviât à lutter contre la barbarie allemande, tout ce qu'elles avaient de civilisé leur étant toujours venu d'Allemagne. Ainsi nos Juifs métèques. La plupart d'entre eux avaient reçu un premier vernis de culture allemande. Ils y étaient fidèles et comprenaient mal, ou point du tout, la réaction de nos hérédités françaises. Peu à peu, les leurs s'imposaient ou tendaient à le faire, par l'action réunie du nombre, de la position et de la conquête. Une conquête aussi rapide devait donner à ces étrangers une très haute idée de leurs capacités et de leur mérite. Il s'en suivait un mépris secret, profond et insistant de ce qui n'était que Français. Cette écume posa à l'élite intellectuelle ! Notre plèbe française n'avait plus qu'un devoir : les prendre en modèles.

- *Papa, est-il vrai que pour être intelligent, il faut être de leur parti ?* demandaient à leur père des adolescents retour du lycée (11)¹¹.

- *Monsieur, me disait une dame juive, il n'y a que des juifs pour fonder des journaux.* Les deux mots sont du même temps.

Un demi-siècle a couru. La conquête a gagné encore. Ses premiers éclats, trop voyants, s'étaient heurtés à des oppositions sourdes ou vives. L'usurpation, ainsi contenue, se continua, au prix de quelques arrêts limités. Israël subit dans le monde parisien l'échec que décrit la chronique de Marcel Proust. Mais nul obstacle n'y ayant été fait dans l'ordre des institutions et des lois (au contraire), les effets de cette pénétration territoriale et de cette ascension sociale se multiplièrent à tous les échelons de l'extrême désordre français que l'Oligarchie maintenait de plus en plus fermement. Les Juifs et les Métèques arrivés de la veille préparaient l'arrivage du lendemain. Protestants et maçons assuraient une arrière-garde protectrice, maîtresse de la Loi, qui veillait à l'exercice du Droit de l'homme universel et à l'observance des stricts Devoirs de la Nation hospitalière, qu'il s'agit de fouler et de liquider.

Après l'interrègne dit de Vichy, l'Oligarchie écartée pendant quatre ans a pris une consistance nouvelle, par la communauté reconnue et vérifiée de la chair des quatre Etats confédérés. Leur quatrième République n'a pas vu se former un seul

¹¹ (11) C'est à l'admirable Auguste Longnon, l'historien de l'unité française, que cette question juvénile fut posée vers 1900. Il eut la bonté de venir me la répéter toute chaude.

cabinet qui ne comptât plusieurs Juifs. Les hauteurs de la Presse, du Barreau, de l'Industrie, du Commerce, de la Médecine en sont plus engorgées qu'elles ne l'ont jamais été. Les deux procédés que notre lointaine jeunesse dépista, dans des cas déterminés, sinon rares, sont devenus courants et d'un rendement sans limite. Ils s'appellent : l'entr'aide, ou courte échelle, et le barrage. L'un pour les amis, l'autre pour les ennemis.

Le Juif s'applique à soutenir et à hâler le Juif. Chaque Français est seul, cent Juifs sont fédérés contre lui en silence, presque sans le vouloir, par ce seul effet qu'ils sont juifs. L'échelle est appliquée sur toutes les façades, derrière toutes les murailles, et, s'il s'agit de fonction d'Etat, cent mains sont tendues par et pour une cooptation irrésistible, d'autant plus importante et productive que l'étatisme français s'est lui-même plus étendu.

J'ai vu, un jour, de mes yeux vu, en pays juif, un acte de candidature au Conseil d'Etat, devant le vice-président de cette haute assemblée, un protestant, M. Coulon, parent ou allié de Camille Pelletan, député de Martigues, mon député. Le candidat était un jeune Juif, né à Aix-la-Chapelle en 1870. Il s'appelait Grunebaum Ballin. Je le vois encore, présenté comme il faut, accueilli de même, ayant reçu je ne sais quelles assurances, et se frottant les mains. Je l'entends (il parlait très haut) qui répétait : *l'affaire est dans le sac !* Ce futur auditeur au Conseil d'Etat sera dix ans plus tard le collaborateur de Briand pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il rédigera pour lui un rapport fameux par le nombre et la force de ses bévues d'histoire. Plus tard encore, au sixième mois de l'autre guerre, déclarée par l'Allemagne à la France, ce Juif rhénan était devenu conseiller de préfecture, président ou vice-président de ce conseil, et les Français passaient leur conseil de révision devant lui ; étant de la dernière classe, j'eus l'honneur d'ôter ma chemise devant ce métèque. Mon culte de l'Union sacrée me fit réprimer l'envie de faire un scandale. Tout de même, ce Grunebaum était le bon cousin des gens qui tuaient mes concitoyens. Ce ne fut pas son dernier exploit. Les journaux du printemps 1949 parlaient d'une « affaire » d'« Habitations à Bon Marché » à laquelle était mêlé un certain Grunebaum Ballin, président honoraire de section au Conseil d'Etat, nommé administrateur délégué de l'Office départemental en 1943, sa qualité d'Allemand-né l'ayant emporté sur son titre juif : en pleine occupation !

Voilà pour l'entr'aide métèque et juive. Venons au barrage antifrçais.

Nous sommes à Bordeaux, aux grands jours de l'affaire Dreyfus. On enterre un professeur de la ville, adepte du parti. Au cimetière, le recteur de l'Académie ou celui qui parle pour lui, M. Paul Stapfer, en profite pour se répandre en violentes récriminations antimilitaristes. L'assemblée de Français murmure. M. Stapfer insiste et redouble. Un cri s'élève : *Respect à l'armée !* C'est un jeune

professeur que ses études de physique mathématique et ses travaux sur l'histoire des sciences ont mis hors de pair, Pierre Duhem. La révolution dreyfusienne n'est qu'à la moitié de sa course, elle n'a pas encore vaincu. Les insultes à l'armée de M. Stapfer sont l'objet d'un blâme bénin, qui fait beaucoup crier. La vaillance du jeune collègue patriote ne lui vaut ni éloge ni merci, il n'en demande pas. Puis, les choses tournent. Jérusalem et Cosmopolis l'emportent sur l'armée française. M. Paul Stapfer reçoit tous les dédommagements qu'il peut souhaiter. Le dossier de Pierre Duhem est annoté au crayon rouge, la marque le suivra jusqu'au terme de sa carrière : pendant les vingt ans qui vont courir, tous les plus beaux services rendus à l'esprit français et à la raison universelle seront comptés pour rien à Pierre Duhem. Pierre Duhem professait à Bordeaux en 1897, Pierre Duhem mourra en 1918 dans la même peau d'un professeur de province, sans avoir obtenu *licencia docendi* en Sorbonne. Des gouvernements très divers se sont inutilement succédé, l'armée que Pierre Duhem a défendu dans les mauvais jours a pris une revanche victorieuse ; l'homme éminent qui n'a pas son pareil au monde dans sa partie n'a pas arrêté de subir les effets de la cote d'amour que lui ont infligée les bas-fonds de la bureaucratie universitaire, sûre alliée de l'Oligarchie. Duhem a continué d'expier son patriotisme contre toutes les convenances de la justice et les impératifs de la gloire. La moitié de son oeuvre est encore inédite. Il faut qu'il expie dans la mort. Et à bon droit. Et c'est bien fait. Il avait blasphémé, il avait dit, ce Duhem : *Respect à l'armée*, et à qui avait-il opposé ce « blasphème » ? A l'auteur d'un livre à la vérité ridicule, *Bossuet et Adolphe Monod*, mais qui était ce Paul Stapfer, qui, son géniteur étranger s'appelant Stappfer, avait eu la bonté d'immoler son second *p* sur l'autel de sa patrie nouvelle ! Pierre Duhem s'en était pris à la nouvelle reine de France, à l'Oligarchie souveraine qui avait été assez forte pour déposséder l'idée de la revanche pendant un âge d'homme : 1890-1912. Comment, Pierre Duhem eût-il été pardonné par l'occulte pouvoir qui tenait à garder les moyens de se faire craindre ?

Il ne s'agit point là d'un accident, d'une exception, ni d'une outrance, mais bel et bien d'une règle, non encore promulguée â *l'Officiel*, mais règle de barrage vital. On lit dans une curieuse lettre de Denys Cochin à Maurice Barrès, 19 septembre 1919, un an après la mort de Pierre Duhem :

« J'ai vu M. Biehler, docteur ès sciences mathématiques, agrégé, mais frère mariste, mourant de chagrin d'avoir à quitter sa classe ! Et notre confrère (de l'Institut) Croiset refusant l'entrée du concours d'agrégation à de jeunes prêtres au dernier moment, après des années de travail. Et le Père Scheil, écarté du Collège de France, malgré tout le Collège de France ! » (12)¹².

¹² (12) Cahiers de Barrès, XIIe appendice, page 322.

Ces dernières exclusions étaient, il est vrai, publiques. Une loi, que l'on avouait, en acceptait le déshonneur. Calculez tout ce que put oser un obscur arbitraire administratif sous l'impudent vocabulaire de la Liberté.

Comme cela ne pouvait se faire dans l'ignorance absolue du public, ni sans quelque consentement de l'opinion, un détour ingénieux avait été pris pour masquer cette exhérédation totale d'un peuple : la partie la plus ancienne, la plus profonde et la plus nombreuse du peuple français s'était vu décerner un diplôme de dégradation mentale et morale en raison de sa foi catholique. L'un des meneurs ou des agents les plus indépendants de l'Oligarchie, Clemenceau, avait complété l'opération en décochant à ces Français dépossédés la qualification de *Romains*, comme adhérents spirituels du pape de Rome : il oubliait sa qualité personnelle de client politique, moral et religieux, de l'Amérique et de l'Angleterre.

Quelques centaines de milliers de citoyens étrangers à nos mœurs, souvent à notre culture, reliés entre eux par la plus étroite des *Congrégations*, ne formant même pas la majorité de nos classes moyennes, repoussaient et refoulaient bien loin des leviers de commande des dizaines de millions d'aborigènes instruits, éduqués, honnêtes, respectés. Ces étrangers domiciliés ne prenaient plus la peine de dire que la Maison ou la Terre était à eux, ils s'y carraient en maîtres et en chefs à la faveur de ces dissensions religieuses qui masquaient essentiellement l'invasion, le partage et la forclusion. Cette Oligarchie anglo-germanique de coeur, parfois de sang, mérita d'être appelée par Jules Guesde *le pire des gouvernements* parce qu'elle *bernaît le prolétariat*.

L'honnête Jules Guesde avait fini par éclater au Congrès international d'Amsterdam d'août 1904. En d'autres secteurs du pays, le même éclat couvait depuis une vingtaine d'années. Lentement. Péniblement. Dès 1886, la *France juive* et les autres livres de Drumont avaient cheminé dans la même direction. Le 20 avril 1892, avait paru le premier numéro de sa *Libre parole* dont la manchette portait, comme un grand trait de lumière, cette devise : *La France aux Français*. On vit ce qui se cachait. On nomma ce que l'on taisait. Les langues déliées eurent un ton plus fier. Mais ce langage débridé ne pouvait être encore que le partage d'étroites élites. Il restait extrêmement difficile de faire comprendre à l'électeur-roi quelles places de sûreté innombrables s'était arrogées l'Oligarchie. Ses fonctionnaires, ses magistrats, ses législateurs, ses administrateurs gardaient les plus grands pouvoirs de tromper le pays et de l'endormir. La politique générale des maîtres du jour nous avait enlevé nos défenses intérieures et nos réactions naturelles contre le Reich bismarcko-wilhelminien, sans nous garantir le moins du monde aucune paix avec l'Allemagne. A cette date l'envahisseur du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle s'était assuré peu à peu, sans brûler une amorce, l'annexion d'importants districts du très libre esprit parisien.

Mais la conscience nationale que l'on avait vu pâlir, reprenait alors des couleurs. Elle en devenait ombrageuse, inquiète, violente, en cherchant à comprendre, sans y parvenir, ce conflit de l'Etat et de la Nation qui paraissait impossible en un pays de constitution républicaine s'exprimant par des votes à la majorité : comment y existait-il, selon le mot de Paul Bourget, *une plus profonde France* qui ne pouvait se faire écouter ni même entendre ? Comment les agents d'une minorité nominale, hostiles à l'intérêt et au sentiment publics, pouvaient-ils être des dominateurs effectifs, eux véritables affiliés d'un Etranger qui pouvait être l'Ennemi ? Ces paradoxes étaient d'autant plus scandaleux que l'on était moins informé des ressorts coutumiers du régime électif. L'illusion ne se dissipa qu'en analysant les rapports des votes, des lois, des décrets avec les réalités dont ils ne sont que des signes plus ou moins déloyaux. Avant d'être une personne spirituelle, une Nation est d'abord une grande chose passive et longtemps indolore : on peut négliger et dilapider sa vie et ses biens à peu près indéfiniment, elle se contente d'élever un vague, long et vain murmure, tant que l'on a soin de ne pas l'irriter ostensiblement. Moyennant quelque précaution, des meurtrissures profondes faites à son être essentiel pourront épouvanter les sages, quand les simples, en nombre infini, m'auront même pas la sensation d'une égratignure. Le grand artifice de l'Oligarchie était là. Elle excellait à ménager les apparences, sauf en matière religieuse où la passion anticatholique coïncidait avec son animosité contre tout ce que nous avons de plus anciennement français. Mais cette haine éveillait des ripostes obscures. Le grondement, la plainte de bien des Français informés montaient et prenaient corps, particulièrement sensibles au double mouvement qui se voyait d'un peu partout : *montée du plateau allemand et baisse du plateau français*, dans tous les cas, au vu et au su du pays légal de la France, comme avec sa faveur et sa complicité. A la fin d'un drame tristement célèbre par la position qu'y avaient prise les officiels, Barrès terminait son exposé par ces mots : « *Et la France descendit d'un cran.* » C'est de cette descente que se mit à souffrir une part de l'esprit public. Son malaise peut être encore illustré par ces autres paroles de Barrès écrites beaucoup plus tard (*Cahiers XII*, page 225) mais au souvenir du conflit même que je rappelle : « *Que poursuivent les Allemands ? La conquête morale du monde. Leur pensée nous envahit et sape nos traditions. Elle glorifie le passé et les espérances de l'Allemagne. Ceux qui s'en nourrissent regardent ensuite la France avec froideur, et ils ont même honte d'elle. Ils s'enfoncent peu à peu dans ce cadre intellectuel allemand.* »

Un fait restait pourtant certain.

Des multitudes de jeunes Français, plus ou moins dépouillés de leur patrie morale et subordonnés de fait à l'Oligarchie, étaient, en 1895, aussi résolus qu'en 1875 à ne pas devenir Allemands et, s'il le fallait, à se refaire Français.

Le moyen ? Ils le cherchaient avidement, convaincus de son importance croissante : la doctrine traditionnelle et nationaliste était, avant même de naître, aspirée et désirée par ce vœu secret.

4 . Une opinion de Paul Bourget.

Faut-il, en conséquence, dire avec Paul Bourget que cette doctrine procédait, en somme, de la défaite et que 1870 en fut le générateur ?

Ce qui précède le conteste au fond, absolument.

Premièrement, nous sommes en 1895 et non en 1875.

Secondement, ce que nous subissons en ce moment n'est plus une défaite militaire.

Ce n'est même pas encore une défaite. L'envahisseur auquel nous essayons de tenir tête, spirituellement et moralement, ne peut même pas être comparé à une arrière-garde laissée par l'ancien vainqueur. La métaphore n'éclaircirait rien. Il ne s'agit pas de uhlans, mais d'écrivains, d'orateurs, de polémistes, campés sur notre sol ou même nés chez nous avant ou après le traité de Francfort.

Ils nous serraient de près, sans nous avoir vaincus. Leur pression nous mettait en quête des vérités capables de les faire taire, en leur reprenant les auditoires et les publics qu'ils avaient seulement échangés.

Les vieux désastres du second Empire et du gouvernement de la Défense nationale n'étaient pas les instigateurs de notre réarmement littéraire et philosophique.

- Cependant, pourrait nous répondre Bourget, ces vieux désastres sont bien, à l'origine, ce qui vous a émus et alertés. Vous en aviez frémi aux temps de votre enfance et de votre adolescence. Vous avez retrouvé ce frémissement.

Nous l'avons retrouvé. Nous avons reconnu dans ce frémissement son occasion et son excitation éloignées. N'appelons point cela une cause. Car, sous le choc, la France envahie avait reconnu en effet quel sentiment profond elle avait d'elle-même, son sublime amour de l'être français. Et cet amour ainsi meurtri, torturé et humilié ne résultait point de la victoire allemande, il lui préexistait, loin d'en être le fruit. La passion du patriotisme vivait âpre et forte bien que

latente, ne se soupçonnant pas à l'heure où l'Allemand l'avait fait exploser contre lui.

La détonation fit grand bruit. Ce ne fut qu'un bruit. Révélateur ? Pas davantage. Rien n'était prêt alors pour l'utiliser, ni aux armées, ni dans l'Etat, ni dans les esprits. Le nouveau gouvernement mis sur pied en 1871 n'alla pas loin et fit du mal. Il improvisa des combattants, dont le très bel effort dut plier au bout de cinq mois sans avoir même pu, comme on l'a dit, sauver l'honneur, qui n'avait été perdu ni à Borny, ni à Gravelotte, ni au Calvaire d' Illy.

L'aventure qui coûta beaucoup de vies et d'autres biens français, eut donc l'unique effet de signifier la violence du sentiment national et les héroïques réserves de dévouement qui étaient disponibles à tous les paliers du pays réel. Il aurait mieux valu garder pour un emploi meilleur des forces morales d'un si haut prix !

5. La vraie cause cherchée.

Or, après un quart de siècle de fermentations variées dans la paix armée, la France en était venue à éprouver la sensation du complot qui se tramait, en elle et contre elle, par un accord inattendu d'ennemis du dedans et du dehors. Voilà ce qui l'a mise debout. Voilà, Monsieur, la vraie cause que vous cherchiez.

Les historiens, me dites-vous, sont déconcertés par la soudaineté au moins apparente de ce mouvement.

Je vous avouerai que nous l'avons, nous, trouvée plutôt lente ! Le temps, mieux mesuré de loin, vous donne raison. La « soudaineté » fut réelle. A notre point de départ, rien n'était défini. Ce qui se proposait était informe et décousu. En quelques saisons, tout l'essentiel fut trouvé et conduit jusqu'à l'audience d'un public nombreux et vibrant.

Cela commença par un peu d'agitation superficielle. Des associations du Souvenir Français s'étaient réveillées. Des ligues déjà anciennes jetèrent un éclat plus vif. Il s'en fonda de neuves. On peut considérer comme l'oeuvre propre de cette génération tout ce qui vint s'ajouter à l'oeuvre un peu primaire du « barde incorrect » comme le jeune Barrès appelait Déroulède et, si l'on veut encore, du chansonnier boulangiste Antonin Louis. Notre désir de voir enfin clair dans ce problème de la Patrie nous faisait remonter aux grandes sources de l'inspiration civique, Chénier, Ronsard, Corneille, Dante, Virgile, Horace, Homère, Mistral : dans ces nouveaux corps à corps qui nous humiliaient et nous exaltaient, c'est aux puissances de l'esprit que nous avons demandé l'avantage.

CHAPITRE QUATRIÈME

TRÉSORS CACHÉS

1. Un premier feu de paille.

Barrès, me dites-vous, regrettait de ne point parvenir à déceler un changement brusque dans l'atmosphère littéraire après 1870. Il ne méconnaissait pourtant pas d'honorables efforts chez quelques-uns de nos aînés immédiats. Sully Prud'homme, opérant une conversion essentielle, s'était rejeté sur le sein de la mère patrie :

*Je dispersais mon coeur français
Aujourd'hui j'en suis économe.*

Coppée, Bainville, Dierx, Laprade, Leconte de Lisle, Ludovic Halévy, Paul de Saint Victor avaient fait aussi leur acte de présence et, si le vieil Hugo avait gardé soigneusement la ligne des vaticinations fraternelles en reportant (déjà !) sur l'empereur, les rois, les princes et junkers d'Allemagne ses malédictions au peuple ennemi, les jeunes Verlaine et Rimbaud s'étaient aussi imprégnés de patriotisme contre les Barbares. Mais ce n'était qu'un feu de paille. Il s'était vite amorti. On a gardé de cette période un ou deux *Contes du Lundi* d'Alphonse Daudet, comme *La Dernière Classe* (l'adieu de la petite école alsacienne à son maître français) ou la nouvelle de Guy de Maupassant *Boule de Suif*, synthèse aiguë de la brutalité des Prussiens et de la passivité des vaincus, ou encore et enfin le célèbre *Tour de France par deux enfants*, qui prêchait la revendication de l'Alsace contrairement aux intentions de son auteur Mme Guyau-Fouillée, membre important de l'Oligarchie.

Le grand succès de ces ouvrages en accuse le haut intérêt pour la nation ; leur petit nombre indique une certaine indifférence de la part du monde littéraire, que l'on aiguillait en catimini dans un autre sens.

2. Renouveau de l'esprit. Une menace ?

Seulement, en dehors de la littérature proprement dite, la partie sérieuse de la nation s'était mise au travail, elle tirait de son désarroi et de sa douleur les curiosités de l'intelligence :

- D'où cette catastrophe était-elle venue ? De quel ciel était-elle tombée sur nos têtes ? Comment ? Pourquoi ?

Après se l'être demandé avec des cris, le langage se doublait d'une réflexion rationnelle. La cour de Napoléon III avait pu se tromper lourdement ; lourdement les hommes de la Défense nationale ; la Commune de Paris était une lourde erreur ; la triple coïncidence faisait une quatrième énigme, dont aucune n'était vraiment expliquée par les accidents de l'heure ou du jour, bévues de diplomates, impréparations militaires. Une curiosité plus ample mobilisait les têtes pensantes pour un travail en profondeur qui excluait les solutions de surface et de mots, les généralisations vagues du verbiage romantique. On voulait savoir d'une science positive, réaliste et presque sans foi, selon la devise de Sainte-Beuve, « le vrai, le vrai seul ».

Ces travailleurs, dont les méthodes concordaient, les méthodes dites scientifiques du temps, venaient de tous les points de l'horizon. La plupart n'étaient pas des hommes de droite. Plusieurs se classaient à l'extrême gauche religieuse ou philosophe pour avoir appelé le Christ « *un homme divin* » ou professé que « *le vice et la vertu étaient des produits comme le sucre et le vitriol* ». L'opinion courante reprochait en outre à Taine, à Le Play, à Boutmy leur goût trop décidé pour l'empirisme anglais, tandis que Renan faisait regretter ses vieilles passions persistantes pour l'Allemagne, qui avaient longtemps ressemblé à une religion. Avec eux s'employaient Albert Sorel, Fustel de Coulanges, Montégut, Camille Rousset, moins connus ou connus par des travaux d'un caractère moins national, comme c'était le cas de la *Cité antique* (1864). Rien ne les unissait qu'un trait : la hardiesse du regard, la liberté des mains jetées sur bien des arches saintes. Ils doutaient de l'Etat-Dieu : même classés libéraux, ils s'étaient affranchis des servitudes propres à ce parti.

Leurs écrits en tiraient un sens fort et neuf. Quiconque les lisait et les méditait ne pouvait traîner dans les habitudes de jugement qui étaient courantes sur les rapports de l'Allemagne et de la France, sur l'ancien Régime et sur le nouveau, sur la Révolution et tout ce qui divisait encore. Avaient-ils donc quelque projet de réunir et réorganiser l'opinion du temps ? Ou de la réformer ? S'ils y avaient songé, c'était sans trop l'avoir voulu. A la différence des mythomanes et des mages de 1820, 1830, 1848, ils ne désiraient point du tout les orages, préféraient le beau temps, souhaitaient le revoir à tout le moins dans les esprits. Ils avaient le goût de l'ordre, le dégoût des fausses clartés et de la fausse poésie. Au terme

de leur dépouillement, ils ne se dissimulaient pas un point l'on s'était beaucoup trompé. Fallait-il rebrousser chemin ? Mais quel chemin ? Tous faisaient un certain compte d'erreurs commises. Pas un peut-être, sauf Renan, ne prenait garde franchement à la qualité contre-révolutionnaire de leur tendance. Sauf Renan encore, ils finissaient par se ranger aux environs du Centre (droit ou gauche), républicains, modérés ou orléanistes : ils se sentaient d'ailleurs historiens, savants, philosophes, plutôt que citoyens, quelque génie civique qui les animât tous.

TAINE. Le plus pragmatiste de tous, Taine avait bien ouvert son enquête sur les *Origines de la France contemporaine* en feignant d'ignorer comment remplir son devoir électoral ; l'artifice littéraire ne doit pas nous abuser. Ce dont Taine eut souci n'était pas de faire bien voter, mais de faire affluer dans le cerveau de ses lecteurs la lumière de faits précis, de lois limpides. Le reproche de forger pour son public je ne dis pas des armes, mais les instruments du choix politique, l'aurait étonné et choqué. Il ne faisait pourtant pas d'autre métier. S'il ne l'eût fait, on ne se serait pas mis en défense contre lui aux quatre coins du monde politique. Son *Portrait de Napoléon* était un acte, une arme, un conseil insurrectionnel contre l'Etat napoléonien : la Princesse Mathilde Bonaparte le lui prouva dans le P.P.C. fameux. Sa *Psychologie du Jacobin* manifestait, armait, agissait contre l'Etat radical démocratisant et le Parti radical ne put s'y tromper ; comme la nièce de César, Marianne III se défendit contre lui en fondant une chaire en Sorbonne que M. Aulard dût remplir de sa réfutation polémique et mystique. « Sans mon oncle, disait la Princesse, je vendrais des oranges sur le quai d'Ajaccio. » « Sans le Jacobin, pensait Marianne, je ne serais qu'une ombre vaine, errant dans un chartrier ou dans un monastère, j'habiterais un exemplaire du *Contrat social* rongé des souris, mon régime ne serait pas sorti des premiers rudiments, ébauches de la vie. »

Car Marianne, qui est-ce ?

Entité que gonfle ou dégonfle, abolit ou crée le doute ou la croyance des électeurs et des lecteurs, Marianne dépend de ce que défera en eux M. Taine ou de ce que M. Aulard pourra leur réinsuffler. Que ces sortes d'actions se fassent par des voies un peu lentes, qu'elles aient lieu dans des salles de cours, d'études, des bibliothèques plutôt que dans les salles de scrutins ou de clubs forains, que même elles passent de beaucoup au-dessus des masses votantes, c'est possible. Tout de même, les méfiances éveillées par M. Taine ont persisté : une Encyclopédie avait élevé la première République, une Contre-Encyclopédie pouvait menacer la troisième, ce qu'il ne fallait pas !

RENAN. Celui-ci y mettait moins de formes, car il avait moins d'innocence. Il avait pris ses aises. Il s'était couvert par le gage de la *Vie de Jésus* et, si l'on veut

aussi, par l'hégélianisme induré de son « vieux pouranâ », cet *Avenir de la Science* qui avait paru l'embaucher dans la troupe démocratique. Cependant, dès le 2 décembre 1852, il se faisait à lui-même l'effet d'un renégat de la démocratie. De cette date au 4 septembre 1870, et longtemps après, tous les jalons plantés par des oeuvres importantes pendant quarante ans tracent des directives qui ne varient *presque plus*. Leur qualité de vieille France est voyante. Ce caractère est d'autant plus marqué que le discours est plus accentué, le ton plus vif, plus haut, la verve plus franche, et venue de plus profond ; la vie et la joie de l'idée se répand à proportion qu'elle coule de plus hautes sources traditionnelles. Comme chez son héritier Anatole France on peut tenir pour indice de l'adhésion et pour mesure de la complaisance l'éclat des pages, la beauté des formules, la fluidité et la splendeur de l'exposition. S'en cache-t-il ? Mais non. L'esprit de Renan ne se sait jamais si grand, si net, si pur que lorsqu'il fait son geste de réprobation sur telle erreur moderne ou de bénédiction aux antiques vertus dont vivait ce Breton. Son coeur est là. Son génie aussi. Qu'il ait écrit autre chose, qu'il ait dit le contraire, sans doute : jamais avec cette flamme. On voit et l'on touche quel sens inné de sa nature aristocratique le guide. Un certain usage du mot « roturier » est prodigieux sous sa plume. Historien, moraliste, conteur, dramaturge, philosophe, sa conception hiérarchique du monde s'en donne à coeur joie. On citera éternellement la belle parabole des bons rustiques accomplissant dans le labour la juste part de leur destin, pendant que les seigneurs moines portent la leur dans la prière avec une égale justice. On n'arrêtera pas de méditer au dialogue d'Antistius et de Carrienta, la maxime taillée en degré de Paros : « la *femme doit aimer l'homme et l'homme doit aimer Dieu* », ou dans les *Questions* l'ardente critique d'un code des lois fait pour « *un citoyen qui naît enfant trouvé et meurt célibataire* », ou l'aveu cuisant que « *le 18 mars 1871 est depuis mille ans le jour où la conscience française a été le plus bas* » (13)¹³ et l'incomparable chapitre où sont mises en relief les

¹³ (13) On comprend mieux aujourd'hui le sens de cette mystérieuse malédiction du 18 mars 1871 : sous un prétexte de haut patriotisme, pour ne pas faire à l'armée prussienne livraison de canons qui nous appartenaient, sous cette caution probe et brillante d'un amalgame d'honneur militaire et d'amour-propre populaire, ces nobles décisions de gardes nationaux qui étaient des moyens, ont voulu s'imposer aux règles de l'ordre public, qui était la fin. Résultat : il en sortit la fureur anarchique et cosmopolite qui ensanglanta et brûla notre capitale. Signe éclatant d'une prodigieuse cécité et d'un véritable désaisissement pour la conscience nationale. Elle avait visé son bien et l'avait manqué à coup sûr : Renan avait raison. Que n'en aurait-il dit s'il avait vécu jusqu'à nous ! La même conscience est tombée encore plus bas le 18 juin 1940 par l'effet de la même fausse dialectique. Une rébellion s'étant préférée à la loi de l'armée, une dissidence à l'être de la patrie, M. de Gaulle se superposa au Maréchal Pétain, comme il mit l'honneur de son combat au-dessus du bien général, le roulement

substructures capétiennes de la patrie, digne des plus grands rédacteurs de notre histoire civile, sans en excepter Michelet, Chateaubriand, ni même Bossuet. Quelle liberté et quelle maîtrise ! Non que les Puissances du jour lui fussent indifférentes. Il aimait à en être bien vu et bien traité. Leur dos tourné, elles n'existaient plus. Bien mieux. Il s'était délivré un second sauf-conduit, comme un brevet de bouffon et de baladin, qui permettait de cumuler la dignité de penseur attitré du régime, l'Administration du Collège de France et la liberté plénière de ridiculiser les institutions de Démos. Il parlait, comme un ange, de Noblesse, de Dynastie, de Nation, de Sacrement de Reims et de Régicide, dans un vocabulaire d'ultra, sinon de chouan, et ne se lassait point du crescendo en ce sens : quatre ans avant sa mort, pour le centenaire de 1789, il prit son auditoire de la Coupole à témoin que la Révolution, ayant échoué en tout, ne pouvait être une bonne affaire politique « *comme un général toujours battu ne peut être un bon général.* » Ni le récipiendaire, haut fonctionnaire du régime, M. Jules Claretie, ni les journaux, ni les bureaux, ni les assemblées ne prirent ces sacrilèges au sérieux. On les laissa passer comme tous les autres propos du vieil enfant terrible. Pourtant si scurrile qu'on nous peignit alors M. Renan (le premier héros de Barrès le bâtonnait au bal Bullier sous le nom du « vénérable M. X... ») le plus léger de ces blasphèmes ne laissait pas de contenir et de transmettre ses ferments de redoutable vérité politique : une pensée s'y tenait debout toute seule et n'avait besoin de rien d'autre pour porter un jour ou l'autre des coups sérieux à Marianne. Plus encore que de Taine, il y avait lieu de se méfier de Renan, son genre d'intelligence était le plus cruel ennemi de Démos-Roi et de Démos-Dieu.

de son tambour, le claquement de son fanion au-dessus des ordres du chef suprême et du drapeau national, un indigeste fatras de très beaux mots au-dessus des réalités divines de la patrie. Résultat : ce n'est pas à la révolution que nous subordonne l'aventure gaulliste, mais d'abord à l'Angleterre représentée par le général Spears et par M. Churchill, puis à ces émigrés de la démocratie, incapables et insensés, qui avaient été la première cause de nos malheurs. Le même faux-semblant patriotique et nationaliste s'imposa ainsi à la *chose* Patrie et Nation. Il leur procura deux invasions nouvelles qui saccagèrent, avec l'ensemble du territoire, des villes nombreuses sous la grêle des bombes et des obus ; il les fit suivre d'une « libération » asservissante, d'une épuration sanieuse, de divisions et d'abaissements dont, en cinq ans déjà, l'on ne s'est pas relevé. La conscience nationale de 1940 n'a rien su, rien vu, rien senti de ses obligations salutaires et tutélaires : elle a été submergée par le tohu-bohu des passions les plus variées et les plus confuses. Il n'y a pas de conscience nationale sans ordre et sans clarté. C'est pourquoi Renan faisait tenir le maximum de conscience nationale dans le pouvoir personnel d'un souverain dynastique, attendu, disait-il, qu'il n'y a pas de plus haut point de conscience que dans un cerveau humain.

ALBERT SOREL. Le cas était voisin. Bibliothécaire du Sénat (à ce titre greffier de la Haute-Cour) ce très haut-dignitaire du régime n'avait pu écrire *L'Europe et la Révolution* dans la simplicité de son coeur. Il n'était pas homme à ignorer ce qu'il avait fait là. Pour le moins autant que *les Volontaires* de Camille Rousset, ce grand livre tendait à contester les articles capitaux de la Légende dont la République vivait, il arrivait même à réhabiliter tels aspects mal compris de l'ancien régime abhorré. Ni lui ni personne autour de lui, ne pouvait se dérober à l'évidence de son péché, bien que le critique du *Temps* le niât généreusement. Sans doute le péché était-il du *Temps* sur les hauteurs de la culture désintéressée et de l'enseignement supérieur, d'où il revenait peu de chose pour le *servum pecus*. A leur premier matin, ces pages n'étaient ni invoquées ni commentées par un Jacques Bainville dont les yeux de lynx excellèrent plus tard à montrer l'interdépendance de l'Histoire et du Politique. Albert Sorel prenait le soin naturel d'éluder toute application intempestive et trop lourde. Ses leçons parvenaient rarement et mal aux petites écoles. La communication n'était pourtant pas impossible. S'il n'y avait que demi mal pour la République, il y avait déjà demi bien pour la France. Gros danger pour l'Oligarchie ! Le grand historien qu'elle décorait et rétribuait allait-il complanter d'une paire de cornes les protubérances de son os frontal ?

FUSTEL DE COULANGES. Plus complexe, plus étonnant et beaucoup plus riche en tristes clartés fut le cas personnel de Fustel de Coulanges. Quoique réputé républicain sous l'Empire (il souhaitait à la France une république aristocratique) et bien qu'il eût été appelé à donner des leçons d'histoire à l'impératrice Eugénie, c'était le moins politique des hommes, type du savant, du chercheur, du trouveur, professeur à Strasbourg et à Paris, directeur de l'École normale supérieure et, là, fonctionnaire accompli. Mais *le fait est, le très grave fait est* que l'effort total de sa vie et de sa pensée l'avait orienté vers des doctrines dont les conclusions n'étaient ni froides ni muettes : d'un sens vital très chaudement déterminé. Ces conclusions connues furent reçues avec une respectueuse courtoisie et une attention laudative. Mais il dut s'avouer que les plus importantes, les plus limpides, celles auxquelles il attachait le plus de prix, avaient manqué leur but dans la famille d'esprits qui formait son public spécial et prochain.

Spéciaux eux-mêmes, ses livres sur la France n'avaient atteint du grand public qu'un bord et une frange. Le corps universitaire prenait le contre-pied de ses directions... Même dans sa partie technique ? Surtout dans cette partie. Lorsque, en 1905, notre *Action française* résolut de célébrer le 75^e anniversaire du grand critique historien né en 1830, et mort en 1889, le scandale et l'alarme du monde professoral ne furent pas tout à fait joués. On s'était habitué à ne plus voir en Fustel ce qu'il avait souligné avec le plus de force et de lumière. Il n'en avait

pas pris son parti lui-même. Il en étouffait en silence. Il mesurait ce qui séparait ses thèmes personnels des thèmes officiels les plus courants. Son amertume des dernières années ne s'est trahie que dans quelques paroles dont Frédéric Amouretti nous a transmis la confidence :

« Ce n'était pas un homme bienveillant. Il ne se gênait pas pour dire : c'est un sot. Du titulaire fort connu d'une chaire en Sorbonne, il disait qu'il était honteux que cet homme écrivit des livres qui déshonoraient la Sorbonne et d'un maître de conférences actuel de l'École normale il disait que ses livres auraient pu être écrit par un hanneton. Il traitait d'informe compilation, baclée en trois ans, l'oeuvre d'un professeur de faculté de province, depuis recteur. L'auteur d'un livre anticlérical sur le moyen âge lui ayant écrit « Cher maître » - il entra dans une grande colère, protestant qu'il n'était pas le maître de tels imbéciles... Il disait : je n'ai pas d'élèves, bien qu'il répétait souvent : un tel est mon élève ; cela signifiait simplement qu'il lui avait fait la classe à l'école de la rue d'Ulm... »

Ainsi en venait-il à beaucoup blâmer. Mais son milieu s'était retourné contre lui. Pourquoi ? Parce que son analyse et sa synthèse avaient fait passer de fortes menaces d'orages sur le ciel spirituel de l'Oligarchie.

3. La menace et la parade.

Ce qui arrivait là serait incompréhensible si l'on perdait de vue que l'Oligarchie démocratique, forme une Église-Etat. La liberté, la laïcité et la neutralité sont des contes. Russe ou anglo-saxonne, maçon ou juive, papiste ou sans Dieu, la Démocratie étatiste « dirige » le bulletin dans les mains de l'électeur : par la pensée qu'elle lui imprime, elle doit choisir son vote pour lui ; un gouvernement d'opinion ne gouvernerait rien s'il ne tenait pas la pensée ; le plus matériel des régimes, le Nombre, se passe moins qu'un autre de cet esprit domestiqué. La démocratie impériale en avouait la nécessité, Napoléon disait au Pape qu'il lui fallait plus que les corps, les âmes. La démocratie républicaine fait comme lui sans le dire. Elle le dit parfois : *pas de liberté contre la Liberté*. Ce principe efface des droits de l'homme mon droit de me faire jésuite ou capucin ; le même principe libéral bien compris devrait m'interdire de contracter un mariage indissoluble tel que le blâme M. Naquet. En général on prend ces prohibitions libérales pour des abus, des excès ou des défis de sectes et de clans. On se trompe. Ils sont au fondement du Droit de l'Oligarchie. Ces fondements sont dérivés d'une métaphysique de la personne humaine. L'Oligarchie se montra, il est vrai, tolérante et pitoyable pour les mariages sacramentaires (le morceau était un peu gros) ; mais considérons sa fermeté juridique en ce qui touche à l'association religieuse. Parce que M. Naquet, augmenté de M. Ferdinand

Buisson, tient le voeu d'obéissance pour dégradant et déshonorant, ce voeu est moralement interdit depuis cinquante ans sur le territoire français ; ni la fraternité dans la boue des tranchées, ni le coude à coude de la Résistance à l'occupant n'ont pu changer une virgule aux lois qui interdisent le voeu congréganiste. De ce que j'ai l'honneur d'être libre, l'église républicaine m'interdit d'aliéner ma liberté. Si je le fais, je me condamne virtuellement à l'exil. Cette loi dort. Il suffit d'un caprice des tyrans pour la réveiller. En attendant, voici le droit commun du régime. Pour empêcher des maîtres et des maîtresses d'école privée de mourir de faim et donner de la soupe ou des fournitures à des écoliers pauvres, l'Etat, ses départements, ses communes, s'astreignent à prendre toutes sortes de chemins détournés et de portes basses. L'Etat aurait lui-même un intérêt colonial à équiper des missions. Il ne se reconnaît pas le droit d'autoriser des séminaires pour ces missions : depuis vingt-cinq ans qu'il hésite à inscrire cette dépense dans un seul de ses budgets, il n'ose point sauter le pas. Sa religion, clandestine et fanatique, fait peser sur lui un scrupule dirimant.

Cela n'est pas dans la Constitution ; elle dit même tout le contraire, mais le centre de la pratique de l'Etat n'en est pas moins réglé par le Covenant libéro-jacobin in-écrit qui fait l'âme, le coeur et l'esprit de l'Oligarchie. On a déjà vu la vigueur et la rigueur silencieuses de ce pouvoir spirituel aux prises avec des hommes comme Pierre Duhem, qui, eux, étaient dans l'exercice de leurs fonctions civiques. On va le voir, maintenant, en lutte avec les fortes idées de Fustel.

SUITE DE FUSTEL DE COULANGES. Ce grand homme n'est ni un clérical ni adhérent à aucun dogme. Il tient l'histoire pour une science. Il croit seulement faire oeuvre de bon sens lorsqu'il professe que le patriotisme est une vertu. Il méprise les professeurs ignorants, les docteurs sans talent, les esprits sans indépendance ni liberté, les fanatiques et les sots. Il estime que, chez nous, le respect des choses françaises doit naturellement recevoir le numéro un. Le passé atavique lui apparaît comme quelque chose de paternel ou de fraternel. Il admet difficilement un enseignement de l'Histoire qui donnerait une préférence systématique à l'Etranger sur les hommes de notre sang, cet étranger fût-il le sacro-saint envahisseur et devastateur allemand. Certains libéraux de chez nous lui ont donné des spectacles fâcheux, il le dit, il s'exprime avec une flamme indignée sur les deux manières d'écrire l'histoire, fanatiquement nationale en Allemagne, mais en France indifférente au destin de nos pères, et au nôtre, en fin de compte agenouillée et prosternée aux pieds de l'idole allemande... Entendons, écoutons ces pages datées de 1872 et qui résument notre demi-siècle d'erreurs :

« Que n'a-t-on pas dit sur la race germanique ? Partout nos yeux prévenus ne savent la voir que sous les plus belles couleurs. Nous reprochions presque à

Charlemagne d'avoir combattu la barbarie saxonne et la religion sauvage d'Odin. Dans la longue lutte entre le sacerdoce et l'Empire, nous étions pour ceux qui pillaient l'Italie et exploitaient l'Eglise. Nous maudissions les guerres que Charles VIII et François 1^{er} firent au delà des Alpes ; mais nous étions indulgents pour celles que tous les empereurs allemands y portèrent durant cinq siècles. Plus tard, quand la France et l'Italie, après le long et fécond travail du moyen âge, produisaient ce fruit incomparable qu'on appelle la Renaissance, d'où devait sortir la liberté de la conscience avec l'essor de la science et de l'art, nous réservions la meilleure part de nos éloges pour la Réforme allemande, qui n'était pourtant qu'une réaction contre cette Renaissance, qui n'était qu'une lutte brutale contre cet essor de la liberté ; qui arrêta et ralentit cet essor dans l'Europe entière, et qui trop souvent n'engendra que l'intolérance et la haine. Les événements de l'histoire se déroulaient, et nous trouvions toujours moyen de donner raison à l'Allemagne contre nous. Sur la foi des médisances et des ignorances de Saint-Simon, nous accusions Louis XIV d'avoir fait la guerre à l'Allemagne pour les motifs les plus frivoles, et nous négligions de voir dans les documents authentiques que c'était lui, au contraire, qui avait été attaqué trois fois par elle. Nous n'osions pas reprocher à Guillaume III d'avoir détruit la république en Hollande et d'avoir usurpé un royaume, nous pardonnions à l'électeur de Brandebourg d'avoir attisé la guerre en Europe pendant quarante ans pour s'arrondir aux dépens de tous ses voisins ; mais nous étions sans pitié pour l'ambition de Louis XIV qui avait enlevé Lille aux Espagnols, et accepté Strasbourg, qui se donnait à lui. Au siècle suivant nos historiens sont tous pour Frédéric II contre Louis XV. Le tableau qu'ils font du XVIII^{ème} siècle est un perpétuel éloge de la Prusse et de l'Angleterre, une longue malédiction contre la France. Sont venus ensuite les historiens de l'Empire ; voyez avec quelle complaisance ils signalent les fautes et les entraînements du gouvernement français et comme ils oublient de nous montrer les ambitions, les convoitises et les mensonges des gouvernements européens. A les croire, c'est toujours la France qui est l'agresseur ; elle a tous les torts ; si l'Europe a été ravagée, si la race humaine a été décimée, c'est uniquement par notre faute. »

Cette colère sainte atteste que Fustel ne savait pas à qui il avait affaire, il ne se doutait pas des ripostes qu'on lui destinait. Sa droiture n'avait rien soupçonné de l'asservissement du personnel politique universitaire à un parti de l'Étranger.

Il se sentait inexpugnable dans cette défense du bien public et des saines mœurs de l'esprit. Il plaidait très naïvement pour elle, ces deux causes de la France et du genre humain. L'évidence des deux erreurs lui semblait entraîner la double réforme. Comment eût-il pensé qu'un tel réquisitoire dût se briser contre l'influence d'une secte mystérieuse et un syndicat d'intérêts cachés.

Pendant que Fustel écrivait ces lignes, l'Oligarchie avait quitté le pouvoir avec Gambetta en 1871 ; pour y revenir six ans plus tard, elle se regroupait, diffusait ses fables, et reprenait avec l'appui de l'ennemi la propagande de nos divisions par les envies politiques et les haines sociales ; elle échafaudait, par en bas, les madrépores de sa puissance électorale moyennant le mépris des bonnes coutumes, l'aversion de l'ordre, l'appât des affaires et leur corruption, l'influence et la gloire du cabaret. Les moyens choisis parmi les plus nuisibles au citoyen étaient dignes de leur cause et de leur fin, hostiles l'une et l'autre à la cité et à la patrie. Si à au lieu de porter toute son attention à l'étude des âges morts, Fustel se fût adonné à l'analyse des événements contemporains, il eût senti que les nouveaux gouvernements excellaient à encourager ce qu'il déplorait et à recomposer ce qu'il dénonçait, bref à contredire toutes les formes de sa pensée.

Notre mauvais sort l'ayant emporté, ce qui devait être fut. Selon la prévision de Frédéric Amouretti, le nom de Fustel allait être *enfoui dans l'obscurité*. Oh ! le prophète de l'idée française serait salué, mais baillonné ; loué et promu mais perclus et réduit à l'impuissance. Un haut joug de conformisme professoral serait forgé, mais au rebours de toute juste piété nationale, pour l'exaltation du type générique allemand : à mesure que ces étrangers allaient prévaloir, la tradition française deviendrait une dissidence, une hérésie, un sectarisme, presque une sédition, et le nom de ce mainteneur serait inscrit au *carnet B* des anarchistes et des mauvais esprits. Pour en juger, il suffit de lire ces excentricités ! « *L'amour du sol tout court, disait-il, ce n'est pas le patriotisme. Il faut y joindre l'amour de notre histoire. La France géographique est peu de chose si l'on ne relève l'affection qu'on lui porte du respect de son histoire. Son histoire est notre bien, nous n'avons pas le droit de la négliger.* » ... Des mots pareils faisaient trembler les bases de la cité républicaine (*du passé faisons table rase*) ; le monde officiel ne pouvait s'en tenir à boucher ses oreilles, il fallait empêcher la sirène d'être entendue.

Mais celle-ci n'avait pas peur des conséquences de ses principes. Inductif et déductif comme tout esprit complet, le génie de Fustel développait sa pensée maîtresse jusqu'à son terme. Il demandait par testament qu'on lui fit des obsèques religieuses, bien que « *ni pratiquant, ni croyant* » : « *Je dois, dit-il, me souvenir que je suis né dans la religion catholique et que ceux qui m'ont précédé dans la vie étaient aussi catholiques. Le patriotisme exige que si l'on ne pense pas comme les ancêtres, on respecte au moins ce qu'ils ont pensé.* » L'auteur de ces lignes était fait pour présider en qualité de ministre de l'Education nationale à un grand règne de réconciliation comme ceux de Henri IV ou de Louis XVIII. L'esprit de Marianne III n'était pas à la paix mais à la guerre : la bataille républicaine où le citoyen mort s'honore d'obsèques civiles,

commence dès les bancs de l'école, avec un conflit d'ancêtres que, justement, Fustel avait tendu à apaiser.

L'école républicaine se plaît à enseigner l'histoire des grandes invasions du IV^e et du V^e siècle de manière à motiver et à justifier nos récentes bagarres : il faut que les nobles de l'ancien régime aient été d'anciens envahisseurs et spoliateurs, il faut que leurs anciens vassaux aient été d'anciens propriétaires envahis et dépossédés, ce qui a l'avantage de donner aux crimes jacobins des quartiers de noblesse et de conférer à nos divisions de partis une antiquité vénérable. L'analyse de Fustel mettait en pièces ces imaginations. En exposant la vérité, il eut l'imprudence de faire valoir que nées de la haine, ces fables servaient à la haine : l'histoire rétablie rétablirait la paix entre Français. C'était ignorer tout de la doctrine démocratique. Les intérêts de Démos veulent que les petits Français soient instruits dans un esprit d'antagonisme mutuel. La découverte de Fustel devait être jetée aux accessoires. Lorsque en 1894, on posa, rue d'Ulm, une plaque de marbre en l'honneur de Fustel, le jeune ministre qui l'inaugura, M. Raymond Poincaré, fit les plus expresses réserves sur cette partie de l'oeuvre ainsi saluée : on ne pouvait la recevoir en toute sécurité de conscience philosophique !

De même ses jugements généraux sur le moyen-âge. La saine démocratie exige de n'y considérer qu'une barbarie gothique. Eminemment française, originalement humaine, cette époque a reçu de Fustel les honneurs d'une équité pleine d'amour. Il osait en tirer contre les diffamations révolutionnaires un devoir très général, qu'il identifiait, encore une fois, au patriotisme supérieur :

« Etre patriote, pour beaucoup d'entre nous, c'est être ennemi de l'ancienne France. Notre patriotisme ne consiste le plus souvent qu'à honnir nos rois, à détester notre aristocratie, à médire de toutes nos institutions. Cette sorte de patriotisme n'est au fond que la haine de tout ce qui est français. Il ne nous inspire que méfiance et indiscipline. Il nous pousse tout droit à la guerre civile. Le véritable patriotisme n'est pas l'amour du sol, c'est l'amour du passé, c'est le respect pour les générations qui nous ont précédés. Nos historiens ne nous apprennent qu'à les maudire, et ne nous recommandent que de ne pas leur ressembler : ils brisent la tradition française, et ils s'imaginent qu'il restera un patriotisme français. Ils vont répétant que l'étranger vaut mieux que la France et ils se figurent qu'on aimera la France. Depuis cinquante ans, c'est l'Angleterre que nous aimons, c'est l'Allemagne que nous louons, c'est l'Amérique que nous admirons. Chacun se fait son idéal hors de France. Nous nous croyons libéraux et patriotes quand nous avons médité de la patrie. Involontairement et sans nous en apercevoir, nous nous accoutumons à rougir d'elle et à la renier. Nous nourrissons au fond de notre âme une sorte de haine inconsciente à l'égard de

nous-mêmes. C'est l'opposé de cet amour de soi qu'on dit être naturel à l'homme ; c'est le renoncement à nous-même. » (*Questions historiques*, p. 4.)

Saintes paroles d'or qui font étinceler leur noble métal en fusion ! Magnifique prosopopée de la patrie ! Leurs vérités accentuaient de part et d'autre le double chœur de ces tristesses et de ces nécessités : de 1872 à 1914, l'exaltation de l'orgueil intellectuel allemand va conquérir le monde, tromper les peuples, les Cours régnautes, les chaires enseignantes et leurs académies, orgiaque folie d'une réclame aveugle et sourde qui fera couler beaucoup de larmes et de sang ; mais, toujours de 1872 à 1914, l'adhésion préconçue des Français à la fureur du germanisme universel aura les résultats prévus : nous nous aimerons de moins en moins, nous nous calomnierons et nous nous renierons de plus en plus, nous céderons à la passion déréglée de ce qui n'est pas nous, de ce qui nous est contraire, et cet absentéisme moral de la France ne sera d'aucun service à l'humanité.

Supposons une France gouvernée, entre 1872 et 1914, par des Français, dans l'intérêt français, le progrès continu des erreurs et des malheurs signalés par Fustel n'aurait pas manqué d'attirer l'attention de ces chefs naturels, de ces chefs légitimes, sur les recommandations prévoyantes de l'historien. Or, ces paroles bienfaisantes ont été soumises au plus méthodique et au plus actif des Index.

Ceux qui, ayant la charge du pays, lui ont appliqué cet Index, se sont conduits très exactement comme des conquérants établis sur un territoire contesté. Leur cas n'était pas différent au fond : le conciliabule oligarque des quatre Etats confédérés, juif, protestant, maçon, mèteque, l'ossature de la République, l'âme du vieux parti républicain ne pouvait que haïr cet éloquent conseil de fidélité donné à la France. Sa prohibition faisait partie de l'intérêt le plus pressant de ces pouvoirs usurpés.

Les « élèves » nombreux à qui Fustel avait fait la classe étaient devenus professeurs à leur tour. On n'a jamais vu sortir de leur promotion une moyenne d'enseignement historique qui composât un minimum d'information et de jugement fusteliens. Ni, par exemple, encore, une « *chasteté de l'histoire* » qui se défendît tout à la fois contre l'entraînement de l'amour-propre national et contre les impiétés déclarées de l'esprit cosmopolite. Ni, par exemple, une mention, si rapide fût-elle accordée au fait reconnu de la fusion gallo-romaine et des barbares aux temps mérovingiens : sans désavouer l'historiole officielle si la République en a besoin, on pouvait s'affranchir en partie d'un ostracisme déshonorant. Cela aurait été bien chiche ! On n'obtint même point cela ! Le mot d'ordre fut de ramener notre prototype de l'historien à l'homme de Fénelon qui

n'est « d'aucun temps et d'aucun pays », mais il eut licence de s'aplatir jusqu'au sol devant les autels internationaux du Germain.

Fustel de Coulanges avait eu le temps de nommer deux exécuteurs testamentaires qui ont publié la fin des *Institutions*, écrit sa vie, imprimé quelques inédits. A l'un de ces messieurs nous sommes redevables de la grande page aujourd'hui classique, appelée *la maladie de la politique*, mais qu'on pourrait intituler aussi *la démocratie en action* :

La maladie de la politique... Si l'on se représente tout un peuple s'occupant de politique, et depuis le premier jusqu'au dernier, depuis le plus éclairé jusqu'au plus ignorant, depuis le plus intéressé au maintien de l'état de choses actuel jusqu'au plus intéressé à son renversement, possédé de la manie de discuter les affaires publiques et de mettre la main au gouvernement ; si l'on observe les effets que cette maladie produit dans l'existence de milliers d'êtres humains ; si l'on calcule le trouble qu'elle apporte dans chaque vie, les idées fausses qu'elle met dans une foule d'esprits, les sentiments pervers et les passions haineuses qu'elle met dans une foule d'âmes ; si l'on compte le temps enlevé au travail, les discussions, les actes de force, la ruine des amitiés ou la création d'amitiés factices et d'affections qui ne sont que haineuses, les délations, la destruction de la loyauté, de la sécurité, de la politesse même, l'introduction du mauvais goût dans le langage, dans le style, dans l'art, la division irrémédiable de la société, la méfiance, l'indiscipline, l'énervement et la faiblesse d'un peuple, les défaites qui en sont l'inévitable conséquence, la disparition du vrai patriotisme et du vrai courage, les fautes qu'il faut que chaque parti commette tour à tour à mesure qu'il arrive au pouvoir dans des conditions toujours les mêmes, les désastres et le prix dont il faut les payer ; si l'on calcule cela, on ne peut manquer de dire que cette sorte de maladie est la plus funeste et la plus dangereuse épidémie qui puisse s'abattre sur un peuple, qu'il n'y en a pas qui porte de plus cruelles atteintes à la vie privée et à la vie publique, à l'existence matérielle et à l'existence morale, à la conscience et à l'intelligence, et qu'en un mot il n'y eut jamais de despotisme au monde qui pût faire autant de mal. »

L'exécuteur testamentaire qui recueillit et transcrivit cette forte définition du gouvernement populaire aurait pu la mettre en plein jour. Il ne l'a pas voulu. Si elle était trop longue pour servir d'épigraphe au volume entier, on pouvait lui faire une place brillante dans l'Introduction, ou en tête ou au milieu du très curieux chapitre relatif à la politique de Fustel... Mais non...

- Où diable avez-vous trouvé cette belle page que vous citez partout ? me demanda un jour Charles Benoist au bout d'inutiles recherches.

- Dans le *Fustel* de Paul Guiraud, lui répondis-je ; elle est rejetée en note, dans un bas de page, en petits caractères.

Ce Paul Guiraud n'avait pas de bon sens. Je possède une lettre de lui où il explique en long et en large qu'il se sent d'autant meilleur disciple de ce maître adoré qu'il se tient plus à l'écart de sa pensée profonde. Et voilà pour lui.

Le second exécuteur était Camille Jullian, homme de grand talent ; mais son horreur nerveuse de Rome mesure son éloignement du pôle fustélien. Ni l'un ni l'autre n'ont pris garde au sens de livres tels que la *Gaule romaine*, *l'Invasion franque*, *l'Alleu*. Ce ne sont pas les simples numéros d'une bibliographie distinguée. Ils portent l'épithète claire de ce qui a été tué et enterré de la main de Fustel : le romantisme historique.

Etonnante erreur disciplinaire, trop générale pour avoir été partout le fruit du hasard ! Faite de main d'hommes, elle signifie la parade qui ne pouvait traîner, l'écran interposé contre une vérité par trop inquiétante. Le rideau de silence proprement tiré sur l'ensemble et sur le détail des idées de Fustel assurait à l'Oligarchie que les crânes bourrés allaient le rester : maîtres et élèves ne seraient pas détrompés sur le rapport imaginaire de nos révolutionnaires d'hier avec la structure millénaire de notre nation ; nos petites écoles continueraient de faire une vertueuse opposition théorique au Germanisme de Mérovée et de Childéric pour mieux subir l'ascendant des majestés prussiennes chères à Voltaire et à Chateaubriand ou le prestige de la sainte mère Germanie de Hugo, de Lamartine et de Michelet ; la même absence de Fustel épargnerait aux fonctionnaires universitaires l'ennui d'avoir à bousculer les insolences de Fichte contre un peuple français renégat de sa race, de sa langue et de ses beaux ancêtres germains. La démocratie enseignante échapperait au suprême péril d'avoir à discuter les idées de tradition et de fidélité incorporées par Fustel au patriotisme. On serait dispensé de les mentionner. Ou l'on pourrait s'en délivrer avec un geste et un sourire. L'escamotage organisé paraît à tout.

Mais, comme il y a partout des bavards et des indiscrets, ces précautions négatives n'ont pas été trouvées suffisantes. On en a construit de positives : petits fortins, sûretés, guérites, échauguettes, où de bonnes sentinelles ont fait les cent pas.

GABRIEL MONOD. Un des solides piquiers de l'Oligarchie contre Fustel fut ce petit-fils d'un pasteur helvético-danois, l'heureux époux d'Olga Herzen, le père plus heureux d'Edouard Monod-Herzen : Français très nouveau, aussi indifférent au sort de la France qu'attentif au règne des quatre Etats confédérés sur notre pays.

- « Ah ! disait-il vers 1875, un soir qu'il sortait de chez le conseiller d'Etat Vuitry : Ah ! si les réactionnaires devaient l'emporter ! Savez-vous ce que je ferais ? Je quitterais la France ! » Auguste Longnon à qui ce propos était confié et de qui je le tiens, avait été frappé du tour et du ton de cette menace. Elle n'eut pas à s'accomplir. La Réaction ne l'emporta point. M. Monod resta, prospéra ; il put donner libre cours à sa hargne contre Fustel, son oeuvre, ses idées, à la basse petite critique d'une grande oeuvre, le bourdonnement de cet insecte au vol harcelant put interrompre et ralentir le labeur du génie, on a dit : abrégé sa vie. Ne croyez pas que je mêle indûment la critique, la politique et le sentiment. M. Monod s'était-montré de bonne heure lui-même. La même année où Fustel avait analysé « les deux manières d'écrire l'histoire en Allemagne et en France » Monod lui faisait vis-à-vis dans une brochure dite *Allemands et Français*, qui élevait une vive protestation en faveur de l'armée prussienne (alors notre occupante) pour son admirable tenue, non sans contester ce que tout le monde avait vu de ses rapines et de ses cruautés. Le plaidoyer aboutissait à cette déclaration d'amour : « *L'Allemagne est la seconde patrie de tous les hommes qui étudient et qui pensent.* » Jusque-là ce très ancien hommage des délices du genre humain allait à la France, à Paris ; M. Monod le retournait en faveur de Berlin, d'Iéna ou de Leipzig. Ne manquons pas d'inscrire l'auteur d'*Allemands et Français* au premier rang des adulateurs qui ont excité l'insane orgueil de l'Allemagne et l'en ont rendue presque aussi malheureuse que ses victimes directes. Avouons que le censeur intime de Fustel ne pouvait être mieux trouvé.

Son droit de naissance avait vite gonflé son personnage dans l'Oligarchie. Professeur aux Hautes Etudes, plus tard au Collège de France, sans avoir même son diplôme de docteur ès lettres, directeur de la *Revue Historique* éditée par la maison Alcan¹⁴ et, pour vingt ans, l'arbitre de l'agrégation d'histoire,¹⁵ conseiller technicien de nombreux essais de vocations juvéniles, distributeur de consignes dans lesquelles la « science », la librairie et l'administration faisaient alterner leur autorité, la nullité connue de M. Gabriel Monod le mettait

¹⁴ 14. Alcan, éditeur juif et Monod, directeur protestant métèque, se tenaient fort étroitement. J'étais inscrit, en ma qualité de critique littéraire et philosophique, sur les services de la maison Félix Alcan. Dès mes premières critiques contre les insultantes usurpations de M. Gabriel Monod, M. Alcan me fit l'honneur de m'écrire qu'il me radiait de ses papiers en raison de mes « attaques », contre un dignitaire de sa maison. Ni le souci des idées et des lettres ni même l'intérêt commercial ne comptaient devant l'intérêt de nos Oligarques confédérés et solidaires au sommet de la République. L'administration supérieure de leurs intérêts était subordonnée en tout à ce lien.

¹⁵ 15. Le directeur actuel de l'enseignement secondaire s'appelle Gustave Monod. Ce prénom décèle un descendant des Douze, un neveu ou petit-neveu de Gabriel Monod. Pour un beau résistant, c'est un beau résistant !

hors de tout débat. On disait couramment à la Bibliothèque nationale : « *Monod, c'est bien certainement un c..., mais non pas un c... ordinaire, c'est un c... à part, un c... de haut vol, c'est un c... savant.* » Ces gaietés un peu tristes soulageaient le Gaulois vaincu. Mais elles l'endormaient aussi.

Il y a des besognes où l'intelligence importe moins que le zèle, la passion, l'intérêt, le tour de main. Gabriel Monod eut ce qu'il fallait pour intriguer avec bonheur en vue d'écarter des oreilles de la jeunesse les vérités capables de troubler sa foi démocratique. Sans doute le sublime message de Fustel, tel que l'événement le confirmait chaque jour, ne devait pas être facile à mettre en échec ou en oubli pour de longues années. Mais l'épreuve a duré jusqu'en 1905 et 1910 (où Monod est mort de fureur). L'homme de confiance de l'Oligarchie n'avait pas dû trop mal s'y prendre. Le coup réussit un bon bout de temps. L'Allemagne put marquer un point.

4. Suite de la parade.

L'Allemagne marqua d'autres points grâce à d'autres moyens de l'Oligarchie.

Sur des zones extraordinaires et prétendues libres : presse, édition, librairie, où l'on redoutait quelque influence du même maître, la contre-attaque bien montée fit jouer des forces empruntées aux ressources de l'Etat ou aux agents spéciaux des Etats confédérés. Un journaliste important nommé Neffzer, ancien fondateur de la *Revue germanique*, avait affecté après Sadowa, de mettre du vin dans sa bière ; il fonda le *Temps* qui ne dévia que fort peu de la voie dangereuse dénoncée par Fustel. Le « plus grand journal de la République » passa bien à des catholiques languedociens ; les frères Hébrard, mais un nommé Pariset, qui était de la religion, y garda la haute main administrative, et ne cessa de gouverner droit. Son coreligionnaire Francis de Pressensé fit la politique étrangère, d'autres la continuèrent dans le même esprit : devant chaque fait, revers ou échec grave, la méthode était de mettre d'abord en accusation la France, son caractère, son tempérament, jamais les hommes, les partis ou les institutions qui la gouvernaient. Sur un autre rayon, un juif nommé Henry Michel donna le ton de la maison et le maintint avec une souple sévérité : il ne disait pas que ses idées différaient de celles de M. de Bonald, chose bien permise, mais qui ouvrait la discussion ; il disait que M. de Bonald n'avait pas de talent, ce qui la fermait. La vie du journal était axée sur Jérusalem par le travers de l'Eglise réformée. Du temps qu'il publiait dans ce *Temps*, ainsi fait, sa paradoxale *Vie littéraire*, si riche en fausses notes dignes d'un vieux Français, Anatole France s'avisait un jour de demander à Adrien Hébrard pourquoi son journal ne pouvait voir mourir un pasteur ou un rabbin sans leur faire des funérailles nationales et pourquoi, ajoutait-il, il n'y avait jamais un traître mot pour un évêque ou un curé mort ?

- Mais, dit Hébrard, *il n'en meurt pas !* Il en mourait, pourtant, toujours laissés sans sépulture. La publicité spontanée du Temps allait à cette France d'étrangers et de dissidents, titulaires et réservataires d'insolentes faveurs. Sur le reste il faisait tomber, à grands pans, d'énormes silences.

Inouï, parfois, ce silence !... Plaçons-nous vers le début de l'autre guerre. Notre budget du matériel militaire avait été régulièrement écorné pendant douze années successives.

Mais nous avions bénéficié d'une compensation qui tint du miracle. Combattants, techniciens, observateurs, simples spectateurs sont enthousiastes de l'immense service protecteur qu'a rendu à la France le canon de 75, et le *Temps*, avec raison, s'occupe de savoir à qui doit aller la reconnaissance de la patrie. Ce chef-d'oeuvre de balistique s'est appelé le canon Deport. Son auteur principal, le colonel Deport a eu des collaborateurs, des conseillers, des aides. On cite couramment Saint-Claire-Deville, Rimailho, Tournier, d'autres. On n'oublie pas le grand-maître de l'artillerie de l'époque, le général Deloye. Une fois construit, le canon a été mis en service par le ministre de la Guerre de 1897-1898, général Billot. On l'en remercie, lui et les autres. Qui, encore ? Les informateurs du *Temps* sont alertés pour que la liste soit complète. On l'a, longue et brillante, mais le jour où elle paraît, un nom en est rayé. C'est le plus important. C'est celui du grand chef qui, sous sa responsabilité personnelle, faisant le choix initial, n'a pas craint de s'attirer des inimitiés, des rancunes, des calomnies, c'est le ministre de la Guerre de 1893-1895, le général Mercier : il a tout brisé pour bien servir la France. Mais c'est aussi le même qui, dans le même temps, a osé faire arrêter et juger le traître Dreyfus : il a essuyé en retour, avec deux communiqués-ultimatums de l'empereur Guillaume II, tous les sales crachats des diffamations dreyfusiennes. Cela n'a pas suffi : vingt ans après, en 1915, le *Temps* lui inflige ce petit coup de pied de l'âne, sa radiation de la liste des constructeurs du 75 ! Or, cela ne va pas tout seul. Notre journal existe. Il proteste. Nous feignons de croire à un oubli. On feint de ne pas avoir entendu. Je crie plus haut, aucun succès. Je crie encore : aucune réparation. L'auteur du bienfait public, décerné aux armées françaises, aux combattants français, resta jusqu'à la mort sous ce coup d'échoppoir. Personne ne peut refuser au *Temps* le droit d'avoir été et d'être resté dreyfusard jusqu'à la folie ; on aurait fort bien compris, si sa conscience l'y obligeait, qu'il ajoutât au fait matériel du remerciement que méritait l'éditeur du canon Deport ou, tout au moins, à la mention stricte à laquelle il avait droit, le flot d'anathèmes ecclésiastiques de l'Oligarchie dreyfusienne. Ce qu'on refuse au *Temps* c'est le droit de renfoncer l'être dans le néant. C'est qu'il s'arrogeât le pouvoir de dire à son public :

- *Voici les bienfaiteurs de la patrie à qui est dû le choix du canon sauveur*, après avoir épuré ou expurgé sa liste, de ce nom deux fois immortel. J'admire

également que le *Temps* ait fait si bon marché de sa parole à la face des hommes vivants. Fut-ce spontané ? Ordonné ? Je ne dis que ce que je sais. Devant des farces de ce calibre, il est permis de calculer combien de mensonges mineurs et de coups de pouces de seconde classe a dû se permettre le *Temps* sous son masque de liberté d'esprit et d'objectivité anonyme. La vérité était que tout y fut réglé sur les intérêts de l'Oligarchie.

J'ai vu bien mieux, toujours au *Temps* : la métamorphose rapide de son critique littéraire, écrivain remarquable : Paul Souday. Il n'était juif, protestant, ni métèque, ni peut-être maçon, assez anticlérical il est vrai, bien qu'il eût un frère prêtre. Le futur *bekannte Temps redakteur* avait d'abord été conduit par ses vives critiques du romantisme à un nationalisme intellectuel assez net. Ses études sur le théâtre de Hugo dans le journal *l'Eclair* en restent les témoins. Certains de ses premiers feuilletons du *Temps*, en particulier celui qu'il consacra le 3 juillet 1911 à Foggazaro, en redoublent la preuve d'ailleurs incontestable. Une pression se fit. Venait-elle de l'intérieur du *Temps* qui, alors, s'était pourtant un peu relâché dans le sens français ? Selon des informations parfaitement sûres que j'ai données ailleurs et qu'il serait trop long de reprendre ici, le fait est que l'Oligarchie intervint. Souday obtempéra. Il accepta les consignes *antifusteliennes* par excellence, libéralisme et germanisme, celles-ci poussées jusqu'au point d'avoir à subir devant l'Ennemi, en pleine guerre, les compliments de gratitude de la *Gazette de Francfort*. Cette collusion se poursuivit après la victoire française. Le feuilleton littéraire du *Temps* fut le poste avancé de cette « *littérature de fuite* » dans laquelle M. Daniel Halévy a discerné, à l'entre-deux guerres, un des principes de la décadence d'alors. C'est du *Temps* que fut éjectée la gracieuse épithète de « *pangermanistes français* » aux patriotes qui réclamaient un réarmement intellectuel devenu aussi nécessaire qu'en 1912. Notre effort trouva contre lui ce mastodonte de la presse parisienne acquis à l'ennemi du dehors et du dedans. Ne soyons pas surpris que le *Temps* de 1944 ait dû changer de nom comme un banqueroutier.

Pour le secteur de l'Édition, la France n'était pas mieux servie. Les grandes entreprises, autonomes en principe, étaient assujetties à l'occulte distribution des places, des profits, des honneurs et des croix. Qui eût résisté à la pression de l'Oligarchie ? Qui aurait eu souci des mises en garde de Fustel ? Ses propres éditeurs n'y ont songé qu'après les demandes réitérées du public. Si l'on parlait beaucoup d'histoire, même d'histoire de France, ou des rois de France, c'était pour en exclure nommément tout profit d'esprit national : c'eût été « de la politique ».

Quand il suivait de loin la marche des armées prussiennes sur notre sol, l'historien Ranke faisait tenir sa joie dans le mot fameux : *Nous faisons la guerre à Louis XIV...* Chez nous, un haut fonctionnaire de l'Instruction publique,

historien de métier, ne rencontrait le personnage de Louis XIV que pour user de tous les moyens de le dénigrer en commençant par lui contester le caractère d'un Français (c'était un Italien ou un Espagnol) et le grand objectif de son travail revenait à amputer le grand Règne de la moitié de sa valeur... Un élève de Fustel, où plutôt non, son élève unique, Frédéric Amouretti, régla le compte de M. Lavissee en des termes qu'il faut garder : « *Nous avons appris de M. Lavissee les mérites du grand Colbert. Le même historien nous révèle que Lionne et Louvois eurent un rôle secondaire et que si la France n'avait pas eu une bonne diplomatie et une bonne armée à cette époque, elle aurait été bien plus prospère : elle aurait pu sans doute nourrir tous ses habitants et encore tous ceux des autres nations qui auraient voulu se faire nourrir par elle.* » Bien dit. Il n'est pas moins malheureux que le chef-d'oeuvre des synergies du passé français et peut-être de tous les passés nationaux ait été ainsi caché à la moyenne de nos compatriotes par l'auteur et par l'éditeur d'une grande publication appuyée et recommandée par l'Etat. Un Ranke n'espérait venir à bout de Louis le Grand qu'avec l'aide de Moltke et de ses canons chargés par la cubasse. Il aura suffi à M. Lavissee d'un petit brin de plume au service d'une entreprise d'imprimerie. On en rit. On en pleurerait aussi volontiers.

Notons en même temps le triste sort d'un très beau livre, qui fut retrouvé par nos soins. Vers la fin de la vie de Renan, peu après sa mort survenue en 1893, il était bien porté de se taire sur sa *Réforme intellectuelle et morale de la France* si l'on avait la rare chance d'en connaître le nom et l'intérêt. Lorsque le grand universitaire Lanson dressa la bibliographie de Renan, il en radia ce livre qui déplaisait souverainement à l'Oligarchie. La plupart des Français lettrés qui se flattaient d'avoir sur leurs rayons un « Renan » complet n'y possédaient point ce monument d'histoire nationale et de politique royale ⁽¹⁶⁾. Tel fut le cas du propre père de Jacques Bainville et d'autres que je sais. Sa résurrection commença dans quelques journaux de droite pure, où elle jeta la stupeur. Elle continua dans le *Figaro* de février 1902 où l'étonnement ne fut pas moindre. Le plus surpris fut l'éditeur. Non qu'il faille reprocher aux Lévy un sectarisme politique quelconque. Editeur en titre des princes d'Orléans (comte de Paris, duc d'Aumale, prince de Joinville). MM. Calmann, Paul et Michel Lévy, auraient eu avantage à mettre en vedette ce que Renan disait de l'oeuvre territoriale des rois de France ou de la ressemblance du règne de Louis-Philippe à celui des Antonins. Ces vues brillantes et justes n'ont pu être reléguées dans les quatre-vingt-dixièmes dessous qu'en vertu de conventions ou de suggestions venues de haut et pour cause - la cause et la raison d'Etat qui nous conduisit à les remettre au jour.

¹⁶ 16 . La savoureuse découverte de cette mise en interdit est de M. Daniel Halévy. Cet écrivain, déjà cité pour sa liberté d'esprit, aurait pu être de l'Oligarchie. Il ne l'a pas voulu. Ce sera son solide honneur.

5. Conclusion des trésors cachés.

L'histoire de ces trésors volontairement dissimulés à la France aura donc comporté trois phases.

Dans le premier temps, long de quatre ou cinq lustres, par les émotions et les réflexions de l'ancien désastre, le patriotisme français avait créé un certain nombre d'oeuvres de force et de lumière analysant les causes de nos malheurs, en montrant les remèdes, mais dans une intention de science pure.

Dans le second temps, les idées ainsi exprimées inquiètent, alarment, menacent l'Oligarchie qui tient le pouvoir : plus ces idées sont objectives et désintéressées, plus elle les craint : elle s'attache à mettre ces objets dangereux hors de prise et de vue quand elle ne peut les détruire. On essaie quelquefois de les remplacer par leurs contraires bruts, du type Lavisser-Monod-Lanson.

Dans le troisième temps, des besoins nationaux flagrants viennent de naître. Les trésors menaçants, puis menacés, sont graduellement retrouvés par la génération dont ils ont été le désir et redeviennent l'espérance.

Le second temps a serré de près le premier. Les heureux possédants ont senti le péril instantanément, et ils n'ont pas tardé à se mettre en défense. Tout au contraire, le dernier temps a beaucoup traîné dans l'ombre de l'avant-dernier : ascendante ou installée, l'Oligarchie a su longtemps refouler dans l'inconscient matériel le sentiment de l'oppression qu'elle exerçait. Cela s'éclaira donc comme vous le dites, Monsieur, assez brusquement.

CHAPITRE CINQUIEME

DU KANTISME OU LA MORALE INDEPENDANTE

1. *Nos Kantistes.*

Entre un livre de tel auteur et ses lecteurs possibles s'imposait donc la volonté de groupes, de compagnies, d'associations, intéressés à mettre le peuple à l'abri et comme à couvert de certaines lumières. Le jeu de la Liberté régnante consistait à user d'interdictions disciplinaires comme le Vatican ou d'échoppages au caviar comme la Russie des Romanoff. Mais il y eut autre chose et mieux que ce baillon libéral. On a vu se produire encore la même action autoritaire inverse : toujours dans l'intérêt supérieur de la Liberté, la pensée privilégiée d'un auteur sera ingurgitée bon gré, mal gré, à un certain public, par une équipe d'instructeurs armés par l'Oligarchie d'un diplôme d'exclusivité autrement efficace que l'ancien privilège du Roi.

Qu'on ne m'impute pas ce que je me garde de dire. L'Oligarchie ne peut être louée ni blâmée d'avoir importé en France le Kantisme. Mme de Staël elle-même a eu des prédécesseurs. Ses successeurs sont innombrables. Au premier rang, personne n'oublie le mouvement de la *Critique philosophique* et de la *Critique religieuse*, dont les chefs, Charles Renouvier et Fr. Pillon, furent les directeurs de conscience des quatre Etats confédérés, surtout de l'Etat protestant, véritables parrains de la troisième République. Les Juifs apportaient des fonds, les Métèques de la chair et du sang, les Maçons de l'intrigue et de l'entre-gent ; l'esprit, si l'on peut dire, venait du groupe protestant libéral. Sous le second Empire, alors que la République était belle, Renouvier avait fondé une école libre, qui opérait à ses propres frais propagande et recrutement. Aussi lui arrivait-il d'avoir des idées politiques assez distinguées et même singulières : si M. Gabriel Monod fut le premier Français nominal à donner un coup d'encensoir à l'Allemagne victorieuse dès le bel an de Dieu 1872, Charles Renouvier fut le premier Français de vieille souche (languedocienne) qui, la même année, avait conseillé le renoncement public à l'Alsace. Il le fit dans sa

Critique, c'est-à-dire chez lui et sous sa responsabilité. L'affaire n'était qu'à lui. Il n'avait pas chargé l'Etat de solder l'impression et la diffusion de cette ignominie. Tout changea quand un acte de favoritisme inouï eut mis les fonds publics à sa disposition.

2. *L'escalade.*

Le positiviste bizarre qui s'appelait Jules Ferry fit entrer cette nouveauté rue de Grenelle où il était ministre. Un petit groupe de néo-criticistes zélés : Ferdinand Buisson, Félix Pécaut, Edmond (ou Camille) Sée, Jules Steeg, (celui-ci né comme par hasard, en Prusse) reçut de M. Jules Ferry son autorité, sa puissance et même son mandat exprès sur l'Instruction primaire de notre pays. Il est permis de dire à cette troupe que ce n'était pas de jeu.

MM. Buisson, Pécaut, Sée et Steeg étaient bien gentils. Ils n'avaient aucun titre à disposer en maîtres des deniers, bureaux, salles de cours, nominations, révocations, déplacements et autres propriétés et bénéfices physiques ou moraux du *Koinon* français au profit de l'idéal moral de leur *Koinon* particulier et de sa nuance Kantienne. Ces quatre messieurs se conduisirent là comme aurait fait une équipe de tertiaires de Saint François ou de Saint Dominique, qu'aurait établie, de sa grâce, dans les mêmes locaux, Mgr de Frayssinous : le grand maître de l'Université de la Restauration n'avait rien osé de pareil.

Il est vrai que leur protecteur Jules Ferry tenait des assemblées de la République un pouvoir régulier constitué par le suffrage populaire. Mais d'abord, il faut dire au sujet de cet investissement que le corps électoral s'était mêlé d'un sujet auquel il n'entendait rien, étant sans compétence sur le problème spirituel qui se posait. Les électeurs auraient été moins incompetents si, par commune ou par paroisse, ils avaient été conviés à nommer, eux-mêmes, les maîtres d'écoles de leur choix, comme il arrivait très souvent sous l'Ancien Régime. Ils auraient en ce cas pensé à ce qu'ils faisaient ou tout au moins qu'ils le faisaient. Dans nos élections générales, les votants pensaient à autre chose qu'à l'institution de l'école sous la discipline de Kant. Le décret, la loi, le scrutin n'ont pas nommé Kant. Ils ne l'ont pas visé non plus.

Ceux qui prirent cette responsabilité du Kantisme le firent par surprise moyennant le détour anticlérical. Or, si, en bien des endroits, pas tous, et loin de là, la France était détachée du curé catholique, elle ne l'était point de sa morale. Elle était unanime à ne pas vouloir de celle de Kant. Raison : elle l'ignorait du tout au tout. On peut être anticlérical sans être Kantien, ni stoïcien, ni même huguenot.

J'entends. Il s'agissait de réorganiser l'enseignement, surtout primaire. Mais Duruy, Guizot, le vénérable J.-B. de la Salle s'en étaient déjà occupés avec dévouement, bon sens, succès, sans vouloir imposer aucune volonté particulière, aucune tactique de secte qui ressemblât comme ici à un tour d'escamoteur. Le catholicisme aurait pu exciper de l'assentiment ou de l'aveu implicite d'une immense portion du pays. Le Kantisme n'a rien recueilli d'analogue en dehors de l'administration universitaire. Encore celle-ci n'eut-elle point à en décider. Tout s'est fait par la volonté de sa bureaucratie, de ses membres les plus influents. Les néo-criticistes qui menaient l'opération n'ont jamais fait connaître leurs raisons. On ne les a pas discutées. Nous sommes en présence d'un acte administratif tout à fait arbitraire. Il s'est produit en république et régime électif. Il aurait pu s'établir par le même moyen à l'intérieur d'une dictature. Ce n'est pas que j'attache aucune valeur spéciale à ce qui est délibéré et voté. Je m'amuse à montrer que l'on nous a mis en présence du plus gratuit des faits accomplis.

Tout s'est passé comme si le maître de maison avait eu les yeux fermés par quelque endormeur magicien et que MM. Buisson, Steeg, Sée et Pécaud eussent escaladé les murs de la rue de Grenelle pendant son sommeil.

3. Le bien de l'école primaire.

Les héros de l'escalade voulaient à l'école primaire un bien spécial d'ordre surnaturel. C'était leur droit de citoyen. Ils n'avaient pas le droit d'en faire la matière d'un enseignement public, obligatoire et universel.

- Mais, diront-ils, le public voulait une école laïque.
- On voulait, en effet, une école qui ne fut ni de frères, ni de prêtres, ni de clercs, mais ces messieurs y voulurent en sus, quelque chose d'autre. De tout autre. Leur philosophie subjective et privée exigeait dans l'école publique l'enseignement d'une morale *indépendante* conforme au postulat de Kant : cela suffisait à les retrancher, eux et leurs écrits, de toute l'école française, de l'essentiel du Coutumier français.

L'a-t-on assez vu ? assez dit ? Ce Catéchisme moral et civique de 1881 heurtait à angle droit l'esprit de nos moeurs et de notre règle, même si on les avoisine au plus sommaire de l'esprit voltairien, ou du jeanjacquisme.

La morale a toujours eu en France un caractère *dépendant*. Plus ou moins elle était engagée pratiquement de manière à dépendre et à procéder - autant certes que de la religion - des traditions, de l'honneur, des convenances, et de toutes sortes d'habitudes immémoriales dont les majestés inégales étaient invoquées

tour à tour. On ne les confondait point du tout avec l'Impératif de la Conscience individuelle, indice formel du Devoir, mais les uns et les autres jouaient en étroite connexion avec lui. En pratique, toutes les fois que la moralité l'emportait sur son contraire, ou le bien sur le mal, ces motifs plus ou moins secondaires n'étaient pas étrangers à cette victoire. En vue de ce triomphe, on faisait flèche de tout bois. Ce bois supportait comme un thyrses des feuillages de toutes formes et de toutes couleurs. Aristote n'avait pas eu honte d'appeler la vertu une bonne habitude ; la vieille expérience du pays n'y trouvait pas non plus d'inconvénient. Or, la poignée de novateurs établis (*established* au sens anglais) par Jules Ferry, exigeaient, dans un esprit radicalement opposé, que l'impulsion morale fut absolument pure : plus que la primauté, plus que l'autonomie de la Conscience dans la personne, ils voulaient la délimitation rigoureuse de son domaine, l'isolement sévère de son enceinte, son jeu séparé. Tous les facteurs de la décision autres que le Devoir étant jugés adventices ou parasites, on l'opposait à ces impédiments, on refusait de consentir à le composer avec eux. On raffinaient, on quintessenciaient cet élément solitaire et raréfié. Tel était du moins le langage de ces Précieux idolâtres. Jusqu'à quel point pouvaient-ils le penser ?

Dans la pratique, l'opération ne fit guère que substituer un peu de pain sec, et très sec, au riche et complexe aliment dont on s'était fortifié jusque-là. Cette nourriture donna l'impression d'un affaiblissement. On osa le dire, le redire, même le crier un peu. Le contraire aurait étonné.

4. Le sort commun de la morale.

Raisonnons. Les objections et les oppositions ne pouvaient pas manquer devant cette métamorphose. C'est une grave affaire que le renversement de toutes les assises morales d'un peuple. Le phénomène est plus grave encore s'il a lieu par l'autorité de l'Etat. Contrainte, nouveauté, étrangeté, marque étrangère, ambition affichée de contredire et de déposséder ce qui avait possession d'état : plus que tous ces malheurs le noble stoïcisme Kantien avait contre soi sa débilité, son aridité et sous la rigueur de mots, la friabilité de leur sens. On compte se tenir bien droit quand on vient d'avaler une tringle, mais si elle est faite de sucre candi ou de sel marin ?

Le nouveau produit était, de nature, trois et quatre fois voué à la discussion, car ce genre de discussion a eu cours en France dès les temps les plus reculés. Nos Français n'ont jamais négligé de contester les racines de leur vie morale, quelque vénération supérieure qu'on y attache, quelle qu'en soit l'efficacité éprouvée. C'est leur sort commun. Chacun de nous se sent très libre de refuser sa foi au commandement qui s'autorise de la volonté de Dieu, de la nature de

l'âme, du bon ordre du monde ou de celui de la patrie ; chaque impératif est analysé, et chaque garantie est décortiquée au grand air ; les contestations et même les révoltes ont toujours été osées contre les plus puissantes raisons de l'obéissance au devoir, contre la plus magnifique bienfaisance de leurs effets ; toute bouche et toute plume a pris la liberté de se mesurer au Législateur transcendant, à sa personne divine, à la sanction terrible ou délicieuse de sa justice et même aux plus tendres appels de sa charité : on s'est très rarement gêné devant aucune de ces précieuses forces contributives au règne du Bien. Ce qui est cependant un règne difficile ! Un règne qui requiert, pour se réaliser, le plus rare et le plus heureux des concerts entre les manières d'être et celles de penser, les mœurs, les lois, les administrations et les gouvernements, sans en oublier le gendarme et le juge de paix, car si le bien n'est pas opéré de bon gré, il ne saurait être mauvais d'entraver la course du mal... Eh ! eh ! tant pis pour le Bien ! Et pour le mal, tant mieux ! Quelque imprudence qu'il y ait à séparer par la pensée ce que la Nature et l'Histoire unissaient, le Français critique et frondeur n'a jamais tari d'objections, d'ironies, de brocards pleins de verve, contre les *Fais cela* les mieux motivés, les justifications, adjuvants, compléments et prolongements de toutes les formes de Morale en action. En ce pays, Montaigne est éternel ou, si l'on préfère endémique. Pascal aussi. La simple étiquette du Criticisme n'y peut exonérer ce système de la critique ! Le système de l'examen n'échappe point à l'examen !

Telle est pourtant sa prétention.

Pourquoi ?

Apparemment parce que sa doctrine n'est pas très sûre d'elle-même, car enfin elle met le devoir tout nu, en se flattant de le renforcer. Ce qui est contradictoire. Un diplôme d'Etat peut exempter de tout contrôle cette nouveauté favorite : croit-il suffire à faire taire le vieil esprit des *mais*, des *si* et des *pourquoi* ?

5. *Autres difficultés.*

En fait, la pression administrative, aggravée d'une véritable exclusivité, fut la seule cause du succès relatif de la Morale indépendante. Si le Kantisme eût été réduit à ses moyens propres de pénétration parmi nous, son formulaire universel et inconditionné n'aurait jamais prétendu à modérer le dérèglement des coeurs et des corps. Sinon, il eût prêté à rire, car son rigoureux héroïsme intérieur ne se contentait pas de vouloir payer seul tous les frais de la vertu privée et publique ; ce véritable Hercule de l'Olympe moral ambitionnait en outre de garantir lui-même les certitudes ébranlées du monde, de l'âme et de Dieu. Cette morale qui, à l'origine refusait de dépendre de rien faisait, à l'autre bout, dépendre

d'elle toute chose ; Dieu lui devait son retour final à l'être et à la vie. Lui, ne pouvait rien gager ni répondre de rien. Et elle finissait par le ressusciter ! Notre sourcilieux stoïcisme se défendait de vouloir faire le bien pour l'amour du justicier suprême, mais notre faculté de faire le bien nous faisait logiquement engendrer la justice de Dieu... Oh ! la ! la ! Et encore, la ! la !

A première vue, le monopole d'immunité réclamé par le Kantisme éveillait un vague sourire d'ironie. A la réflexion, c'était un vrai gaz hilarant.

Et l'on n'aurait pas eu le droit de crier que ça n'entraînait pas ! Et que l'on n'encaissait pas ça ! Qu'est ce qui aurait obtenu le silence discipliné des Français ? A la suite de l'estampille officielle, la marque allemande ?

Quelques mots de vous, Monsieur, ont semblé m'indiquer que vous incliniez à admettre ce traitement d'exception en faveur de l'Ethique de Koenigsberg. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'idée de cette faveur me frappa de stupeur. Personne n'est plus convaincu que je ne le suis du thème comtiste que « *la soumission est la base du perfectionnement* ». Je tiens pour démontré et toujours démontrable le profit qu'il peut y avoir à s'assimiler n'importe quelle philosophie morale. Mais cette généralité ne peut valoir pour consacrer une exception. D'autre part, ce n'est pas en catholique croyant que j'ai réagi contre Kant. Le titre confessionnel qui me convient le mieux serait celui de positiviste, le même qu'usurpait ce kantiste larvé de Jules Ferry, et je crois être sûr de ne subir aucun entraînement religieux. Ne craignez pas de m'écouter dans ce rapport du fait suivant qui illustre notre débat.

Vers 1883 ou 1884, un jeune homme d'un beau génie, que nous perdîmes peu d'années après, et que vous connaissez de nom, Jules Tellier, présentait à la *Revue Bleue*, par l'intermédiaire de Jules Lemaître, son ancien professeur de rhétorique au Havre, un manuscrit philosophique intitulé, sauf erreur, *Les Dernières pensées de Tristan Noël*. Ce Tristan était un nihiliste très radical qui distillait un corrosif universel : Dieu, l'être, le néant, le monde, la vertu, la joie, la peine, le bien, le mal, la foi, le doute, l'amour, la patrie, le foyer, tout y passait : de feuillets en feuillets, le directeur de la *Revue*, normalien de grande classe, M. Eugène Yung, lisait, relisait, savourait, en les admirant, comme elles le méritaient, chacune de ces sombres médailles frappées au titre de la plus uniforme des subversions mentales. Il jubilait à se représenter l'enthousiasme du public à la révélation d'un nouveau Voltaire, plus noir. Mais il fit soudain un bond en arrière : l'auteur du manuscrit, dans la verve de son carnage, venait d'accrocher l'impératif catégorique et de contester le devoir kantien :

- Ah ! non, pas ça, pas ça ! Ça, c'est sacré !... Ce suprême blasphème de Tristan Noël le fit éconduire sans douceur des bureaux de la *Revue Bleue*. Je ne passais

jamais boulevard Saint-Germain, au coin de la rue de l'Odéon, devant la petite boutique étincelante de la *Revue*, sans revoir Jules Tellier, Tristan Noël, Jules Lemaître, M. Yung et Kant. Pourquoi Kant y était-il plus sacré que le Père éternel ? Pourquoi le devoir devait-il prévaloir sur la foi et l'amour ? M. Yung ne s'en était pas expliqué, ou Tellier n'avait pas compris. Il me conta son aventure comme un inexplicable mystère telle que la lui avait décrite une lettre de Jules Lemaître que j'ai lue plus tard. Je peux en garantir deux fois l'authenticité, témoinnée, de bouche et d'écrit. C'est un des traits les plus curieux de l'histoire des idées à la seconde décennie d'années de la troisième République. Ses fondateurs avaient la foi sincère de Charles Renouvier. Mais la seconde génération, dont était Jules Lemaître, l'avait perdue. Quant à la nôtre, Tellier, Barrès et moi, n'y pouvions pas penser sans rire.

La résistance au Kantisme a pu manquer de pertinence. A travers les maladroites, ou, si vous voulez, les contresens, son point faible avait été néanmoins bien visé dans l'ordre du réel : un effarant subjectivisme, qui ne sortait de l'impotence pure que par l'excitation d'un orgueil insensé. A semer cette énorme inflation de la personne humaine, on récolte, en fait, de l'inhumanité. Il n'est point de « raison pratique » sans le contrôle de l'expérience : le pieux désir kantien mis à l'essai de la vie française ne s'est trouvé ni très efficace ni très salubre pour notre patrie.

L'aride mobile moral a été d'autant plus désarmé contre les égoïsmes que ses adaptateurs parisiens avaient dû l'alléger de ses deux absurdes fardeaux de théogonie et de cosmogonie. Non que l'équipe des « Manuels primaires » fût composée de sans-Dieu, comme on l'a cru. Leur grande idée était seulement de « se passer de cette hypothèse » pour commander au petit homme les règles du Bien. Du moment que « l'hypothèse » ne patronnait plus le Devoir, il devenait paradoxal de soutenir que le devoir patronnerait l'« hypothèse ». N'alléguant plus le créateur, la morale indépendante évita de se dire créatrice de Dieu. Donc, en pratique, Dieu fut rayé. Non point tout d'abord des programmes administratifs, et légaux, mais dès le début, dans l'usage recommandé. Tout se passa comme s'il avait existé dans la loi une clause d'école sans Dieu.

Clause libératrice pour les uns, anarchique pour les autres. Elle put libérer de la contrainte religieuse, mais détruisit ou affaiblit les liens sociaux, nationaux, moraux. L'intérêt que l'individu peut avoir à rompre ces différents liens est unique, au fond. C'est la liberté des passions.

Au temps où mon ami Henri Vaugois professait dans les universités populaires de la très kantienne *Union pour l'action morale*, il n'était point rare que le futur directeur de *l'Action française* vît des ouvriers de tout âge approcher de son estrade pour lui poser la même question :

. - Monsieur, est-il vrai que la science prouve qu'il n'y a pas de Dieu ?

Cela signifie quelque chose. Cela doit prendre rang dans l'histoire des « masses profondes ». Marx n'y est entré qu'à la suite de Kant. Je n'ai jamais aimé la thèse de la « religion pour le peuple » comme la prône Voltaire. J'aime encore moins la dérision que l'on en fait. Là-dessus, qui de nous n'est pas peuple ? Qui n'a intérêt à l'ordre moral public ou privé ?

Un petit Kantisme portatif et primaire put être utilisé pendant une quinzaine d'années, au bout desquelles il fallut convenir que les nouvelles générations n'y avaient puisé aucun supplément de respect, de discipline, ni de civilité puérile et honnête. Les rapports naturels en ont été plutôt distendus, la criminalité générale n'a pas baissé : au contraire. On a vu apparaître des épidémies de délinquants nouveaux, tels que les conscrits antimilitaristes, qu'un brevet de *made in germany* ne rendait pas plus recommandables. Ils auraient bénéficié de la tendre indulgence de MM. Buisson, Pécaut, Steeg et Sée, mais la médiocrité du sens national de ces messieurs ne peut être invoquée à la gloire de Kant. La France a été le seul grand pays d'Europe où l'éducation populaire ait été retournée contre la patrie. Les chefs socialistes y ont leur responsabilité, les maîtres kantien n'en sont pas innocents. Sans doute, honnir Kant comme boche ne prouve rien de plus que de l'exalter comme tel. Mais justement ! C'est de cet étonnant pays de cocagne philosophique, c'est de la mirifique patrie prussienne, dont il arrivait en trois bateaux, que l'on s'est le plus réclamé pour vanter et favoriser sa marchandise. L'argument eut l'honneur du Sénat français : quelque rural ou vieux militaire ou gentilhomme de l'Ouest faisant valoir un jour à la tribune du Luxembourg la faillite plus que probable de la morale indépendante, il courut sur les bancs un murmure scandalisé, deux ou trois voix fusèrent pour invoquer la nue sinaïtique de la philosophie allemande. Elles dirent :

- Ignorez-vous par quel processus dialectique l'Allemagne a conféré au Devoir pur la même autorité qu'à la voix divine ?

Aucun sénateur ne voulut avoir ignoré cette merveille. Personne n'osa contester cette haute caution germanique, qui valait bien l'américaine pour un bibelot d'Edison. Et telle était la force organique du préjugé : l'Allemagne ! l'Allemagne par dessus tout !

Mais on allait parfois jusqu'à se réclamer d'une très vieille Allemagne : celle d'il y a trois siècles. Un néo-criticiste de l'équipe de Jules Ferry ne nous a pas laissé ignorer qu'il travaillait à obtenir, « *par l'école* », au XIX^e siècle ce que ses aïeux n'avaient pu avoir « *par l'église* » au XVI^e. MM. Buisson, Steeg, Sée et Pécaut manoeuvraient en simples *eidgenossen*, ou conjurés ou conjureurs, de

1562-1598. En véritables *huguenots*. Ils s'appliquaient à nous germaniser, ou nous barbariser, et plus précisément à nous *déromaniser*, opération qu'il est permis de juger pire qu'un attentat à la conscience morale de la France et à son unité historique : c'est une offense à la cohésion mentale de l'Occident.

6. Les réactions.

On dit que le prestige de l'Ecole primaire en a été relevé. Peut-être que oui. Non, très certainement, sa force. Non le service qu'elle voulait rendre. Elle n'a même pas réussi à devenir le foyer d'instruction qu'elle avait désiré. Depuis qu'elle est sans concurrente ni émule à redouter, le nombre des illettrés analphabètes ne s'est pas abaissé, au contraire. Ce qui a gagné aussi, c'est un sombre et tranchant pédantisme, sans l'excuse du grand savoir. Pauvre Démos ! Après s'être appliqué à lui cacher les vrais maîtres, on lui en a imposé de fallacieux : sans qu'il y eût de sa faute, ceux-ci l'ont fait traiter de « primaire » et d'« aliboron » ! Pour moi qui n'ai jamais usé de ces sobriquets malheureux, je ne crois pas que Démos sera retenu pour toujours dans ces « mensonges qui nous ont fait tant de mal »⁽¹⁷⁾. En répandant le goût religieux du savoir, la peu prudente Marianne a coupé des verges pour la fouetter. Son Démos, entendant parler de vérité, fera certainement un sincère effort pour l'atteindre ; il écouterait les langages, comparerait les discours et voudrait percer jusqu'à la chose qu'on lui a cachée. Cette vérité vue où entrevue, sa lumière fera des siennes. Elle jouera plus d'un bon tour ! S'il est absurde et ridicule de soutenir que Démos doit se gouverner lui-même, s'il est clair qu'il ne le peut pas, il n'est pas moins certain que la vérité (et cette vérité-là) est faite pour lui, il peut la saisir un jour ou l'autre, et chasser l'erreur ennemie qui est le principe de ses maux. Quand ? Ce soir ? Demain ? Patience ! Peut-être à la prochaine faillite du marxisme qui en a déjà fait plusieurs. J'ai vu trop d'instituteurs vieux et jeunes dans les salles d'*Action Française* pour qu'il soit permis d'en désespérer.

Un retournement de ce genre a déjà eu lieu, pour l'enseignement secondaire. Nos lycées et collèges avaient subi bien des maladies sans excuse, dans leurs classes d'histoire et de philosophie. La prétendue réforme de 1902 en avait élargi la plaie. Des faiseurs bien placés avaient lancé des modes qui avaient envahi beaucoup de chaires. Le *kantisme*, entre autres, y dura, puis déclina et finit par passer, mais non le *germanisme* ; « ce joug allemand »⁽¹⁸⁾ pesa dans ces parages, fort au delà de la première décennie du XX^e siècle, quand Pierre Lasserre publia sa *Doctrine Officielle de l'Université*, grand livre à relire aujourd'hui en même temps que *Le Germanisme et l'esprit humain*, du même, postérieur de quelques années. L'opinion libre était remuée, inquiétée par des têtes inquiètes.

¹⁷ (1) Maréchal Pétain.

¹⁸ *Hors du joug allemand* par Léon Daudet.

Un grand nombre de Français étaient obligés de se demander quel intérêt l'Oligarchie républicaine elle-même pouvait avoir à fabriquer en série de petits anarchistes germanoïdes et pro-allemands. Le professeur hier docile finit par s'insurger. On a vu le boulangisme sortir d'un dissident du gambettisme comme Clemenceau. Les réflexes audacieux de Pierre Lasserre étaient sortis, dix ans auparavant, d'un groupe de dissidents de *l'Action morale* où il comptait avec Vaugeois et Pujo et qui avait crûment subodoré dans l'Oligarchie Kantiste quelque chose comme une *anti-France* et comme le *règne de l'Étranger*...

L'accusation est grave en France, même quand elle est imméritée. Elle a suffi à diffamer de grandes reines et régentes, « l'Espagnole » Blanche de Castille, l'« Autrichienne » MarieAntoinette. Marianne est ainsi devenue « l'Étrangère » mais, il est vrai, sans en souffrir beaucoup plus que Catoblépas qui dévorait ses pattes sans s'en apercevoir.

Voyez-vous, maintenant, Monsieur, ce qu'a été notre opposition au kantisme ? N'y trouvez aucune indocilité d'écopier. Elle ne visait pas un enseignement *quelconque*, elle n'exprimait aucune inimitié contre une leçon apprise : nous aurions été reconnaissants, volontiers, à qui nous eût appris quelque chose, n'importe quoi. Le cas était différent ici. Une doctrine ne se parait des pompes et des majestés de l'Universel que pour nous dépayser en déclassant et sous-classant notre pays : on prétendait nous condamner à mépriser la France au nom de l'esprit humain ou du genre humain. Or, la prémisse admise, la conclusion ne nous paraissait nullement forcée. Nous avions derrière nous de longs siècles de France catholique dans lesquels la patrie et l'humanité avaient fait bon ménage. Rien au monde n'empêchait un prélat comme Mgr Freppel de rendre grâce et gloire aux tombeaux et aux berceaux de l'Alsace natale sans préjudice pour son oecuménisme romain. L'Universel Kantien, s'il n'était une hypocrisie, n'aurait pas dû gêner les réflexes du cœur français. Mais il répandait un puissant *foetor germanicus*. Nous le voyions et l'expérimentions ainsi, tout autre qu'il ne se disait, sans compter que nous le jugions médiocre en soi, peu efficace et, on l'a vu, contradictoire. Sa propre histoire suffisait à le convaincre d'avoir confisqué, par le simple détour d'un corps électoral incompétent, le budget total de notre instruction primaire, l'étendue de ses locaux communaux, les fonctions et l'autorité de ses maîtres, pour des fins où l'Etat, la Nation, la Société étaient volés tous trois. Il fallait bien nous élever contre ces tromperies ! S'il y avait là de la haine, elle ne provenait que du triple amour de la vérité, de la justice et de la patrie.

Vous ajoutez, Monsieur :

- Peut-être d'un quatrième amour ? Celui du catholicisme ?

7. Du catholicisme.

En effet. L'absence de foi ne me dispense pas de voir dans le catholicisme le grand bien que j'y aime : très haute bienfaisance dans un passé et un présent d'où l'on n'a pas le droit d'exclure l'avenir. Sur le champ des sociétés humaines où se sont toujours situées mes réflexions, je ne vois rien de supérieur au Catholicisme. Il est supra-national. Il est pro-national. Les deux plans ne se heurtent point. Sa prédication, comme sa morale des hiérarchies, soutient des rapports très étroits avec cette tranquillité de l'ordre qui s'appelle la Paix et qui est le souverain bien politique. Les autres communions chrétiennes, dont il faut la distinguer avec soin, ne parviennent pas à s'affranchir de l'orgueil, le fléau du monde, et des perpétuels retours sur soi, qui renaissent de ce fléau : états d'obsession et de comparaisons qui à leur tour inspirent la tristesse, la jalousie, la haine, les différents goûts de détruire et leurs iconoclasties furieuses. C'est seulement sur les ailes extrémistes de la Communion romaine (Savonarole, Port-Royal) qu'on retrouve une ombre de ces passions suicides. Dans le vaste entre-deux que préside et dirige la Papauté, avec les deux saints François, saint Thomas, saint Dominique, saint Ignace, les deux saintes Thérèse, comme aux premières méditations sur l'Evangile, le Catholicisme n'est qu'amour, charité, au moins bonté, secours aux âmes et aux corps. Tout y semble épanché d'une grâce de Notre-Dame. Là refluent ou doivent régner, non ces hyper-évangélistes ou super-spiritualistes trop altiers pour prendre garde à l'homme dans l'homme et qui négligent les vertus d'honneur, de douceur et d'équité, la loyauté et l'honnêteté de la vie, là, dis-je, doivent subsister, envers et contre tout, ces aimables vertus, dites cardinales, qui ne permettent pas à la religion de s'adapter des masques de tartuferie et d'inhumanité. Sans doute est-il des pays où le catholicisme contemporain se trouve assombri et même sali de hargne démocratique : celle-ci vient d'ailleurs, elle est surajoutée, comme le prétendu « ferment révolutionnaire de l'Evangile ». Les immenses progrès que l'Eglise catholique a fait faire au genre humain se reconnaissent à la verticalité de sa flèche, vol des âmes, élévation des esprits, qui sont sans ressemblance avec les traits de basse rapine horizontale propres aux conquêtes terrestres, toutes matérielles, observables dans la religion prétendue réformée. La barbarie de Luther que Fichte appelle « l'homme allemand » veut l'effort pour l'effort et la guerre pour la guerre. Sans y mettre moins de courage ni soutenir un combat moins ferme, le Catholicisme de saint Louis, de Bossuet et de Mistral sait dire à quels dignes termes il aspire, quelle paix sereine entendent viser ses désirs. L'amour divin n'y est conçu au rebours d'aucune des joies honnêtes de l'existence auxquelles on le préfère sans les lui opposer ; les saintes douceur du Ciel ne maudissent aucune de ces vertus moyennes que méprisent également le huguenot rigide et le démocrate imposteur. La morale catholique ne dénie pas plus qu'elle ne corrompt les béatitudes humaines à la condition de n'en point

séparer la prière d'un humble amour. C'est d'ailleurs pourquoi l'auteur de *L'Impérialisme protestant*, M. Frédéric Hoffet, avoue qu'il manque à ceux de sa confession un certain air de bonheur. Le Catholicisme en ruisselle. Aussi Louis Veillot disait-il à une dame russe qui s'annonçait catholique : « A la bonne heure ! Ce sera plus gai ! » Que cette aimable gaieté se soit atténuée, c'est dans la seule mesure où les moeurs catholiques ont été mordues d'esprit dissident. Ces esprits ne sont pas seulement tristes et hargneux, ils sont cupides, ils sont avides, et ce n'est pas de quoi les admirer ou les vanter si l'on considère l'intérêt du repos des peuples. Encore un coup, je juge du point de vue qui est le mien : mon amour du peuple français.

- Mais, comme citoyen du monde ?

- Comme citoyen du monde, intéressé à ce que soient enseignés à l'homme le meilleur de la nature et le meilleur de la surnature, notre plus belle heure tiendrait à la pleine réussite de quelque *Conversation de Malines* ou de quelque *Congrès des oecuméniques d'Amsterdam*, qui feraient aboutir la réunion des Eglises autour du Siège romain : aujourd'hui, devant l'O.N.U. comme hier devant la S.D.N., Rome ne cesse pas de m'éblouir du titre de « seule Internationale qui tienne ».

CHAPITRE SIXIÈME

TATONNEMENTS ET TRANSITIONS

Par la morale indépendante, qui est le petit nom du Kantisme, par l'aveu ainsi fait de son influence spirituelle essentiellement germanique, l'Oligarchie s'était en partie démasquée. Elle s'était aussi aliénée par degrés une portion des classes cultivées : celles qui étaient indépendantes de l'Etat et les plus anciennes de la Nation. Bien des groupes considérables qu'elle avait d'abord entraînés ou submergés vers 1877, commençaient à se détacher d'elle entre 1895 et 1905. La qualité de leur résistance et de leur critique comptait et pouvait ouvrir des espérances pour un avenir éloigné. Mais le développement de l'Etatisme dans tous les sens étendait assez de ramifications nouvelles pour compenser cet affaissement et ce vieillissement par en haut. La doctrine de Jules Ferry, maîtresse de l'Ecole normale des départements, embauchait cent mille instituteurs publics pour ses prêtres, sacristains, prosélytes, dévoués à l'idée, au régime, au parti, à sa tradition de moins en moins nationale et de plus en plus centrifuge. Les frais du culte pouvaient s'accroître à l'infini : ils ne coûtaient rien de spécial aux religionnaires, l'Etat payait. Mais il en résultait un fait nouveau assez dangereux pour ses bénéficiaires : ce mécanisme rattachait nos Ecoles, même les plus illustres, nos Facultés, Sorbonne comprise, au domaine moral d'Outre-Rhin.

Le fait fut établi par l'enquête sensationnelle d'Agathon sur *L'esprit de la Nouvelle Sorbonne*. Agathon était le pseudonyme de deux écrivains de vingt ans : Henri Massis, Alfred de Tarde. Ils ne disaient rien qu'ils n'y eussent vu et souffert, de leurs yeux inquiets de bons Français nés qui n'avaient sujet ni de s'inscrire au matricule intellectuel allemand, ni de faire de l'opposition à un régime politique établi. Cela vérifiait le malaise général et le renforçait.

Aux mêmes temps, sur un terrain plus particulièrement politique, la même inquiétude allait apparaître par l'incident Jaurès-Andler. Universitaire très distingué, spécialiste de l'Allemagne, militant socialiste en première ligne, Charles Andler était revenu d'un voyage d'études en Allemagne avec des sentiments nouveaux. Il avait enfin vu son erreur sur les intentions et les préparatifs guerriers allemands. Il en rapportait la preuve. Cette évidence expérimentale se heurtait à trois dogmes de son parti :

1° Une guerre moderne était chose impossible ;

2° Le peuple allemand, pour son commerce et son industrie, éprouvait un besoin de paix absolu ;

3° Si jamais l'empereur et les junkers voulaient faire la guerre, vingt millions d'ouvriers feraient la révolution en Allemagne.

Jaurès ne permit pas que l'on doutât de ces rêveries.

Siégeant sur son pic Sibyllin, Jaurès excommunia Andler. Cette cérémonie absurde n'aurait dû agir qu'à l'intérieur du parti socialiste unifié. Tout le pays légal de la République se leva pour en applaudir Jean Jaurès. C'est que, des trois principes jaurésiens, il y en avait deux qui faisaient corps avec le postulat de l'Oligarchie : il lui venaient de Gambetta, c'étaient eux que l'on avait statufiés sur la place du Carrousel. Le pays légal avait applaudi de même, peu auparavant, ce ministre de la guerre de 1908, général en activité de service, qui déclarait que la guerre était devenue impossible au pur soleil du vingtième siècle. L'armée ne l'avait pas écouté ou s'était détournée de lui. Mais les autres administrations étaient jaurésiennes dans l'âme. Toute vérité les trouvait incrédules et imperméables, non seulement les preuves d'Andler, mais les incidents internationaux, échos des cours impériales et royales, rapports des ambassadeurs, bruits d'armes courant le Danube et le Rhin, Congrès socialistes eux-mêmes... Un pédantisme idéologique induré s'opposait à chaque leçon du réel vivant. C'est bien en vain que les derniers *Cahiers* de Péguy donnaient tort à Jaurès et raison à Andler, la réponse était toute faite :

- Andler est fou. Il noircit l'Allemagne. Il méconnaît même l'Empereur. Le plus grand plaisir de Guillaume II est de se faire appeler « l'empereur français... » On l'aurait comme on voudrait en l'invitant à venir faire un tour à Paris. Quelques acclamations nous l'attacheraient à jamais. Qu'est-ce que le pont neuf d'un *ennemi héréditaire* ? Le faux nez d'un vieux chauvinisme ! Les Allemands sont des hommes comme les autres. Ils ne demandent qu'à s'entendre avec nous, et cela vaudra mieux que de nous entrebattre éternellement.

Devant ce thème toujours repris par l'Oligarchie et ses néo-Français de *l'intelligentzia* libérale et démocratique, le coeur français n'avait jamais manqué d'esprit. Il admettait tout, cédaient tout, mais se repliait sans mot dire sur ce voeu de simple prudence qu'une petite part d'attention fût réservée à l'éventualité d'un malheur, à ses risques, à ses périls. Si des catastrophes sans mesures sont de simples rêves, tant mieux ! Une mise en garde discrète et solide ne fera de mal à personne.

- Il faut, murmurait donc un esprit public déjà net, il faut un minimum de prévisions et de vigilances, les précautions élémentaires d'un gouvernement national.

A quoi il était répondu, des hauteurs et des profondeurs de l'Oligarchie :

- Ce sont vos précautions qui mènent à la guerre. Et tout droit ! C'est de ce Nationalisme ombrageux qu'il importe de s'évader.

- Le Nationalisme n'est pas la guerre.

- Il la veut.

- Il la voit venir. Qui s'aveugle contre un risque le paie.

- On le paiera plus cher du moment qu'on acceptera ce risque impie.

- L'acceptation ne dépend pas de nous. La menace connue, peut être écartée. Celle qu'on nie n'a qu'à s'accomplir, elle emporte le désastre : vous y poussez.

- Quel désastre ? D'où ? Par qui ? De quelle main ?

- La main armée et surarmée de vos grands amis allemands.

- Ils seraient les vôtres si vous saviez prendre cette main tendue. Vous aimez mieux la défier.

- Mais ce sont eux qui parlent beaux premiers de la guerre fatale.

- Aucune guerre n'est fatale.

- Pas même celle qu'on veut nous déclarer ?

- L'Allemagne est pacifique.

- Voyez si elle n'arme pas ?

- Voyez l'essor de ses usines. Leur prospérité suppose la paix.

- Leur prospérité entraîne à la guerre. Son travail l'y mène déjà.

- Qu'en pouvez-vous savoir ?

- Ce que nous ont fait savoir ses victoires. Qu'est-ce qui a suivi sa prospérité, ponctué nos défaites ? Des provocations. En 1875. En 1887. Puis (alors même que nous étions virtuellement alliés, étant ceux des Russes) en 1894 et 1895, puis en 1905 et 1908, autant de signes de son appel à la force brute. Mais vous n'en voulez rien savoir.

- Notre raison les nie.

- Quelle raison ?

- Le stade évolutif du monde ; économiquement comme moralement la guerre est impossible. Financièrement, aucun Etat européen ne supporterait six semaines de mobilisation...

- La monnaie de papier rendra tout facile et rapide. Les fonctionnaires les plus « modernes » sauront tout aplanir devant le char de Jaggernaut...

- Blasphème sur blasphème !

- Le vrai blasphème vient de vous.

- Lequel ?

- Votre blasphème de la patrie. On le lit dans vos yeux dès que l'on vous regarde. Ce que vous niez n'est pas la guerre ; c'est l'importance de ses résultats. Cesser d'être Français a cessé de vous répugner. Il y a trente ans, vos élèves chéris, les instituteurs étaient plus patriotes que nous. Aujourd'hui, ils nous disent publiquement : « *Plutôt devenir allemands que de faire faire trois ans de caserne à nos enfants.* »

- Calomnies

- Textes authentiques⁽¹⁹⁾. La conquête allemande ne compte plus pour vous, votre Jaurès l'a dit à notre Barrès : « *il est fatal et légitime que la prépondérance intellectuelle appartienne, à celui qui possède la prépondérance économique*⁽²⁰⁾ ». L'Allemagne acquiert cette prépondérance ! La pure doctrine de Marx interdit à Jaurès de lui marchander la conquête intellectuelle (et donc politique) du monde.

¹⁹ *Souvenirs de Gailhard-Bancel*, campagne électorale de 1914.

²⁰ Barrès : *Voyage au pays du Levant*.

...S'il leur arrivait d'être francs, nos oligarques citoyens du monde arrêtaient là la controverse. Les autres se défilaient comme ils pouvaient pour recommencer leur antienne que « *l'armée était une survivance* », le budget de la guerre un « *budget de mort* », les armements une « *folie* ». La démocratie universelle suffisait à nous assurer l'éternelle paix. La démocratie chrétienne, à son aigre printemps, adhérait, plus violemment encore que la païenne, à ces extravagances. M. Marc Sangnier accusait de sophisme qui ne l'y suivait pas : généraux, amiraux, états-majors, corps d'officiers, ambassadeurs, chefs d'Etat, c'était un personnel inutile qui allait être balayé sans retour, car, disaient-ils, *l'histoire ne se recommence pas*.

Hélas ! elle se continue.

Ces aveugles qui avaient réponse à tout le prenaient sur un ton de douceur sévère, comme envers des enfants qu'on gronde et qu'on instruit : toute objection était ainsi reléguée dans les arrière-fonds du Sentiment et du Préjugé. Seulement des réponses sans répliques étaient administrées de temps en temps, l'argument du bâton : un fait brutal laissait sentir, en nu filigrane assez rude, quelle agression, quelle invasion, quelle submersion étaient perpendiculaires à nos têtes. On ne s'en tirait qu'en nommant le sage fou, et lucide le visionnaire, parce que celui-ci savait aligner en forme d'argument ses actes de foi et ses abstractions généralisées, tandis que celui-là ignorait ce bel art. Mais, après tout, rien ne nous obligeait à cette ignorance. Ne pouvait-il pas exister à notre usage une doctrine organisée des principes de la patrie ?

Or, déjà, quelques-uns passaient pour posséder et pour professer cette doctrine nationaliste. On se tournait vers eux de plus en plus. On se plaisait à leur demander, en propres termes, s'ils avaient bien extrait la raison des idées et la racine des sentiments nationaux, dégagé leur axiome fondamental, et touché enfin la base consistante faute de laquelle trop d'escarmouches d'avant-postes finissaient mal, car trop de braves gens y lâchaient pied en glissant à des concessions dangereuses.

Bref, ce à quoi, peu auparavant, l'on adressait, nous l'avons vu, une aspiration des plus vagues, était nommé, défini, réclamé par une sorte de cri public.

Heureusement, l'oeuvre était en train, et même en bonne voie.

CHAPITRE SEPTIÈME

L' « ACTION FRANÇAISE » EN PARTIE DOUBLE : LES DÉBUTS

Il n'avait pas été besoin d'appareil de doctrine pour me faire adhérer en 1888 au Félibrige de Mistral, conservatoire de nos traditions de Provence ; en 1891, je ne m'étais pas encombré non plus de justifications théoriques pour suivre *l'Athénien honneur des Gaules* : Moréas, lorsque, pour fonder son école littéraire, il emprunta le nom de « Rome la grant » et restaura l'esprit classique obscurci par un demi siècle d'asservissement aux littératures du nord. Mes aventures de goût personnel ne regardaient que moi et mes amis d'élection. Mais le plan politique exigeait autre chose : pour intéresser et convaincre n'importe lequel de nos quarante millions de frères français il importait d'atteindre et de mettre en ordre certaines vérités indépendantes de nos humeurs.

Depuis longtemps je réfléchissais à cet ordre d'objets.

1. La Vérité politique. Théorie de la France.

Tout sensible au concret, Barrès en était venu, lui aussi, à écrire (novembre 1899) qu'il n'y avait « *plus de possibilité de salut public sans une doctrine* ».

- Une doctrine de la Nation en général, me disais-je, et aussi une Théorie de la France.

La seconde entreprise m'avait surtout frappé par ses difficultés. La France, l'Unité française, Unité de quoi ? Unité de langue ? De bons Français, Alsaciens, Flamands, Bas-Bretons, Basques, Corses différaient de langue. La langue d'oc était une langue française, il y en avait au moins deux ! L'unité de langue nous manquait donc. Notre race était-elle une ? Moins encore, de toute évidence. La religion ? Non plus. Nos révolutions et contre-révolutions excluent de même ainsi l'unité de la durée pure, tant il y avait eu de profonds changements à considérer ! Nous ne pouvions pas nous fier, comme l'aurait voulu Renan, à l'arbitraire de nos volontés conscientes : elles laissaient à la merci de reniements et de rupture la chose même qu'il s'agissait d'en préserver ; la plus forte habitude de vie commune ne sauverait pas d'un divorce. Où donc placer une sauvegarde de l'Unité nationale qui rende compte de ses droits et de nos devoirs ? J'entrevois bien ce qui me satisfaisait mal. Notre longue fraternité pouvait ne pas sortir d'une cause unique comme la langue, la race, la religion,

mais résulter de la convergence de leurs accords successifs, capitalisés. Encore fallait-il trouver le principe de l'ordre de ces accords ! Cet ordre apparaissait et il s'ébauchait dans la mise en présence de facteurs primitifs capables d'une inter-adaptation réciproque, comme le cadre territorial de la Gaule, les affinités intérieures entre nos vieux sangs gaulois, les puissants vestiges romains, la précoce et féconde prédication chrétienne, tous éléments saisis et engrenés le long des âges, comme la matière d'une oeuvre d'art politique promise à l'activité, au maniement ou à l'habile attraction volontaire d'un fédérateur dynastique durable. Sa liaison avec l'Eglise, sa profession de justicier, pour proposer et imposer, du sommet de la hiérarchie féodale, ses arrêts, ses contrats, ses pactes, ses traités d'union, avec leur tendance à l'intérêt central des situations, étaient encore dominés par cette suprême raison, véritable raison de l'Etat, que ce juge, diplomate, négociateur, président royal, était aussi un soldat, le soldat protecteur, *hunc militem* disait l'archevêque de Reims en présentant le prince qu'il venait de sacrer à l'acclamation populaire. Ce soldat avait réussi dans ce qu'avaient manqué les Carolingiens : il avait protégé le pays contre le Normand et le Bulgare, il devait repousser l'Allemand, aussi bien que Clovis, et refuser toute vassalité à l'Empire romain germanique ; contre l'Anglais, Jeanne d'Arc allait descendre du ciel tout exprès pour lui, et Louis XI, François I^{er}, Louis XIV faire graviter autour de lui des provinces de qui l'indépendance et l'autonomie n'auraient pas pu durer dans l'isolement.

Au fur et à mesure que cette nébuleuse d'idées se formait dans ma pensée, il en sortait une conséquence que je n'avais pas appelée ; ce prince fédérateur et protecteur, essentiel à la fondation et à l'accroissement de la France, n'était-il pas indispensable pour la maintenir ? Née des oeuvres du Roi, la France n'était-elle pas condamnée à languir, à stagner, ou à se déchirer sans lui ?

Cette conséquence, toujours plus claire, était crainte de mon patriotisme de chair. Je ne me souciais que fort peu d'englober dans le *tout* national ce qui pouvait prendre figure de *parti*. Je résolus de ne rien précipiter pour en délibérer à l'aise. Cependant ce point de vue préliminaire m'entraînait à de lourdes réflexions. L'expérience de notre histoire la plus récente présentait un ensemble de réalités grosses de souci. Depuis *cent ans* et plus (1789-1895) ni les élans, les efforts, les victoires et les conquêtes, ni mille progrès partiels, n'avaient été refusés à la France, mais le bilan total semblait se solder par un *moins* ; Renan, on l'a vu, l'avait constaté en pleine Académie, l'année du Centenaire de la Révolution : si donc il y avait décadence, le point de départ en devait être fixé à la chute du Roi... - Voilà, comme dit l'Autre, *ce que je voyais et qui me troublait*.

2. Le Français.

En me débattant dans ce trouble, je m'y orientais de mon mieux lorsque, en 1889, j'avais rencontré le grand ami de ma seconde jeunesse, Frédéric Amouretti, et lui avais confié mes misères. – Hé ! me dit-il, *lisez Fustel*. J'avais lu, comme tout le monde *La Cité antique*. J'ignorais tout le reste : *Institutions, Recherches, Questions, Leçons*. C'est de là que mon essai de première synthèse nationale reçut son rayon de lumière, quant à notre amalgame fondamental.

Sans donc démêler encore, sinon très confusément, ce que c'était que notre France, la somme de mes lectures de Fustel fournit rapidement la définition du Français : - *A peu près comme les Bulgares, au nom touranien, sont des Slaves, les Français, au nom germanique, sont des Gallo-romains*.

Nos Francs, nos Goths, nos Burgondes ne représentèrent que de petites armées. Comme l'a bien dit M. Hanotaux, la France était née quand les Francs passèrent la Somme : elle avait sa chair et son cœur gaulois, son esprit romain, il ne lui manquait plus que son nom. Elle le reçut en cette année 420.

Un très grand malheur pour moi fut que les recherches de Fustel aient été arrêtées, avec la vie de l'historien, au beau milieu du moyen âge. Quelles clartés n'en aurai-je reçues quant à la suite de nos rois de la troisième race. Par lui, en revanche, m'était très suffisamment apparue, - comme on l'a vu et qu'on la revu et dans quelles fulgurations - l'inique folie du Nationalisme allemand, autre pôle des préoccupations de ma vie d'esprit ; les dernières ombres en furent chassées lorsque je fis la connaissance de Jean Gottlieb Fichte.

3. *L'Allemand de Fichte*.

Vous demandez, Monsieur, si j'ai lu Fichte, très jeune. Je peux vous préciser que non. *Mon Fustel* est de ma vingt et unième année. *Mon Fichte* de la vingt-sixième ou vingt-septième, car c'est en 1894 ou 1896 que je lus les quatorze *Discours à la nation allemande*. Je n'en connaissais que le titre et, vaguement, le sens, lorsque leur texte fut traduit à part et publié chez Delagrave par le capitaine Philippe de l'armée coloniale. Je le dévorai.

Ces violentes oraisons systématisées venaient aboutir à l'amer dépit de ne pas posséder une Théorie de la France, à mon très vif désir de la constituer, à la ferme espérance de faire du solide là où Fichte ne mettait que de l'inconsistant (notre prétendue apostasie d'un « allemand » qui serait notre langue maternelle, la prétendue supériorité mentale tirée de la pure race allemande), mais ces projets de polémique furent toujours un peu en l'air, je n'y suis jamais entré pour de bon. Encore qu'Albert Thibaudet ait bien voulu le regretter, la

« Théorie » est demeurée à l'état de squelette. Au contraire, je n'ai jamais négligé d'utiliser l'enchaînement des vues et des idées de Fichte sur son propre pays, pour le plus grand service du mien. C'est pourquoi, dès le premier jour, toutes les tribunes où j'avais accès, retentirent de mes commentaires sur le philosophe prédicateur berlinois, son œuvre, son action. J'en fis un exposé rapide, mais très vif, à mes lecteurs de la *Revue encyclopédique Larousse* et, comme, parmi eux, j'avais la chance de compter le Conseil municipal de Paris, cette assemblée de radicaux bon teint, mais encore bons jacobins, souscrivit d'enthousiasme à deux cents exemplaires de la traduction nouvelle. L'auteur voulut bien m'en remercier dans une note que je conserve.

Mais je reste de loin son débiteur pour le petit volume qu'il avait mis entre mes mains. Cette espèce de Bible philosophique et philologique, ce Coran luthérien, ce *Mein Kampf* avant la lettre, avait une propriété double : celle de me rendre intelligibles les rumeurs discordantes qui passaient les Vosges et le Rhin, celle de s'harmoniser d'elle-même au docte et pieux calembour de Fichte qui veut qu'Ail-mann égale tout l'humain... Ce qui m'avait fait tiquer ou hésiter sur l'Allemagne me devenait cohérent, j'en tenais la clé. Compte m'était rendu de l'ivresse de soi qui animait ce peuple dans sa politique intérieure et extérieure, dans ses temples, ses écoles, ses revues, ses journaux.

On avait vu d'autres nations se décerner le rang divin, une déesse Rome, une déesse France, une sainte Russie, se loger elles-mêmes dans la niche sacrée. Elles n'ont rien à voir avec l'apothéose, que dédia Fichte à la sienne, lendemain d'Iéna, pendant qu'il y avait un gouverneur français à Berlin. Aucune nation n'aura prétendu comme celle-ci aux attributs exclusifs du Dieu unitaire et métaphysique, de l'Absolu juif et chrétien ; seule, la mère Germanie aura survolé Olympe ou Walhalla pour s'asseoir au plus haut des cimes en se proclamant l'Identique au vrai, au beau et au bien. Ne parlons pas du Messianisme d'un peuple de Dieu, le modèle juif est encore dépassé, disons : le Peuple-Dieu. Prosternons devant lui tous les autres peuples, escabeaux de ses pieds puissants. L'Allemagne n'est pas une mythologie. C'est une religion, la Religion, la seule.

Quand on parle à son propos de paganisme allemand, on nous jette sur une piste aux trois-quarts fausse. Jean Gottlieb Fichte, commentateur de l'Evangile de saint Jean, était l'opposé d'un païen, d'un polythéiste qui aurait cru à la pluralité des causes et des forces explicatrices. Non ! Il avait la tête unitaire et chrétienne. Un paganisme même nordique, un amas vaporeux de mythes antagonistes, n'aurait pas informé, comme le fit le fichtéisme, les disciplines littéraires, philosophiques et morales de l'Allemagne entière durant les deux, moitiés, si différentes, du XIX^e siècle et au delà. L'esprit de cette grande secte, qui a formé en Allemagne un petit peuple, ne se serait pas ainsi développé également, chez

les démocrates du parlement de Francfort et chez les collaborateurs légitimistes ou libéraux du roi de Prusse, piétistes, athées, juifs, catholiques, calvinistes et luthériens, luthériens surtout, selon un même amour du moi allemand, une même foi en ce moi, où son Dieu total, son Dieu Pan ne reflétait, ne contemplait, n'adorait que ce moi. L'unité politique ne fut que l'incarnation de ce germanisme mystique.

Certes, les particularismes et les séparatismes allemands gardèrent leur vitalité profonde ; on n'a jamais manqué de les entrevoir à chacun des échecs militaires ou moraux du grand Reich, dans la force de leurs contrastes et de leurs contradictions. Mais dans leurs heures de triomphe, l'Etat prussien, puis l'Etat allemand s'abreuèrent et s'enivrèrent de cet alcool de sacristie universitaire. Ils finirent par s'en empoisonner. L'ambition des Hohenzollern, la froide passion de Bismarck, la mégalomanie de Guillaume II, le délire du national-socialisme se sont gorgés du même suc. Le jeune Autrichien Adolphe Hitler l'a respiré chez un pédagogue de Linz, le prussieniste Léopold Potsch, qui était de l'obédience de Fichte. « *Hitler* », dit fort bien M. André-François Poncet, « *n'est, après tout, qu'un pangermaniste forcené* ». Le vrai est qu'on ne peut disjoindre ceci de cela : le Nazisme du Germanisme. Les autres composantes du nazisme sont secondaires. Le personnel postérieur des philosophes (Hegel compris), des historiens, poètes, anthropologistes, archéologues, c'est Jean Gottlieb Fichte qui l'engendre et qui le meut. Ni le stupide et indigné Français Gobineau, ni l'Anglais Houston Chamberlain, personne n'y ajoute grand chose, sauf Wagner qui apporte dans sa musique un chœur de héros et de dieux : simple décor. De longues années avant qu'il y eut des Nazis, un esprit volatil issu des seuls discours de Fichte flottait dans l'air allemand et préludait à l'ensemencement hitlérien. « *Ce ne sont pas des thèmes nouveaux* », dit encore M. André-François Poncet « *ils ont retenti à l'oreille des générations successives depuis le lendemain d'Iéna. L'Allemand les reconnaît alors qu'il les entend pour la première fois.* » Notre ancien ambassadeur à Berlin a senti cette imprégnation préalable chez tous les lecteurs de *Mein Kampf*. C'était l'âme antérieure de leur esprit. Il aurait dû être facile à M. Poncet d'en prévoir les effets : succès fous d'Hitler, folles destinées de l'hitlérisme.

Les nazis ont péri, mais, eût dit Goethe, les « mères » du Nazisme ont survécu, elles vivent encore. Il n'y a pas de dénazification qui tienne quand le Germanisme subsiste : l'Occident s'en apercevra ! Peut-être l'Amérique elle-même aura-t-elle à l'expier aussi ! Un Français de 1895 ne risquait pas de se tromper quand il réglait ses idées de l'Allemagne d'après la logique de Fichte, et c'est ce que j'eus le bonheur de faire en tout temps.

4. Édouard Koschwitz.

Ces temps lointains m'avaient apporté l'élément d'une vérification de grand prix quelques saisons avant ma lecture de Fichte : vers 1893, le Félibrige de Paris, auquel j'appartenais, avait admis à l'honneur d'une de ses séances un professeur allemand, romaniste connu, auteur d'études estimées sur Mistral et la renaissance provençale : Édouard Koschwitz. Ce petit homme grassouillet, d'un blond jaunâtre, nous avait beaucoup frappés par son humilité d'allure et de propos. Il nous en avait paru un peu plat. Or, de retour dans son pays, quelques années plus tard, il eut la bonne grâce de se souvenir de nous et nous adressa une brochure de son cru qui nous fit la surprise inverse. *Les Français pendant la guerre* ne formaient pas seulement une resucée d'*Allemands et Français* de M. Gabriel Monod, comme apologie des armées prussiennes et de leur belle tenue en 1870, plaidoyer odieux de la part d'un fonctionnaire français, assez normal sous une plume allemande ; mais les pages d'Édouard Koschwitz se distinguaient par le contraste avec le ton et le tour de ses propos parisiens ; aux courbettes d'alors, aux salamalecs et aux révérences qui survivaient dans nos mémoires succédait le plus arrogant des discours. M. Koschwitz venait nous vanter ce qu'avait eu d'heureux pour nous le bienfait de la victoire allemande et de l'occupation prussienne, tel, disait-il que « *les générations futures de la France, rendue plus clairvoyante, ne pourraient pas le méconnaître* » : « *elles ne regretteraient pas leur défaite* ». Et d'anticiper sur nos remerciements !

Quel honneur !

Quel bonheur !

Ah ! Monsieur le professeur

Je suis votre humble serviteur !

Recevoir la défaite des mains d'un si grand peuple ne pouvait que nous honorer et nous élever. Après là grande invasion du V^e siècle, qui, d'après les historiens boches, nous avait tant régénérés, celle-ci, courte et bonne, n'avait pas laissé de perfectionner notre civilisation et de nous initier à la leur... L'intérêt de ces pitreries « troup allemandes » était d'être écrites par un Germain cultivé, aéré, tiré de son trou par l'étude et par les voyages, très peu gonflé de sa personne naturelle, faisant même un certain étalage de modestie ; il s'était contenté de céder à l'air natal ! A peine l'avait-il retrouvé, ce véritable Européen s'était mis à l'aspirer et à l'exprimer selon la cadence fatale, telle que le voulait le tambour fichtien. L'expérience de ce professeur de Marbourg acheva d'illustrer ma lecture des *Quatorze Discours* de 1808. Elle me fit comprendre quelles nouveautés acquises le Germanisme superposait à la nature de l'Allemand.

5. Barbarie de nature et d'art.

La nature germanique avait été peu flattée des Anciens. Les Modernes ont été parfois sévères pour elle. Ses vaillants soldats ont fait d'atroces guerres, dont on s'est souvenu. Ce n'est pas la faute de l'anthropologiste Quatrefages si les armées prussiennes du siège de Prague en 1755 y ont inscrit un sillage d'horreurs. Ce n'est pas la faute du cardinal Mercier si les bourreaux de Dinant et de Louvain en 1914 lui apparurent des monstres dont il fit honte à l'épiscopat allemand. Ce n'est pas la faute des contemporains de Blücher ou de von Thann si les textes de César, de Tacite et de Velleius Paterculus sont accourus se placer tout seuls sous des yeux dilatés de folle épouvante. Il y eut néanmoins des âges heureux où la rigueur de ce jugement universel s'était atténuée ; aux vices classiques de l'Allemand (mensonge, perfidie, cruauté, rapine) s'étaient substitués, peu à peu, des travers moins impardonnables. Montaigne leur reproche en tout et pour tout d'être ivrognes et grossiers. Courant le Limousin ou visitant Versailles, le bon La Fontaine met sur le même pied « *le rustre et l'Allemand* ». Autant leur imputer ce que leur civilisation avait de simplement arriéré.

L'Allemand tendait donc à devenir le provincial de l'Europe. Il lui manquait le goût français. Tout en souffrant ce reproche avec impatience, Goethe ne contestait pas le retard de ses compatriotes ; il le leur affirma parfois. Mais, justement, entre Goethe et La Fontaine il s'était formé, très à contretemps, une mode très parisienne de la pure nature : l'Ingénu, le Huron, le paysan du Danube et autres bons sauvages à la Vendredi. Notre philosophie anglo-française les réhabilitait à tour de bras. Les Allemands ne demandaient pas mieux que de nous prendre au mot. C'était tout ce qu'il leur fallait pour rattraper l'avance. Il s'ensuivit un renversement de valeurs qui devint tout profit pour eux. Une cote d'amour nouvelle relevait du plus bas des degrés de civilisation et de politesse la culture vraie, la vraie éducation, celles qui, n'étant point de grimace, ni de chiffon, venaient des valeurs nues du cœur et de l'âme. Sans mentir ! Sans masque et sans blague ! Au lieu d'être sifflé, ce partage fut acclamé. Comme l'a fort bien montré, après Bainville, M. Louis Reynaud, le paradoxe de Lessing, de Herder, de Schlegel et de Wolf, fut l'évangile de l'Europe, spécialement pour celles de ses parties qui jaloussaient un peu la France et l'Italie. Il fut entendu que les vrais Barbares étaient les Grecs, les Latins, les Français. Cela dura plus d'un siècle. Vers 1890, M. Anatole France avait encore de la peine à faire admettre qu'Homère n'était point un barbare. Déjà Goethe avait eu à faire la grosse voix pour se garder la liberté de lire les *Métamorphoses* d'Ovide ; le gothisme était une cime des affinements de l'esprit.

Et, dès lors, l'Allemand n'avait plus à songer à se compléter en acquérant ce qui lui avait manqué jusque-là. Il allait lui suffire d'abonder en lui-même, de se glorifier de ses lacunes, d'exagérer ce dont il avait dû s'excuser en rougissant, : difformités, infirmités, « informités », étaient de nouvelles beautés qui faisaient

prime. Le sauvageon tudesque ne voulait plus la greffe que de son propre bois. L'heure de Fichte avait sonné.

Un Goethe avait aimé très pieusement sa patrie et sa langue, *quoique* tard initiée aux ordres classiques. Les nourrissons de Fichte admirèrent la même langue de la même patrie *parce que* soustraite à cette influence, qui l'eut améliorée, mais dégermanisée, mais dénaturée. Le Germanisme ne parle plus de s'accepter comme Allemand : il se désire comme tel, strictement, tel que l'ont fait, défait ou contrefait, ses principes originaux. Plus il le sera, mieux il vaudra. Son degré de germanité mesurera son degré de raison, de vertu, de grandeur, de sagesse, alors que jadis le même terme de comparaison lui était apparu chétif et mesquin quand il lui manquait de connaître le sublime et le transcendant de ce moi *natif*. Le passé de demi-humiliation n'est pas éloigné, ne l'oublions pas, très peu de générations l'en séparent : il en pleure, il en saigne encore.

Le sacrement de germanisme a donc été administré à ce point vif, sensible, de la nature obscure : cette nature matérielle historique était capable (ou non), avec le temps, d'évolution, correction et rectification comme toutes les choses humaines pourvu qu'on veuille bien leur laisser leur qualification courante de vertu à cultiver ou de vice à éliminer ; mais, si les défauts changent de nom, s'ils deviennent modèles, si la conscience, la volonté, la loi, l'ordre moral et public s'accordent à magnifier l'erreur et le péché, la lourde fatalité naturelle en est justifiée. Elle va donc en s'aggravant et en empirant. Rien ne servira, répétons-le, de vouloir dénazifier une Allemagne follement livrée depuis près de cent cinquante ans à ce narcissisme adulateur, il lui sera fondamentalement impossible de voir ses faiblesses, plus encore, de s'en corriger. L'être germain est ce qu'il est, on ne peut pas l'empêcher d'être. Mais on pouvait s'en prendre à l'artifice germaniste, qui n'aurait pu être réduit que par une grande cure d'humilité. Et c'est ce qu'on n'a pas voulu. On n'a pas su lui imprimer le sentiment de tout ce qu'il y a d'inférieur, de retardé, de pitoyable dans sa géographie ⁽²¹⁾ et dans son histoire, dans sa religion, dans ses moeurs, dans ses arts, dans sa poésie et dans la philosophie, et, bien au contraire, on s'est hâté de rétablir l'Allemagne dans sa vieille place usurpée ou escroquée, on a recommencé à l'accabler de vénération et d'éloges, encourageant ainsi la renaissance et le développement de son adoration d'elle-même qui la rendra maîtresse de déchaîner toutes ses nouvelles cataractes de sang. Le Nazisme dit-on relève la tête ? Mais le contraire étonnerait.

Nos philoboches de 1870 s'étaient entichés, comme on l'a vu, de Kant ; encore pouvait-on retrouver chez Kant quelques belles semences du stoïcisme helléno-latin. Ceux de 1945 ont prodigué les mêmes honneurs à un

²¹ *La Naissance de l'Allemagne*, par Pierre Gaxotte

existentialisme qui ne s'autorise que de Heidegger. Il y aura plusieurs manières de payer l'extrême inanité de cette nourriture. Nous en serons sur notre faim, et l'Allemagne n'arrêtera plus de s'en regonfler. Les principaux moteurs et agents de la flagornerie publicitaire allemande au XIX^e siècle et au XX^e ont été les Juifs des deux mondes. On dit qu'ils s'en sont repentis. Leurs continuateurs auront probablement leur tour de ne pas s'en féliciter. Que l'Allemagne monte dans sa tête ou qu'on la lui monte, il s'y loge toujours de quoi produire des catastrophes sans mesure ; une fois, deux fois, elle a manqué de faire sauter la planète. A la troisième, aura-t-elle plus ou moins de succès ? C'est la question posée en 1949.

6. *La grande Affaire.*

Rétrogradons de cinquante ans. Même d'un peu plus. Revenons aux années où le monde entier multipliait les platitudes aux pieds du Germain. Nous achevions nos premières réflexions sur l'Allemagne éternelle. Au vrai, je les faisais tout seul. Barrès mis à part, Amouretti sombrant dans un mal mortel, je fus sans compagnon jusqu'au point qui marqua l'heure critique de notre génération. Ce qu'avait été la guerre de 1870 pour nos pères, celle de 1914-1918 pour nos neveux, celle de 1939-1945 pour nos petits-neveux, l'affaire Dreyfus l'a été pour notre génération, les Français de 1897 à 1910 : cette guerre civile sèche décida de notre destin.

Comme elle est trop longue et trop complexe pour être résumée ici je vous prie de bien vouloir consulter une longue note qui a paru chez nos amis d'*Aspects de la France* (16, rue de Vezelay à Paris) dans leurs numéros de juillet 1948.

7. *Notre équipe se forme ! De la Nation en soi.*

C'est ici que l'action et la pensée commencèrent à se lier en nous de façon presque inextricable.

Nous sommes en pleine mêlée de citoyens. Journaux. Tribunes. Réunions. Emeutes. Avec ce caractère singulier que la lutte est menée par des gens qui détiennent déjà de vastes portions du pouvoir.

Le devant de la scène est pris par les seuls intellectuels du parti juif, ceux que Jules Guesde appelle les *justiciards* et les *véritards* parce qu'ils ne cessent de mentir et de frauder en attestant le Juste et le Vrai. Il en est ainsi de l'automne 1897 au milieu de l'hiver 1898-1899. Pendant toute cette période sinistre, on insulte les tribunaux militaires, on calomnie la haute armée, on traîne le drapeau dans la boue, *parce que*, déclarent les Juifs, *un des leurs a été condamné*

injustement. - Mais, leur a-t-on répondu tout de suite, - qu'ils fassent comme tout le monde et déposent un pourvoi en révision ! Non. Avant d'en venir là, ils multiplient les éclats de voix, les diffamations collectives, les calomnies privées, les argumentations divagantes qui n'impressionnent que des convertis. Des ministres civils et militaires qui sont leurs amis les ont écoutés, ont ouvert des enquêtes discrètes... Le résultat est uniforme et décourageant : « Dreyfus a été justement et régulièrement condamné. » C'est ce qu'ils s'entendaient répondre par un homme comme Méline ou comme le général Billot qui les salua d'« *honorables amis* ». Pas de motif à révision, pas de fait nouveau, si ce n'est celui que l'on veut fabriquer à coup d'incidents scandaleux. Au bout de deux ans d'agitation, *après* la découverte du « faux Henry » (pièce apocryphe et ostensible, forgée pour figurer le vrai) on ne trouva pas au ministère de la justice une commission pour conclure à la révision : si les trois fonctionnaires qui la composent disent *oui*, les trois magistrats disent *non*, et le garde des sceaux ne se risque pas non plus à trancher tout seul, comme le lui prescrit la loi, il lui faut le concours illégal de tout le cabinet, dont les trois ministres de la guerre, Cavaignac, Zurlinden et Chanoine se démettent tour à tour pour ne pas appeler blanc le noir. C'est dire le peu que vaut la fausse innocence. Mais les corps responsables ne peuvent prendre l'initiative de se déclarer eux-mêmes coupables ou fautifs. Alors, on les accable des signes matériels de « *l'épouvantable puissance des Juifs*⁽²²⁾ ». Les Juifs sont tout. Ils veulent plus. En 1897, avant la mise en jugement de Dreyfus, ils ont prétendu obtenir des débats publics pour un procès de police militaire internationale, ce qui eut été folie pure, le huis clos étant exigé par la principale pièce à conviction, qui sortait toute chaude de l'ambassade d'Allemagne ! Deux ans plus tard, les meneurs de la révision avaient argué à longs cris d'une communication confidentielle, faite aux seuls juges, de pièces accusatrices, mais tous les procès d'espionnage peuvent obliger à ces sortes de communications, on ne saurait ouvrir les dossiers de la Défense nationale à des accusés qui peuvent être acquittés, quoique coupables, et entrer ainsi en possession des plus redoutables secrets ! *Oui, bien, tel peut être le droit commun pour de vulgaires procès d'espionnage*, répondaient M. Reinach et ses Juifs : *le cas de Dreyfus n'a rien qui y soit commensurable !* De tels discours marquaient la place qu'Israël se décernait dans l'Oligarchie, et celle qu'on lui laissait prendre. Ce ton, cette assurance, même chez ses seigneurs tout échaudés du « Panama » ! En fait, pourtant, c'était bien la première fois que le gouvernement républicain n'obéissait pas au doigt et à l'oeil de ces maîtres : lorsqu'en 1882, la finance juive avait eu besoin du krach de *l'Union générale*, ministres et parquet avaient rivalisé de domesticité ; peu après, justice et police avaient fourni à Cornélius Herz toutes les échappatoires voulues ; cette fois, quelque oreille crédule que la gauche prêtât aux histoires de sabre et de goupillon, Israël avait toutes les peines du monde à faire écouter la fable

²² Général Mercier.

rocambolesque d'une conjuration de nombreux officiers français, de tous grades, et des plus élevés, ourdie aux seules fins de faire condamner un innocent parce qu'il était juif ! C'était trop gros, ça ne passait pas, et, comme on abusait de l'Affaire et de tout ce qu'elle mettait en cause ou effleurait des organes vitaux de l'armée, le tapage inutile et nuisible surexcitait la juste susceptibilité du pays.

La France était fière de son armée qu'elle avait relevée avec beaucoup de courage, d'efforts et d'amour. Elle abominait ces insultes d'étrangers domiciliés (ou nationalisés d'hier), ces calomnies sans aveu ou le chantage de leurs Juifs (toujours eux !) et qui nous donnait mal au coeur. Des Juifs même en étaient gênés : un Juif allemand comme Wilhelm Liebknecht, père de Karl, auteur du jugement historique paru à la *Torche* de Vienne leur reprochait ce charivari mondial réglé par « un chef d'orchestre invisible ».

Personne ne sait plus un mot de l'Affaire, les menteurs intéressés et les badauds dindonnés en peuvent divaguer à l'aise, mais il en surnage la locution courante du *chef d'orchestre invisible*. Quel malheur que le souvenir de ses choristes n'ait pas mieux résisté à l'oubli ! *Tout ce qui est dreyfusard n'est pas pourri*, disait Maurice Talmeyr, *mais tout ce qui est pourri est dreyfusard*. Les dessins historiques de Forain et de Caran d'Ache demeurent les seuls témoins vivants qui nous gardent, de leur verve inouïe, les spectacles de la révolte de l'opinion.

Ni la révolte, ni l'indignation, ni le dégoût, ni même la plus scrupuleuse justice ne sont des états d'esprit politiques. Les rumeurs et les inventions que faisaient circuler la presse, l'école, la tribune de l'Oligarchie n'étaient pas faciles à réfuter sur le plan d'une affaire d'Etat quand les maîtres de l'Etat trahissaient leurs propres services, et que ceux-ci avaient affaire aux diplomates de la Triple Alliance et à la personne de l'empereur allemand.

Deux fois, lors de la condamnation du traître et de sa dégradation, le verbiage désordonné de la presse avait provoqué, à Berlin des menaces à allure d'ultimatum. Il était plus facile de réclamer de l'énergie que de l'obtenir d'un gouvernement coincé entre l'incontestable innocence des bureaux de la Guerre et la volonté de l'Oligarchie de qui il dépendait. Plus d'une fois, quand il feignait de voler à la juste défense des uns, ce gouvernement favorisait l'oblique manoeuvre des autres ! La magistrature, sa police, ou même une infime portion de son corps d'officiers étaient graduellement gagnées à l'ennemi. Tout cela était bien placé pour tourner contre l'intérêt public ce qui aurait dû le servir. Des personnages comme Picquart et Esterhazy, à la solde des Juifs, organisaient cette confusion. Le dessein étranger se développait comme le plus sûr et le plus cohérent des complots. L'Antifrance avançait. Où était l'esprit de la France ? Il fallut seize mois de ce pitoyable chaos pour que les intellectuels non juifs

prissent la décision d'un acte de présence et d'union contre la perturbation étrangère.

La *Ligue de la Patrie française* naquit enfin. Parfaitement respectueuse de la justice et de la vérité, ses déclarations portèrent que l'allégation d'une erreur judiciaire ne donnait à personne le droit de tout chambarder⁽²³⁾ et qu'il fallait mettre ordre à ce chambardement. Ces vues simples firent l'effet du *quos ego...* Un obstacle substantiel et ferme allait être posé aux quatre Etats confédérés. Le boulangisme n'avait été qu'une réaction de l'instinct. Le cerveau s'en mêlerait-il ? Certainement. Mais lentement. Encore fallait-il que les partis antagonistes pussent tout à fait convenir de ce qu'ils étaient et du sens de leur débat. Sous cette question de la culpabilité et de l'innocence d'un officier juif, il y avait bien autre chose : la dissidence nationale que l'on fomentait depuis vingt ans.

Des gens allaient répétant, depuis des années, qu'il n'y aurait jamais plus de guerre, ou que l'Allemagne ne nous la ferait plus, ou qu'elle nous devenait la plus tendre des amies : que pouvait importer à ces gens-là, soit la garde fidèle des secrets militaires français, soit leur rapide fuite à Berlin ?

Que Dreyfus les eût livrés, ces fameux secrets, et puis après ? Celui-ci avait dit, au moment d'être dégradé, la phrase qui est généralement comprise comme un aveu : « *Si j'ai livré des documents, ils étaient sans importance.* » La phrase ne signifiait rien pour des intellectuels qui n'iaient cette importance : ils tenaient à ignorer la petite guerre d'espions et de contre-espions livrée en pleine paix entre les Services de Renseignements que l'on appelait alors les yeux des armées. Ces messieurs étaient d'accord pour n'y voir que des enfantillages périmés, sans rapport avec la réelle vie de l'Etat. Dreyfus eut-il trahi de cette façon, l'Oligarchie gouvernante n'y voyait que peccadille sans portée.

Au contraire, ces questions de guerre et d'armée, de France et d'Allemagne, importaient beaucoup à la plupart des autres Français. Le Français moyen les prenait au sérieux, parce qu'il ne croyait pas aux progrès de l'esprit de paix dans le monde, car on recommençait à se battre entre Turcs et Grecs, Espagnols et Américains, Anglais et Boërs. Les affaires d'espionnage paraissaient d'autant plus significatives pour le pays, que nous traversions une phase de coquetterie diplomatique avec les ravisseurs de Strasbourg et de Metz ; Saint-Pétersbourg nous y poussait, il nous avait préparé, fin 1894, à rencontrer l'escadre allemande le 18 juin 1895 dans les eaux de Kiel, nous prenions d'un coeur allègre la direction de Fachoda, et voilà qu'en pleine lune de miel franco-allemande on

²³ Déclaration de M. Pierre Laffite, interviewé par Maurice Pujo et dont le *Temps* reproduisit les déclarations.

nous donnait la brusque preuve de la recrudescence de l'espionnage allemand à Paris ! L'énormité du fait ainsi découvert aurait dû tirer l'Oligarchie de sa négligence ou de son scepticisme. Pas du tout !... Jamais notre Service de Renseignements n'aurait dû être encouragé, soutenu, entouré de plus d'égards attentifs : jamais on ne lui avait prodigué tant d'ironies et de risées, de mépris et d'insultes, jusqu'au jour où l'ayant *fait tomber miette à miette dans le domaine public*, on déclara à la tribune du Sénat (25 mai 1900) *qu'il n'en restait plus rien* (Waldeck Rousseau). Ainsi se réjouissait-on d'avoir « crevé » les yeux de l'armée, yeux inutiles, tant on se croyait sûr de n'en avoir pas besoin ! Nous avions la certitude opposée avec la conviction de la possibilité et, bien pis, de l'imminence de la guerre : notre consternation égalait cette triste joie. Nous portâmes publiquement le deuil du Service qui devait nous manquer si cruellement entre 1914 et 1918.

Deux états d'esprit se faisaient donc face. Cette fois comme en d'autres cas, ceux qui avaient entre leurs mains le dépôt de l'Administration et du Gouvernement n'étaient pas ceux qui voyaient et calculaient juste. Il ne fallait pas faire un grand effort de prévoyance pour soulever le voile des sanglants lendemains : les crises de Tanger, de Casablanca, d'Agadir devaient nous mener par étapes au réveil du faux songe où le parti juif endormait la France en lui répétant la vanité de toute précaution militaire. Nous, jeunes intellectuels qui fondions le Parti français de janvier 1899, nous pensions contre Jaurès, contre Waldeck-Rousseau, contre Léon Bourgeois, beaucoup plus encore que contre Dreyfus. Aussi pendant que d'aveugles scrutins allaient conserver à ces mauvais bergers leurs suffrages, l'attention des classes éclairées se détournait peu à peu vers notre pensée.

Beaucoup d'entre mes nouveaux amis étaient de mon âge. Je découvris chez eux, outre de vives affinités de sentiment, des aventures de pensées courues en commun sur le sens général des rapports franco-allemands. Ils connaissaient l'Allemagne mieux que moi, savaient la langue, avaient visité le pays. Pujo, grand wagnérien, traduisait Novalis. Il venait de parcourir la Bavière et le Tyrol en direction de Venise. Bainville rentrait de l'Allemagne du sud avec les matériaux de son Louis II. Pierre Lasserre achevait une préface magistrale à la version nouvelle de morceaux choisis de Goethe. Henri Vaugeois réexaminait sévèrement son premier enthousiasme kantien. Léon Daudet, autre wagnérien fieffé, rentrait de Hambourg, il parlait l'allemand comme le français. Nous ne tardâmes pas à désertier en chœur la *Pairie française* absorbée par les ménagements académiques et les soucis électoraux. Et, notre *Action française* à peine fondée, les premières démarches communes nous fixèrent, comme plus tard à la *Revue universelle*, dans un effort constant d'études germaniques, mais d'études attentives et sincères, affranchies des complaisances de l'Oligarchie.

De la paix branlante et de la guerre possible, nos réflexions s'étendaient à la nécessité de nous tenir sur nos gardes, d'être prêts à serrer le jeu politique. Nous en posons les formules, pour les résoudre en premier lieu. De là trois questions d'où nous voyions tout dépendre : *Etions-nous suffisamment couverts, défendus, gouvernés du point de vue national ? Valait-il la peine de vivre une vie française ? La nation, en soi, n'était-elle pas un cadre social périmé ?*

Presque tous clercs et philosophes, nous avons commencé par le troisième point, nos discussions y avaient allumé des clartés précieuses.

1° Nous nous croyons tout à fait sûrs de toucher l'essentiel de l'âme et du corps de l'homme individuel en lui reconnaissant pour qualité maîtresse son être social, premier intérêt de sa vie : il n'y avait point d'humanité sans société, point de société parvenue à la perfection de sa croissance qui n'eut au moins visé le stade de la nation. La Nation n'est pas l'Etat ; l'Etat n'est pas organe de la Nation, la Nation est le cycle terminal de la Société temporelle. La Nation n'est pas une société de forme contractuelle ni d'origine volontaire, ce n'est pas une libre association, ni une libre option : naturelle et historique, de toutes les formes sociales usitées dans le genre humain la Nation apparaît la plus solide et la plus étendue, la seule, après le foyer, qui soit tout à fait cohérente. Depuis la disparition de la République chrétienne du moyen âge, la Nation est, au temporel, la condition de la vie de l'homme : d'elle et d'elle d'abord, dépendent les garanties des relations sociales privées comme, aussi bien, collectives, économiques, savantes, artistiques, toutes les autres s'effondrent ou languissent quand la première n'est pas maintenue. Si la Nation disparaissait, les plus hautes et les plus riches communications de l'univers seraient compromises, il faudrait prendre en pitié l'asservissement de l'individu, isolé et perdu dans une métaphysique de droits verbaux. La nation rend aux citoyens le même service que le syndicat aux producteurs, il est l'organe de ses droits réels. Le nationalisme n'est donc pas un simple sentiment, mais bien la vue, la prise, l'aveu et l'exercice d'une obligation rationnelle et mathématique. Toutes les obligations sociales ressortissent à celle-là, tous les devoirs à ce devoir. Dès que le rempart national est ruiné, les foyers sont brisés, les métiers détruits, les citoyens deviennent esclaves, surtout ceux de la « classe la plus nombreuse et la plus pauvre ». Les pires épreuves de l'individu se trouvent donc être celles qui viennent à frapper son peuple, notre histoire récente nous l'a fait sentir, mais, quand *l'Action française* établissait cette doctrine en l'année 1899, ce n'était encore qu'un principe rationnel évident, inséré en tête de sa Déclaration fondamentale et suivie de la signature de ses dix-huit premiers fondateurs : - « toutes les questions politiques pendantes, tous les problèmes diviseurs, devaient se poser, se trancher, se résoudre par rapport au commun élément national. »

2° Quant à la valeur vitale de la nation française, elle ne faisait aucun doute. Les signes qu'elle en donnait n'étaient pas équivoques. Esprit d'allant et d'aventure, originalité de sentiments, clartés de l'ordre de l'esprit. Si parfois l'on pouvait trouver la France en déficit par rapport à elle-même et à son passé, elle se montrait à tout point de vue l'égale de ses concurrentes de l'Europe et du monde, à Paris et en province, dans la métropole et les colonies. L'exposition de 1900 allait en faire foi. L'énergie de l'épargne et de l'entreprise, la valeur de la main-d'oeuvre, les qualités de ses produits étaient d'autant plus remarquables que tout cela, tout spontané, n'était évidemment pas le fruit d'une administration habile. La démocratie gouvernante faisait déjà sentir, tout au contraire, beaucoup de laisser aller et d'incompétence ignorante, sans compter les méfaits du parasitisme politique qui, d'ailleurs, n'aurait pas été possible sans la surabondance de la richesse et de l'action. L'Etat pouvait manquer, mais non les hommes, non les oeuvres ! Artistes, écrivains, savants, philosophes, inventeurs, prouvaient que nous avions gardé nos hauteurs de l'esprit et du sang. En attendant que nous instituions une théorie de la France, une idée type de la Patrie, ses spectacles concrets démontraient le mouvement de sa belle vie en marchant. La foi française s'imposait.

3° Mais alors le Fait et le Droit de la Patrie nous faisaient un double devoir de réformer cet Etat vraiment infirme et infidèle que leur imposait la démocratie. N'ayant même pas su régler à son honneur une simple affaire de police militaire internationale, le même régime avait mérité, chemin faisant, les plus solides soupçons de complicité avec l'ennemi. C'est que, si la secrète armature oligarchique des janissaires dissidents et allogènes était peu ébranlable, la Constitution écrite du régime la soumettait au plus futile des suffrages et l'absorbait dans la querelle électorale, la lutte des partis, la course aux emplois, faible appareil, inattentif et même inapte à la gestion des intérêts supérieurs de la sécurité matérielle : armée, marine, diplomatie, haute justice, les offices les plus considérables étaient, par force, les plus négligés au profit des moindres. L'autorité était dissoute au centre de l'Etat, elle était étirée et dispersée jusqu'à ses dernières extrémités pour y faire sentir le plus inutile des jongs.

Les récentes convulsions dreyfusiennes avaient laissé par tout son corps un sourd malaise doublé d'affaiblissement général. L'équilibre matériel était recouvré, mais l'étourdissement du vertige et de la secousse subsistait dans les têtes et dans les coeurs. On se plaignait d'anarchie et de tyrannie sans que l'un supprimât l'autre : la division et l'oppression étaient deux états nouveaux alternants ! Toute loi importante était dirigée contre quelqu'un ou aux dépens de quelqu'un, en raison de ses croyances, de sa classe, de son bien ou de son état. Dès lors, où était la justice ? où l'ordre ? où le repos du pays ? Où son union ? Où l'arbitrage propre à tout gouvernement ? Déjà, était entrevu ce « *trou par en haut* » que, longtemps plus tard, devait diagnostiquer le socialiste Sembat.

A la fin de 1897, à la traverse de la tragique dispute, devant cette longue perturbation sans médiateur, il m'était une fois arrivé d'insinuer, comme si je me l'étais demandé à moi-même « *à quoi servirait un monarque* », et la question publique avait causé un notable remous de riches résonnances, au point que j'en avais été saisi et surpris, puis ému, enfin obsédé. - Eh ! quoi, me dis-je, la France se souvenait donc ? Elle localisait son mal ? Elle prenait garde que sans chef permanent, elle risquait des déchéances graves ? Mes anciennes méditations me revenaient avec une autorité redoublée : le Roi était donc bien là, clé de voûte ou la pierre d'angle de la patrie ?

Mais, s'il en était ainsi, rien ne servait d'éluder la vérité ou de la taire. Il importait de la crier.

A l'été de 1900 j'entrepris cette *Enquête sur la monarchie* que je n'ai jamais arrêtée.

8. *L'action de notre équipe.*

Il faut commencer par le dire : pas un instant, cette longue Enquête ne nous empêcha de remplir nos devoirs de patriotes, provisoires citoyens rois. Jamais l'étude n'interrompit la lutte où nous accompagnions les nationalistes quand nous ne les précédions pas.

Outre leurs réunions, manifestations et batailles de rues, nous faisions deux fois le mois une petite revue qui, tout de suite, rendit des services. C'est elle qui avait révélé et publié d'après la *Torche* de Vienne, les fameux articles de Wilhelm Liebknecht qui sont rappelés plus haut. La même « Revue Grise » avait analysé en détail, comme un élément de la structure de l'Oligarchie, la vaste tribu des Monod, forte, en 1897, de trois ou quatre cents fils ou petits-fils du pasteur étranger Jean Monod : véritable « Etat Monod », disions-nous, flanqué d'une clientèle sans nombre. « Si plusieurs d'entre eux répondent aux noms de Staffer, de Good, ou de Coninck, il en est qui s'appellent Bonnet ou Dupont, comme vous et moi », « il existe une monoderie particulière faite d'acquisition ou d'adoption, à laquelle on s'agrège, sans avoir à demander la main d'une demoiselle Monod, par la simple vertu d'hommages de vassalité renouvelée avec opportunité et ferveur. »

Pour ne pas mériter la sotte accusation de sacrifier la justice à la raison d'Etat, la Revue Grise étudiait encore, et de très près, le dossier du Conseil de guerre de Rennes qui allait recondamner Dreyfus, - lequel allait accepter sa grâce !

Le parti juif étant redevenu, de surprise en surprise, le maître de l'Etat, ses usurpations massives, furtivement multipliées, furent aussi relevées avec vigueur. Nous faisons écho à la dénonciation de ces fiches maçonniques au moyen desquelles le général André divisait et démoralisait l'armée française, nous exerçons une critique et une censure violente sur les nouvelles lois contre les personnes et les propriétés, en particulier contre la liberté d'association des catholiques et leurs franchises religieuses. Ce genre de défense passa du langage et de l'écrit à l'action physique lors des inventaires d'églises en 1906.

Nous avons fondé une ligue en 1905 et, l'année suivante, ce furent un institut et une librairie. La première sortie de la Ligue célébra le 75^e anniversaire de Fustel de Coulanges⁽²⁴⁾ pour la signification nationaliste de ce grand nom. Le premier volume important de notre librairie, le *Bismarck et la France* de Jacques Bainville, fut suivi de celui où j'exposai les deux politiques alternantes de la démocratie en 1895-98, contre l'Angleterre, (et menées sans marine), celle de 1902-1905 contre l'Allemagne (et menée sans armée de terre), *Kiel et Tanger*. C'est là que j'évoquais l'image de « cinq cent mille jeunes Français couchés froids et sanglants sur leur terre mal défendue ». Notre journal quotidien fut fondé en 1908 avec deux recrues de haut prix, Léon Daudet, qui n'avait été jusqu'alors qu'un collaborateur d'occasion, et Jules Lemaître rallié à la monarchie. Les deux premières années du journal furent remplies de nouvelles bagarres au grand air ; réglées de la première à la dernière par Maurice Pujo, elles tendaient à réclamer le respect de Jeanne d'Arc, contre son insulteur Thalamas, puis à imposer son culte public dans les rues de Paris.

Ce dernier effort ne devait aboutir que trois ans après, mais sur l'heure nous obtînmes un résultat substantiel. Les cortèges officiels sifflés lors de la translation de Zola au Panthéon, les onze mercredis consécutifs où le quartier latin mis en état de siège, conspua, giffra, chahuta, fessa, le *privat docent* Thalamas, le président de la République bousculé par un garçon de café, les images du président du conseil et du premier président de la cour de Cassation promenés sur un char de la mi-carême, les statues de Zola, de Scheurer-Kestner et de Bernard Lazare martelées et défigurées, tout ce premier élan de *l'Action française* à Paris et dans les provinces produisit sans délai l'effet qu'il voulait et devait, le joug judéo-maçon en fut secoué ; puis brisée l'oppression qui durait depuis dix ans (1899-1909). Ce que Georges Sorel devait appeler *la Révolution dreyfusienne* et Paul Doumer « le régime abject » reçut un congé public solennel : sous la pression de notre offensive, M. Briand se vit contraint, selon ses propres expressions, « de jeter au pays des paroles de détente et d'apaisement » ; il les émit en propres termes dans son discours de Périgueux, à la

²⁴ V. *La Bagarre de Fustel*, brochure recueillie dans mon livre *Devant l'Allemagne éternelle*, 1937.

veille des élections de 1910 ; quand ces élections furent faites, quelques mois plus tard, au dîner Mascurand de novembre 1910, il dut avouer que sa demande d'armistice avait été arrachée et même forcée *par nous*. Voici ses paroles à leur endroit le plus vif dont il faut admirer le cynique candeur :

« Par suite de circonstances fâcheuses (on n'est pas maître des événements, même quand on a le pouvoir) indépendantes de la volonté des membres du Gouvernement d'alors, des difficultés graves avaient surgi dans le sein du pays ; le pays avait les nerfs tendus ; une campagne ardente de discrédit se faisait contre les institutions républicaines et il faut convenir que l'opinion *mécontente* pour des raisons injustes, si vous voulez, mais *mécontente*, ne faisait pas une *atmosphère d'hostilité suffisante* à cette agression contre la République. » (*Nous étions très bien vus de l'opinion en effet.*) « On voyait chaque jour les rues, les prétoires de justice envahis par des bandes désireuses de violence et de désordres ; on voyait des statues de *républicains intègres et dignes de notre vénération, maculées, insultées*, on sentait que *la bataille électorale allait se passer dans cette atmosphère d'hostilité ; les travailleurs s'écartaient du parti républicain* ; le fossé semblait devoir se creuser encore entre les républicains et eux, si profond qu'il semblait impossible à combler. » - « Alors, j'ai considéré que le premier devoir du gouvernement nouveau, était de lancer au pays des paroles de concorde... » La lutte de nos premiers dix ans se terminait donc par une incontestable victoire. L'Oligarchie jetait du lest. La France respirait.

Mais nous poussions notre pointe antidreyfusienne, toujours bien en ligne. La *Ligue de la Patrie française*, battue (c'était fatal) sur le terrain électoral, s'était éteinte avec Syveton en 1904. Son président Lemaître nous avait rejoints d'un bon pas, et du même pas, nous conduisions notre campagne contre la Cour de Cassation. Cette haute magistrature venait de se couvrir de honte : pour acquitter Dreyfus sans avoir à le renvoyer devant un troisième conseil de guerre, elle avait violé et falsifié la lettre et l'esprit de l'article 445 du Code d'instruction criminelle, nous le lui démontrions chaque jour. Nous n'apostrophions pas. Nous n'insultons pas. *Nous diffamions* ouvertement, catégoriquement, avec le motif. Par a+b. Ce ne fut jamais relevé ! Un jeune étudiant aux Beaux-Arts, Maxime Réal del Sarte, ayant pénétré dans la grande Chambre à l'audience de rentrée avait à haute voix défié cette Cour suprême : - *Magistrats indignes, il ne sera pas dit qu'un Français ne vous ait pas demandé compte de votre infamie*. On se jette sur lui, on l'arrête, on l'interroge, on le laisse aller. Pas l'ombre de sanction ! Nous faisons frapper une médaille d'or à l'effigie du glorieux justicier de Dreyfus, le général Mercier, nous la lui remettons salle Wagram et là, devant 5.000 auditeurs, le capitaine Lebrun Renault de la garde républicaine, vient répéter le texte des aveux de Dreyfus qu'il avait recueillis avant la dégradation du traître. Quelque temps après, m'étant fait arrêter moi-même en criant à tue-tête « *A bas la Cour de cassation qui a violé, fraudé, falsifié l'article 445 du*

Code de justice criminelle pour réhabiliter le traître Dreyfus », le Parquet de la Seine avait soutenu que c'était là un délit de tapage diurne et il avait tenté de me faire condamner à ce titre par le tribunal correctionnel ; mais le président du tribunal, l'intègre et courageux président Bourroulhou jugea que mon cri disait ce qu'il disait, contenait ce qu'il contenait : une diffamation ; il pria le ministère public de se pourvoir devant la juridiction compétente, qui était le jury. Son jugement est du 9 mars 1909. La citation en cour d'assise aurait pu m'être expédiée le soir du même jour : je l'attends encore. Après quarante ans !

Quelle immunité ! Cet article 445, diffamateur inviolable et accusateur sans réplique de la plus haute compagnie judiciaire de la République, fut dès lors appelé « notre talisman » : chaque matin, pendant six ans, nous le réimprimâmes dans notre journal jusqu'au 3 août 1914 où son sacrifice représenta notre contribution volontaire à l'Union sacrée. Enfin, dans le ridicule procès qui m'avait été fait à Versailles je pus refuser de répondre au juge juif nommé Worms, en réclamant un juge français, puis en obligeant le président de la Cour d'appel de Paris, M. de Valle, à insister auprès de moi pour que j'accepte une amnistie... ce que je lui ai d'ailleurs refusé.

Le terrain nous restait donc à l'intérieur. Mais tandis que se débattait la longue querelle civile, l'atmosphère de l'Europe était allée se rembrunissant. Le service rendu au jour le jour par Jacques Bainville devenait plus actif et plus lumineux. Après qu'il eût démontré l'insanité totale des concessions faites à l'Allemagne par Joseph Caillaux (ce Joseph Caillaux *qui n'avait pas de bon sens*, Marcel Sembat *dixit*) Bainville s'efforça de faire sentir à la France l'urgence du *qui-vive*, l'imminence de l'épreuve, la vive tension des électricités du continent, l'éternelle opportunité des plus durs devoirs de civisme. A ses côtés, la campagne fulgurante de Léon Daudet dans *l'Avant-guerre* (1911-1914) faisaient en même temps apparaître la quasi liberté de l'espionnage allemand dans notre pays, le système des inattentions complaisantes de l'Oligarchie et le crime de ses complicités déclarées. L'aveugle passion des Juifs pour l'Allemagne leur fournissait un perpétuel alibi. Le mot d'ordre dreyfusien semblait couvrir, consacrer, immuniser toutes les autres trahisons. Il arrivait que les espions pris sur le fait osaient nous assigner en justice. Mais ils ne gagnaient pas tous. Un esprit éminent du plus haut caractère nous avait rejoints. Ce patriote ardent, orateur et juriconsulte, Marie de Roux, avait révélé une intrépidité et une éloquence qui acculaient la justice républicaine à de bien surprenantes défaites. Même devant elle, il triomphait d'elle, ou certaines condamnations avaient l'éclat de véritables acquittements.

Ce maître défenseur facilitait les offensives les plus utiles et remportait pour nous une autorité morale qui mettait de plus en relief des avantages politiques plus imprévus encore. Sans les camelots du roi, disait Louis Barthou, je n'aurais

jamais pu *faire passer* la loi de trois ans. Nos jeunes royalistes avaient donc assuré la liberté de l'Etat au service de la patrie. C'était un réveil national inouï, rien ne l'avait annoncé et M. Etienne Rey analysait dans une forte brochure cette « renaissance de l'orgueil français » et la « génération sacrifiée », de Lionel des Rieux et de Péguy à Pierre Gilbert et Henry Lagrange procédait aux préparatifs de l'holocauste sauveur. Poésie, histoire critique, philosophie, tout était mis en réquisition, fermentation et effervescence en vue de ce devoir. Fin 1911, à l'appui des sentiments de Bafouille et de Daudet, j'invoquais jusqu'à la leçon de Dante. Dante, disais-je au bout de la préface d'une belle et nouvelle traduction de l'Enfer⁽²⁵⁾, Dante n'aurait plus sujet de gémir son *ahi serva Italia di dolore ostello* ! « Mais des servitudes égales menaçant aujourd'hui de peser sur la Gaule, le vieil Italien peut contribuer à nous mettre au courant des cruautés du joug, des douceurs de l'indépendance, de l'affreuse fortune d'un pays démembré ou mal réuni, du pathétique déchirant et presque honteux propre aux aspirations d'une volonté nationale qui en est réduite à se délivrer par de simples chants d'élégie ou de satire. Les Français modernes, dont les pères ont été trop heureux et qui ont besoin d'être avertis de la gravité d'une épreuve que tout prépare, ne trouveront nulle part ailleurs d'avertissement plus complet ni aussi pressant. Cette leçon de Dante pourra suffire à leur inspirer de la vigilance. Par ce grand personnage de la plus haute élite humaine, d'un beau temps et de tous les temps, ils pourront éprouver par le coeur et les yeux ce qu'est une terre conquise et ce que vaut un noble peuple s'il a eu le malheur de se laisser recouvrir par une barbarie⁽²⁶⁾. »

En cette heure critique de la vie de la France, le citoyen d'*Action française* faisait tous les métiers, journaliste, orateur, soldat de rue ou, comme disait Pujo, gendarme supplémentaire et maître d'école. Un jour, levé de bon matin et parti pour le cimetière de Montparnasse où il conspuait les assassins de Syveton, il était vers midi au poste de police du quartier. Si on le relâchait, il s'arrêtait, hôtel des Sociétés savantes, à l'Institut d'*Action française*, pour expliquer à ses jeunes étudiants les deux Constitutions d'Athènes d'Aristote et du faux Xénophon, arrivait au journal et, la nuit bien tombée, avant d'aller à l'imprimerie, faire le numéro du lendemain, il prenait l'air d'une réunion de quartier ou d'une conférence contradictoire où se démontrait en long et en large combien la démocratie rendait le Juste difficile et l'Injuste aisé, quel assaut persévérant elle infligeait à l'Ordre, quel obstacle au Progrès : ses biens très cher payés, ses maux prodigués sans mesure ou donnés pour rien, notre plus grand intérêt commun consistait à détruire un pareil régime et à le remplacer. La même vérité étant confiée au papier imprimé, on allait se coucher, la tête bourdonnante et le coeur à l'aise, pour recommencer le lendemain. Régime hygiénique de bataille

²⁵ Préface à *l'Enfer* traduit par Mme Espinasse-Mongenot, 1912.

²⁶ Préface à *l'Enfer* traduit par Mme Espinasse-Mongenot, 1912.

et d'enseignement : on pouvait le comparer avec un grain de sel à celui des Israélites au temps d'Esdras d'après Bossuet, tenant d'une main la truelle et de l'autre l'épée, repoussant l'ennemi et fondant la cité nouvelle.

9. Contre la politique du pire.

Au fort de ces luttes du poing, du pied et du cerveau, nous ne nous sommes jamais crus, ni vus, ni sentis hommes de parti.

En tout cas, nous distinguions-nous de tous les partis gaulois présents ou passés, en ce que la politique du pire fut toujours bannie de la nôtre. Bien mieux, les plus hardies, les plus violentes de nos offensives intérieures ont toujours ménagé la sûreté et la force de la patrie. Elles n'ont même jamais été conduites qu'en vue d'augmenter cette force et de couvrir cette sûreté.

Cela se démontre. Mais, d'abord, demandons lequel de tous nos partis historiques eut jamais scrupule pareil. On peut faire la revue et l'appel ! Ce ne furent pas les huguenots ni, certes, les ligueurs contre les Valois. Ni les frondeurs contre Mazarin. Les uns et les autres se sont laissé emporter à quêter leurs appuis à l'étranger. De même les constituants de 1789 alliés de l'Angleterre contre les Bourbon, puisque nos ports de guerre furent les premières victimes des incendies de la Révolution. De même les girondins contre Louis XVI, les libéraux contre Charles X, les démocrates contre Louis-Philippe ! Les premiers de ces factieux ont déclaré une guerre de vingt-trois ans pour venir à bout du « *charme séculaire de la royauté* » (Jaurès), les seconds ont commis une trahison au grand jour contre l'expédition d'Alger, dont ils ont offert les plans à la connaissance de l'ennemi ; les troisièmes ont exploité de toutes leurs forces chaque mésentente du gouvernement de Juillet et de l'Angleterre, unanimes à ignorer qu'il existât un intérêt national intangible supérieur aux jeux des partis. Il faut voir de quel ton le libéral Chateaubriand qualifie le dommage fait aux armées de Bourmont et de Duperré par les journaux de gauche, comme le *National* dont il était l'actionnaire-abonné ! Chacun de ces partis courant droit à son but : son but d'éversion et de subversion, sans rien compter du bien ou du mal de la France. Les Vendéens eux-mêmes ont cédé au mirage de concours extérieurs qu'ils n'avaient pas recherchés. Nous, jamais. Les subventions de Mussolini furent même une raison de notre rupture avec Georges Valois.

Il faudrait retenir les sévères paroles du duc de Broglie à Gambetta et ses amis qui, pour gagner des voix dans l'urne, l'accusèrent de préparer une guerre à l'Italie. « Lisez » leur disait le ministre du seize mai, « lisez l'histoire et ses tristes leçons, n'est-ce pas sur l'agora d'Athènes qu'on évoqua le fantôme de

Philippe de Macédoine ? N'est-ce pas dans les diètes de Pologne qu'on se retournait avant de voter pour savoir ce que pensaient et ce que voulaient les ambassadeurs de Catherine ? » L'ambassadeur allemand Hohenlohe était présent à cette flétrissure. Ceux qu'elle avait notés ne l'ont jamais sentie. Ils se sont obstinés à la mériter. Tout près de nous, en 1940-44, coûte que coûte et à tout prix, nos émigrés de Londres et d'Alger ne pensèrent jamais qu'à la brutale exploitation de leurs intérêts ou de leurs passions sans donner un regard au mal qu'en devait subir le pays. Patriotisme, disaient-ils. Oui, jusqu'à tuer la patrie. Des milliards de milliards ont dû solder leur retour ! des milliers de milliers de tonnes de bombes ont dû l'arroser comme un punch, des centaines de milliers de vies françaises en ont dû être sacrifiées, sans compter les libertés enchaînées, la patrie meurtrie, l'honneur dégradé. Non, jamais la politique du pire n'aura fait peur à ces gens-là ! Le masque de patriotisme qu'ils s'étaient attaché ne pouvait correspondre qu'à une France de leur secte ou de leur idée, la *France mais*, la *France si* du bon Monsieur Ranc. Leur seule ombre d'excuse tiendra à la férocité constante de nos divisions historiques. *Avant* et *après*, tout le monde est d'accord pour blâmer le coup porté à la France, les appels à des alliés hors de France. *Pendant* et dès que les fureurs de haine ont flambé, elles ne connaissent plus d'autre mesure qu'elles-mêmes. La seule exception est celle du groupe « des politiques » d'Henri IV, avant d'arriver à notre *France d'abord* et à notre *France seule*. Nous avons toujours pensé à servir la France avant même de servir la cause royale et (notre royalisme n'étant que corollaire de notre patriotisme) à sauver l'héritage avant de le rendre à l'héritier, ce qui était d'ailleurs conforme à la consigne invariable donnée par les fils de Saint Louis sur leur trône d'exil.

Cela, dès l'origine. Nous n'avons jamais souscrit à aucun projet de faire courir un risque majeur à une patrie menacée de tant de périls. Vers la fin de 1896, aux premières reptations des rumeurs de la conspiration dreyfusienne, brochure de Bernard Lazare, démarches de Mathieu Dreyfus, certains hauts personnages du parti conservateur avaient été pressentis et sollicités de favoriser le coup juif, et eux-mêmes hésitaient, calculaient que sa démagogie antimilitaire pourrait emporter plus rapidement le régime. Nous nous élevâmes avec énergie contre cette tendance. Comme l'avait dit le duc d'Aumale au procès Bazaine, « il y avait *la France* ». Nous le répétâmes à satiété. Nous l'emportâmes. Notre opposition ne se permit jamais de déviations de cet ordre. L'avantage moral nous sera d'autant moins disputé qu'il avait étonné et presque choqué certains polémistes qui n'étaient pas sans affinités avec notre humeur.

Le premier Clemenceau, celui de 1908 et même de 1915, témoignait d'une impatience significative toutes les fois que nous l'accusions de vouloir brûler la ville pour faire cuire son petit oeuf. Le reproche lui était aussi sensible et incompréhensible qu'il l'aurait été à la fausse mère du jugement de Salomon. La

rhétorique patriotique des jacobins s'était enfoncée assez loin dans cette âme énergique et dure : hormis dans les quatorze mois de son magnifique gouvernement de la guerre, il ne se représenta jamais la patrie comme un être doué de vie, à qui devoir des ménagements mesurés, des soins, des protections. Au lendemain de Morhange en 1914, il ne donnera pas la moindre attention au mal que devaient faire ses déchaînements contre les chefs de l'armée, et lorsque Millerand dut *suspendre*, puis *enchaîner* son *Homme Libre*, il n'y comprendra rien. Mais après le Chemin des Dames, en 1918, sa très noble manière de couvrir et de défendre Foch au Parlement valut à Clemenceau les couronnes de Poincaré et de *l'Action française* dont il se moquait également⁽²⁷⁾. Il lui fallait être face à l'ennemi pour que ce guerrier-né découvrit que l'épée protège autant qu'elle pointe et pourfend.

A plus forte raison, quand ce qu'il faut combattre est quelque mal intérieur, quand l'adversaire est un concitoyen, faut-il conduire chaque coup de manière à ne pas ruiner la vie de l'ensemble ! La bataille civile est tenue sous une règle supérieure. Le militaire y doit céder, comme une *espèce*, telle l'espèce *économique*, au *genre* prioritaire, de la *Politique* et pour cette même raison que la politique est la souveraine responsable de la Nation. Nos derniers malheurs sont nés d'une insurrection de la spécialité militaire contre la généralité politique. L'honneur de l'armée, la honte de la débâcle, la passion de livrer une bataille de plus, sont des sentiments parfaitement honorables, mais ils ont été dans leur extrême essence destructeurs de la patrie, et plus encore de l'armée, de son nerf, de sa discipline, quand l'émissaire anglais, M. Spears, les a remués dans le cerveau faible et violent de M. de Gaulle : là où l'on devait tout subordonner à ce qui restait de concorde française, ce *cavalier seul* d'inspiration et de suggestion patriotiques n'a réussi qu'à parfaire la perte de la patrie, en décomposant la hiérarchie militaire. Le dernier résidu du plus grand bien positif des Français devant l'occupant, leur premier devoir de civils et de militaires prescrivait de ne rien ajouter aux dilacérations du désastre et de maintenir toute la cohérence, tout l'ordre relatif compatible avec le malheur, surtout chez ceux en qui se perpétuait l'honneur de porter une épée. Ils avaient, en un mot, le dépôt de notre Unité. Et ce sont eux qui ont multiplié les schismes par les scissions ! Encore n'ont-ils pas infligé leur rébellion à des Blum, à des Reynaud, à des Daladier : non ! en violation directe de leur charte et de leur statut, c'est au seul Maréchal de France en activité qu'ils ont refusé d'obéir ! Les dommages les plus

²⁷ Mandel, alors lieutenant de police de Clemenceau, racontait que, en lisant dans *l'Action Française* l'éloge enthousiaste de Clémenceau défenseur de Foch au Palais Bourbon, M. Poincaré prit notre article, et, des ciseaux et de la colle de l'Elysée, en fit une coupure qu'il adressa à Clemenceau. « *Et Clemenceau, dis-je à Mandel, en fit une boulette pour son chat ?* » A quoi Mandel ne contredit point.

divers auront ensemble résulté de cette politique séparatiste alors que l'union autour du Maréchal était en train de tout sauver. Ce gouvernement de Vichy sous la botte allemande n'allait pas sans cruelles difficultés mais, on l'a fort bien dit, « si la France ne se gouverne pas de Vichy, à plus forte raison elle ne saurait se gouverner de Londres ou de Moscou »⁽²⁸⁾. Les cris diviseurs qui partaient de la Radio de Londres, ses diffamations gratuites, les impudentes calomnies, comme la fausse assertion, réitérée cinquante-deux fois, que la flotte était livrée à l'Allemagne, cette guerre civile faite du haut des airs à une portion considérable de la patrie constituait à coup sûr un inexpiable forfait, froidement accompli par un officier général, cependant simple brigadier, campé sur la terre étrangère, lié par convention à un Etat étranger, enfui de son pays avant même que ses compagnons d'armes eussent cessé le Combat !

Lorsque, en pleine paix, il nous arrivait de parler en public hors de France à des auditoires amis, vaudois, genevois, bruxellois, espagnols, nous nous appliquions à modérer l'expression de notre jugement sur la République : elle était ennemie mais elle était française, du moins légalement. Ici dans les vomissements débités de Londres ou d'Alger, était effacée toute trace de modération, d'équité, ou de vérité. Les mots étaient maniés comme des traits, des pierres ou des excréments. L'essentiel était de faire servir à blesser ou à maculer.

Fallait-il que dans l'avion où M. de Gaulle s'est fait enlever, la tentation du général Spears eût tout emporté et tout balayé ! M. de Gaulle ne savait probablement pas qui était ce Spears. On ne le connaît bien qu'après avoir médité ce que vingt ans auparavant, le 29 avril 1917, le grand ambassadeur Paul Cambon écrivait de Londres à son frère Jules :

« ... Il y a au ministère de la Guerre à Paris un personnage des plus dangereux, le général Spears qui n'est pas plus général que toi ou moi et qui assure la liaison avec le War Office. C'est un Juif très fin, très intrigant, qui s'insinue partout et qui prétend tout diriger. Il a fait beaucoup de mal à Bertie (l'ambassadeur d'Angleterre). Sous le ministère de Painlevé dont l'ingénuité dépassait les mesures permises même aux mathématiciens, Spears avait pris pied dans notre ministère de la Guerre, il pénétrait à toute heure dans le cabinet du ministre, feuilletait les correspondances, savait tout ce qui se disait au Conseil des Ministres, et il envoyait des boîtes de rapports politiques au War Office ! Il a l'air de continuer aujourd'hui car je sais qu'il a fait savoir que la politique de Lloyd George en Irlande aurait été imposée par notre Présidence du Conseil. C'est tout ce qu'il y a de plus dangereux. Si ce bruit se répand, ce sera un tollé en Irlande, et à Londres le parti libéral s'offusquera. D'une parole en l'air, Spears a fait un conseil donné après délibération. Nous avons d'ailleurs assez

²⁸ Mauloy, *Nouveaux Saigneurs*.

d'amis au War Office pour mettre les choses au point. A ce propos je puis affirmer qu'on supporte mal Spears à l'Etat-Major général et qu'on ne le maintient que parce qu'on lui croit chez nous une situation telle que nous prendrions mal son changement. On s'est moins gêné avec le pauvre Bertie. Quant à notre Etat-Major à nous, il suffit de causer un instant avec le général Foch ou le général Weygand pour connaître leur appréciation sur ce personnage...⁽²⁹⁾ »

Ce Juif très fin et très intrigant, devenu en 1940 l'ambassadeur personnel de M. Winston Churchill, fut en ces jours décisifs et sombres, le directeur de conscience de M. de Gaulle après l'avoir été de Paul Reynaud. Ni l'un, ni l'autre, ne savait le monde anglais comme le connaissait de longue main Paul Cambon. Tous les deux furent les dupes du personnage des plus dangereux qui eut part essentielle à l'impulsion funeste donnée à nos destins. Les hommes qui subirent ainsi son influence seraient sages de s'examiner. D'après le rapport Morand, un Juif bien né, M. André Maurois, avait conseillé aux transfuges de Londres de former « une légion, non un gouvernement ». Ils aimèrent mieux écouter ce Juif mal né de général Spears. Ils reçurent de sa main un sale poids d'affreux subsides avec l'assurance d'une naturalisation en conservant leur grade dans l'armée britannique, en cas d'insuccès. Ils obtinrent de Spears la promesse (non remplie) de n'être jamais engagés contre des troupes françaises. Ils subirent son influence au point d'oser excuser Mers-el-Kébir, de canonner Dakar et de prendre part à l'agression syrienne.

Plus tard, trop tard, en Orient, M. de Gaulle s'est aperçu, à ses dépens et aux nôtres, qu'il s'était laissé tromper. Avec quelle folle facilité ! Avec quelle absurde passion ! Quelques explications que l'on donne à ses aveugles complaisances, M. de Gaulle reste une énigme. Elle n'est peut-être soluble qu'en méditant cette profonde pensée de Jacques Bainville :

« Si jamais parcelle de pouvoir tombe aux mains d'un auteur sifflé, d'un inventeur méconnu, d'un de ces malheureux qui se figurent que leur génie a été étouffé par la persécution et par l'injustice, croyez-moi, écarterez-vous ; fuyez comme devant un chien hydrophobe⁽³⁰⁾. » M. de Gaulle a gardé sur le coeur les injustes dédains que souffrirent « son » armée de métier et « ses » corps blindés. Il les a fait payer chèrement à la France.

²⁹ Paul Cambon : *Correspondance*, tome III.

³⁰ Jacques Bainville, *Réflexions sur la politique*. Plon.

CHAPITRE HUITIEME

L'ACTION FRANCAISE EN PARTIE DOUBLE (suite)

- Mais, dites-vous, Monsieur, ces réflexions sur la politique du pire partaient d'avant l'autre guerre, elles nous ont conduits à 1940 et même 1949, mais rien n'a été dit encore de *l'Enquête sur la Monarchie*, plus ancienne de cinquante ans.

- Avant que d'aborder *l'Enquête*, il me faut insister sur quelques actions finales contre le régime et pour la Patrie.

1. Deux derniers adversaires.

Trentenaire à la fin du siècle, et déjà plus âgée que ne l'était devenu aucun des régimes antérieurs, Bourbons directs, Branche cadette ou second Empire, la troisième République était une personne déjà fanée. Bien des parties en étaient mortes ou mourantes, et son « abjecte » terreur juive de 1899-1909 ne devait pas la rénover. Cependant, avant 1914, deux éléments nous faisaient face, qui persévéraient dans la vie.

D'abord, le petit monde intellectuel judéo-germaniste concentré (idées et personnel) à la *Revue Blanche* autour de Léon Blum, alors dans sa jeune fleur.

Puis, le vaste parti unifié, le « *Parti* » par excellence, démocratique d'abord, international ensuite, socialiste en troisième lieu, que gouvernait Jaurès.

Le premier des deux adversaires fut vite surmonté. Vers 1900, dans la jeunesse cultivée, grandes écoles, facultés, hautes classes des collèges et des lycées, le vent soufflait au judaïsme et au germanisme. Dès 1910, ce mouvement était renversé. Dans les mêmes parages, on nationalisait ou l'on royalisait, comme en fait foi le texte célèbre d'Albert Thibaudet : « ... l'affaire Dreyfus, qui a fructifié en victoire pour les partis et les forces des gauches n'a pas fructifié pareillement

pour les idées de gauche, pour les droits de l'homme, la démocratie, le libre examen. » Tout cela, regardé de près et sonnait creux, commençait d'apparaître terriblement coco, et en retard sur l'état du monde. Le même témoignage a été porté par Ludovic Frossard, pendant l'occupation « ... Vers 1900, la jeunesse des écoles allait à Jaurès. Après 1910, c'est à l'*Action française* qu'elle vint. A ce signe, on eût pu et dû comprendre que l'idée démocratique perdait de son rayonnement. On n'y prit point garde, ou l'on feignit de n'y point prendre garde. Militant socialiste à peine sorti de l'école, je me souviens que j'étais étonné du parti pris de silence qu'opposait le journal de Jaurès et Jaurès lui-même, à la politique de l'*Action française*. Sans doute croyait-il ce parti-pris habile. Il se trompait. Tous les lecteurs de Maurras ne devenaient pas ou ne restaient pas royalistes, mais tous prenaient rang parmi les adversaires de la démocratie⁽³¹⁾. » M. Frossard exagère le silence de Jaurès. Il répondit tant qu'il le put. Il rédigea tout un article exprès contre nous lors de la bagarre de Fustel⁽³²⁾, où le grand maître du socialisme fut reconduit tambour battant. Qu'eût-il répondu sur d'autres points, qui ne lui eût valu des revers analogues ? N'omettons pas l'observation finale de M. Frossard : « *Il va de soi, cependant, que la démocratie a elle-même largement contribué à sa propre défaire* ». Les événements parlaient tout seuls à l'intelligence des classes cultivées et désintéressées : nous les rallions automatiquement. Il n'en était pas de même pour la clientèle obscure et passive de Caliban.

Là étaient les « masses profondes » que remuait le second adversaire. Non, certes, un parti spécifiquement populaire. La section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.) était administrée par ce cadre nombreux de bourgeois, parfois très bourgeois, avocats, professeurs, journalistes, ingénieurs, médecins, rangés autour des urnes électorales sur des sièges curules, aux abords des cabinets ministériels et pour qui la propagande doctrinaire avait quelque chose d'alimentaire et de professionnel. La tendance historique de la démocratie est de diviser la Cité en partis des Riches et des Pauvres ; les démagogues ont de tous temps pratiqué la culture méthodique de la haine par l'envie et la jalousie. La technique marxiste y ajouta la doublure solide de la lutte des classes, tendant à réserver aux socialistes le monopole des justes revendications ouvrières. Ces âpres intellectuels déclassés qui vivaient et s'accroissaient des misères du prolétariat formaient une coalition fort serrée. Nous l'avions entamée pourtant. Forts de la doctrine sociale de Le Play, du comte de Chambord, de La Tour du Pin, de l'Eglise catholique, nous avons mis à nu le sauvage égoïsme de la défense républicaine, tel que Jules Guesde

³¹ Cité dans la *Contre-Révolution spontanée* de Charles Maurras, aux pages 61 et 62, en note.

³² Voir la brochure *La bagarre de Fustel*, l'article de Jaurès y est transcrit tout entier.

lui-même l'avait avoué, en 1904. En 1908, lors des pièges policiers de Draveil-Vigneux, nous avons pris la défense du monde ouvrier contre Clemenceau et, le 23 août, un syndicaliste d'Action française, l'un des fondateurs de la C.G.T., Emile Janvion, avec trois camarades, avait pendu le buste de la République sur la façade de la Bourse du Travail. Mais le point le plus vulnérable du Jaurèsisme n'était pas dans son démocratisme républicain à tout prix. C'était plutôt la folle politique étrangère qui subissait son incurable amitié de l'Allemagne. On a vu comme il s'était précipité contre Andler. Il se tourna de même contre un autre camarade, Marcel Sembat, quand celui-ci se déclara touché de nos préoccupations extérieures et, disait-il, de *l'immense* point d'interrogation inscrit par nous au *tableau noir*. Sembat en fit tout un livre, et Jaurès n'en dit pas un mot. Sembat se demanda publiquement comment la République, cette « *femme sans tête* » répondrait à ces graves questions nouvelles. Le titre de son livre « *Faites un roi sinon faites la paix* » (comme si la paix n'était pas au moins aussi difficile que la guerre pour Marianne), ce titre suffit à scandaliser Jaurès, qui s'obstina à boudier en silence, ce qui n'empêchait pas le Parti de savoir et d'être troublé. Imperméable aux idées claires, le grand orateur ne l'était pas moins aux réalités palpables : le Congrès international d'Amsterdam lui avait montré des chefs socialistes allemands plus que loyalistes : fidèles, envers leur patrie et leur Reich, il avait entendu Bebel « *prendre la défense des Hohenzollern* » « *contre la République française* » parce que celle-ci envoyait de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie sur les champs de grève ; au Congrès de Stuttgart, le même « parti frère » s'était refusé à toute propagande antimilitaire. En 1911, lorsque nos concessions congolaises, loin de satisfaire l'Allemagne, l'avaient excitée, stimulée et exaspérée, Jaurès n'y comprit rien. Le filigrane de guerre aurait dû l'éblouir. Il s'obstina à lire : paix. Bien qu'il eut fini par se résoudre à tracer un programme d'ailleurs chimérique, d'*armée nouvelle*, et qui aurait dû accroître en matériel ce qu'il lui ôtait en effectifs instruits, il laissa son parti faire les élections du printemps 1914 sur le programme de la « folie des armements » ; à la Chambre nouvelle, il posa en principe la tranquillité de l'Europe (pas ça ! pas ça ! criait la gauche à M. Ribot parlant de l'horizon troublé) ; pour mettre le comble à cette crise d'incapacité et d'impéritie obstinées, le 16 juillet, Jaurès poussait à la grève générale devant l'ennemi : Jules Guesde fit écarter cette motion qu'il qualifia de *haute trahison* envers la nation la plus socialiste, c'est-à-dire la France. Le 31 juillet, jour de sa mort, l'annonce de *l'état de péril de guerre* étant proclamée à Berlin, ce coup de foudre, lui apparut le symptôme du plus beau fixe. Son erreur de lecture dura autant que lui. Sans doute l'amour de la paix le tenait et le possédait. Il n'avait pas le droit de se laisser tromper à ce point, fut-ce pour ce motif. Sinon, l'orateur populaire serait présumé sans devoir envers la pauvre foule que traîne sa chanson. Faute d'être un guetteur sur la tour, il n'est rien. Or, s'il y monte sans découvrir ce qui vient, cette hauteur de vue n'est d'aucun usage non plus. Ainsi

posé, Jaurès offrait à nos adjurations et à nos interpellations une prise de tout instant, qui ne cessait de s'élargir.

Un lettré comme lui aurait dû entendre ce que c'était que le *Germanisme* ou comprendre ce que Pierre Lasserre allait lui en montrer : le plus brutal des schismes humains. Jaurès attentif à tout ce qui bougeait outre-Rhin aurait dû se rendre compte des progrès quotidiens du *Pangermanisme* et, s'il n'y suffisait point, le Bainville de chaque jour était là pour le lui expliquer et interpréter au maximum de lucidité, par les faims, par les soifs, par les désirs de l'effervescence d'un peuple, organisés d'en bas et stimulés d'en haut. A ces réalités objectives, Jaurès substituait, de parti-pris, ses imaginations d'homme d'extrême-gauche et son mythe d'un bellicisme purement impérial, princier, junkerien, ou capitaliste, auquel saurait répondre l'insurrection certaine des travailleurs allemands. Contre un rêve aussi improbable, nous avions beau jeu. Les faits nous donnaient raison à tout coup. L'empereur put assumer la responsabilité de tous les torts publics, déclarer la guerre, attaquer, envahir le premier : son peuple ouvrier le suivit où il voulut le mener. La révolution qui éclata au bout de quatre ans fut aussi pangermaniste que l'avait été Guillaume, le caporal Noske y préfigura dignement le caporal Hitler, justifiant tous les reproches que nous avions faits à Jaurès, sur ses méprises aussi passionnées que cruelles ; ses cécités et surdités systématiques avaient coûté à la France une forte lacune de son réarmement. C'est en très grande partie notre critique persévérante qui l'a empêché d'être trop écouté encore. Nous avons été la hache de ses discours. Diminuant son autorité, nous en avons réduit le dommage. Nous en sommes fiers. On peut crier pendant cent ans que nous l'avons fait assassiner. Comme ce n'est pas vrai, cela n'a pas d'importance. Pas plus que les centaines et milliers de rues et de boulevards auxquels on a donné le nom de Jaurès ne lui rendent un témoignage consistant : *sunt verba et voces, praeterea que nihil*. Jaurès a été assassiné par un zélé de Marc Sangnier, tout ce que nous avons écrit contre lui est à notre honneur, étant vrai, et n'ayant été qu'au service de la patrie.

Pourtant, sa fin tragique rendit à son parti un service réel. Elle lui fournit cette arme empoisonnée contre nous. La fausse accusation que l'avocat de la partie civile n'avait pas osé soutenir quand Villain comparut devant une Cour et un jury, qui avaient les moyens de se renseigner, cette calomnie gratuite a été reprise à des milliers et des milliers de voix devant de pauvres multitudes sans défense. En tant que prétendue meurtrière de Jaurès, *l'Action française* fut, par extension dénommée, « *ennemie du prolétariat* » : ainsi sut se défendre de nos coups redoutés la fructueuse profession qui consiste à berner le prolétariat. Un fossé fut creusé, des barbelés furent tendus autour de la chasse gardée de la S.F.I.O. Mais, bien qu'un peu moins vite, nous avons quand même passé.

2. Nos alliances. Vers la victoire.

Le funeste crédit de Jaurès diminué, le carcan du régime abject desserré, nous servions la France d'une troisième façon par le concours que nous donnions à « *l'expérience Poincaré* », dite aussi des « *princes lorrains* » parce que l'homme de gauche Poincaré, cornaqué par Briand dans le monde parlementaire, était au dehors un *demi-dissident de l'Oligarchie*. Ce Meusien était cautionné par le protectorat moral de son compatriote et condisciple le Vosgien Maurice Barrès.

Entre Poincaré et nous, il n'y eut jamais d'alliance ou de tractation, mais des ménagements réciproques sur le plan des intérêts nationaux. Nous ne pouvions-traiter un gouvernement qui réarmait comme les gouvernements qui avaient désarmé. Une opposition qui, sur ce point, donnait un appui sans réserve, ne pouvait pas être traitée en ennemie mortelle. Nous y gagnâmes tout de suite de pouvoir porter librement, en cortèges, nos fleurs aux statues parisiennes de Jeanne d'Arc : jusqu'à cette année 1912, il avait fallu nous battre avec la police au point d'y encaisser dix mille jours de prison ; après 1912, et jusqu'au Cartel des gauches de 1924, la police et la garde firent la haie, firent l'escorte devant nos défilés.

Autre gain positif : en arrivant rue Saint-Dominique, le ministre de la Guerre de Poincaré, l'ancien grâcieux de Dreyfus, Alexandre Millerand, prenait la résolution de remettre *l'armée dans l'état où elle était avant l'affaire Dreyfus*. Même aventurée, la promesse apposait un sceau quasi-officiel à notre politique anti-dreyfusienne des quinze années précédentes. Les Gauches en regimbèrent. L'Oligarchie aussi. Quelques mois plus tard, elles se coalisèrent pour interdire de rendre justice à l'un des justiciers de Dreyfus, le colonel du Paty de Clam, ce qui détermina la démission de Millerand. Cette impotence du régime soulignait la bonne volonté de quelques-uns de ses hommes, leurs intentions réorganisatrices, leur conscience claire du trouble européen. On dit qu'ils ont voulu la guerre ou l'ont attirée. Le vrai est qu'ils ont pris contre elle de sérieuses précautions, celles que d'autres refusaient et qui étaient toutes nécessaires. La guerre nous a été déclarée. Elle l'eût été plus certainement encore si nous ne nous étions pas mis sur nos gardes. Entre tant de prodromes de l'inévitable malheur, un fait tout neuf se dessinait. Il n'était plus déraisonnable d'espérer du conflit autre chose que notre échec.

D'après les théories ou les sentiments qui nous sont prêtés quelquefois, ce fait nouveau n'aurait pas dû être apprécié par nous : n'avions-nous pas pris pour épigraphe, un jour, le blasphème fameux du général de Gallifet, *Ah ! il ne nous faudrait pas une guerre, ah ! nous serions foutus...* mais c'était en 1908 ; nous étions en 1913 ; n'avions-nous pas aussi examiné l'hypothèse de nouveaux lendemains de Sedan ou de Waterloo ? Mais c'était en 1903 et 1906, lorsque

nous nous voyions précipités au désastre par l'incurie militaire de la troisième République. Peu d'années plus tard, nul pessimisme préconçu ne justifiait d'objection au vol de la victoire. En voici deux preuves écrites.

- Le 30 septembre 1913, au banquet de départ de la classe de nos conscrits, étudiants et camelots, j'osai prononcer en toutes lettres ce terrible nom de victoire. J'osai spécifier d'où je l'attendais : la valeur reconnue de notre canon de 75, la science supérieure de notre commandement dont on percevait quelques signes.

Onze mois plus tard, dans la nuit du 1er au 2 septembre 1914, dans l'extrême angoisse qu'avait suscitée la retraite de Charleroi et comme le gouvernement fuyait de Paris à Bordeaux, la même indomptable espérance me précipita sur une dépêche belge signalant le passage en gare de Bruxelles de plusieurs corps allemands qui refluaient d'ouest en est pour donner la réplique à l'offensive russe. N'était-ce point là, dis-je à mes lecteurs, une pression, une ponction analogue à celles que les soulèvements polonais de 1794 avaient exercées sur les armées de la Coalition et qui (d'après Albert Sorel, dont j'invoquais l'autorité) avaient très puissamment favorisé l'effort de nos armées révolutionnaires ? Dix jours passèrent et, à l'onzième, les nouvelles de la victoire de la Marne donnaient raison au pronostic de notre fermeté.

Vous le voyez, Monsieur, ni en 1913 ni en 1914, notre obsession réelle du péril et de sa menace ne ressemblait à la « *sensation toujours présente* » de la « *défaite* » et, moins encore, d'une incapacité de victoire. C'était l'opposé. Nous voulions vaincre, nous le devions, nous nous en sentions le pouvoir.

Par la même occasion, rendez-nous cette autre justice : nous différâmes très complètement des républicains de 1870, ceux du moins qui, le 3 septembre, du haut des degrés du Palais de justice, jetèrent à la foule parisienne le cri inepte et impie : *Victoire ! les armées de l'empereur sont battues !* Memento : les mêmes auteurs de cette impiété, Ferry, Favre et compagnie, trois ans auparavant, avaient refusé d'armer les troupes impériales et ainsi travaillé à leur défaite. Le lendemain 4 septembre, c'étaient encore les mêmes qui se formaient en gouvernement de la défense nationale, sans réussir à réparer leurs malfaçons. Ils les accrurent même par ce que Thiers appela « la dictature de l'incapacité ».

Est-ce que quarante ans plus tard, dans les années de l'avant-guerre, M. Viviani avait redouté de nous quelque manœuvre analogue à celle de ses grands aînés de *l'Année terrible* ? Non sans un étonnement très sensible, il avoua qu'il lui était venu de notre part un concours désintéressé, qu'il n'attendait pas. Nous avions, en effet, répondu les premiers aux appels de l'Union sacrée. Une note énergique de Bainville avait fait instituer la censure de la presse. Aucun journal ne s'était

appliqué autant que le nôtre à soutenir « *le moral de l'arrière* » sans craindre de « *consolider la République* », comme nous frondait en souriant Alfred Capas. Nous donnions à la bataille de France tout le concours possible de la part des non combattants. M. Poincaré n'avait pas dissimulé non plus sa surprise, moins voyante que celle de Viviani. Ses *Souvenirs* nous louent Daudet et moi, d'avoir oublié, devant l'ennemi, ce qu'il appelle notre haine des républicains et de la République. Ce fut de Léon Daudet en personne que Clemenceau reçut, par l'entremise du président de l'Académie Goncourt, leur ami commun Gustave Geffroy, les parties capitales du dossier des Almereyda, Caillaux et Malvy ; c'est donc par Daudet que Clemenceau, jusque-là simple mangeur de généraux, perpétuel censeur de la haute armée, commença à se faire le bon chevalier de la France ; c'est grâce à Daudet que fut prononcé en juin 1917 le discours dénonciateur de Clémenceau contre la canaille des espions et des traîtres. Il faudrait un livre tout entier pour exposer toute la politique de guerre de Léon Daudet, avec ses tableaux de chasse où des douzaines de mauvais Français étaient cités, convaincus et condamnés. C'est bien bizarrement que l'on veut contester ces belles campagnes. L'ouverture des premières archives ou la simple suite des choses lui apportent de continuelles vérifications. Par exemple, ce qu'il disait de la collusion de Briand et de la Princesse de Grèce a fait beaucoup d'incrédules : ouvrez le troisième volume de la *Correspondance* de Paul Cambon, on y trouve l'accusation que *l'Action française* avait le mérite de publier. La même *Correspondance* montre souvent le parallèle ou l'identité des jugements rendus sous le même critère du salut public : une conversation avec Clemenceau établit curieusement, que la politique de Paul Cambon en Alsace était la nôtre, trait pour trait, et très semblable à celle de Barrès et de Millerand.

De là sortaient deux conséquences.

L'ancienne oligarchie des vieux partis républicains, liés par origine à l'Antifrance, était assez vivement repoussée par la guerre dans les parages de la nouvelle opposition germanophile, opposition antiguerrière, antimilitaire, parfois développée jusqu'à des voyages à Copenhague, à Kienthal, à Stockholm, ou à d'autres contacts plus ou moins discrets avec l'ennemi, comme ceux de Briand, à Bruxelles, par l'affaire Lancken. Dans le même sens étaient déconcertés bien des républicains historiques, dans leur croyance plus ou moins naïves aux fables de la levée en masse selon Danton et Gambetta, aux victoires par le désordre à l'intérieur. M. Aulard avoua dans *Le Pays* que la victoire avait été gagnée par des moyens d'Ancien Régime : armées régulières, union sacrée. C'était la faillite de l'esprit révolutionnaire. Tout ce qui n'était pas volontairement, passionnément ou naturellement inféodé à l'Oligarchie dissidente était réintégré de soi dans la vieille communauté française, sans exempter ni les juifs bien nés ni les vieux Français de confession protestante, ni les métèques disposés à s'assimiler de bon coeur. Quelques maçons se libéraient

de ce que Bossuet eût appelé « la frénésie de leur secte ». Fruit spontané de la guerre et de la victoire, ces mouvements divers recréaient un sens national qui refaisait moralement notre unité.

Deuxième conséquence. Cette unité restaurée faisait tomber, outre le ciment de l'Oligarchie, les séparations qui en dérivait. Nos relations personnelles avec les partis et le pouvoir en furent facilitées. Nous n'avions rien à leur demander, ni eux à nous, mais il y avait avantage pour tous à rétablir de libres communications entre Français. Il n'est pas sans intérêt par exemple, que le soir de novembre où il mit son ministère debout, Clemenceau nous envoya Jules Delahaye pour connaître nos desiderata.

- *Vos amis, qu'est-ce qu'ils veulent ?* dit-il.

Delahaye répondit :

- *Je ne sais pas au juste.*

- *Allez le leur demander, vous viendrez me le dire.*

- *A minuit.*

- *Entendu.*

Jules Delahaye vint rue de Rome, et ses amis lui confièrent illico leur programme en trois points, que Jules Delahaye eût l'extrême bonté d'aller répéter au Tigre tout chauds :

- *Premièrement, rétablissement de l'Ambassade du Vatican.*

- *Non, dit Clemenceau, c'est de la politique. Et puis ?*

- *La Part du combattant...*

- *Peut-être, et encore ?*

- *Le châtement des espions et des traîtres.*

- *Entendu !⁽³³⁾*

³³ *La Contre-Révolution spontanée*, Lyon, Lardanchet

En janvier 1920, après son échec à l'Elysée, le mémé Clémenceau dit à Maxime Réal del Sarte en parlant de nous avec une espèce de regret que nous eussions laissé subsister la République : « *Ah ! comme ils l'avaient belle ! Qu'ils l'avaient belle à ce moment-là !* » Nous ne l'avions pas si belle que le croyait le Tigre. La République profitait des euphories de la victoire. N'importe. Une pensée française, extérieure ou hostile à la République, se faisait sentir chez ce qui comptait, notamment ces républicains de l'Est, dont Poincaré et Maginot furent les types. Certains lieutenants de Clemenceau, fraternisaient étroitement avec Daudet, tel Jean Martet, et même des Juifs comme Ignace. Et même Mandel ! Cela ne faisait pas plaisir à tout le monde, et l'Oligarchie, émue d'une indignation assez naturelle, passait d'une défense timide à des offensives risqu  es. En voici une. Par le témoin qui a la parole (XIIIe Cahier de Barrès, page 253), par l'autorité de sa source (Ignace), par la gravité du crime énoncé, l'importance des criiminels, précisions, dates, référencés, on se rend compte de la haine que le réveil français inspirait à l'Oligarchie   vinc  e : « *Le 21 janvier 1920* », écrit Barrès, « *Ignace m'expliqua comment sous les ordres de Caillaux, Steeg* » (ce fils de Prussien, à qui nous avons fait généreusement confiance) « *Steeg et Péret (Cabinet Painlevé) ont fabriqué un faux complot de l'Action française et ont remis 5.000 francs à un sieur Jossot, agent de police à la dévotion de Caillaux, pour acheter des armes, soi-disant pour le compte de l'Action française. Ceci est dans les pièces de la Haute Cour.* » Rat  e en 1917, à Paris, l'opération des faussaires Caillaux, Steeg et Péret a réussi sans difficultés vingt-huit ans plus tard à Lyon, grâce aux pieux faussaires qui n'ont pas connu les scrupules d'un fils d'Israël comme Ignace. Ils tombent naturellement au-dessous des Juifs. Ce n'est pas d'hier qu'on le savait. Dès 1909, le comte Eugène de Lur Salures³⁴ promettait cette déchéance morale aux pères spirituels de la démocratie chrétienne, qui déjà nous faisaient le sale honneur de leur calomnie.

Revenons aux temps de 1918, 1919, où Albert Thomas disait : « *Il n'y a qu'à lire l'Action française du jour, on a le ton de toute la presse du lendemain et du surlendemain.* » Albert Thomas n'était pas de nos premiers amis. Il avait passé pour le fils spirituel de Jaurès. Celui-ci disait : « *Je l'ai eu de Pressensé.* » Il nous manque deux bonnes photos de MM. De Pressensé et Albert Thomas pour rendre tout à fait claire la saillie de Jaurès. Devenu secrétaire du Bureau International du Travail, Thomas me parla d'y accueillir de jeunes intellectuels d'Action française. Mais à ceux que je proposai, l'on proposa de signer un petit covenant. Ce n'était plus de jeu ! Mes jeunes amis refusèrent en disant pourquoi et merci. Mais l'intention restait aimable.

³⁴ Voir ma *Politique religieuse*, p. 323.

3. Le retour aux partis dans le nouvel entre-deux-guerres.

Quoi qu'il en fût, l'action civique et le débat intellectuel nous composaient deux plans très favorables, où le vrai l'emportait naturellement sur le faux, l'intérêt général sur les manœuvres de partis, d'autant plus que l'autorité de la Chambre élue en 1914 tendait peu à peu vers zéro. Hé ! la loi exigeait d'en élire une autre. Le niveau électoral de la loge et du mastroquet devait pourtant se ressentir des maux de la guerre ; mais, pour que les élites instruites en fissent porter les leçons, il eût fallu de deux choses l'une : ou le temps écoulé de deux ou trois générations en mesure d'agir sur les couches profondes, et ce temps nous avait manqué ; ou quelque changement brusque et autoritaire, qui se fût imposé au sommet de l'Etat : pour frapper ce coup décisif, dont l'armée seule était capable, aucun des grands chefs victorieux n'était encore en défiance suffisante contre le régime, aucun ne soupçonnait, en dépit du Mauvais Traité, quelle allait être la folie ou la sottise de la politique d'abandons qui suivrait. Dès lors, on se trompait beaucoup quand on nous disait : « Vous allez faire les élections. » C'est ce que nous souffla un soir chez Arthème Fayard, à Jacques Bainville et à moi, le fameux Juif marchand de canons Bazil Zaharoff. Ce fut aussi ce qu'alla dire un jour à Millerand un nationaliste imbécile, qui avait été le mauvais démon de Déroulède, Marcel Habert ; il ajouta que nous allions faire élire à coup sûr une assemblée monarchiste comme celle de 1871. Sans voir l'in vraisemblance ni réfléchir au bienfait que ce paradoxe nous eût valu, Millerand crut Marcel Habert et consentit à un acte grave : la rupture de l'Union sacrée ; il prétendit bien former un « Bloc national ». Mais son titre « républicain », qui ne faisait plus un Bloc, mais deux, nous expulsait de l'un, et amputait l'autre de nos services, qui auraient pu et dû compter.

Cet acte eut un effet sûr. L'Oligarchie retrouvait sa vieille frontière fixe. Les erreurs et les fautes spécifiquement démocratiques-républicaines qui avaient failli faire perdre la guerre étaient amnistiées, ces crimes recevaient teinture de vertu. Notre action cessa de pouvoir s'exercer dans un domaine libre et mouvant où les idées s'affrontaient, les partis s'effaçaient dans une discussion d'esprit national. Enfin la ligne de partage, sans nous priver de suffrages matériellement incompressibles, réduisait fortement notre contingent électoral de Paris et peut-être dans certaines très grandes villes. Sans doute est-ce le bout du monde, et à la grande rigueur, si nous avions eu une demi-douzaine d'élus de plus ; néanmoins, il faut bien compter dans ces élus possibles qui nous ont manqué, soit un orateur et un législateur comme Marie de Roux, soit un spécialiste d'Affaires étrangères comme Jacques Bainville, et de telles forces auraient pu changer l'axe de bien des débats. Leur absence indue mit en infériorité les bons éléments de la Chambre bleu horizon et laissa les pauvres anciens combattants osciller de Briand jusqu'à Steeg. L'esprit républicain, qui les vouait à ces

attractions insalubres, détermina, puis colora et dissimula nos faiblesses sur le Rhin, nos démissions de Washington, nos pilleries en Indo-Chine par les Berthelot et leur B.I.C. A peu près seule à les dénoncer, l'Action française continuait à servir. En janvier 1922, la motion de Léon Daudet et des 249 délivra le quai d'Orsay de Briand pour y rappeler Poincaré.

J'ai raconté³⁵ comment était échue à l'ancien président de la République cette mésaventure du patronage de la Droite. C'était sa faute, il ne devait s'en prendre qu'à lui. Vers le début de la guerre, à propos d'une offre qui m'avait été faite d'écrire dans un journal étranger et sur laquelle je l'avais consulté par lettre, il m'avait proposé de venir en causer ; dans cet entretien de septembre 1915, il s'était laissé entraîner à la confidence qui devait décider de son sort sept ans plus tard. « - *Monsieur le président, lui demandai-je, l'armée pourra-t-elle tenir ? - Elle tiendra, répondit-il, si l'arrière tient. - L'arrière ! mais il est avec vous. - Oui, reprit-il, mais il y a la Chambre. - La Chambre ! Vous n'avez qu'un mot à dire, un geste à faire, toute la France sera derrière vous. - Cependant (et M. Poincaré martela les syllabes), vous me connaissez assez pour me savoir incapable de commettre une illégalité. - Mais Monsieur le Président, les Romains ont inventé le droit et la loi, ils disaient pourtant bien que le salut public était la première des lois... - Oui, oui, mais... Je n'ai pas beaucoup de pouvoir. Ici je ne puis faire que des discours. - Vraiment ! - Non. Je préside aussi le Conseil des ministres. Cela compte, mais c'est bien tout.* » M. Poincaré fit une pause, puis il laissa tomber avec un soupir la parole historique : « *Ah ! si j'étais président du Conseil !...* » Ce souhait aurait pu tomber dans l'oreille d'un sourd. Il n'en fut rien. Sept ans plus tard, je le répète, rue de Rome, lorsque, dans un Conseil directeur, nous agitions du sort de M. Briand, nos amis se rappelèrent le souhait de M. Poincaré. L'action de Léon Daudet suivit et vainquit. Si gênante que fût, à notre égard, sa position d'homme de gauche, il ne dévia point de ses plans d'action jusqu'après l'entrée dans la Ruhr aux premiers mois de l'année suivante. Mais à la faveur du régime électif, l'Oligarchie reprenait du poil de la bête. Tout ce qui conservait l'étiquette anti-allemande recommença d'être qualifié « réactionnaire » et l'opération westphalienne faillit en être compromise. Mais elle réussit, malgré tout ce qu'elle avait de chanceux et surtout d'un peu étroit. M. Poincaré n'osa profiter de l'avantage. Aux murmures vitupérateurs des Gauches s'ajoutèrent les instances, presque menaçantes, de Londres et de Washington où l'on s'inquiétait de nous voir riches, payés, bien placés en Europe, car l'Allemagne dès l'août avait baissé pavillon. Le faible président céda ! Non seulement il rendit le gage matériel qu'il avait conquis sans violence, mais il laissa massacrer et brûler vifs les Allemands amis de la France dans l'hôtel de ville de Pirmasens (janvier 1924) et le 11 mai suivant l'échéance électorale du Dimanche noir rappela au pouvoir le Cartel des Gauches présidé

³⁵ Dans *La Contre-Révolution spontanée* (Lyon, Lardanchet, 1943).

par Herriot et soutenu par « le cher Blum ». La France était donc ramenée, comme au plus vicieux des cercles, à ses années 1899-1909. Une seule différence : comme on ne pouvait plus douter de la possibilité de la guerre, on doutait de la valeur de la victoire, quelquefois outragée du titre de « boulet ».

Quel saut en arrière ! *L'Action française* se remit de bon coeur à sa toile de Pénélope, forte des incroyables succès antérieurs.

De beaux esprits prétendent qu'à ce moment nous étions relâchés de nos principes et de notre action.

Nous étions, disent-ils, devenus des parlementaires ; à moitié ralliés à la République, nous avons cessés de nous en faire craindre. J'ai lu cela deux fois sous la signature de M. Le Grix. Ce sont des rêves malveillants.

Jamais nous n'avons été plus haïs de l'Oligarchie, qu'à cette heure où l'on nous trouve inoffensifs. Jamais des calomnies, impudentes et venimeuses, n'ont été mieux vomies et plus colportées. Nous les défiions et les défaisions chaque jour. Elles renaissaient chaque soir, en ritournelle destinée à fixer et à propager les mêmes associations d'idées insultantes. Désespérant du pouvoir des mots, on était passé aux actes. Le 23 janvier 1923, l'on avait tué dans nos bureaux notre secrétaire général Marius Plateau, l'héroïque blessé de Port-Fontenoy, et l'on avait entamé une campagne de presse et de réunions en faveur de son assassin. Pour y répondre, nous fîmes purger, bâtonner, arroser les panégyristes du crime et nous défendîmes notre bon droit en justice dans une apologie où rien n'était mâché, comme pourra s'en convaincre M. Le Grix s'il veut bien ouvrir ma brochure *La Violence et la Mesure*. Peu après Plateau, l'on nous avait tué le pauvre petit Philippe Daudet, adolescent de quatorze ans et demi. Puis, notre second secrétaire Ernest Berger. En moins de six mois, le même ministre de l'Intérieur juif s'était payé six autres cadavres de Français : deux à Marseille, appartenant à *l'Action catholique*, quatre à Paris, des *Jeunesses patriotes*. Sept assassinats politiques ! C'était beaucoup pour l'époque. Ce ministre Abraham Schrameck fut avisé par la poste et par la presse que s'il récidivait je le ferais tuer comme un chien. Il se le tint pour dit, jusqu'à la fin de son ministère : le premier semestre de 1925 avait eu sa pléiade de jeunes corps morts ; dans le second, pas un. Les juges devant lesquels on me traduisit me condamnèrent d'abord à deux ans de prison. J'appelai et soutins que nous nous étions fait justice parce qu'on nous la refusait. D'appel en appel le taux de la sanction s'abaissa et s'évanouit, - bien que notre action contre le régime n'eût pas cessé de s'accroître et de s'aggraver, en Alsace, au Quartier latin, que nous soulevions, et partout, au point de renverser des ministres et des ministères par de simples mouvements de rues.

M. Le Grix ne prend pas garde non plus que notre prétendu ralliement ou accommodement avait eu pour effet de mobiliser contre nous le personnel des Affaires Etrangères entre Paris et Rome, en vue de nous brouiller avec le Vatican et d'éloigner de nous les masses catholiques. Ni les intrigues religieuses, ni les trahisons policières comme celle de Georges Valois, ni tout ce que firent grouiller contre nous de mauvais amis un peu fatigués, rien ne put ralentir l'élan offensif dans les deux voies de l'action et de la discussion. Toujours fidèles en secret, nos amis catholiques furent-ils tenus à quelque réserve ? Ce fut l'ère triomphante de nos banquets médicaux. Certains milieux de droite crurent-ils aux inquiétudes que l'on insinuait (de la part d'un Briand !) sur notre orthodoxie ? L'immuable sûreté de nos doctrines françaises fut soulignée par des ralliements éclatants comme ceux de Léon Mirman, du savant Georges Claude et de plusieurs de leurs amis. La gêne morale et religieuse que nous éprouvions tous n'en était pas compensée, mais de telles recrues, aidant à porter notre couleur, attestait que le mouvement de conquête n'arrêtait pas. Son influence continuait à progresser. Lorsque, en 1929, l'Amérique se donna le tort de nous réclamer des dettes que sa protection étendue à la débitrice et dévastatrice Allemagne avait forcément annulées, ce fut *l'Action française* qui mena le branle de la résistance et mit Paris debout : pas un sou ! pas un sou ! Pour nous en ôter le mérite, M. Paul Reynaud a osé écrire que nous avions fait casser les vitres de l'ambassade américaine. M. Reynaud ment. Nos rapports avec l'ambassade furent toujours corrects, souvent cordiaux, comme en peut témoigner le fondateur et président des Camelots du roi, Maxime Réal del Sarte.

Le Pape nous rouvrit les bras. C'est pourquoi certains dévouements furent sollicités de se mettre en veilleuse. D'autres jetèrent un feu plus beau. Comment en aurait-il été autrement ? *L'Action française* n'avait pas cessé de servir la France et la paix du monde. Comme nous avons traité le ministre juif de l'Intérieur en 1925, exactement par les mêmes menaces de mort, nous traitâmes les 150 parlementaires qui, en 1935, prêchèrent leur guerre sainte contre l'Italie. Pourtant, le Gouvernement n'avait pas osé intervenir contre nous. « *Poursuivez-les !* » hurlèrent les démocrates-chrétiens de la Chambre. - *Mais, leur fut-il répondu, ils seraient acquittés haut la main par le jury devant lequel la loi les cite. - Changez la loi !* »... On la changea. On fit la « loi Maurras ».³⁶ Je pris soin de réitérer mon délit. Ma loi me traduisit en correctionnelle et me valut 250 jours de prison. Je les fis. Telle était ma façon de venir à composition républicaine. M. Le Grix l'a-t-il cru ? Non le pays, qui redoubla de confiance en nous, comme nous d'esprit offensif.

Y eut-il quelques rapprochements entre nous et le régime ? De la façon que je vais dire : dans ses parties saines et libres, le monde républicain faisait de notre

³⁶ Albert Gilles : *La Presse devant le Jury*.

côté un peu de chemin. Sans se rallier à nous, il y penchait dès qu'un affaissement nouveau ébranlait et troublait sa conscience française. Un soir, chez Jacques Bainville, le ministre des Colonies, Maginot, qui rentrait de son périple africain, me dit à brûle-pourpoint : « *J'ai trouvé votre Action Française chez tous mes meilleurs fonctionnaires.* » « *Eh ! dis-je, faites comme eux ...* » Il ne poussa point les hauts cris, mais posa tout de suite les problèmes d'une monarchie moderne et la difficulté d'y limiter la liberté de la presse. Comme l'objection est déjà dans Auguste Comte, j'étais, paré et dis à Maginot que Comte avait fini par appeler le recours à la légitimité « *le moyen de salut le plus extrême* » : n'était-ce pas *le seul* aujourd'hui ? Les choses en restèrent là. Elles auraient pu avancer sans la mort subite et suspecte de ce nouvel ami. Nous savons que les paroles de Poincaré mourant furent pour avouer que le régicide du 21 janvier avait été le plus grand malheur de la France. Je ne compare pas à ces deux hommes de l'Est, Français avant tout, un aventurier comme Mandel. Mais rejeté des « vieux partis » à la suite des procès Caillaux-Malvy, il ne fut dédouané que fort longtemps après par Laval, qui en fit son ministre des Postes : pendant une dizaine d'années de son étrange vie, Mandel se comporta tout autrement qu'en homme de gauche ; on n'a pas oublié ses brillantes fictions comme second de Louis Marin et procureur-conseil dans la Commission d'enquête sur l'affaire Oustric. Ce fut d'époque de nos rencontres personnelles. Nous ne lui disions rien. Il nous parlait de toutes choses, surtout de la mort de la République et du meilleur moyen de nous y prendre pour en venir à bout.

M. Le Grix s'est bien trompé sur le phénomène qu'il observait : il a cru que notre rivage fuyait quand c'était le vaisseau du pauvre Etat républicain qui se rapprochait de mille façons.

Cependant, a écrit encore M. Le Grix, la démocratie avait remporté un immense prestige par ses victoires sur les Allemands ; ainsi, ajoutait-il, notre opposition à la République avait été vaincue avec eux.

Répondons en 1949 par ce que nous disions à Capus en 1919 :

- Ce n'était pas vrai. La démocratie s'était chargée de le montrer elle-même. La France seule avait vaincu, et le régime avait fait la preuve immédiate et publique de son inaptitude à tirer de la victoire française une Europe solide, une Allemagne domptée, une France heureuse et en paix. *L'Action française* n'a rien publié de plus concluant que les critiques et les prévisions de Jacques Bainville sur le mauvais traité : cette création continue dont rêvait M. Poincaré avait été une dégradation continue. Bien avant la victoire, nous avions calculé en des pages que nous pourrions citer ici, que les difficultés commenceraient pour la République le jour où elle cesserait d'avoir sur la gorge l'épée de Guillaume II. Cette épée brisée, la nôtre avait été réduite à tourner sans direction définie.

L'Angleterre et l'Amérique nous avaient lâchés. Le septennat de M. Briand ne les rallia point, les Allemands trouvaient dans ses reculs constants leur relèvement graduel. Notre hiver 1929-1930 s'était passé à invoquer le testament de Foch, contre l'évacuation de Mayence. Mayence ! Mayence ! Le 30 juin, nos troupes quittaient cette ville « *la plus importante d'Europe* » et, le 14 septembre suivant, cent onze députés hitlériens entraient au Reichstag, où ils n'étaient encore que dix-sept ! Cette brusque montée nazie allait être soutenue par tout ce qui comptait en Allemagne : vieux Maréchal Hindenbourg, vieille armée, social-démocrates, centrum de Mgr Kaas et de Von Papen, majorité tendant à l'unanimité, - et nous n'étions qu'au début des années 30. Voilà votre « victoire », M. Le Grix ! Briand mourait sur ce beau coup. Un successeur se tenait prêt, et déjà puissant à l'extrême gauche.

Dans l'autre guerre, le parti S.F.I.O. s'était honoré par quelques services à la résistance militaire, mais non à la victoire. Il avait boudé Clemenceau au lieu de l'épauler. Les premiers débats du traité avaient révélé la survivance des anciennes fureurs pro-allemandes chez quelques-uns de ses membres, un Jules Uhry et ce Jean Longuet nommé Quart de Boche comme petit-fils de Karl Marx. Peu à peu, enfin, une régression générale en faveur des anciennes utopies de Jaurès, des caricatures de Paul Poncet, du chant de Pottier, des extravagances du premier Gustave Hervé, antimilitarisme, « folie des armements », « crosse en l'air » et « rompons les rangs », « bonne Allemagne » (bien qu'elle nous eût montré, pendant quatre ans, sa férocité) confiance absolue et rémission totale dans l'avenir du « parti frère » d'outre-Rhin, - alors que l'hitlérisme était en plein essor, la sozial-démokratie en baisse totale !

Bien qu'il eût été chef de cabinet de Sembat pendant la guerre, M. Léon Blum eut l'honneur et le profit de cette évolution rétrograde. On comprend la popularité de son parti chez les ennemis de la France. A la Société de Genève, quand nos élections de 1923 lui eurent été favorables, il passa une rumeur de joie : *Les Gauches arrivent ! Les Gauches arrivent !* Deux causes devaient jouer à bloc contre le pays : cette approche du pouvoir par un tel parti et le retour de ce parti aux plus vides, aux plus négatives de ses chimères, celles qui devaient l'empêcher de gouverner un Etat et de commander une armée.

Un parti socialiste sensé, se sentant ainsi voisin du pouvoir, aurait compris que, par la force de la situation, il devait se *nationaliser*, se *patriotiser*, se *franciser*. Cette forme de socialisme nouveau s'imposait. M. Blum et ses amis crurent qu'il suffirait de s'intituler parti de la guerre ! Ce n'était pas la même chose. Partisans de la guerre, mais non de l'armement, favorables au risque de la bataille, mais toujours opposés aux armées régulières, les chefs socialistes aggravant le cas de Jaurès, ajoutaient au passif de leurs vieilles fautes rafraîchies un embarras

supérieur tiré de devoirs nouveaux. Le principal de ces embarras naissait, tout naturellement, des actions, prévisibles et calculables, de leur clientèle ouvrière, qui apprit vite à leur crier : *pas vous ou pas ça !* Eux, prétendaient rester eux-mêmes ! Même en développant les programmes de guerre impliqués dans ces « budgets de mort » qu'ils refusaient de voter depuis cinquante ans ? Même en soutenant que ces refus n'étaient qu'un rite auquel on ne croyait plus ? Ils ne prirent jamais envers leurs erreurs primitives une claire attitude de répudiation. Était-il impossible d'avouer, d'enseigner au peuple électoral la véritable évolution nationaliste du monde ? N'avaient-ils pas assez d'autorité sur leurs cercles, leurs syndicats et leurs écoles pour corriger des Nuées mises en lambeaux par l'expérience ? Ces vérités éblouissantes dont on devait mourir, n'aurait-on pu en vivre en n'hésitant plus à les reconnaître ? Ou le pli était-il trop fort, et les vivants de 1936 étaient-ils liés aux formules cadavériques de 1898 et de 1900 ? Condamnés à cohabiter avec le détail des exigences de l'heure et du jour, ces formules pourries créaient une contradiction permanente qui ne pouvait passer inaperçue. Devant l'impérieux horizon international, M. Blum, président du Conseil, prescrivait des manœuvres de défense passive et M. Marteau Pivert, son chef de cabinet, menait dans un arrondissement de Paris, des campagnes violentes contre les consignes de son patron... M. Blum prononçait : « *désarmement unilatéral* », et il prévoyait des dizaines et des dizaines de milliards de crédits pour nous réarmer ! Que, là-dessus, « ses » travailleurs vinssent à se croiser les bras, quand il leur demandait - à eux - de lui forger - à lui - des canons et des avions, il n'en pouvait cacher une stupeur profonde. On voudrait bien savoir ce qui se passait dans son esprit et comment tout cela pouvait s'y engrener. La parole avait-elle un sens ou non ? Ou les actes avaient-ils simple valeur de feinte ou de semblant ? Le savant inventeur de l'anthropométrie, Alphonse Bertillon, disait que l'on ne sait jamais ce qui se passe dans la tête d'un Juif. Les confidences que nous fait M. Blum dans son livre, *A l'échelle humaine*, n'éclairent pas le mystère. Eh ! quoi, a-t-il osé écrire à propos des refus et des grèves de 1939, comment le peuple socialiste n'a-t-il pas été parcouru, *comme d'un courant électrique* et secoué et soulevé par la *passion patriotique*, par l'*instinct de conservation nationale* ? Comment, disent et redisent ces pages inouïes (98, 99, 100), comment *le peuple ouvrier* ne s'est-il pas *jeté à la pointe du combat* contre l'Allemand ?... M. Blum raisonne avec tranquillité comme si, tout un demi-siècle, il avait nourri ses lecteurs, auditeurs, disciples et électeurs, de la moelle de Déroulède, de Mun et de Barrès.

Sur ce parti sans foi, sans doctrine, et divisé contre lui-même, flanqué de morceaux d'autres partis non moins usés que lui, reposait le sort de la France. Torpeurs, langueurs, contradictions, c'était tout ce que notre pays légal opposait aux activités nationalistes géantes que devaient concentrer les mains d'Hitler, de Staline, de Churchill, de Mussolini, de Roosevelt. Ces véritables Puissances, ennemies entre elles, allaient toutes se comporter comme des rivales et des héri-

tières de notre affaiblissement. Nos rhéteurs parlaient sans penser, ignorant où aller, offrant d'égales proies à l'ennemi et à l'allié. Mais leur force s'était efficacement appliquée à diminuer notre pays réel ; après avoir énervé et décomposé nos administrations militaires, confiées sans contrôle à des chefs courtisans, le Front populaire continuait de faire ce qui dépendait de lui, pour pousser à la guerre et pour réduire ou détruire le moral national. Tout à l'inverse des avances éclatantes consenties en 1912-1914 au patriotisme-français sous les consulats de MM. Poincaré, Millerand et Barthou, voici que l'on se mettait en bataille contre le sentiment français : moins d'un mois avant la réoccupation de la rive gauche du Rhin par les troupes d'Hitler, au 7 mars 1936, le coup de tête ministériel du 9 février avait prononcé la dissolution de toutes les ligues *patriotiques* parce que, dans une bagarre qu'il avait provoquée, l'on avait écorché le lobe inférieur de l'oreille de M. Blum !

L'Action française n'avait pas attendu que ces sous-Briand eussent pris la succession de leur maître pour faire le calcul de l'inévitable échéance. Il y avait plus de dix ans que nous prévoyions ce retour de la guerre sans les précautions que la guerre commande. Au lendemain de la mort de Barrès, nous avions écrit, le 10 décembre 1923 :

« En vérité, en vérité, nous ne sommes ni en 1848, ni en 1898, il ne nous est plus permis de désarmer par bonté d'âme. »

« Ou bien, nous aussi, nous composerons un formulaire et un rituel de moralité nationale, un esprit public fortement organisé dans le sens du nationalisme. »

« Ou bien, toutes les poussées nationalistes du dehors, toutes les pressions nationalistes de tous les peuples de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique auront vite fait de crever comme toile la vague et vaine carapace d'un militarisme sans moral et d'un étatisme sans coeur. »

Nous ne croyions pas si bien dire en traçant, quinze années à l'avance, le bilan des deux forces ou des deux faiblesses qui aillaient concourir à notre mort civile et à notre mort militaire :

- L'étatisme civil des uns auquel manquait le coeur et l'axe vivant, où rien de consistant n'échappait aux influences factieuses qui l'écartelaient ;

- Le militarisme des autres, où duraient encore nos meilleurs restes, mais, à ce titre même, menacés et déjà touchés d'initiatives diviseuses et d'entraînements corrupteurs ;

- Les civils, incapables de tenir, n'en étaient plus à se dissoudre, ils étaient déjà dissolus ;

- L'énergie militaire introduisait un positif d'indiscipline et de malfaçon redoutable ;
- Le parti socialiste unitaire sapé et déchiré par ses contrastes et ses contradictions, d'où n'étaient même pas exclus des soubresauts d'antisémitisme suscités par l'in vraisemblable prépotence de M. Blum et de ses congénères ;
- L'armée d'un Gamelin persécutant un Georges et dans laquelle un commandant de Gaulle irrité de n'avoir pu faire entendre de justes avis, ruminait le moyen de déchirer sa patrie et de s'armer contre elle avec l'aide de l'étranger !

Les deux sortes de jouets avaient ici figures de chiffons, là d'explosifs. Qu'allait en faire le destin ?

Observateur de haute intelligence, Eugène Lautier, parcourant d'un regard circulaire les différents pays légaux de l'Europe et du monde, énonçait cette conclusion : « L'Angleterre est anglaise, l'Allemagne est allemande, l'Italie italienne et l'Amérique américaine. Mais la France n'est plus française. »

Bien entendu, la France de Blum, de Daladier et de Paul Reynaud, la France des partis.

4. La doctrine de salut public.

Cette première prévision des événements les plus sombres est d'à peu près le même temps que la réimpression de ma vieille *Enquête sur la monarchie*. Je l'avais éclairée d'une longue préface émaillée des vérifications du quart de siècle écoulé entre 1900 et 1924.

Où allions-nous ? Nous en tremblions, parce que nous venions de la guerre gagnée et de la paix perdue. Perdue par l'absence d'un organisme d'Etat qui fût central, permanent et supérieur. Perdue par la présence de plusieurs autres organes malfaisants, parce que mal placés. Nos assemblées, tant parlementaires que foraines, nos élections, tant conservatrices que radicales, nos opinions de toutes couleurs s'étaient démontrées ignorantes, incohérentes, sans vigueur ni durée de volonté dans l'action, et seulement aptes au mal. Ce que l'on y cherchait en vain était un genre de pouvoir qui était l'âme de la royauté :

Les vingt-cinq ans que nous venions de vivre présentaient tous les caractères des « interrègnes » de notre histoire. Anatole France y avait reconnu « l'absence de

prince » ; Bainville, cette querelle civile, grevée d'invasions étrangères, qui fut essentiellement propre à nos Régences, Frondes, déchirement religieux, sursauts féodaux, tyrannies de parlements, usurpations de soldats corsées de plébiscites. Tout cela né du Même mal en le multipliant, réclamait à grands cris le retour au bien opposé. Sans quoi, disait le perroquet de Bainville, *cela finirait mal*.

Que faire ? Prendre, effectivement, le contre-pied de ce mal.

En premier lieu, mettre tout à fait à part les grandes questions *nationales*, dont l'intérêt est le plus étendu, la connaissance la plus rare, le règlement le plus difficile, celles-là mêmes dont on repaît habituellement l'imagination populaire, les oreilles et les cervelles des assemblées : les grandes affaires de la nation. Ce qui importe n'est pas que le citoyen les tranche lui-même, en vertu de l'acte authentique de sa libre volonté ; ce qui importe seul est qu'elles soient bien réglées, exemptes de ces vices et de ces erreurs qui amènent des catastrophes dont chaque citoyen pâtira.

Ces affaires de la nation mettent en cause, plus que notre vie ou notre mort, la vie ou la mort du pays. Elles doivent donc être réservées à ce qu'il y a de plus sage, de plus compétent, de plus intéressé au bien général. Il faut donc les soustraire à l'agitation, au tumulte, au bruit, mais aussi à la musique oratoire des phrases, à la subtilité des argumentations captieuses, aux fureurs, aux lenteurs, aux intrigues des grands débats. Donc, point d'Agora, point de Forum, point de Parlement pour traiter de ces affaires, dans lesquelles l'Etat moderne doit être actif, instruit, secret, rapide. Les pouvoirs de cet Etat doivent être rassemblés (Renan dit : sequestrés) en de sûres mains. Et c'est pourquoi nos pères, nos bons et sages pères, ceux qui construisirent la merveilleuse terre de la Patrie, *terra patrum*, nos pères ne déféraient pas leur politique générale « *aux journalistes, aux débitants de boissons et aux demoiselles de magasins* » (Anatole France) ; pour cet office vital, central et capital, ils s'adressaient à ce qu'ils discernaient de mieux placé au loin et en haut pour réunir tous les attributs de la clarté, de la prévoyance et de la vigilance, c'est-à-dire, comme ils disaient, *le Roi dans ses conseils*. Il ne s'agissait pas de la personne du Roi isolée : François Ier retour de Madrid, Louis XI retour de Péronne, étaient les premiers à faire remarquer qu'en signant de fâcheux traités, ils n'étaient pas dans l'exercice de leur fonction de roi, fonction essentiellement conseillée, mais par des conseillers que le roi lui-même avait choisis de son mieux.

Pour les autres affaires, nos pères disaient aussi : *Le Peuple en ses Etats*.

Il s'agissait le plus souvent d'Etats particuliers, correspondants aux variétés de la vie de nos peuples : territoriales, professionnelles, religieuses, morales, chacune fortement assise sur des droits reconnus, souvent ion écrits, mais rendus

inexpugnables par la coutume, véritables *fueros* ou « *forts* » de la France. Ces droits ne partageaient pas, ni ne divisaient la souveraine unité du royaume, ils la limitaient de manière à enfermer la libre autorité de l'État dans l'enceinte des pouvoirs où il était compétent : nationaux, régaliens. Cela sauve cette autorité du despotisme. Les immenses libertés du pays sont trop nombreuses, trop définies, trop concentrées en chacune d'elles pour lever le drapeau d'une anarchie organisée et généralisée. Mais les hautes libertés de l'Etat, auxquelles est confiée la sécurité française, mettent la Nation à l'abri des autres nations.

Le citoyen, non asservi à l'État, administre ses propres affaires : mais ses « États » profitent de tous les bonheurs de l'indépendance nationale, tout en recueillant le maximum des avantages attachés à la libre disposition de lui-même.

Lorsque nous rencontrâmes cette double notion, si riche, de l'État-Un et de son autorité-née, des États multiples et de leurs libertés-nées, nous appelâmes « *Nationalisme intégral* » le régime qui satisfait ainsi aux deux postulats de l'existence politique (ou indépendance nationale) et de la vie sociale (ou libertés civiles), ces deux aspirations de la France contemporaine.

« *Français de naissance et de coeur, de raison et de volonté, je remplirai tous les devoirs du patriote conscient.* » Il n'y a plus, dès lors, qu'à résoudre le problème de redistribuer les compétences conformément à la nature et à la raison. Ou plutôt le passé, qui l'a résolue, en montre la solution à venir.

L'Etat nouveau requiert le règne d'un chef personnel, je dis d'une personne unique. Aucun pouvoir collectif n'a donné à la France force stable ni santé qui dure. « *Une grande Angleterre* », disait Albert Sorel, « *s'exprime par une grande Assemblée ; une grande France, par un grand Roi.* »

Le roi de France sous-entend comme toute personne humaine trois facultés, la *conscience*, la *mémoire*, la *volonté*, mais comprend comme roi ses quatre attributs de position. Le premier est *l'Hérédité de mâle en mâle par rang de primogéniture*, excluant la compétition, l'intrigue, la faveur, la captation testamentaire, l'élection, la cooptation ; le second est la *tradition*, pour assurer à travers les âges le plus haut degré d'unité spirituelle et morale ; le troisième est *l'antiparlementarisme*, pour établir la cohérence, la durée, les responsabilités ; la quatrième et dernière est la *décentralisation* par laquelle l'Etat singulier s'associe les États pluriels, l'autorité royale se combine aux justes libertés républicaines, et la vie des parties se meut sous la juste règle du Tout national et royal.

Donc, pas ombre de bonapartisme ni de césarisme, pas de totalitarisme, rien qui admette les débordements d'un État-Moloch. Les corps (foyers, métiers, pays, provinces) étant maîtres de leur réglementation, libèrent leurs membres en même temps qu'ils les disciplinent : en cas d'abus corporatif, appel est fait aux juridictions supérieures qui montent, de degré en degré, d'instance en instance, jusqu'au roi, le dernier garant, éloigné, mais fort, de tout ce qui peut être vécu de libertés, au premier rang desquelles l'indépendance du pays.

Donc, rien non plus de ce système tricéphale qui n'a réussi qu'aux Anglais.

Retranchés dans leur île, abrités de l'envahisseur, ils ont tout à leur aise organisé chez eux ce régime de Chambres bavardes et de perpétuelles disputes, leur régime boiteux fondé sur la Conversation de trois pouvoirs, dont deux sont collectifs, et ces deux collectivités représentant, non comme les États français, des intérêts réels et stables, mais des opinions et des factions mouvantes - guerre qui fut féroce par l'antagonisme des Réformés et de la Papauté, - puis, quand la Papauté eut été solidement vaincue et exclue, guerre en dentelles, lutte de salons, parties de jardin, beau jeu réglé par des conventions mondaines, d'après un Covenant coutumier qui est unique au monde. Cela durera-t-il toujours ? Mettez ensemble l'avion, le sous-marin et le tunnel sous la Manche, c'est-à-dire une triple ouverture de l'île à l'invasion : il n'y aura plus personne pour contester qu'il n'y a pas de plus mauvais gouvernement que celui de l'Angleterre, bien qu'il ait fait l'admiration de tous les imbéciles du continent, sans compter quelques-uns de ses plus grands esprits, tant qu'il est resté insulaire. Il fallait être fou pour le proposer à des Gaulois campés sur une vieille Terre ouverte à toute invasion. Personne ne délirera au point de renouveler cette proposition.

Donc, non plus, la monarchie française ne pourra rien avoir des vieilles organisations bicéphales, dites Constitutionnelles, qui ont fait dégénérer tant de monarchies européennes, surtout en France et en Espagne, par l'institution de rois fainéants ou que l'on veut tels. Ce régime absurde n'est pas uniquement mortel par la bacchanale oratoire à laquelle il dévoue de malheureux peuples dont la langue est aussi longue que leur réflexion est bouillante. La monarchie constitutionnelle n'exploite pas seulement nos défauts naturels et nos péchés mignons. Elle est le scandale de la raison. Car en lui et en lui seul s'affrontent sur le *même plan et par rapport aux mêmes objets*, donc se heurtent et se choquent, nécessairement, deux puissances dites égales de compétence et de valeur, deux forces de volonté dominatrices appliquées au même point. La royauté et le parlement sont enfermés dans un champ clos par un débat qui tourne au combat, tantôt bataille ouverte, tantôt sourde érosion réciproque, et qui se poursuit jusqu'à ce que mort s'ensuive, comme il est arrivé chez nous pour la royauté en 1792, en 1830 et en 1848. La Chambre introuvable, la plus royaliste

du monde, ne laissait pas souffler le sage Roi qui s'en débarrassa. Le plus charmant des rois, Charles X, le plus habile, Louis-Philippe, ne pouvaient s'arranger de leurs Chambres élues. Autant organiser, entre les deux entités qui surmontent et couronnent l'Etat, une guerre au couteau, au lieu même où devrait régner le maximum de la paix et de l'ordre, leur Unité souveraine. Le point de l'équilibre et de la décision régulatrice devenait ainsi le milieu réservé à toutes les dissensions ! On bataillait, on votait et on palabrait sur les cimes les plus étroites, confinant aux abîmes de l'action et du jugement !

Le vieil Etat royal qui a duré mille ans excluait cette aberration. Le roi valait en tant que chef et juge en dernier ressort. Sans doute un mauvais coup du sort pouvait l'obliger à prendre tel et tel contact avec des Etats *généraux* où la Royauté s'opposait à la Nation *et vice versa*. Il s'en tira, mais de justesse. Depuis le quatorzième siècle, date de la première convocation, le mal s'aggravait d'âge en âge. La fin du XVI^e siècle avait jugé que tout irait bien entre une royauté fantôme et la fausse assemblée nationale, quand la guerre de religion serait apaisée. L'expérience de 1614 montre que l'insanité intrinsèque y conservait son poison naturel. Richelieu n'y revint pas. Ni Louis XIV. Plus tard, le vieux Louis XV en manifesta la plus sage horreur. Le malheur de Louis XVI est de n'avoir pas compris son grand-père.

Dangereux en temps calmes, les Etats généraux poussaient au désastre en temps agité. La nation sans le roi est un corps sans tête. Mais si on lui oppose la nation, le roi est une impossible tête sans corps. Quand la monarchie constitutionnelle juxtapose et oppose deux cadavres mécanisés, ce qui prétend constituer destitue.

Demain comme hier, le véritable esprit de la monarchie n'est pas plus constitutionnel que parlementaire, il est historique, il est représentatif, il est fédératif.

Au point culminant, le monarque fédérateur est le chef de la Famille-Chef, il pèse, examine, résout les problèmes fédéro-nationaux qui ne ressortissent qu'à lui et à ses officiers capables d'en connaître et de le conseiller : tous ces problèmes relèvent de lui, parce que son intérêt privé se confond avec l'intérêt public dans leur unité générale.

Au-dessous de ce plan royal s'étagent et se succèdent, comme des républiques, les nombreux paliers des biens très divers possédés et gérés par chacun dans la plénitude de chaque droit, qui n'est pas un droit artificiel conféré, mais naturel, mais né ; les plus petites unités sociales, telles que le foyer, le hameau, le moindre quartier et le moindre métier, y sont conviées à produire les plus grands effets dont ils sont capables (*quantum potes, tantum aude*), et elles n'ont recours à l'aide supérieure que dans le cas de besoins stricts, lorsque l'effort requis passe

absolument leur pouvoir. Chacun, donc, gère ses affaires. La gestion administrative directe par l'Etat ne doit être qu'une exception. Hors des affaires de l'Etat sises au palier suprême, l'Etat n'a pour agents que des contrôleurs, des missi, qui, en son nom, veillent aux relations des libertés entre elles, aux règles de leur jeu, aux bornes de leurs compétences, moins pour y faire régner un ordre idéal préconçu que pour exclure d'un milieu où chacun se débrouille les désordres matériels dommageables à tous.

Simple retour à la nature, cet ordre expérimental rétablit la position normale dans un peuple qui, de nos jours, marchait la tête en bas et les pieds en haut.

Les pieds en haut : pour traiter des plus grandes affaires, cabinets, assemblées, partis, partages, luttes, déchirements, tout ce qui est dit l'expression de la souveraine volonté nationale, n'a pas plus de volonté que d'unité, mais se prévaut d'un vaste corps électoral, incompetent, innocente victime de ses exploiters professionnels, volé comme contribuable, vaincu comme combattant et dès lors envahi, occupé, dévasté. Ces *pieds en haut* laissent au hasard pur l'essentiel de notre destinée, ils multiplient nécessairement les expériences sanglantes au bout desquelles on entend la Patrie (qui n'en peut mais) accusée d'aveuglements et de myopies qui lui sont tout à fait étrangers : ses pieds ne sont pas fait pour loger les organes de la vue et de la raison.

La tête en bas : M. Lebureau, rigoureux et vigilant administrateur, ingénieur artisan, rapide facteur, descend, remonte, redescend à tous les paliers pour imposer son omniscience débordée, ou son autorité surmenée et la mélanger à toutes les activités du pays. Pour cet asservisseur universel, les citoyens n'existent plus, ce sont des assujettis. Il les dirige et il veut les faire marcher au pas, n'y parvient point, les asphyxie sous les montagnes de paperasses pour les réduire à la plus minutieuse et la plus stérile des uniformités. Cet espèce de roi du détail qui fourre son nez, ses yeux, ses pattes dans chacune de nos affaires et nous empêche d'en connaître comme d'en traiter, ne sert à rien de bon et contribue surtout à ruiner tout le monde après l'avoir grugé. Il doit disparaître avec ses directions et ses formalités. Lui parti, l'on s'apercevra que l'air devenu salubre est facilement respiré.

Un régime républicain comporte le plus de profit et le moins de déchet quand il s'exerce *par en bas* : la région, la profession, la commune. Quand la République est proclamée *par en haut*, elle ne constitue en définitive qu'une tentation permanente aux incursions de l'ennemi. Ses multiplicités anarchiques doivent être remplacées sans retard par *l'Un*, l'Un de la volonté, de la pensée, de la tradition. Les libertés indûment emprisonnées par en haut, les autorités vainement déchargées par en bas, comme des armes à feu ou des tombereaux, doivent opérer ce chassé-croisé de bon sens. Concentration de l'Etat.

Décentralisation de l'Etat. Et sans traîner ni tortiller. « *La question* », écrivait Monseigneur le Duc d'Orléans en septembre 1900, « *sera mise le jour même à l'étude, avec la ferme volonté non seulement d'aboutir, mais d'aboutir rapidement. Je tiens à ce qu'on le sache.* »

Sans doute, et ainsi de tout, faudra-t-il du temps. Les mauvaises habitudes d'en haut et d'en bas ne seront pas dissipées d'un coup de baguette magique, les bonnes ne renaîtront pas en un clin d'oeil. Pour restituer à la périphérie les pouvoirs abusifs qu'usurpa le centre, pour faire remonter au centre les pouvoirs nominaux dont s'est saisie l'ignorante périphérie, pour transformer la fausse souveraineté de l'électeur-roi en solides libertés, elles aussi souveraines, d'un citoyen - fidèle sujet du Roi, il ne s'agira pas d'improviser sur le papier « quarante mille républiques » vivantes à la place de la grande mécanique bonaparto-consulaire du Dirigisme césaro-jacobin. Mais c'est une évolution réaliste orientée dans ce sens, que suggérerait il y a cinquante ans, le grand Prince qui eut été un grand Roi. A cela conspiraient du même instinct la volonté de vivre de la nation et l'esprit libérateur de la monarchie. Aujourd'hui, l'une est en train d'agoniser sous une charge monstrueuse. L'autre ne vivrait pas six mois si elle acceptait de prendre la succession funeste d'une oppression que peuvent seuls exercer l'anonymat brutal de la démocratie ou la violence d'un despote armé jusqu'aux dents.

Dire, comme un rêveur immobiliste de notre connaissance, que les *corps* politiques sont morts et *bien morts en 1789*, revient à dire que la monarchie est aussi *bien morte en 1792*. Le *chef* monarchique et les *corps* sont faits pour revivre ensemble ou reposer éternellement au même caveau. Désespérer de l'un devrait commander le désespoir de l'autre. En 1814, des royalistes clairvoyants, bien qu'ultras, demandaient le retour à nos provinces naturelles, et le duc d'Angoulême qui venait de débarquer à Bordeaux, crut devoir répondre que la France serait bien plus facile à gouverner avec ses quatre-vingt-six départements. Le malheureux ! On le lui fit voir en 1815 et 1830. Il serait enfin sage de comprendre que la monarchie et les institutions de l'an VIII s'excluent.

Le succès du Nationalisme intégral fut très vif dans les milieux réfléchis et cultivés. On comprit que le citoyen en recouvrait l'autonomie de sa vie privée, mais ne perdrait absolument rien de réel d'autre part, sinon la liberté de tout perdre et de tout ruiner à jamais. On se rappelait le roi *net* des Espagnols, *el rey neto*, et l'administration de la vieille France, républicaine sous le roi, *sub rege respublica*. Le maître de l'école sociale catholique, René de la Tour du Pin, dans une lettre mémorable, nous fit l'honneur de dire qu'il trouvait dans notre programme, et là seulement, *la voie du salut bien repéré*.

Nous ne nous étions pas dissimulé l'existence d'un point de rencontre et de friction inévitables entre nos deux plans de l'Etat et des Etats. C'était l'impôt.

Les constituants de papier disent qu'il faut voter l'impôt et que, pour le voter, il faut une assemblée centrale d'Etats généraux. Ainsi est rétabli le terrible duel Royauté et Parlement, avec toutes ses conséquences.

Erreur. Sur son plan fédératif, l'ancien régime a fourni des modèles rudimentaires, mais patents, où le point de friction se change en point d'accord. En plein règne de Louis le Grand, chaque année, « l'ambassade » des Communautés de Provence, formée de nos plus grands seigneurs qui parfois s'y ruinaient (car nous ne payions pas ces députés, ils payaient, eux), cette ambassade en bel arroi venait à Versailles « traiter » de la contribution, ou don gratuit, du « Pays » au gouvernement. Le chiffre montait ou baissait selon ce que les officiers de Sa Majesté tenaient ou rabattaient d'un édit jugé onéreux. LOUIS avait besoin d'argent pour sa politique. Le pays se cramponnait à ses libertés, serrant ou desserrant les cordons de la bourse aux mesures des concessions. La transaction enfin trouvée, les deux parties y gagnaient : le roi, de quoi conclure soit des traités des Pyrénées ou de Nimègue, soit de quoi planter ses parterres, ou élever aile par aile son château ; la province, de quoi mener ses affaires à sa guise, tout en profitant des traités, des jardins, des édifices et de leur gloire, chacun maître de son terrain, aucun n'usurpant rien, les deux séries de prérogatives intactes, l'ambassade n'empiétant pas sur la politique ou sur l'architectonique du roi, le roi abandonnant à ses républiques sujettes le souci d'intérêts qui n'étaient pas de son ressort...

Une extension pratique de ce régime si logique eût épargné de graves revers à la nation.

Le dialogue financier ainsi mené ne peut pas humilier une majesté ni offusquer une opinion nationale consciente de son loyalisme, forte de sa lucidité. On n'y met pas en cause des principes immatériels, généraux et indivisibles sur des cas régaliens où le cédant prend la figure d'un vaincu. On débat d'un marché, de prix, de quantités essentiellement fractionnables et variables, où les nombres mouvants sont maniés par des parties également intéressées à l'accord. Les véritables praticiens de la question ouvrière le savent : quelle que soit la violence d'un simple conflit sur les salaires, sa nature est d'admettre la composition, elle y incline les contestants. Quand il s'agit de « l'idéal », ou politique, ou social, tout est autrement difficile, les champions se glorifient d'une intransigeance étendue jusqu'à des sacrifices totaux, où l'on repousse avec horreur la cote mal taillée, quand elle est possible, ce qui n'arrive pas toujours. Face aux cabotinages de tribune qui agitent les droits pour les

envenimer et approfondir les discordes en les irritant, la négociation heureuse et utile est un simple cas de ce que les hommes ont appelé commerce et placé sous le signe pacifique du caducée. La rencontre de l'Etat et des Etats pourra se concevoir un jour sous le signe de la vieille ambassade, simplifiée et adaptée à nos moeurs. Des assemblées de comptables, habilitées au particulier, non au général, recrutés mi-partie dans les conseils du roi et dans les corps d'état du peuple, strictement concentrés dans leur interlude fiscal, pourraient, somme toute, tirer de cette difficulté sérieuse, un organe de l'ordre, orienté vers la justice et le progrès.

5. *Le programme social de la monarchie.*

- Mais, dites-vous, Monsieur, votre monarchie n'aura toujours pas de programme social.

- Ce toujours correspond à notre mauvaise réputation. Elle n'a jamais été méritée.

...Ceux qui rêvent cette lacune ne prouvent qu'une chose. Ils ignorent la doctrine de la coopération des classes et de l'incorporation du prolétariat, qui fut la nôtre de tout temps.

- Vous l'avez peu montrée.

- Souvent, au contraire. Toutes les fois qu'il l'a fallu. A l'école. A la bataille. Même à la barre. Par exemple quand une fille de police, assassin d'un héros, m'eût craché au visage que j'étais *l'ennemi du prolétariat*, ni le juge Pressard, ni l'avocat Torrès ne purent m'empêcher de revendiquer la doctrine sociale des *rois de France et des papes de Rome*. C'était en 1924. Seize ans auparavant nous l'avions affichée dans les plaines de Draveil-Vigneux contre Clemenceau. Vingt-quatre ans auparavant, nous l'avions fait paraître dans les colonnes d'un grand journal bourgeois comme *le Figaro*. A dix-huit ans, je m'étais inscrit à l'école de Le Play. A vingt-quatre ans, j'avais été saluer La Tour du Pin dans les bureaux de *la Corporation*, rue de Solferino.

Il est bien vrai que nous nous sommes toujours soit dérobés soit opposés aux blagologies du *Sillon*, de *la Jeune République*, des *Pédés*³⁷ des *M.R.P.*, des *S.F.I.O.* et autres impostures que l'expérience a jugées et confondues

³⁷ P.D. fut l'abrégié de « *démocrates populaires* » ; *pédés*, sa transcription peu flatteuse, traduisait l'opinion que l'on se faisait de cette secte ambiguë.

successivement. En ces matières de réforme sociale ouvrière, il y a quelque chose qui aboutit par force au néant, c'est la tendance *démocratique*. Ni la paix sociale, ni l'incorporation du quatrième Etat n'est possible sans un point de départ de *patriciat*, sans une base *d'aristocratie*. Les entreprises de cet ordre ne peuvent traîner le poids mort de la démocratie. Inorganique, individualiste, inerte ou révolutionnaire, la démocratie tue ce qu'il y a de vivant dans le socialisme, et c'est elle qui fait, selon la formule connue, que le *socialisme n'est pas socialiste*, étant irréaliste, multitudinaire et confusionniste. De là, la perpétuité voulue de revendications interminables et l'échec continu que trahit le même long cri douloureux.

Une autre cause a joué qui ajoute sa démagogie pratique à l'esprit dissolvant de la démocratie. Ce fut l'existence de grands partis, mi-populaires mi-bourgeois fondés pour alourdir l'antagonisme de parti par l'antagonisme de classe, pour vivre de ce mal, et, loin de le guérir, l'enflammer. Ces partis militarisés et bureaucratisés entendent garder leur poule aux oeufs d'or. Ils se tiennent pour entremetteurs nécessaires et courtiers obligés des ouvriers aux patrons, des cadres aux usagers : toutes les fois que les intéressés offrent ou acceptent un arrangement, ils sont intéressés à le rompre, à le retarder, à le miner et à le ronger, stimulant les désaccords, les primant et soufflant dessus, s'ingéniant toujours à enchérir et à surenchérir sur quelque avantage obtenu, à chaque entente les rompant au moyen de ses haines rallumées et multipliées. Ce vitriol alimentaire ne peut pas tourner au calmant. C'est lui qu'il faut éliminer préalablement à tout véritable essai d'apaisement social, sans lequel il n'y a point d'incorporation ouvrière. Tant que cette comédie fiévreuse est jouée, tant que les politiciens en recueilleront impunément le revenant-bon, la crise gardera la solidité d'une institution, et les traités de paix seront indéfiniment mis en pièces. Lassalle voulait enseigner à l'ouvrier qu'il était malheureux. Jaurès et Blum veulent lui mettre en tête qu'il ne saurait absolument trouver de position supportable sans en passer par leur ministère et sans acquitter les péages de leur médiation.

C'est en vain que les syndicats ont essayé de se déclarer indépendants des partis. Trop d'intérêts commues ont lié, presque instantanément les fonctionnaires des centrales fédérales et confédérales à la fonction de politiciens. Quand même ils se détestent, ils s'appuient, s'arc-boutent et se contrefortent. Le mal est là. Là, la plaie vive qu'il faut tout d'abord nettoyer. Il en faut passer par cette opération *politique*. Telle est la raison des rancunes gardées au maréchal Pétain par toutes les tribus des marxistes sociaux et syndicaux. Il avait fait beaucoup pour en délivrer le pays. Sous la botte allemande au lendemain de la défaite, devant les insurrections de Londres et d'Alger, « l'Etat français » devait malheureusement manquer de libre jeu.

Et il faudra l'Etat royal, seul capable d'émanciper les activités sociales de la nation. *Politique d'abord*. Moyen indispensable ! Mais le but, dans ce moyen, c'est la nation, la société nationale française. On sera sage de ne pas crier à l'hitlérisme.

Ni Comte, ni Le Play, ni La Tour du Pin, ni Barrès, ni Albert de Mun, ni le général Boulanger, ni le duc d'Orléans, ni le premier comte de Paris, ni le comte de Chambord ne furent hitlériens : l'idée de combiner la réorganisation nationale et l'incorporation du monde ouvrier à la patrie sera bonne pour tous les temps et tous les pays. Elle n'était même pas ignorée de certains catholiques allemands et autrichiens, des évêques rhénans, des écrivains du *Vaterland*, amis de Vogelssang et de Windhorst qui servirent de docteurs et d'exemples aux plus grands adversaires d'Hitler. La propre caractéristique d'Hitler n'est pas son national-socialisme, mais son germanisme étatisant, qui en est le contraire.

6. Après « *l'Enquête sur la Monarchie* ». Conclusion.

Ainsi donc, au premier quart de siècle s'étaient consolidées les conclusions de notre *Enquête*, en apparence dispersées, mais en ordre profond. De là, au jour le jour, avions-nous dessiné les contours de notre espérance. Il nous paraissait inutile d'arrêter aucun statut écrit du régime désiré. Les grandes lignes en étaient assez fixes pour ne pas varier, assez souples pour s'accroître et se perfectionner comme un être vivant³⁸.

Pratiquement, les jeux étaient faits. Partout on pariait, pour la chute de Marianne, fatale, prochaine. Les ténors fatigués de ses groupes parlementaires se montraient gravement sceptiques. Ils ne croyaient plus à l'utilité des discussions de tribune et s'en remettaient aux hypocrites décrets-lois. La démocratie sociale avortait à peine nantie. Son pauvre personnel ne réunissait pas le minimum des caractères conservateurs (ou du moins non-destructeurs) qui sont nécessaires à tout gouvernement ; ce qu'il y avait de juste ou de défendable dans ses réformes du travail ne parvint même pas à s'accommoder aux nécessités dérivées de *l'état de menace de guerre* : si l'on précipitait à la guerre le monde prolétarien, on ne parvenait pas à le mettre au travail pour la guerre.

L'intime désarroi ne se cachait plus.

³⁸ Le volume de *l'Enquête* de 1924 contient, outre la préface nouvelle, le texte fondamental de 1899, *Dictateur & Roi*, avec *Une Campagne royaliste au Figaro*.

Un assaut communiste, qui était à prévoir, aurait pu fournir à la France de 1939, comme à l'Italie de 1922, l'occasion d'un réveil salubre. Mais cet assaut tardait. Le P.C. ne se pressait pas de le donner. Les « cagouleurs » eurent la naïve imprudence de le provoquer. Nous les en avons blâmés fortement. Leurs réponses nous qualifièrent *d'inaction française*. Mais l'action vraie, l'action sage et humaine commandait de laisser mûrir le fruit de l'arbre français, en se gardant de le détacher avant l'heure dont le poids naturel aurait arrêté son destin. Encore fallait-il le sauver à tout prix des coups de hache de la défaite. C'est à quoi le précipitait un ramassis de crétins et de scélérats.

CHAPITRE NEUVIÈME

FIN DE L'ACTION FRANÇAISE EN PARTIE DOUBLE. CONTRE LA GUERRE. APRÈS LA GUERRE.

Si la vie privée restait supportable, la vie publique devenait de plus en plus anxieuse. Avec leur arrivage d'émeutiers larvés et d'insurgés rangés des voitures, les élections de 1936 avaient mis un terme au bout de rôle habituel des revendicateurs de métier : les parvenus de l'Urne n'auraient plus su que démolir sans cette admirable tête de Turc de la Patrie française toujours proposée à leurs coups.

1. La diplomatie nouvelle.

Un symptôme devenait grave. Briand mort, Berthelot mort, le Quai d'Orsay était passé au mulâtre Léger, au protestant Massigli et à leurs grandes Juives internationales.

Etrange coin de France ! Les ambassades, les missions, les bureaux n'avaient pas tous été soumis à la diplomatie *dada*. Des hommes de talent, comme secrétaires, ministres ou attachés, y avaient gardé quelque tradition des Camille Barrère et des Paul Cambon. Le grand mal n'était encore causé que par le verbalisme et l'agitation de personnages ministériels en provenance du Palais-Bourbon. Or, voilà qui changeait. Les employés se mettaient à participer de la malfaisance des chefs. Une liaison étroite s'établissait entre notre ministère des Affaires étrangères et les ardélions débarqués des parages parlementaires ou venus de plus loin : Londres, Jérusalem ; ils encombraient les salons et les vestibules du temple de la discrétion, faisaient battre toutes les portes, souffler les courants d'air des partis, des sectes et de la rue, démagogie pure et impure qui déferlait sans opposition comme sans précédent. On n'avait connu rien de pareil que vers 1893, aux temps de l'amiral russe Avelane. Encore la police avait-elle part déterminante à ces émeutes de politique étrangère : en nos années 36 et 37, la police suivait et protégeait l'émeute qui donnait le ton en vociférant ses réclamations de canons et d'avions pour l'Espagne rouge. Le désordre organisé ouvrait la marche à la trahison.

Le Démos de France n'est pas plus bête qu'un autre. Il est de beaucoup le plus intelligent de tous, ce qui fut aussi le cas du Démos d'Athènes. Quand le diable y serait, il ressemble à tous les peuples du monde, souverainement incompétent

en politique générale, surtout l'Extérieure, qui veut conseil, mémoire, expérience, secret. C'est pourquoi, en se mêlant à ces affaires-là, notre pauvre peuple s'est condamné à traiter par des vues d'idéologie, des préjugés d'idolâtrie ou de croyance, des *plaît* ou des *plaît pas*, les problèmes de son intérêt et de son salut, les questions essentiellement distinctes du caprice, de l'humeur et du primesaut de l'esprit. Si spirituelles et si généreuses soient-elles, nos foules françaises y sont d'autant moins aptes que nos affaires sont plus complexes. Notre hexagone territorial enveloppe des pays mi-continentaux, mi-marins, ses vues sur la mer ne s'ouvrent pas du même côté, et quelle variété d'industries, de négoce, de produits, d'intérêts ! « On y saute du houblon à l'oranger, quelques centaines de kilomètres séparent les cultures alpines et océaniques, il y a cinq cents pays naturels où tout diffère, climats, terroirs, genres d'exploitation, vingt races de boeufs, quinze de moutons, quatre cents espèces de fromages, plus de mille vins... » Pareil échantillonnage peut donner au total force ou faiblesse, richesse ou appauvrissement, selon que son extraordinaire variété de compose et s'ordonne en assemblage vivant ou laissé à vau l'eau, s'annule en s'opposant. Un *bien* public comportant de délicates variétés si peu homogènes perd tout à être tirailé entre des partis impérieux, tranchés, exclusifs. Pour le plus important, les affaires d'Etat proprement dites, il faut parfois choisir, mais souvent combiner. Affaire de conseil, et de *conseil d'en haut* ! Affaire de chef ! C'est par là que la France s'est formée et accrue. Les exploiters de son pauvre Démon n'ont pu que réduire ou détruire cette grande oeuvre d'art. Ils ont lâché la bonde à des millions d'aveugles rivalités ; quand elles ont menacé de tout emporter, l'étatisme et le dirigisme ont répandu leur sécheresse par des voies de fainéantise ou de malthusianisme décrétant des phases de décadence économique indigne d'un si beau et si riche pays ! Politiquement, ce fut pire. On n'offrait plus seulement au pauvre Démon un système d'option abrupte et brutale entre « le » libre échange et « la » protection, comme s'il n'y avait que ceci ou cela au monde ! Cocardé d'antifachisme, culotté d'antifranquisme, au pavoisé de tendre amitié moscoutaire, on lui faisait acclamer ou conspuer les régimes et les pays sans donner d'attention à ce qui lui en reviendrait : que l'Italie pût nous servir à défendre nos Alpes, l'Espagne à tenir notre Afrique, il n'était pas permis à Démon d'y penser dans la rigueur du choix sacré. C'est miracle qu'on ne lui ait point gâché plus complètement ses affaires. On lui a fait perdre le précieux concours que Mussolini lui donnait en juillet 1934 sur le Brenner, on n'est pas arrivé à tourner contre lui le Franco qui devait l'aider à se tirer du mauvais pas de 1940. Il est vrai que ce sauvetage inespéré avait été dû au Maréchal et à la Réaction ; la démocratie n'y avait été pour rien, ni les écrans colorés où se plébiscitaient ses libres fantaisies souveraines, et le refus de rien prévoir, jusqu'à ce que « *demain* »,

« L'Inter - nati - o - nale
« Devînt - le gen - rehumain, »
c'est-à-dire la semaine des quatre jeudis !

Lorsque la Rue eut bien braillé, le Quai d'Orsay bien pataugé, les états-majors socialistes et radicaux furent ensemencés d'une certaine consigne de « *fermeté* » qui ne visèrent plus ni Rome, ni Burgos, ni Madrid (reconquis), mais une cible autrement dangereuse, qui était Berlin, à coup sûr. A coup non moins sûr, cela venait de Londres, avec une hâte aussi surprenante. Nos anciens pacifistes, changés en bellicistes par la vertu de ce mot d'ordre, n'examinèrent rien : non pas même si leurs amis d'outre-Manche étaient qualifiés pour nous mobiliser *subito* contre un ennemi aussi dangereux que l'Allemagne ! Pendant près de vingt ans, l'Anglais s'était dérobé à tous les devoirs de notre alliance et de notre amitié, MM. Churchill et Lloyd George, assis à la même table le soir, du 11 novembre 1918, s'étaient promis l'un à l'autre de ne favoriser que le peuple allemand, leur général Robertson avait fait comme eux. Toute l'Angleterre les avait suivis. Son esprit, son coeur, sa bourse furent ouverts à notre ex-envahisseur et déprédateur du même mouvement qui les fermait aux envahis et aux dépouillés, laissés en tête à tête avec leurs tombes, leurs plaies et leurs ruines. A Gênes, à Washington, comme à Spa, dans la Rhur, à Londres ou à Genève, nous retrouvâmes contre nous l'ancien compagnon d'armes comme tenant et patron du vaincu. Chevalerie ? Allons donc ! Calcul, mauvais ! Il était sans doute excellent qu'un pareil état de choses prît fin ! Que, après tant de dédain et d'inimitié, l'opinion britannique redevînt fraternelle, c'était heureux pour tout le monde. Mais d'autres que nos démagogues auraient pu accueillir un peu mieux ce revirement : sans hauteur, certes, mais avec dignité, tant par fierté que par prudence. L'occasion hitlérienne persécutrice des Juifs ne pouvait que se prolonger, nous ne risquions pas grand chose à nous faire attendre : la Cité de Londres enjuivée jusqu'au cou aurait multiplié ses ponts d'or et ses instances de prière, nous pouvions prendre notre temps et nos délais pour un réarmement sérieux et une préparation diplomatique étendue. Mais nos Juifs se joignaient aux Judéophiles et aux Juifs d'Angleterre. L'un d'eux, Mandel, rentré en grâce avec nos Oligarques, faisait un va-et-vient du diable entre les Rothschilds de Paris et ceux de Londres, le même hasard qui l'avait fait mitre Rothschild le faisait parler haut et lui faisait sonner plus haut des traditions clementistes qui n'avaient rien à voir avec l'intérêt débattu. Pendant que M. Chamberlain faisait envisager à son pays une guerre de religion juridique et nos Daladier-Reynaud une guerre de démocratie antifachiste, ils pensaient tous à se croiser pour la juiverie opprimée. Cela s'imposait-il ? Une initiative guerrière en faveur de n'importe quel grand intérêt national français aurait été violemment réprouvée de chacun de ces politiciens. Celle-ci passa comme lettre à la poste. *Telle est*, disait déjà, en 1906, le général Mercier, *l'épouvantable puissance des Juifs*.

On peut admettre que quelques gens au pouvoir, ceux que nous venons de nommer et aussi les Blum, les Cot, les Champetier, se crurent très beaux et très bons de faire courir à la France et à eux-mêmes ce grand risque mortel,

désintéressé jusqu'à la folie. Mais si leurs portefeuilles, écharpes et baromètres, leur appartenant, pouvaient être aventurés légitimement, il n'en était point de même du pays, de sa vie, de son indépendance, qui n'étaient pas à eux. Ils auraient dû y penser. Ils étaient coupables de l'oublier. Peut-être en furent-ils détournés par un souci nouveau. Depuis quelque temps, la paix leur pesait. Le mécanisme gouvernemental devenait pénible, grinçant, quinteux. Une bonne guerre n'en pourrait-elle huiler les ressorts ? Avec la censure, l'Etat dirigé, les emprunts pour la Défense, tout pouvait se remettre à marcher et même à tourner rond : réaction et révolution seraient aussi freinées au nom de l'Union sacrée. La guerre que Daladier nommait, en grommelant, *inévitabile*, recevait les couleurs de la commodité. Ajoutez les assauts de tentations, de séductions, de corruptions qui venaient de la prépotence britannique. En tout cas, elle eut force de snobisme, a noté M. Jacques Chastenet, qui sait ce qu'il dit. Depuis trois ans entiers, M. Paul Reynaud exultait, en serrant sur son coeur la directive anglaise dont il ne faisait pas mystère : huit pages au crayon de la main de Madame Asquith³⁹ !

Un grand morceau du pays légal roulait donc son train vertical, aux abîmes. On a essayé de préciser depuis quand. M. Paul Faure dit : juin 1938. C'est trop tard, beaucoup trop. La tendance remonte au moins à l'automne 1935, juste six mois après que nous ayons abandonné, en mars, les hauteurs de la Sarre. En juillet, lord Cecil avait procédé à son *peace ballott*, qui fut pris pour l'indice, d'ailleurs discuté, d'un raidissement belliqueux de dix millions de suffrageurs et de suffragettes. Au début de septembre, on commença d'en déclamer dans les milieux qui se disaient français à Genève. Fin septembre parut le manifeste des cent quarante parlementaires d'extrême-gauche en faveur des sanctions. Il ne s'agissait de sanctionner alors que Mussolini. Ce qui l'inféoda à l'Axe. Le risque fut accentué lorsque, visant Franco, l'on eut la perspective d'une guerre sur trois fronts. Contre l'Allemagne, en plein essor hitlérien, l'affaire devenait plus folle encore que tragique, car il s'agissait de l'adopter pour adversaire direct et de les frapper sans rien attendre, rien préparer, là, tout de suite...

- Cet adversaire menaçait...

³⁹ On lit page 161 des *Souvenirs* de Paul Reynaud : « *Au moment de quitter Londres (20 décembre 1935), je reçus une lettre de huit pages de Madame Asquith chez qui j'avais dîné la veille, dans laquelle la veuve de l'ancien ministre soulignait avec une rare intelligence politique, l'occasion qui s'offrait à la France de faire entrer l'Angleterre dans un système de sécurité collective.* » En attendant la «sécurité» de Dunkerque et d'Arras 1940, ce bel esprit politique se mettait en mesure de jeter Mussolini dans les bras d'Hitler et de l'y enfoncer encore en nous obligeant par la même occasion à immobiliser des divisions sur les Alpes.

- Il y avait dix ans que vous répondiez à ses menaces par des sourires. Rien ne vous obligeait à vous jeter sur son épée aiguisée de frais et tendue de manière à vous recevoir.

2. Patriotisme, paix, raison.

Devant cette série d'insanités, notre réaction fut une résistance de tous les jours.

Quand les hommes du pays légal s'étaient faits spectateurs inertes de la dégradation du traité de Versailles, nous leur avions reproché de ne pas intervenir par les armes et de ne pas entrer dans la vallée du Main qui était sous notre canon. Mous leur récitons chaque matin à notre manière le vieux proverbe aimé de Churchill :

*Celui qui ne veut pas quand il peut
Quand il voudra n'obtiendra rien.*

Nos avantages de position une fois perdus, nous étions, comme en rase campagne, réduits à la mesure de quarante millions de Français contre soixante-treize millions d'Allemands ; ce rapport de populations, sans parler industries, nous faisait un devoir de conseiller la défensive, jusqu'à ce qu'un réarmement puissant, des alliances habiles et sérieuses, un sérieux travail militaire et aérien outre-Manche, nous eussent rendu notre chance. Telle fut la nouvelle antienne de *l'Action française* chaque matin. Il n'y avait pas de plus grand service à rendre au pays.

Notre campagne de 1935 avait arrêté la guerre à l'Italie et notre opposition à cette sottise ayant été violente, avait été payée de ma prison. La paix avec l'Espagne, plus précieuse et maintenue de toutes nos forces, n'avait coûté que de simples inculpations, des articles et des voyages. Mais en mars 1937, les premiers bellicistes anglais passèrent le détroit. De ma cellule de la Santé je dénonçai le voyage de M. Churchill comme une manoeuvre combinée à Paris et à Londres pour renverser « *les deux cabinets coupables d'avoir maintenu la paix* ». Le 14 septembre de l'année suivante, Daladier était invité par nous à prendre conscience de ses responsabilités « *non envers la démocratie universelle et ses grues métaphysiques, mais envers la France et les Français de chair et d'os.* » Le 15, nous félicitons M. Neville Chamberlain d'ôter leur *guerre bien saignante* de la bouche des bellicistes. Douze jours plus tard, j'écrivais encore : « *Si Hitler nous attaque, ce sera la faute d'Hitler. Mais si nous attaquons Hitler, pour des raisons tirées des Sudètes, des Tchéco-slovaques et autres peuples ou pays, ce sera par la libre volonté, donc la faute, des dix-neuf personnes*

humaines sus-nommées (nos ministres). Bien résolu à faire face de tout notre coeur à toute agression allemande, nous refusons à l'heure qu'il est, 28 septembre 1938, de faire la guerre à Hitler. Cette guerre, nous la perdrons. Nous n'avons pas le droit de prendre l'initiative d'une telle défaite en un moment où la France doit enregistrer le poids total des dépressions que lui ont imposées vingt ans de la plus absurde politique... »

Enfin, le 28 septembre, notre manchette chantait cette variation sur l'air de Pottier :

*« S'ils s'obstinent, ces cannibales
A faire de nous des héros
Il faut que nos premières balles
Soient pour Mandel, Blum et Reynaud.*

Or, tous ces derniers quarante ans, la République avait laissé d'innombrables imprimés révolutionnaires brandir cette menace contre le corps des officiers généraux français : la seule désignation du trio Mandel, Blum et Reynaud fit saisir notre numéro inculpé de provocation au meurtre. Par bonheur, cette journée du 24 septembre fut aussi celle où la guerre, décidée, dut subir à Munich un recul d'onze mois et, le lendemain la manchette du journal porta en exergue sur six colonnes ces mots :

Nous unir et nous armer.

Nous écrivions par-dessous :

« Ce que nous ne cessons pas de dire en répétant qu'il ne fallait pas de guerre, et que cette guerre serait un suicide de la patrie, doit être redit de plus belle. L'abandon nécessaire qu'il a fallu consentir crée des devoirs impérieux, urgents et vitaux.

« Alerte ! Loin de nous endormir sur aucune parole, loin de former aucun acte de foi dans la paix qui, loin d'être fatale est la plus contingente des choses et peut-être la plus fragile, nous disons que le peuple français est cruellement menacé et qu'il n'a plus d'espoir ni d'avenir que dans un sursaut rédempteur. Jamais il ne lui aura fallu autant travailler, ni a jamais autant se rassembler, s'unir, se réorganiser, refaire les alliances de l'Occident, repasser par Rome où siège la victoire et la paix, s'armer enfin, s'armer pour le simple salut d'une vie que guettent trop de graves périls.»

J'avais écrit la veille :

*« Réarmer,
« Refaire nos alliances,
« Réorganiser toute l'économie et toute la politique du pays.
« ... Plus nous tarderons, plus ce sera difficile... »*

Toute l'année suivante et jusqu'au bout d'août 1939, nous avons doublé de cet appel à nos forces futures le clair constat de notre faiblesse du jour :

« *Que pouvez-vous pour la Pologne ? Vous ne pouvez rien.*

« *Attendez, réarmez !* » Ou encore : « *Daladier, Daladier votre nom qui s'écrit Daladié dans notre provençal, signifie olivier sauvage. Méfiez-vous des astres. Ils disent qu'Émile Ollivier, étant fils de Marseille, peut attirer donc son destin un fils de Carpentras comme vous. Il était comme vous grandiloquent et belliqueux. Ne soyez pas l'Émile Ollivier de la troisième République.* »

Nous ne convainquîmes point Daladier. Hitler l'ensorcela et lui fit croire qu'il bluffait. Comme il ne bluffait pas, il se fit très bien déclarer la guerre, comme il la voulait : prématurée pour nous, impréparée par nous, celle qu'il fallait pour y embrocher, avec la « fermeté » de Marianne, tout ce qu'elle avait de vaillant.

Encore si Daladier s'était embroché de lui-même ! Mais il se fit mettre à la broche. Sans doute avait-il commencé par consolider à longs cris chacun des engagements qu'on avait fait signer à la France en d'autres temps et d'autres conditions, il mit la main sur son cœur et hurla que chaque mot de ces papiers lui était à jamais sacré. Une révision raisonnable lui eût fait gagner du temps. Il aima mieux chanter le grand air de Paul Reynaud, que *la France ne démissionnerait pas*, bien que la France, ou du moins son parlement, eût refusé de faire une armée de métier dont elle avait besoin pour ne pas « démissionner ». Ce nouveau Jules Favre avait enflé la voix pour rassurer les Tchèques « pas une pierre de vos forteresses, pas un pouce de votre territoire », avec Munich au bout du compte, et le même rhéteur avait fait les grands bras pour rassurer les Polonais, pour en venir aux catastrophes jumelles de la Pologne et de la France, - catastrophes préfigurées dès le 23 août 1939, par les signatures échangées entre Hitler et Staline. Nous l'avions annoncé, répétant après Bainville que la Pologne à partager était le *trait d'union* de Moscou et de Berlin, et nous appliquant à ne pas oublier que le traité de Rapallo, suite de Brest-Litovsk, n'avait cessé d'être renouvelé depuis dix-sept ans. La suppression, l'évanouissement du grand allié de l'Est nous donnait à craindre absolument tout et, en particulier, disais-je à Daladier dans *l'Action française* du 29 août « *qu'une offensive inopportune nous cassât les reins pour cent ans* ».

En s'obstinant à ne pas m'écouter pendant tous ces jours-là, Edouard Daladier peut encore se flatter de s'être mis à la broche lui-même. Mais voici où il le fut par la main d'autrui.

A ce point, commence le rôle d'un ministre de bon sens, à qui l'on dut une éclaircie.

3. Une journée parlementaire. A Londres.

A la suite de S.S. le pape Pie XII, du Roi des Belges, de la Reine de Hollande et des Pays scandinaves (24-29 août), M. Georges Bonnet avait compris qu'il fallait négocier à tout prix. Il avait accepté, comme une branche de salut, une sorte de proposition d'arbitrage de Mussolini. Le dernier récit qu'a donné M. Bonnet de ces moments suprêmes porte que le 2 septembre 1939, à quinze heures, la paix paraissait sauvée et que cet espoir avait sombré à dix-sept heures vingt. Que s'était-il passé ?

D'abord, dans la nuit du 1er au 2, M. Bonnet avait adhéré à la proposition romaine, formellement, publiquement, une note *Havas* en fait foi : « *Le Gouvernement français a été saisi hier, ainsi que plusieurs gouvernements, d'une initiative italienne tendant à assurer le règlement des difficultés internationales. Après en avoir délibéré, le Gouvernement français a donné une réponse positive.* » Pour rebrousser la situation, la changer du tout au tout et *substituer la guerre à la paix*, il a suffi à notre Quai d'Orsay de recevoir un coup de téléphone de lord Halifax qui lui refusa l'adhésion du gouvernement britannique.

Mais, dira-t-on, lord Halifax n'était pas notre ministre des Affaires étrangères : en quoi ce qui s'accordait ou se refusait à Londres regardait-il la France ? Quel traité nous engageait à le suivre ? Aucun. Le seul papier signé entre nous date de mars 1940. Alors ? Nous étions libres de tout lien.

En *droit*, nous étions de grands garçons, maîtres de notre sort. En fait, voici la suite des incidents et des événements, le rapport en a été publié par M. Paul Reynaud⁴⁰ qui n'a certes pas voulu travailler à notre démonstration. Mais il l'a fait. Ecoutez notre ambassadeur, M. Corbin, rendre compte à son ministre de ce qu'il vient de voir et d'entendre à Londres : « *Il se manifeste à travers les rangs de l'Assemblée (les Communes) une fièvre que les déclarations du Premier Ministre ne réussirent pas à calmer... M. Neville Chamberlain fit allusion à la proposition italienne comme une des causes du retard, ainsi qu'à la difficulté de synchroniser son action avec celle de la France. Ces arguments, au lieu de toucher la Chambre, soulevèrent des protestations véhémentes de la part des travaillistes, ainsi que de beaucoup de conservateurs.* » Bref, une atmosphère d'orage et d'exaspérations.

⁴⁰ Paul Reynaud, *Souvenirs*, tome I, p. 601 et suivantes.

M. Corbin continue : « *Je partis à la recherche de lord Halifax qui avait dîné au 10 de Downing Street. Il me reçut avec le Premier Ministre. Après avoir écouté ma communication, M. Neville Chamberlain, qui paraissait très soucieux, me décrit la séance houleuse qui venait de se terminer à Westminster. La mauvaise humeur des députés s'était d'abord fournie contre la France qu'on accusait dans les couloirs de vouloir se dérober. Puis, on s'en prit au cabinet, responsable de l'honneur britannique qui risquait d'être compromis par les hésitations françaises. De l'offre italienne, personne ne voulait entendre parler, on la considérait comme un piège destiné à favoriser l'avance des armées allemandes. Dans ces conditions le Premier Ministre regrettait de ne pouvoir se rallier à la proposition du Gouvernement français.* »

C'est fort bien jusqu'ici. Les deux pays exercent leur droit ; l'un de réfléchir, l'autre de se lancer, de se ruer. Seulement, ce dernier se met à peser sur nous pour nous entraîner.

M. Corbin continue : « *A l'ambassade où je rentre pour quelques instants, je puis recueillir les échos de l'émotion qui soulevait les cercles parlementaires anglais. Des députés, des journalistes assaillaient l'ambassadeur de questions. Je dus le prendre de haut avec certains de mes interlocuteurs en leur demandant de comparer l'effort anglais qui se manifeste surtout dans les usines au grand sursaut national qui va mettre en France six millions d'hommes sous les armes. L'un des plus animés est M. Winston Churchill dont les éclats de voix font vibrer le téléphone. Il me rappelle qu'il a toujours⁴¹ combattu pour l'alliance franco-britannique et ajoute que c'est la dernière occasion, peut-être, où la France et l'Angleterre sont appelées à mêler leurs forces... Si elles se trouvent divisées, en des circonstances aussi graves, l'Angleterre s'enfermera dans son île et se défendra farouchement, mais elle ne voudra plus rien connaître des affaires européennes. Je finis par le calmer... »*

C'est le chantage caractérisé : - Marchez avec nous. Cette fois ou jamais ! Sinon, jamais plus !

- Marchez, ou nous vous lâchons pour toujours.

Le coup de téléphone de lord Halifax n'avait-il pu complètement retourner M. Georges Bonnet à 17 h. 20 ? Un peu plus tard par télégraphe ou par téléphone de M. Corbin, arrive cette menace sous condition de M. Churchill : n'est-ce pas ce qui oblige M. Bonnet à se « *résigner à l'inévitable* », à rétracter l'accord qu'il a fait parvenir la veille au comte Ciano ? Non ? En tout cas, un Conseil de Cabinet, le soir même, en décide : dès le lendemain, notre ambassadeur à Berlin

⁴¹ Par exemple, le 11 novembre 1918... On a lu plus haut comment !

va mettre ses pas dans les pas de l'ambassadeur anglais pour déclarer la guerre à la Wilhelmstrasse.

C'est joli : voici le plus beau.

Sept ans après ces faits de septembre 1939, M. Churchill n'a plus voulu avoir dit ce qu'il a très bien dit, ni fait ce qu'il a très bien fait, ce sans quoi ni l'ambassadeur ni le ministère français n'auraient été entraînés. M. Reynaud écrit en note de la page 602 de son tome premier : « *Je dois dire que M. Churchill m'a dit le 16 juillet 1946 que M. Corbin avait mal compris sa communication téléphonique et que, dans sa pensée, l'Angleterre eût fait, même seule, la guerre pour la Pologne avec laquelle elle était liée.* » M. Corbin avait parfaitement compris. Mais M. Churchill s'était moqué de lui et de la France. M. Churchill s'était contenté de faire une menace sous condition pour faire marcher la France, pour la faire entrer dans le sentier de la guerre, pour la faire courir en direction de la débâcle. Par conséquent, nous aurions pu dire : *non ! pas encore !* sans rien changer aux bonnes volontés européennes, antiallemandes, pro-françaises, de l'Angleterre. Cette feinte menace churchillienne a fait de nous, une fois encore, le satellite continental et la victime militaire de l'Angleterre, alors que nous pouvions la laisser s'engager, pour venir plus tard à son secours efficacement. C'est du mensonge de M. Churchill et de ses tristes suites à Londres et à Paris qu'a péri un monde français.

L'Anatole France de 1897 disait que nous n'avions pas et que nous ne pouvions pas avoir de politique extérieure. Nous en avons une en 1939, mais dictée de Londres : la note Havas, le coup de téléphone Halifax, le rapport Corbin et la rectification Churchill-Paul Reynaud, en font foi clairement. Eternel ludion, sous la même instigation d'un ponce étranger, la démocratie républicaine a consommé l'aliénation de notre volonté. Sans exclure les distributions d'espèces sonnantes faites aux bons endroits ! Ce crime porta ses fruits dix mois après, en juin 1940.

Ce crime, *l'Action française* n'avait pas cessé de le subodorer et de le dénoncer. Elle disait :

« *La guerre ! La guerre ! C'est une grande et terrible chose que la guerre ! Il faut la soutenir quand elle est imposée. Il est des cas où il faut l'imposer, soit ! Mais toute guerre suppose conseils, déterminations, précisions et surtout préparation. Nous avons fait des progrès. Suffisent-ils ? Ne faut-il pas les accroître encore ?*

« Ne faut-il pas nous décider à porter aussi, là où il faut, l'activité de notre politique extérieure ? Surtout, n'est-il pas essentiel d'exclure les facteurs d'humeurs et de nerfs ? »

« Devant cette chose grande et terrible, devant la guerre, l'esprit national, s'il est politique, doit se représenter ce que la patrie a perdu, il y a vingt ans, de la fleur de toutes ses générations, surtout sa plus belle jeunesse. Et sa population ne s'est pas relevée. Et sa production n'a pas gardé son rang. Et c'est dans l'agitation électorale et parlementaire qu'a été gaspillé notre effort majeur. »

« Alors, une nouvelle saignée ? Alors, un nouveau massacre ? »

« ... Ceux qui crient à la pusillanimité sont des imbéciles. »

« Ceux qui écrivent, noir sur blanc, des rodomontades « A Berlin ! A Berlin ! » sont des malheureux. Notre pire ennemi est la légèreté. Je dois cependant convenir que les Juifs qui en jouent ne sont nullement des hommes légers, loin de là ! Ils savent ce qu'ils veulent et ils le veulent bien. »

« Mais ce qu'ils veulent, ce n'est pas ce que nous voulons, ni ce que nous devons vouloir, si nous gardons quelque respect de nos autels et de nos foyers. »

« Gare à vous, peuples d'Occident ! »

Cette mise en garde de l'Action française avait paru le 16 juin 1939.

« Le bon sens n'est plus maure de rien. La bêtise est souveraine. Elle fait scintiller tous les diamants de sa couronne. Et, dans ce silence extraordinaire de la raison, toutes les manoeuvres sont permises, et toutes sont osées, contre la paix, contre la patrie, contre la victoire. »

Ainsi parlait l'Action française au 7 juillet suivant.

Enfin, le 28 août 1939 :

« Pendant que tant d'hommes français se rangent en silence, dans un ordre, un calme, une résolution sans pareille, sous les drapeaux qu'il faut défendre, le long de la frontière qu'il faut couvrir, tous ceux d'entre nous qui ont quelque charge d'âmes, tous ceux d'entre nous qui, écoutés ou non dans les conseils, ont fait preuve d'une certaine lucidité, vérifiée à la leçon des événements, ont le droit de se dresser pour dire aux pouvoirs nationaux, s'ils osaient l'oublier, qu'ils ont un grand devoir de ménagement et d'épargne envers le printemps sacré de leur noble patrie ! »

« ... Si le territoire français est menacé, si notre frontière est envahie, tous les efforts et les plus puissants sont commandés contre l'envahisseur. Mais de là à vouloir la guerre, à l'entreprendre, non, il y a un grand pas : la guerre d'idée, la guerre de principe, la guerre de magnificence, non, cela dépasse trop ce qui reste de nos moyens.

« Nous, Français, n'avons pas le droit d'y consentir.

« Nous avons le droit de nous y refuser. Ce doit être dit par tous les Français conscients, avec la même clarté loyale qu'a mise M. Chamberlain à nous convier à une guerre de religion.

« Nos pères se sont épuisés en vingt-trois ans d'efforts (1792-1815) pour la propagande des idées révolutionnaires : les conséquences de cette grande et formidable bataille perdue au XIXe siècle (Trafalgar, Leipzig, Waterloo) ont acculé nos frères à la lutte épuisante de la dernière guerre. Les gouvernements qui se sont succédé de 1919 à 1939 n'ont pas créé, par ici, de telles moissons qu'il soit possible de procéder à de nouvelles prodigalités. Pas de guerre pour les principes, non et non ! répéteront tous les Français qui n'ont pas un grelot en place de cervelle ni un petit tambour à la place du cœur.

« Foncer maintenant parce que l'Angleterre fonce ou parce que les principes anglais exigent de foncer est une politique romantique, révolutionnaire et superficielle qui ressortit à ce conseil du bon Béranger dont l'ironique et prudent Jacques Bainville faisait ses délices :

« Dieu, mes enfants, vous donne un beau trépas !

« Nous ne souhaitons pas aux jeunes Français ce trépas rapide et brillant. Nous ne souhaitons pas à la France la mortification d'une nouvelle hécatombe. Entre le parti de laisser durer ou grandir la plus dangereuse des Grandes Allemagnes et le parti de ce massacre immédiat auquel on nous rue, je suis d'avis de laisser couler les délais. »

A ces paroles mesurées et sages de notre 28 août, la démocratie répondit par sa capitulation devant la journée parlementaire anglaise du 2 septembre, par la déclaration du 3, par la drôle de guerre, l'éclair de six semaines d'invasion et les quatre lourdes années de l'occupation.

4. L'occupation, l'épuration et leurs bilans comparatifs. Histoire de dix ans.

Les directeurs de l'Action française ne voulurent point assister à la vérification de leur plus cruel pronostic : une nouvelle entrée des Allemands dans Paris, la quatrième depuis cent cinquante ans.

Nous quittâmes Paris le 10 juin pour Poitiers.

De Poitiers nous lançâmes, en six numéros, nos dernières exécutions contre Hitler, « *le chien enragé de l'Europe* », avec nos suprêmes pensées d'espoir pour la victoire de nos armées et nos paroles de résignation totale dans la sagesse de chefs comme Weygand et comme Pétain. L'avance allemande nous fit quitter Poitiers le 18. Le 26, de Villefranche-de-Rouergue, où les compatriotes de Maurice Pujo nous avaient chaleureusement accueillis, nous adhérions par dépêche *Havas* à la formule du maréchal Pétain : Unité française avant tout.

La même journée du 26 s'acheva à Cahors, chez un ami républicain que l'on peut nommer aujourd'hui : Anatole de Monzie. Il avait réuni pour la soirée un certain nombre de nos amis d'Action française. L'un d'eux, au cours de la conférence, le Dr R. C., malheureusement disparu, me posa à brûle-pourpoint une question assez saugrenue : *Si vous étiez Dieu le Père et en mesure de donner la victoire à l'Anglais ou à l'Allemand, pour qui feriez-vous pencher la balance ?* Je ne pris pas le temps de réfléchir ni d'hésiter, je répondis : *l'Anglais..* Ce fut huit jours plus tard seulement qu'il fut reconnu à l'Anglais la qualité *d'ennemi numéro 1, bis, ex aequo*, mais il se l'était attribuée de lui-même, par son sauvage massacre de douze cents ou treize cents de nos frères français, les marins de Mers-el-Kébir.

Le 11 juillet, nous allâmes, Pujo et moi, saluer le Maréchal à Vichy, après avoir installé le journal à Limoges, d'où nous émigrâmes peu après à Lyon, où nous avons été arrêtés. Pourquoi ? Parce que *l'Action française* ne s'est jamais départie de la « ligne de crête », définie par Maurice Pujo : *La France ! La France seule !* En d'autres termes : « *Je ne suis pas Européen. Je suis Français, Français du seul clan de la France. L'Allemagne a vaincu, cela la regarde* » et nous avions coutume de faire entendre⁴² ici qu'il était inutile de l'aider à installer en Europe une victoire qui pouvait n'être que temporaire, « l'Angleterre nous a jetés au-devant de la catastrophe, tant mieux pour elle si elle s'en sauve, nous n'avons pas plus à l'en retirer qu'elle ne s'est donné de peine de nous en tirer nous-mêmes. La France ! La France ! C'est au salut de la France que nous avons le devoir et le droit de nous consacrer exclusivement. »

⁴² Notamment dans nos polémiques quotidiennes avec le journal pro-boche de Lyon, *l'Effort*.

Ainsi, page 36 de notre livre *La Seule France* paru en 1943 nous étions-nous placés entre le clan des *ia* et celui des *yes*, sans rien accorder à l'un ni à l'autre qu'une implacable contradiction.

Mais la position difficile à laquelle nous nous voyions réduits nous faisait prendre une conscience plus nette de l'expérience catastrophique de la démocratie. Elle mettait le point final à *l'Enquête sur la monarchie*.

Il n'avait manqué à la victoire de Hitler que tout ce dont l'avait heureusement frustré l'armistice du maréchal Pétain. Par cet instrument diplomatique sauveur, grâce auquel nous avons été moins maltraités que les autres vaincus de l'Allemagne, nous avons connu ce qu'il me faudra toujours appeler « la divine surprise ». Surprise d'une suspension d'armes dont je n'espérais pas qu'elle fût accordée. Surprise de bons restes de puissance qui nous étaient laissés : flotte, empire, armée de cadres, territoire non occupé. Surprise enfin des possibilités d'avenir qui, peu à peu, sortaient de la mer de décombres et de gravats qui avait commencé par tout recouvrir. Pour en juger, il fallait faire le départ entre ce qui avait dépendu du Maréchal et ce qui était sans rapport avec sa volonté.

Ce n'était pas sa faute si l'oligarchie républicaine nous avait jetés dans la guerre et mis hors de combat, - si l'Angleterre nous avait abandonnés sur les champs de bataille de l'alliance, - mitraillés à Oran, à Casablanca, à Dakar... Ce n'était pas non plus la faute du Maréchal si les Américains, après nous avoir secourus et ravitaillés généreusement, à sa propre demande, avaient cessé de l'écouter et de le consulter et si, dans des conditions lamentables, ils avaient débarqué à Alger, suivis de la plus basse pègre politicienne. Ce n'était pas sa faute si les bombes anglo-saxonnes versées à pleins avions sur la Normandie et sur la Provence y ont fauché les vies françaises par milliers, fait des dégâts par milliards de francs. On ne saurait non plus imputer au plus haut dignitaire de l'armée française cette scandaleuse mutinerie d'officiers, cette longue révolte de chefs insensés qui ont effacé la discipline et la hiérarchie de l'armée et tout sacrifié, absolument tout, à des combinaisons du patriotisme sincère avec la gloriole et le faux point d'honneur qui ruinait la patrie. Enfin, ni l'émigration de mauvais citoyens, ni le retour de ces pro-Anglais, ni la trahison directe des pro-Allemands, tels que Déat et Sordet, ne sauraient être reprochés au Maréchal. Il en fut la double victime : les deux partis lui ont fait une opposition harassante qu'il lui a fallu surmonter pour mener à bien son travail de médiation continue entre les vainqueurs et la France.

Conditions inouïes de la haute pensée dans laquelle il a su *gouverner les hommes* et *administrer les choses* avec le même bonheur ! Bonheur qu'il faut juger au prix de tout ce qui l'entravait, le gênait ou l'interdisait !

Entre 1940 et 1944, le *franc* du Maréchal, le *franc* de la défaite et de l'occupation n'a pas bougé. Mais, dès que le gouvernement de Vichy a été remplacé et le Maréchal enlevé en Allemagne, la libération et l'épuration commencèrent à abaisser le franc vers les 90% de sa valeur : vint un moment où plus de 1.600 francs furent nécessaires pour payer une livre, plus de 300 pour acheter un dollar, ce dollar que payaient cent sous de notre folle jeunesse, cette livre qui valait alors vingt-cinq francs ! Aucun désastre financier n'aura été à comparer à cet avènement de la IV^e République, remplaçante du Maréchal. Des 1.778 tonnes d'or de Vichy, l'encaisse de la Banque est tombée à 350 et la circulation fiduciaire, ayant tourné autour du millième milliard, l'a dépassé depuis longtemps. Quant aux prix auxquels le peuple français doit se vêtir, se nourrir et se loger, ils n'ont cessé de monter en flèche depuis que le Maréchal est parti : en prenant pour base un coefficient 100 en 1938, les prix agricoles de 1940 à 1944 avaient joué entre 120 et 240 ; après 1944, début de 1945, ils atteignaient déjà 320 ; à la fin de la même année, ils dépassaient 900, et les prix industriels atteignaient déjà le joli chiffre de 700 ; mais en mars 1949 ; les mêmes prix industriels étaient à 2.129, les prix agricoles à 1.616, ce qui, indépendamment de leurs notations absolues, par leur déséquilibre mutuel, fait que l'industrie trouve de plus en plus de difficultés à vendre, comme l'agriculture à acheter. Or, aucun de ces malheurs n'est fortuit. On les voit sortir de la mauvaise politique et de la mauvaise administration qui succédèrent au Maréchal. Le revenu social français étant aux environs de 4.500 milliards, l'Etat et les services publics de 1949 en prélèvent 2.000, soit près de la moitié. L'Etat de 1939 n'en prélevait qu'un peu plus du quart, soit 100 milliards, du revenu alors chiffré à 375 milliards. Les nationalisations ont coûté cher. Il a été créé sept à huit cent mille fonctionnaires nouveaux⁴³. Cependant, depuis août 1944, la France avait été brusquement allégée des 400 millions du tribut quotidien que lui extorquait l'Allemagne : non seulement le fisc de la IV^e ne nous a pas soulagés, mais ses impôts sont incomparablement plus lourds que ceux d'Hitler ; pour rétablir ses partis, son régime, ses hommes, elle a fait ou laissé faire au pays quelque 5.000 milliards de dommages et l'on peut en conclure que le plus vaste et le plus coûteux désastre militaire antérieur nous a pourtant coûté moins cher que la révolution qu'il a engendrée. Raison : le désastre a pu être administré sous la règle unitaire du chef, la révolution n'a pu l'être que par des partis, collectivités anonymes et irresponsables. Sans doute, comme il est arrivé en de brèves conjonctures historiques, l'unité peut appartenir à un fou méchant, à quelque sot mal conseillé, qui nous aurait valu les dissipations et les exactions de la tyrannie. Mais le Maréchal et les hommes de son cabinet étaient bons et sages, beaucoup d'entre eux liés par le coutumier militaire. Ils étaient humains.

⁴³ Ces chiffres sont empruntés à Jean Lionnet, dont la conscience et la compétence sont connues (*Aspects de la France* du 21 août 1949). D'autres chiffres sont tirés de ! irréfutable recueil de documents de Pierre Cathala, *Face aux réalités*.

Ayant réussi à sauver l'essentiel, économes sans économisme, ils ont très sagement ménagé tout le reste.

Dans cet effort technique, le Maréchal n'a guère fait appel à ces brillants professionnels qui font le bonheur technique du peuple selon des statistiques et des plans. Le parti communiste, la S.F.I.O. et même le M.R.P. regorgeaient de ces beaux docteurs. C'est eux qu'on mit en place dès le départ de « Vichy ». Théoriciens de la production, ils ont surtout débridé consommation, corruption, consommation. En quoi ils se conformaient au plus ancien esprit de la démocratie. L'effort qui produit veut de l'ordre et du temps : la démolition peut se faire en pagaille, grand train. Il faut des jours et des saisons pour faire verdier un brin d'herbe : que dire d'un chêne ! Une courte flamme les dévorera tous les deux. Ainsi va l'économie démocratique. N'objectons ni la vieille Angleterre où la *democracy* est nuancée de seigneurie, de *gentry* et de monarchie, ni les Etats-Unis où elle trouve ses limites dans le grand capitalisme et l'idéal religieux ; en France, elle a subi d'autres tempéraments, ceux d'une bonne bourgeoisie, de l'esprit national, de l'épargne publique. Tous ces freins sont les bêtes noires et les ennemis-nés de nos tireurs de plans sur la lune. Leur économie dirigée a eu vite fait de détruire tout ce que la sagesse du Maréchal avait préservé. Ils ont très bien su nous conduire au plus bas de la pente, là où il n'y a plus d'aisance, plus beaucoup de richesse, où, sauf les profiteurs et les spéculateurs, l'affaissement et la gêne sont devenus la loi de tous. Economiquement faibles ! Secouru nationalement ! Ce sont de belles étiquettes. Elles sont apposées sur des modèles qui sont nés de la dernière expérience démocratique.

Après son excellente gestion des choses, la monarchie du Maréchal avait déployé un gouvernement des hommes aussi bon que possible. Le Maréchal s'était fait respecter du vainqueur brutal et honorer du juste univers. Le corps diplomatique qu'il groupait autour de lui déclarait notre souveraineté. Ses prises de contact avec l'Amérique et l'Angleterre étaient opérées dans une discrétion et une honnêteté dont les méthodes foraines de Marianne IV nous ont tristement déshabitués. Malgré les horreurs de la Gestapo, où il n'était pour rien, malgré les dévastations maquisardes, qui venaient de Londres et non de Vichy, le Maréchal a fait de l'ordre, de la justice, de la paix. Le brigandage naissant par la faute des autres fut toujours restreint et freiné par lui. Toujours à l'instigation de Londres, ou d'Alger, ou de Berlin, certains éléments de la judicature, de la police et de la bureaucratie font trahi : jamais pourtant, jusqu'au jour où les Allemands ont fait irruption dans sa chambre à coucher, jamais le Maréchal n'a toléré des Parquets, des Préfectures et des Commissariats, rien qui ressemblât, même de loin, à ce qu'ont supporté ou suscité les François de Menthon, les Teitgen, les de Gaulle et autres ordonnateurs des pilleries, des incendies et des massacres de l'épuration. Je ne parle pas, par pudeur française, des simagrées de justice administrée par

des communistes que des magistrats en robe saluaient « *les plus farouches des patriotes qui défendaient le sol français* »⁴⁴.

Il faut oser jeter de ce côté-là un simple et lucide regard.

Il y a là cent mille cadavres, deux cent mille captifs, un million de révoqués et de spoliés, victimes directes de l'épuration, cinq millions de victimes indirectes (femmes, enfants, parents). C'est l'orgie la plus basse de toutes nos orgies révolutionnaires. Elle est tout entière au compte de la IV^e République, personne n'en peut tirer l'ombre d'un grief contre le prisonnier de l'île d'Yeu, qui est inscrit au premier rang du cortège de ses martyrs. Il n'a pas la moindre responsabilité dans cette infamie. Il en incarne la contradiction et la réprobation absolues.

Ce que cette infamie eut de pire tient à sa comédie de patriotisme. Il faut dénoncer le mensonge et dissiper l'illusion. Les hommes qui ont infligé tant de maux à la France s'y montrèrent manifestement insensibles. Les plus conscients, les plus qualifiés d'entre eux n'ont pas caché qu'ils désiraient ces malheurs nationaux, non par une haine incompréhensible, mais par fidélité à certains objectifs qu'ils avaient en vue. Le 20 août 1944, quand le président du Conseil municipal de Paris, Pierre Taittinger, comparut devant les Commissaires du peuple - l'état-major de la Libération - le communiste Valin lui reprocha, comme autant de « trahisons », tous ses efforts et toutes ses démarches pour obtenir des Allemands qu'ils n'arrêtent point d'otages, n'en fusillent point et ne détruisent point Paris :

- Pour créer à Paris une mentalité révolutionnaire, déclara l'insensé, ce n'est pas cent mais dix mille otages que les Allemands auraient dû fusiller.

Ainsi réprouvait-il la préservation des gares, des centrales, des grandes usines : on laissait ainsi Paris dans le calme...

- C'est, répétait Valin, sur les ruines fumantes de Paris que la Commune pourra être instaurée. *Dans un Paris protégé aux maisons debout*, jamais nous ne pourrions planter le drapeau rouge⁴⁵.

Les autres commissaires du peuple regrettaient, comme M. Valin, que Paris n'eût pas eu le sort de Varsovie.

⁴⁴ (1) Réquisitoire Thomas contre Charles Maurras, page 314 du *Procès Maurras*, Pujo, aux éditions de « *La seule France* ».

⁴⁵ Et Paris ne fut pas détruit, par Pierre Taittinger.

Ainsi d'autres regrettaient que l'Armistice eût épargné à la France le sort de la Pologne.

Un autre de leurs pairs, M. Waldeck-Rochet avait professé au micro de Londres qu'il ne fallait pas faire entrer un grain de blé dans Paris : la famine alors, eût poussé le peuple à la violence collective contre les Allemands ; ils auraient répliqué par d'exemplaires représailles systématiques. Sur ce charnier aurait fleuri l'arbre de la patrie révolutionnaire, floqué de tous les haillons rouges que l'on eût désirés... Beau désir ! Taittinger l'avait bien trahi ! C'était, à peu près le crime du Maréchal.

Auprès de ces énergumènes, jouets brutaux du mysticisme moscoutaire et jacobin, peut-être aussi victimes de cette folie, il faut compter une autre famille de « patriotes », à peine moins dangereux pour l'être de la patrie. Ce sont ceux qui la tiennent pour une entité pure et dénuée de corps. Leur Patrie ne *sent* pas plus que la Chienne de Malibranche. Il ne doit pas plus y avoir de terme à ses épreuves et à ses douleurs, qu'à celles du *Christ des nations*, barbouillé de mots et de phrases, que célébrèrent les chansons de Béranger, les histoires de Michelet, la rhétorique de Marc Sangnier. Ces gens-là veulent ignorer que la France soit une chose de terre et de chair, une personne vivante et mortelle, vouée aux blessures et aux souffrances, dont il s'agit de la défendre et de la garder. Le patriotisme des gouvernements impersonnels, collectifs, oratoires est comme eux, oratoire et impersonnel. C'est aussi celui des pouvoirs dont la raison sociale exprime, comme M. de Gaule, un syndicat de partis. Ce qu'il y eut de soins paternels et filiaux chez les rois de France, se retrouve au contraire chez le Maréchal. Comme eux, il se sentait d'abord l'obligation d'épargner au pays le plus de maux possible en étendant sur lui le bouclier protecteur. Veut-on voir à quel point ses successeurs ont poussé leur indifférence à cette fonction de défense et de préservation ?

En 1944, le souverain intérêt concret et commun de la France était, certes, à coup sûr, la prompte expulsion des Boches occupants et déprédateurs. Mais, immédiatement au-dessous de ce bien primordial, il n'était rien de plus souhaitable pour nos villes, nos champs et nos populations que d'échapper à toute nouvelle averse de projectiles guerriers, qu'ils nous fussent amis, alliés ou ennemis. Nous en avions subi l'abondant arrosage, très redoublé, en 1914-1918 et en 1939-1940. Nous n'y devions pas être condamnés à perpétuité. Néanmoins, le 11 juin 1940, à Briare⁴⁶, lors du recul et de l'exode, M. Churchill avait sollicité de l'allié français une contribution nouvelle. *Ne pourrait-on, dit-il, faire aux Allemands une petite guérilla ? - Ce serait détruire la France*, répondirent ensemble le maréchal, Pétain et le général Weygand. - *Au moins dans les villes,*

⁴⁶ *Souvenirs*, de Paul Reynaud, tome II, page 300.

ne put se dispenser de « rectifier » M. Reynaud, mi-complément, mi-restriction... M. Churchill n'insista pas. Ses temps n'étaient pas mûrs. Ses hommes n'étaient pas instruits. Il n'en pensa pas moins qu'il n'y avait pas de meilleur moyen de servir l'Angleterre. Il se réserva d'y revenir un jour. Quatre ans plus tard, ni Pétain, ni Weygand, alors prisonniers de l'Allemagne, ne purent s'opposer à ce qu'on *détruisit la France*. Il n'y eut personne pour tenir leur langage : ni résistants, ni dissidents, ni émigrés. Cependant les destructions de 1944 ne pouvaient rendre le même service qu'en 1940, l'Allemand reculait, au lieu d'avancer et de conquérir ; il aurait pu se lever alors des Français qui, sans offenser l'Alliance, auraient essayé d'obtenir de nos compagnons d'armes, non pitié, mais justice pour le corps blessé de notre patrie.

La libération se fût faite tout aussi bien, et mieux, sans cette épouvantable aggravation de dégâts. Certaines considérations pouvaient militer en faveur du débarquement en Normandie. Mais d'autres pouvaient être examinées et adoptées, même sur le plan stratégique. Les puissances maîtresses de la mer qui avaient fait traverser Atlantique et Méditerranée à leurs armadas auraient encore pu choisir les points d'abordage qui auraient éloigné de notre terre et de notre ciel les avalanches de fer et de feu qui ont été déversées au nord-ouest, à l'ouest, au nord et à l'est de notre pays. Peut-être bien que, malgré le vœu de M. Churchill, il eût suffi que des personnes parlant français fissent valoir notre objection pour la faire étudier et même exaucer. Il ne s'est rien produit de tel. On a vu le contraire. Des Français sont allés offrir le sol de leur terroir et le sang de leurs frères en hécatombes naturelles et en oblations dues.

Quant au débarquement en Provence et en Languedoc et à la marche par la vallée du Rhône, le général Juin a parfaitement caractérisé ces « coups d'épée dans l'eau ». L'inutilité flagrante de cette gloire avait été jugée de même dans *l'Action française* dès que l'opération fut amorcée, l'année qui la précéda. C'était là, ajoutons-nous, des actions de pure politique républicaine, communiste et gaulliste. Nos vaillantes armées d'Italie pouvaient prendre les routes classiques du Pô et du Danube, ce qui les aurait rendues au terme de la guerre sept ou huit mois plus tôt, devait répéter le général Juin. La libération aurait été accélérée encore par le rappel automatique de l'occupant boche sur la ponction exercée dans leur propre pays. Stratégie humaine et française ! Elle fut repoussée. Elle fut écartée par de mauvais Français appuyés par des étrangers, ceux-ci indifférents à notre destin, ceux-là obsédés par l'intérêt politique de leur parti. Les uns et les autres ont recouvert la France d'un nouveau linceul de cendres, de ruines et de morts. On ne lit pas sans horreur la liste des bombardements anglo-saxons opérés en 1944 entre le 10 avril et le 15 mai, puis entre le 27 et le 31 mai : à Rouen, 850 morts et puis 1.000 ; à Paris (la Chapelle), 640 ; à Lyon, 850, puis 600 ; à Cambrai, 450 ; à Saint-Etienne, 870 puis 170 autres ; à Marseille, 1.976 ; à Nantes, 345, en tout plus de 10.000 en

ces quinze journées, - chiffres donnés par les préfectures. On dit parfois que les journées de la libération parisienne en août 1944 ne coûtèrent que mille morts. Oubli ! Cruel oubli ! Il faut inscrire à ce tableau le memento des 640 cadavres de la Chapelle, fabriqués à la fin mai, par les bombes de nos alliés. Les Allemands qui emmenaient nos compatriotes dans leurs cités-abattoirs et dans leurs cités-cimetières, avaient au moins l'excuse d'être nos ennemis. Qu'est-ce qui motivait ces massacres d'amis ? Il n'était pas une de ces malheureuses victimes à qui il ne fût possible et facile de trouver un substitut sur quelque rivage allemand. La petite guérilla ne faisait même plus l'affaire de Churchill (sinon pour ralentir notre renaissance économique), elle ne favorisait plus que nos Mariannides, désireux de reprendre pied en France dans les fourgons de l'Etranger bien armé qui les protégeait. Ainsi espéraient-ils se carrer dans leurs bonnes places perdues. Pas un d'eux ne s'interposa pour la France. Sans doute, du côté des patriotes, les voix protestataires ne furent pas nombreuses : je n'en sais que la radio de Xavier Vallat et notre *Action française* à Lyon. Ici et là, les vérités nécessaires furent criées.

Déjà, le 28 septembre 1943, et non pour la première fois, nous avions écrit : *« Stratégiquement, il n'y a aucune nécessité à ce que l'offensive anglo-américaine (supposé qu'elle ne soit pas arrêtée) passe par la France. Une invasion de la France ne s'impose pas, et l'économie de forces la déconseille du point de vue militaire, comme je l'ai dit et comme je le redis. Mais il y a la politique ! Une politique de quinzième ordre, celle des chefs sans cervelle et des chefs sans moralité qui se sont improvisés gouvernement de je ne sais quelle France fantôme, mais qui disposent du noble atout de l'alliance maçonnique et juive dont on sait la puissance à Londres et à Washington. Le retour en France de ces deux forces de haine et de mort, leur réintégration, leur reprise définitive de tous les pavois du gouvernement de Paris composent un mirage dont le fameux Comité d'Alger peut d'autant moins facilement se libérer que le Communisme dont il accepte l'alliance y pousse de toutes ses forces. La guerre en France ! La guerre en France ! Tel y est déjà le mot d'ordre en circulation. La radio anglaise ne nous le cache point. »*

- Mais, prétendront nos Alliés, on nous rappelait. C'était précisément le crime que nous flétrissions.

J'ajoutais :

« ...Il s'agit, pour les judéo-maçons sortis de France et qui veulent y rentrer à tout prix, de rompre l'équilibre stratégique et militaire au profit de la politique : ils usent de tous les moyens. »

Et leur grand moyen, c'est d'essayer de constituer à l'intérieur de la France, comme une force d'attraction, comme l'amorce d'un appel pour les bataillons étrangers...

« Ceux qui nous ont valu tous les malheurs de la guerre de 1939 sont prêts à nous les réasséner en 1943 au même prix d'immunité pour eux. Juifs, francs-maçons, métèques, tout ce que nous avons eu le tort de laisser grouiller parmi nous, sont à leur poste de défaitisme et de trahison. Toutes les parties gangrenées de l'administration du régime aboli sont prêtes au même bel ouvrage.

...« Il existe là un danger psychologique... On peut faire ainsi miroiter aux yeux des « Alliés » des complicités possibles et toutes imaginaires, tant pour le débarquement que pour l'installation sur le sol français. Cela ne saurait avoir qu'un effet, aussi certain : la plus terrible, la plus dévastatrice des guerres dans la partie épargnée de la France, entre l'occupant actuel et les prétendants à l'occupation. Le tout forcément compliqué des horreurs d'une guerre civile dont le communisme aurait favorisé la cause et cueilli les effets.

Refrain : « Encore un coup, rien, rien, rien n'oblige les belligérants à se battre sur la portion épargnée du territoire français. Ils n'y viendront qu'appelés. Ils n'y viendront qu'invités et, je le répète, aimantés par les signes impérieux qui leur seront faits de chez nous... »

Les rumeurs de 1943 prirent une consistance mystérieuse au printemps de 1944.

J'écrivais le 11 mai :

« Les événements semblent se dérouler conformément aux prévisions calculées et publiées ici. M. Eden, pèlerin ad limina de Moscou, (comme un archevêque catholique pourrait pèleriner à Rome) se serait fait entendre réclamer une fois de plus au Kremlin le rapide établissement d'un second front avec cette nouveauté de surcroît ou plutôt de surcharge qu'un débarquement à l'ouest ne suffirait plus : il faudrait désormais, d'ordre du tzar rouge, que l'on débarquât simultanément sur la Manche et sur le littoral méditerranéen.

« Qu'avons-nous dit ? Que si l'on pouvait théoriquement concevoir une opération militaire sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord..., ces régions voisines de l'Angleterre, ouvrant un court chemin vers l'Allemagne, il n'en était pas de même d'une action sur la France du Midi, et nous en avons souvent contesté, preuves en mains, toute la valeur stratégique. Militairement, la vallée du Rhône ne représentait pour une armée alliée, qu'un cul de sac évident puisqu'elle devait s'y heurter aux Alpes, à la neutralité suisse et venir buter au

mur Maginot retourné (ou à ses avancées). Mais, ajoutons-nous, ce qui paraît dépourvu d'intérêt militaire peut ne pas paraître sans intérêt politique dans la mesure où la stupidité des communo-gaullistes provençaux et languedociens pourrait attirer les Anglo-Saxons.

« Notre littoral considéré par les deux genres de politiciens, conjurés et compagnons du Comité d'Alger, correspond à des appels de deux sortes : pour les moscoutaires purs, c'est le pied à terre idéal pour un soulèvement sur le continent ; pour leurs complices, les survivants de notre régime aboli, c'est le retour au paradis perdu, c'est la re-flambée de leurs ambitions et, si l'on veut, de leurs nostalgies. On comprend que M. de Gaulle ait trouvé juste et utile d'assurer Moscou de sa fidélité. La volonté de Moscou peut déterminer Londres et Washington à exaucer les vœux du gaullisme communisant et des hommes qui le conduisent. M. de Gaulle y voit le moyen de mettre un terme à leurs chamailleries en leur assurant une proie commune : la France, et cela ne se distingue en rien d'avec l'intérêt de Moscou. Mais il ne s'agira plus ici de donner l'assaut à la forteresse européenne, il s'agira de tenter de s'emparer de ces terres françaises pour y mettre de nouveaux occupants.

...Bref, nous avons bien conclu : « L'action de nos Français communo-gaullistes devait servir en France d'amorce et d'appel. Raison nouvelle de mieux comprendre et la psychologie de ces nouveaux libérateurs et la nature exacte de ce qu'ils nous destinaient en fait de libération. »

Il n'est pas question de contester aucun des beaux faits d'armes de l'armée secrète, ni la brillante campagne Rhône-Rhin-Danube du général de Lattre de Tassigny. Elles méritent notre admiration enthousiaste. Elles n'en mériteraient ni un laurier, ni une croix, ni une épithète de moins si elles avaient été menées tout entières hors de notre territoire martyrisé, par les généreux volontaires qui en ont fait eux-mêmes les frais sacrés. L'analyse du général Juin établit clairement que les courses dévastatrices conduites sur notre sol n'importèrent ni à sa délivrance ni à l'issue de la guerre et qu'elles remplacèrent fâcheusement une marche rapide, sur les traces de Bonaparte, en direction de Vienne et de Berlin par la Vénétie et par le Trentin. Les deux passages par la France ont uniquement assuré, avec d'immenses pertes nouvelles, le retour au pouvoir de ceux qui avaient tout perdu, puis l'arrestation, l'incarcération ou la mort de ceux qui avaient su sauver quelque chose. Qu'on ne parle pas de traîtres pro-allemands. Il y avait à Lyon un journal de véritables traîtres, *l'Effort*, à qui nous reprochions chaque matin sa trahison ; son personnel n'a presque pas été effleuré par la répression des soi-disant patriotes. Il y avait à Paris et à Vichy une agence *Inter-France* littéralement à la botte et aux genoux de Berlin : on a mis cinq ans à la meure en jugement, après que ses principaux instigateurs ont

été en fuite ou décédés. Qu'on n'arbore donc plus ce masque du patriotisme. Il est percé de tant de trous que la vérité y transparaît impudiquement.

Les médiocres politiciens qui n'avaient pas les talents de leur ambition, étaient de mauvais patriotes. Ils se remirent à vouloir en 1944 ce qu'ils avaient voulu en 1939. Ce que nous avions éprouvé de justes inquiétudes pour la patrie quand ils avaient déclaré la guerre à Hitler avait dépassé leur plafond mental. De même quatre ans plus tard, quand ils préparaient le rétablissement de leur fortune au prix fort. A ceux d'entre eux qui étaient venus le plus récemment à la République, nous disions le 25 février 1943 : *« De factieux plus malfaisants, il n'y en a pas eu de plus aveugles ni de plus avides. C'est le parti démocrate-chrétien qui, en 1905, croyait avec M. Marc Sangnier que l'armée était une survivance, les nations un anachronisme et tous les organes propres de l'Etat, des superfétations d'âges écoulés. C'est ce parti qui a collaboré à toutes les phases du désarmement de la France, qui s'est allié aux socialistes et aux communistes pour la dépouiller de ses défenses intérieures et extérieures, qui a brisé ses alliances et qui l'a laissée nue et faible devant les plus redoutables éventualités : lorsque cette faiblesse fut devenue tout à fait irrémédiable, de pacifistes déclarés, nos démocrates-chrétiens sont devenus bellicistes enragés. Les cinq années 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, débordèrent de leurs discours boute feu, de leurs articles va-t-en-guerre, il n'y aurait qu'à rééditer quelques colonnes de leur journal l'Aube pour envoyer ces messieurs, par les voies les plus rapides, jusqu'au poteau. C'est par eux que nous avons subi tour à tour l'invasion, la défaite, les douleurs qui devaient en sortir, celles de nos morts, de nos blessés, de nos prisonniers, de nos réfugiés vagabonds, de tant d'autres martyrs. Ces dignes co-auteurs de toutes nos détresses n'en ont subi aucune punition appréciable. »*

En constatant leur impunité, nous les montrions en train de commettre de nouveaux crimes contre la France.

Mais l'honneur français n'y a rien gagné. L'idée française, refuge éventuel de nos Blum, y a tout perdu. Jamais, depuis le royaume de Bourges, la France n'a été jugée aussi petite. On ne lui avait jamais vu ces airs de pauvresse et de mendicante. Elle n'avait jamais ployé sous tant de charges publiques ni succombé à tant d'escroqueries privées. Même sous Briand le pays n'avait pas subi la comédie de tant d'oraisons mensongères pour courir à plus de spoliations et plus d'avanies. Entre les indices du relèvement ennemi et les signes de mépris ou de fausse pitié que l'ami nous prodigue, jamais position morale n'aura traduit plus de misère. Notre nouveau calvaire international ne saurait certes pas donner à Vichy figure d'un Thabor, mais dans la sombre lumière de l'invasion et de l'occupation, les hauteurs modérées et grises de sa diplomatie attentive ont su accueillir beaucoup de débris précieux, utiles à la sécurité et au repos français.

Le nouveau naufrage suivant nous a laissés tout nus, et sans autre profit que la leçon de ces maux immenses. Il nous reste de les comprendre si nous voulons les réparer. Encore la lumière n'est-elle pas nouvelle ! Il y a trois mille ans qu'elle déborde cet hexamètre d'Homère : « *Le gouvernement de plusieurs n'est pas bon, qu'il y ait un seul chef, un roi.* » Je l'avais mis en épigraphe de mon *Enquête sur la monarchie*. Il est inévitable de le récrire au cul de lampe.

5. Les mesures exactes.

Voilà donc notre dernier bien : la vérité. Mieux qu'en 1900 et qu'en 1924, plus claire est la réponse à la grande question :

- Oui ou non, la monarchie héréditaire, traditionnelle, antiparlementaire et décentralisée est-elle de salut public ?

Si l'on fait les pesées et contrepesées dans la balance baconienne l'expérience répond trois fois oui.

Oui, à l'absence de prince ont succédé nos désastres de guerre : ceux de 1870, car Napoléon III n'était qu'un chef populaire, en 1871, ceux de la Commune ; en 1918, l'arrachement de la victoire et la déroute de la paix.

Oui, à la présence d'un prince qui n'était pas le roi, mais que des circonstances irrésistibles avaient imposé, qui était par position le premier des Français étant le plus haut dignitaire de l'armée française, seul survivant en activité des vainqueurs de la grande guerre et que son autorité-née et non élue bien que confirmée par des électeurs, désignait aussi comme le seul sauveur possible, celui qu'il a été très réellement, oui, à cette présence a correspondu un relèvement dans la paix entre 1940 et 1944.

Oui, à la nouvelle absence de prince, au débordement des partis, les malheurs aggravés de 1944-1949 se réfèrent aussi tout seuls.

Avouons que ce jeu de causalités à éclipses - satisfaisant pour le sens commun - manque encore un peu de rigueur : il ne se vérifie que sur un espace d'un peu plus de trois quarts de siècle (1870-1949), une vie d'homme. Prenons un champ plus vaste, qui soit quadruple, trois cents ans. Ayons soin d'enquêter sur quelque chose de précis : au lieu d'un bilan vague d'heurs ou de malheurs aussi peu déterminés que victoire où défaite, éprouvons ces trois cents ans sur un seul cas, mais qui contient tous les autres : *la présence ou l'absence de l'invasion sur*

notre sol. Quand avons-nous été envahis et quand ne l'avons-nous pas été au même laps de temps ?

La non-invasion, pour la France, est un critère légitime. C'est le signe visible d'un bonheur exceptionnel et rare. L'invasion est notre risque le plus fréquent. Elle est endémique chez nous, comme postulée par notre géographie. Le génie de notre histoire nous en défend seul.

La France est établie, en un bout de l'Europe, au point où convergent et poussent les forces barbares tendues du fin fond de l'Asie. Il s'agit donc de détourner une quasi-fatalité territoriale par l'action historique des vertus et des forces d'un habile gouvernement. Comment y réussir ? En armant la faiblesse qui attire l'envahisseur. En désarmant les factions qui le provoquent. Nous ne sommes pas envahis quand nous sommes unis sous un gouvernement qui ne se laisse pas dominer.

Cette règle ressemble à une pure vue de l'esprit. Mais l'esprit qui ne veut pas être envahi a raison de souhaiter de l'Etat une autorité vigilante, comme de réprocher l'imprévision, l'impréparation ou l'inertie de l'Etat, comme aussi bien les crises de paroxysme et d'exaltation dont l'Etat n'est pas maître : ce sont là les facteurs de guerre malheureuse et d'invasion certaine que suscitent la démocratie libérale ou la radicale, le gouvernement d'opinion, d'élection au parti, tout ce qui se laisse vouer de temps immémorial à la routine oisive comme aux passions de l'effervescence populaire. Tout cela se justifie en raison. Mais on peut l'illustrer par les trois tableaux d'expérience raisonnée que voici.

Premier tableau. Un long moment, la France fut totalement épargnée de toute invasion. Les Espagnols, les Anglais, les Impériaux, les Suisses, les Anglais encore l'avaient successivement recouverte du quatorzième siècle au dix-septième et, tout d'un coup, cette espèce de miracle se fait. Il s'étend de l'affaire de Corbie, en 1636 à l'affaire de Valmy en 1792 : pendant ces cent cinquante-six ans, nul ennemi ne parvient à pénétrer un peu loin dans la chair française, car Malplaquet, Denain sont à notre extrême lisière du nord, ce sont des échancrures comme en a fait au sud-est le duc de Savoie, auxquelles suffisent à mettre ordre les milices de Philis de La Tour du Pin.

Comment cela arriva-t-il ?

Par un chef-d'oeuvre de politique.

Aussi longtemps que cette non-pénétration de l'ennemi fut complète, le fait est qu'il y eut chez nous la perfection de la monarchie, celle des Bourbons, la monarchie idéale, où les affaires proprement nationales, paix, guerre,

négociations, armement, sont aussi les affaires propres du roi, strictement, celles du *Conseil étroit* dont tous les ministres ne font pas partie. Albert Sorel a très bien vu et dit pourquoi et, moins subtils, non moins formels, les jacobins l'ont avoué dans leur fameux rapport de 1794 : si les guerres des Bourbons se terminaient toujours par l'acquisition de quelque province, cela était dû à la force de la nation mais aussi à la politique de nos tyrans et à quelques principes de famille de la maison de Bourbon⁴⁷. Le gouvernement absolu du domaine national par la royauté est ce qui valut à la France éternelle l'immunité non moins absolue, de sa frontière quelque malaisé qu'il fût de la conserver.

Cette sécurité du tout n'empêchait nullement la liberté des parties. Outre tout ce que la nation vivante gagnait à son indépendance extérieure, elle n'était nullement asservie au dedans, elle l'était beaucoup moins qu'aujourd'hui, car elle administrait, comme nous l'avons vu, ses propres affaires et elle était rarement poursuivie dans l'épais fourré de l'enchevêtrement de ses lois privées ; auxquelles tout le monde avait sa part, plus personnelle, plus libre que sous la règle uniforme de l'ère moderne.

La nation ne votait ni n'opinaît sur les affaires de l'Etat, qu'elle ignorait ; mais beaucoup et souvent sur celles qui la touchaient de près et qu'elle connaissait bien. Là ce suffrage universel donnait constamment son avis. Je ne parle pas seulement des bonnes coutumes de Bretagne, de Provence et de Languedoc : ce fut en compulsant les archives de son pays au XVII^e et au XVIII^e siècle, en constatant à combien de scrutins procédaient les habitants de Clermont de l'Oise, que mon vieil ami regretté, l'inspecteur d'Académie Pierre Dufrenne se rallia à *l'Action française*. On peut objecter que cette décentralisation généreuse ne devait pas faciliter les opérations de la défense. Mais les libertés font les peuples forts, comme l'autorité fait les Etats puissants : il n'y a pas moyen de nier que, pendant un peu moins des trois quarts du XVII^e siècle et presque tout le XVIII^e, *nous n'avons eu ni invasion ni gouvernement du peuple souverain*.

Mais, *second tableau*, dans toute la phase historique suivante nous avons eu l'invasion à haute fréquence, et peu s'en faut que nous n'ayons eu que cela, cela et la Démocratie. Car cette ère des poches profondes creusées sur notre territoire commence en 1792, l'an I^{er} de la République, et coïncide avec toute l'ère des assemblées élues, des chefs élus, des corps délibérants souverains, des beaux

⁴⁷ Les jacobins ne relèvent dans la politique extérieure royale « aucune faute majeure » mais « jusqu'en 1756 » seulement ! Cette réserve est malheureuse : 1756 est la date du renversement des alliances qui fut le chef-d'oeuvre de l'intelligence et de l'art. Cela revient, comme d'autres l'ont fait, à arrêter notre admiration pour Louis XIV à la succession d'Espagne qui fut le moment où la vue perçante du Grand Roi fut le plus loin dans l'avenir.

figurants ministériels en équipe. Leur début fut digne d'attention. En voici un trait.

La monarchie vient de muer, elle est, pour quelques mois, constitutionnelle. Louis XVI a composé son premier ministère de républicains. Quelques chefs girondins en sont, et, du nombre, comme dit Hugo :
Et Roland, ce zéro, dont sa femme est le chiffre.

Au premier conseil la question d'Autriche se pose. Personne n'y comprend goutte, les nouveaux promus s'entregardent ! Alors, de son humble soliveau, dépossédé même du veto, le roi prend la parole : en quelques mots de lui, l'affaire est éclaircie, comprise, résolue. Roland rentre au logis, tout penaud de la scène où le tyran s'est montré si sage. - *Eh, nigaud*, lui dit Madame, *dans la position où il est, il serait le dernier des imbéciles s'il n'en savait plus long là-dessus que vous tous !* » Comme cela est bien dit ! « *La position où il est* »... L'état de monarque est une position, comme celle du berger ou du laboureur. Elle ne s'apprend qu'à l'usage : donc, ni dans les Chambres, ni dans les journaux, ni dans les clubs !

Depuis 1792 à nos jours, les savants commentaires sur les questions d'Autriche se sont multipliés. Tous n'étaient pas pour les brouiller. Plusieurs les ont approfondies de bonne foi. Et puis après ? Quel résultat de ce grand conseil des partis ? Qu'est-il sorti, pour le bien du monde ou pour notre intérêt, à Vienne, à Prague, à Bude, des décisions des Loges ou des leçons de la Sorbonne ? Des folies. Et notre malheur. L'ex-monsieur Veto savait mieux l'Autriche que ces rumeurs d'opinions confuses. Il la savait même si bien que le 20 avril 1792, Louis XVI tint et vota jusqu'au dernier moment contre la déclaration de guerre à l'Autriche et fit inscrire au procès-verbal son vote impuissant. Il y pensait encore, et la Reine aussi, le 10 août suivant, au soir, dans la loge du tachygraphe à la Législative ; ce souci des malheureux princes est relaté dans les *Mémoires* de Mme Campan. La France n'est partie pour cette longue guerre, guerre d'un quart de siècle, et pour toutes celles qui en ont directement résulté, que contre la volonté exprimée de son dernier roi.

C'est malgré lui qu'on prit le départ dans cette direction des gloires trompeuses. On aboutit ainsi au bout de vingt ans à deux invasions de Barbares, à leurs deux entrées dans la capitale. En vain avait-on formidablement resserré la chétive centralisation monarchique, prodigieusement étendu le service militaire. Rien n'y fit. Dans le siècle et demi qui alla du premier an républicain de 1792 à notre 1940, phase sensiblement égale à l'ère antérieure de 1636-1792, pour le même champ territorial, pour la même nation, de même valeur, qualités et défauts, avec cette seule différence que rien n'y tenait plus l'office de la vieille sentinelle millénaire et que rien ne la remplaçait dans l'échauguette du rempart, sa guérite

vide ou détruite, ouvrant tout le reste, - les invasions ont fait leur défilé *au nombre de sept*.

Sans doute, aux premières alertes de 1792 et de 1794, les ressources de toute sorte accumulées par les Bourbons permirent-elles de résister : non indéfiniment ; les deux premiers assauts repoussés furent suivis de trois déroutes. On tint contre la nouvelle invasion de 1914, mais (répétons l'aveu des « purs », leur grand regret) ce fut par des « moyens d'ancien régime », tels que l'union nationale et l'armée régulière. Inversement, le coup quasi-mortel de 1940, le septième depuis que le peuple est gouverné par le peuple, nous a frappés en plein régime de front populaire et par l'effet direct de ses méthodes les plus personnelles. Au surplus, de ces invasions, les unes arrêtées à quelques lieues de Paris, Valmy ou Noyon, les autres étendues jusqu'au pied des Alpes et des Pyrénées, pas une n'a été essuyée par des gouvernants autres que des élus plébiscitaires ou parlementaires ; notre envahi constant, régulier, comme nécessaire, a été Démon-Roi ; il y est si bien prédestiné qu'il s'est fait encore envahir par goût, amitié, alliance en 1942 et 1944, comme si ce fondé de pouvoir légitime du pays légal avait tenu à lui assurer son content d'explosifs incendiaires et percutants.

Cet esclave-maître de Démon a tantôt du génie comme Bonaparte ; ou, comme le neveu, c'est un médiocre. Cet agent de Démon peut être un fol ou un traître comme Brissot, Vergniaud, Daladier, Reynaud ou Viviani. Quel qu'il soit grand ou petit, invariable, il apporte avec lui l'invasion comme le vent de la mer amène la pluie. Mais, d'autre part, le premier tableau a pu faire voir (tant les hommes y comptent peu !) quels avaient été les contrastes de valeur, de caractère et d'aptitudes entre des princes comme Louis XIII, Louis XIV, Louis XV et Louis XVI, lesquels, aux circonstances les plus différentes, se sont, à partir d'un certain moment, tous quatre arrangés pour n'être pas envahis. Ils ne pouvaient pas échapper au fléau de la guerre, mais, rarement vaincus, ils ne l'ont jamais été qu'au diable Vauvert, comme à Rosbach, fond de la Saxe, et leur pire défaite ne fait pas envahir le pays commis à leurs soins. L'ouvrier, le paysan, les artisans, les marchands, les bourgeois peuvent travailler, manger et dormir tranquilles. Mais, dès que ce haut fonctionnaire unique quitte son poste, l'invasion arrive ; elle est là dès qu'on passe de l'état historique à l'état de pure nature, qui est d'être démantelé.

L'invasion peut être conçue comme l'ombre portée de la démocratie sur la France. Elle n'est éloignée que par la monarchie. C'est ainsi qu'agissent leur présence et leur absence sur une bande de trois cents ans. Coïncidence ? Les concordances des suites comparées de chaque régime, vertus et vices, autorité héritière et coutumière ici, là incohérent, faible et instable pouvoir élu, commandement de tout le monde et de personne, rendent si bien raison de ces

effets alternants que ceux-ci étaient prévus de loin. Ce que nos yeux contemporains ont vu de ces calamités pleines de sens avait été formé en prévision régulière, en prédiction motivée, par des hommes comme Rivarol et comme Mirabeau. Ils n'étaient pas sorciers. Ils n'avaient pas de formule magique pour donner tel ou tel cours aux événements. Ils ont pensé une Physique politique, dont nous avons subi et payé les calamités.

Troisième tableau. Mais peut-être veut-on raffiner sur la preuve ? On peut la rendre éblouissante.

La première et la troisième République, le premier et le second Empire qui prolonge la seconde République, ont subi le sort commun, l'invasion. Entre 1792 et 1815, entre 1848 et 1945, soit un total de cent vingt ans, c'est l'espace où se sont mues nos sept ou nos neuf invasions⁴⁸. Mais il y a entre ces deux séries d'années, comme une parenthèse, un laps de trente-trois ans, de 1815 à 1848, qui n'a vu ni démocratie impériale, ni démocratie républicaine, et qui, totalement royal, n'a pas vu non plus d'invasion. C'est cas unique au XIXe siècle.

Cas indivis entre trois rois, trois règnes, eux aussi très divers.

La seule particularité commune à Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe est probablement de ne pas s'être laissé envahir. Le pire est qu'ils l'ont fait exprès ! Regardons bien. Les partis qui leur étaient hostiles, bonapartiste et jacobin, réclamaient à grands cris le même genre de guerre révolutionnaire qui aurait coalisé l'Europe contre nous et nous aurait valu une inévitable invasion. Mieux : dans ces trois Bourbons aînés ou cadet, le dernier a été élevé au trône par la démocratie libérale, et c'est donc à elle qu'il doit refuser ce que ses prédécesseurs n'ont pas voulu lui donner, malgré les pétarades de M. de Chateaubriand. Après 1830, les Chateaubriand sont continués par des Thiers, à qui le roi-citoyen oppose le même *non* impavide : il fallut même attendre plus de vingt ans après sa chute, tant il avait bien mis le pays en défense ! Ceci n'est pas une manière de parler. C'est la vérité littérale.

Au lendemain de Waterloo, le général Clarke et le maréchal de Gouvion Saint-Cyr s'étaient hâtés de s'employer à reconstituer une armée ; Louis-Philippe avait perfectionné leur ouvrage, sa vieille et bonne loi de 1832, charte de l'armée, mettait sur pied des forces nouvelles et puissantes qu'on ne dilapida qu'après lui. Il a suffi longtemps de montrer ces forces pour décourager n'importe quel agresseur.

⁴⁸ Rappelons que l'on peut être envahi, bombardé, massacré par des « Alliés » (1942, 1944).

Sa politique de vrai Capétien unissait à une sagesse qui n'attaquait personne, l'appareil défensif qui ne se laissait pas attaquer. De pauvres populations ameutées contre elles-mêmes hurlaient en vain leurs beaux espoirs de croisades panpoldèves et nationalitaires : soit en 1830, soit en 1840, son refus de manquer à sa loi française et royale fut inébranlable. Il violait l'esprit de sa Constitution libérale pour se conduire en roi de France responsable de la clôture du rempart et, lorsque en 1848, Démos voulut se battre à tout prix, ce véritable roi lui en abandonna la responsabilité.

L'abdication de février 1848 pourrait être appelée le dernier acte de *contre-invasion* bourbonnien, mais la révolution qui supprima cette monarchie tutélaire avait respecté quelques traces de ses principes : un Français, né légitimiste, le glorieux poète Alphonse de Lamartine, était imbu des traditions de la politique royale, il ne leur fut pas infidèle. Quand la Rue ou la Presse lui réclamait la déclaration de guerre à l'Europe avec ses conséquences finales d'invasion inéluctable, ce premier successeur de Louis-Philippe aux Affaires Étrangères fit la même réponse que lui : le *non* pacifique et sauveur articulé par les aïeux contre les fantaisies suicides de l'opinion. Gloire à lui !

Démos regimba, grogna, mais obéit.

Puis, il se vengea.

Quelques mois plus tard, Lamartine fut assez salement remercié par Démos ; *touti li chin gasta de la demoucracio*, comme dit Mistral, tous les chiens enragés de la démocratie lui firent leurs morsures pendant que cinq millions d'insensés lui préféraient le prince Louis-Napoléon, qui en récolta bientôt six et sept en exécution de l'axiome de Dante, cité par Machiavel : « *Les peuples crient toujours : Vive ma mort ! Meure ma vie !* »

Digne idole et serviteur de ses créateurs, Napoléon III s'engagea dans la politique avunculaire prêchée de Sainte-Hélène. Il courut assez droit, par Solférino et Sadowa, à Sedan, terme de la descente où Démos trouva l'une des rations de fer et de feu auxquelles il tendait.

Ces défilés barbares à travers nos champs et nos rues se suivirent depuis lors avec des espacements variés : cinquante-cinq ans avaient passé entre Waterloo et Sedan, mais de Sedan à Charleroi il n'y eut plus que quarante-quatre ans et seulement vingt-et-un du premier Rethondes au second. Quant à « la prochaine » on en a parlé, il en a été question bien avant la décade écoulée.

Quoiqu'il arrive demain ou après-demain, voilà un passé sur lequel Descartes et Bacon sont d'accord pour la perfection de la preuve.

Clôture du rempart, immunité de la frontière, monarchie des Bourbons sont des termes liés. Quant à l'invasion, l'on reconnaît pour ses portiers inamovibles Démos-Roi et ses lieutenants.

Or, les Français qui savent ce que c'est et qui l'ont payé cher, savent aussi maintenant une bonne chose : ils ne veulent plus d'invasion.

Je dis : les Français, tous les Français, indistinctement.

De quelque façon qu'ils se classent et se peinturlurent, quelque flamme colorée qu'ils arborent à droite ou à gauche d'une tribune, tous en tant que naturels de leur pays, ils ont en commun ce même intérêt-vœu de n'être pas envahis. S'il existe en eux quelque chose qui ait la forme ou le fond d'une volonté qui soit nationale, la voilà, c'est la volonté de la non-invasion, et, comme il n'y a qu'un moyen de remplir cette volonté, première et dernière de toute politique française, ils veulent ce moyen, ils veulent donc le roi.

Il ne reste donc plus au Français conscient qu'à agir pour que sa volonté soit faite et non une autre : non celle de l'Oligarchie, non celle de l'Étranger...

On me passera la lenteur de ma procédure scolastique en faveur du relief qu'y reçoivent les évidences du bon sens.

Et l'on voudra bien me permettre un éclaircissement supplémentaire sur quelques causes secondes que la simple étiquette démocratique peut paraître définir insuffisamment.

La grave infirmité qui tient à l'incompétence politique de Démos en général, est doublée, compliquée, colorée au gré des lueurs de l'histoire. Si l'électeur souverain est toujours celui qui a le plus souffert, certaines fautes ont tenu à l'état de certains corps civils et militaires laissés à eux-mêmes, incontrôlés ou mal contrôlés, comme l'armée de Napoléon III ou de Daladier, ou la diplomatie du Front populaire. Parfois l'enthousiaste opinion populaire laisse une liberté sans frein à des chefs d'occasion comme Bonaparte et, par exemple, à la scandaleuse équipée du retour de l'île d'Elbe, tolérée de ce bout-feu. Des cas de négligence et de totale aboulie sont imputables au Corps législatif de 1867 ou à nos Chambres de désarmement entre 1899 et 1912, à qui est dû le sacrifice de nos premières centaines de milliers de Français en 1914 et 1915. Il y a des cas plus graves encore : la majorité de 1936 et l'assemblée législative de 1792 se rendirent toutes les deux coupables d'accepter ou de désirer le risque extérieur

pour de simples raisons de politique intérieure, comme le prestige des démocraties ou le renversement de la monarchie. Ces agitations de notre esprit public ont été, l'une et l'autre, tellement antifrANÇAISES que l'étranger les a soldées comme il avait subventionné les propagandes qui, au milieu du XIX^e siècle, ont servi les Prussiens et les Piémontais à unifier l'Allemagne et l'Italie.

Il n'est pas un des détails de cette analyse qui ne corresponde à quelque lacune maîtresse, à quelque creux béant, du gouvernement populaire. L'analyse du fait inverse ferait apparaître dans le gouvernement monarchique les saillies et les avancées correspondantes. On ne fait pas excès d'ingéniosité, ni, moins encore, de simplification, si l'on conclut d'ensemble que l'on a affaire à des rapports de bien et de mal, réguliers comme ceux du jour et de la nuit. On lit dans *l'Enquête sur la Monarchie* que « la démocratie est le mal, la démocratie est la mort » : on le lit aussi dans les traités.

CHAPITRE DIXIÈME

L'AVENIR DU NATIONALISME FRANÇAIS

Ainsi, par cette vérité démontrée et toujours démontrable se termina l'un de nos deux efforts parallèles, l'effort d'enseignement et de spéculation, avec son résultat définitif, peu capable de varier, s'il peut s'enrichir et s'illuminer encore par des concordances nouvelles entre son fond de doctrine et des événements qui ne sont point nés. Puissent ces rencontres être moins terribles que leurs devancières !

Reste le rude effort d'action pratique et réelle, celui qui a voulu maintenir en fait une France, lui garder son bien, la sauver de son mal, résoudre au passage ses crises, c'est un service trop ancien et trop fier de lui-même pour que l'oeuvre amorcée en soit interrompue ni ralentie. Ceux qui sont de l'âge où l'on meurt savent qu'elle dépend d'amis en qui l'on peut avoir confiance, car, depuis plus de quarante ans, ils répètent avec nous : *Par tous les moyens, même légaux*. Ayant travaillé ainsi « pour 1950 », ils travailleront de même pour l'an 2000, car ils ont dit dès le début : *Pour que la France vive, vive le Roi !*

L'espérance ne se soutiendrait pas si le sens national n'en était pas soutenu en première ligne. Mais là aussi je suis tranquille.

Il est beaucoup question d'abandonner en tout ou en partie la souveraineté nationale. Ce sont des mots. Laissons-les aux professeurs de Droit. Ces messieurs ont si bien fait respecter leur rubrique, *intus et in cute*, ces dernières années, qu'on peut compter sur eux pour ajouter du nouveau à tous les plus glorieux gâchis de l'intelligence. Les trésors du réel et ses évidences sont plus forts qu'eux. Ce qu'ils déclarent périmé, ce qu'ils affectent de jeter par-dessus bord ne subira pas plutôt l'effleurement d'une égratignure ou d'une menace un peu concrète, vous verrez l'éclat de la réaction ! Cela se sent déjà à certains signes, soit qu'on aille parler au président de notre République d'invoquer l'O.N.U. contre les exploits de l'Épuration, soit qu'on entreprenne d'organiser sournoisement un centre de pangermanisme à Strasbourg. Les seuls succès de ladite épuration ont tenu à son faux-nez nationaliste. Preuve que rien ne vit comme le sens de la nation dans le monde présent. Ceux qui voudront en abandonner une part ne feront rien gagner à Cosmopolis : ils engraisseront de notre héritage des nationalités déjà monstrueuses. Les plus grands faits dont nous soyons contemporains sont des faits nationaux : la prodigieuse persévérance de l'Angleterre dans l'être anglais aux années 1940-1945, l'évolution panslaviste ou plutôt panrusse des Soviets, la résistance que la

Russie rencontre chez les nations qu'elle a cru s'annexer sous un double vocable de race et de secte, l'éclosion de la vaste conscience américaine, le retour à la vie du nazisme allemand, sont tous des cas de nationalisme suraigu. Tous ne sont pas recommandables. Nous aurions été fous de les imiter ou de les désirer tous. Nous serions plus insensés de ne pas les voir, qui déposent de la tendance universelle. En France, le patriotisme en avait vu de toutes les couleurs après la victoire de Foch : que d'hostilité et que de disgrâces ! De grands partis caractérisés par leurs « masses profondes », étaient lassés ou dégoûtés du vocabulaire français, il n'y en avait plus que pour le charabia marxiste. A peine l'Allemand a-t-il été campé chez nous, toutes ses offres de bon constructeur d'Europe ont été repoussées et le Français, bourgeois, paysan, ouvrier ou noble n'a connu à très peu d'exemples près, que le sale boche : l'esprit national s'est refait en un clin d'oeil. La patrie a dû avaliser la souillure de beaucoup d'hypocrisies politiciennes. L'usage universel de ce noble déguisement est une preuve de plus de sa valeur et de sa nécessité, qui est flagrante : on va le voir.

Le nationalisme de mes amis et le mien confessent une passion et une doctrine. Une passion pieuse, une doctrine motivée par des nécessités humaines qui vont grandissant. La plupart de nos concitoyens y voient une vertu dont le culte est parfois pénible, toujours plein d'honneur. Mais, parmi les autres Français, surtout ceux du pays légal, distribués entre des partis, on est déjà et l'on sera de plus en plus acculé au nationalisme comme au plus indispensable des compromis. Plus leurs divisions intéressées se multiplient et s'approfondissent, plus il leur faut, de temps à autre, subir le rappel et l'ascendant plus qu'impérieux du seul moyen qu'ils aient de prolonger leur propre pouvoir. Ce moyen s'appelle la France.

Ils ne l'aiment guère, bien sûr. Moins encore aiment-ils le devoir qu'elle réclame d'eux. Ils s'en détournent tant qu'ils peuvent. Ils ne le peuvent pas toujours. Écoutez seulement : dès l'automne de 1945, M. de Gaulle s'est vu conduire à parler du *salut public comme la première des lois*. Autant dire : *France première servie, France d'abord* et *France seule*, selon le cas. D'autres, ses successeurs, socialistes, radicaux, même démocrates-chrétiens ont dû, le dos au mur, comme lui, adopter les formules d'égoïsme sacré qu'ils ont tant blasphémées. De Bidault à Gouin, de Blum à Auriol, chacun a eu son tour. Comment l'éviter quand tout le reste les sépare ? Sur quel argument, sur quel honnête commun dénominateur discuter hors de là ? Il n'y a plus de mesure entre l'économie bourgeoise et l'économie ouvrière. Ouvrier et bourgeois sont des noms de secte. Le nom du pays est français. C'est bien à celui-là qu'il faut se référer. Qu'est-ce qui est avantageux au pays ? Si l'on adopte ce critère du pays, outre qu'il est sous-entendu un certain degré d'abjuration des erreurs partisans, son essentiel contient toute notre dialectique, celle qui pose, traite, résout les problèmes

politiques pendants du point de vue de l'intérêt national : il faut choisir et rejeter ce que rejette et choisit cet arbitre ainsi avoué.

Il n'y a, certes, là qu'un impératif limité. Les partis en lutte feront toujours tout pour s'adjuger le maximum en toute propriété. Mais leur consortium n'est rien s'il ne feint tout au moins des références osant aller plus loin que la partialité collective. S'y refuse-t-il ? Son refus peut donner l'éveil au corps et à l'esprit de la nation réelle, et le point de vue électoral lui-même en peut souffrir. Si ces diviseurs nés font au contraire semblant de croire à l'unité du compromis nationaliste, tout spectateur de bonne foi et de moyenne intelligence en sera satisfait.

Donc, avec douceur, avec violence, avec lenteur ou rapidité, tous ces partis alimentaires, également ruineux, ou périront de leur excès, ou, comme partis, ils devront, dans une certaine mesure, céder à l'impératif ou tout au moins au constat du nationalisme. L'exercice le renforcera. La fonction, sans pouvoir créer l'organe, l'assouplira et le fortifiera. Les doctrines des partis se verront ramenées, peu à peu, plus ou moins, à leurs éléments de Nuées et de Fumées auxquelles leur insuccès infligera un ridicule croissant. Leur foi ne sera bientôt plus qu'un souvenir sans vertu d'efficacité, trace matérielle tendant à s'effacer, car on rira de plus en plus de ces antiquailles, aux faux principes qui voulaient se faire préférer aux colonies et aux métropoles et qui mènent leur propre deuil. Au plus beau de l'épuration, un des philosophes du parti parlait avec fierté du « *triomphe de leurs origines philosophiques du XVIIIe siècle* ». Où est ce triomphe ? Où sont ces origines ? On n'aurait pas osé parler de *compromis* nationaliste si leurs dogmes n'étaient pas oblitérés comme de vieux timbres.

Alors pourra être repris quelque chose de très intéressant le grand espoir de la nation pour déclasser et fusionner ses partis.

Nous avons vu que le boulangisme l'avait entrepris. Échec. Puis autre échec en 1892, lorsqu'un fâcheux conseil parti de Rome avait tenté de rallier les Français, mais à la République, c'est-à-dire au régime diviseur, tout branlant, qui sortait du boulangisme, cahotait dans Panama et entraînait dans la crise d'anarchisme sanglant qui allait coûter la vie au président Carnot, avant de s'engager, par d'ignobles bas-fonds, dans l'affaire Dreyfus. Comme il l'a dit lui-même, le pape Léon XIII avait été trompé sur le régime et sur le moment. On en débattit dix ans sans aboutir. Mais, au bout de ces dix ans, un mouvement inverse tout spontané, tout français, orienta de gauche à droite non les multitudes (ce serait utopie) mais des élites très nombreuses, très vaillantes, très brillamment éclairées. Ce ralliement allait de la république à la monarchie. En y tendant, *l'Action française* réalisait aussi un grand effort national de volatilisation des partis.

L'Action française ne s'est pas recrutée dans ces familles légitimistes et orléanistes dont elle rejoignait la fidélité historique. Ses chefs sortaient à peu près tous des familles jacobines, napoléoniennes ou libérales, où ces traditions étaient arrêtées ou interrompues. Son fondateur, Henri Vaugois, était le petit-neveu d'un conventionnel régicide. Le président des camelots du roi, Maxime Réal del Sarte, descendait directement d'un membre de la première Commune de Paris. Le premier président du Conseil d'administration, Léon de Montesquiou, était le petit-fils de « *maman Quiou* » la gouvernante du Roi de Rome. Le premier lauréat de son concours d'Histoire de France fut Eugène Cavaignac, arrière-petit-fils de jacobin. Le premier des savants illustres qu'elle ait ralliés fut un petit-neveu de Danton, René Quinton. L'un de ses premiers philosophes catholiques fut le petit-fils de Jules Favre, Jacques Maritain (mais celui-ci a tourné casaque, c'est le seul). L'organisateur de toutes nos oeuvres d'action publique, celui qui devait succéder à Léon Daudet à la direction de notre journal, futur prisonnier de la Gestapo et futur condamné de l'Épuration, Maurice Pujo, était l'arrière-petit-cousin de l'astronome Bailly, celui qui tremblait, mais de froid. M. Bainville père, républicain ardent, prêtait les hangars qu'il avait à Vincennes aux réunions électorales du père Pelletais. Lucien Moreau venait de la maison Larousse. Il n'était pas baptisé. Étonnant bariolage de descendance et d'origines.

Les généalogies spirituelles furent plus significatives encore. Quand il professait la rhétorique au lycée de Lyon, Edouard Herriot avait un disciple préféré. Il s'appelait Laurent Vibert. Il se distinguait par la souplesse et la vivacité de son esprit qui, entre autres ressources savait adapter les vieilleries libérales et démocratiques au goût des jeunes hommes de sa génération. Mais, patatras ! *L'Action française* tomba entre ses mains. Il vit, il sut. Il écrivit à son cher maître, devenu homme politique puissant, une lettre respectueuse mais formelle, pour lui signifier qu'il passait dans nos rangs, où il milita brillamment jusqu'à sa mort. D'innombrables recrues pareilles précédèrent ou suivirent celle-là. Les élèves de Séailles à la Sorbonne, ceux du fameux Alain au lycée Henri IV, ceux de l'abbé Bremond à Mongré faisaient la même manoeuvre, parfois conseillée par le maître. La fleur de l'intelligence et de l'âme françaises venait ainsi s'égarer sur nos bords, pour y retrouver le climat de sa vieille patrie.

Cette patrie lui faisait accueil. Tous les milieux de vieille France, élevés ou modestes, où s'était conservée la foi politique royale, firent des amitiés plus vives à ces rouges d'hier à proportion qu'ils étaient eux-mêmes plus blancs. L'ouest vendéen et breton, les communes paysannes de la Provence et du Languedoc légitimistes, l'enclos Rey à Nîmes, n'élevèrent jamais l'ombre d'une distinction entre les nôtres et les leurs, la fusion fut instantanée et complète.

Des tactiques différentes s'étaient imposées. Si nous détestions le gouvernement des partis, si nous ne croyions certes pas à la possibilité d'une reconquête électorale de la France, nous apprécions dignement le rôle fixateur et mainteneur que jouaient dans les assemblées locales ou nationales de compactes minorités fidèles à leur culte de la Patrie, de la Famille, de la Religion, de la Propriété, nous leur savions gré de résister à la menace et à la promesse, aux gardes-champêtres et aux bureaux de tabac, avec une fermeté qu'il faut appeler héroïque. Que de fois nous allâmes dire aux royalistes de Béziers ou de Montpellier, ou du Bas-Poitou : - S'est-on assez moqué de vous, mesdames et messieurs, parce que vous aviez conservé des idées que l'on estimait surannées. Eh ! bien, les voilà rajeunies. Elles sont adoptées à Paris par la jeunesse des écoles, elles ont des partisans dans les milieux savants et pensants. Vous étiez accusées de vous habiller comme vos grand-mères, vous voilà à la dernière mode, mises au goût du siècle futur. Quelle royale récompense d'avoir refusé de changer, en mal ! Le temps d'hier vous donne de plus en plus raison, attendez le temps de demain ! La vieille France se reconstruit, comme il le faut bien, par en haut, votre fidélité vous a mis de plain-pied avec toutes les élites et vous êtes de plus en plus rejoints par les supériorités de l'esprit⁴⁹.

Une autre fusion s'achevait. On ne redira jamais assez la gratitude de la France envers ces fils aînés de la Nation qui, en août 1883, lorsque le comte de Chambord eut rendu le dernier soupir, allèrent immédiatement saluer son héritier légitime dans le comte de Paris, chef de la branche cadette, en conformité à la loi profonde de notre histoire qui interdit le trône à tout étranger, nous vint-il en ligne droite de Hugues Capet. Là aussi, *France d'abord !* Mais l'exaltation soudaine du droit national dans le droit royal ne s'était pas affermie sans difficultés : les intrigues dites orléanistes de 1870-1873, les déchirements de 1830, ceux de 1793, agissaient encore pour réveiller de vieux débats. Il faut rendre justice au comte de Chambord qui, vivant, avait tout osé pour les dissiper. Les souvenirs de Blaye auraient pu lui inspirer de graves rancunes, il leur préféra toujours son devoir. *La Maison de France est pleinement réconciliée*, avait-il dit en 1871. On a voulu contester le sens de ces paroles. Je sais deux faits qui les confirment. Sous l'Ordre moral ou à peu près, on avait annoncé un voyage de Monseigneur le comte de Paris en Comtat-Venaissin. Les légitimistes avignonnais se demandèrent comment recevoir le Prince. Ils écrivirent à leur journal *l'Union*. La direction de *l'Union* en référa à Frosdorff. Henri V répondit : - *Comment recevoir Paris ? Mais en Dauphin de France !* Cette réponse a été retenue par le marquis de Roux, historien éprouvé. J'ajoute : dans sa dernière année, le comte de Chambord avait invité le jeune duc d'Orléans à venir chasser en Autriche, à Frosdorff probablement, pour l'automne. Il avait même envoyé en France son fidèle valet de chambre qui répondait, comme on

⁴⁹ Voir *La Contre-Révolution spontanée*, p. 106, Lardanchet, Lyon.

sait, au nom de Charlemagne, « *pour s'informer des goûts du Petit* », mais la mort arrêta tout en août 1883. Je tiens le fait du colonel de Parseval, ancien gouverneur militaire du duc d'Orléans, légitimiste d'origine.

Le comte de Paris avait choisi de bonne heure entre les titres de Louis-Philippe II et de Philippe VII. Plus il avança dans la vie, plus il manifesta du penchant aux doctrines sociales et politiques de la veille France ; tout en conservant ses premiers conseillers, du comte d'Haussonville à M. Eugène Dufeuille, il fit un appel impartial aux hommes de la tradition bourbonnienne pure. L'esquisse de son évolution a été tracée de main de maître par Monseigneur d'Hulst, et l'on peut en conclure que les derniers vestiges du libéralisme parlementaire étaient dépouillés et mis en oubli quand il monta sur son trône d'exil. Pour ce qui est de son fils, le grand et noble Prince qui aurait dû régner sous le nom de Philippe VIII, il était de sa personne le plus traditionnel, on peut dire le plus légitimiste des hommes. Le discours de San-Remo, la première manifestation princière qui ait été osée sur la question juive en Europe, en fait un témoignage éclatant. Son éloignement pour les souvenirs de la monarchie de Juillet était presque excessif. Quand Jean de Sabran, membre de son service d'honneur, avait un parapluie en mains, le Prince prenait plaisir à faire sauter ce symbole d'un coup de canne assez vif. J'ai recueilli de sa bouche les mots suivants : « 1830 a été pire que 1793. En 1793, la révolution était dans le peuple. En 1830, elle fut dans la Maison royale. » Je le répète sous serment. L'admiration que j'ai toujours exprimée pour Louis-Philippe qui n'était d'ailleurs pas l'usurpateur que l'on raconte⁵⁰, me dispense de rien dire de plus. Le duc d'Orléans était tel que je le dis parce qu'il n'était pas autre, et cette vérité était deux fois bienfaisante. Elle nous promettait pour la fin de l'inter règne, un Prince aussi blanc que n'importe quel blanc, tellement blanc qu'il avait choisi pour le représenter en Bretagne un La Roche-Macé, arrière-petit-fils du compagnon de la duchesse de Berry, combattant du Chêne et de la Pénissière, mais si parfaitement tricolore qu'il était

⁵⁰ J'ai plusieurs fois rappelé dans l'Action française l'histoire peu connue du messenger que Louis-Philippe envoya au roi Charles X, avant l'embarquement de Cherbourg, pour demander qu'on lui fit confiance et qu'on lui remît, en sa qualité de lieutenant-général du royaume, le jeune duc de Bordeaux, qu'il se chargeait de faire couronner. Le vieux roi ne dit ni oui ni non. La duchesse de Berry s'y opposa absolument. J'ai eu la surprise de retrouver le fait dans le premier volume des *Souvenirs d'un demi-siècle* de Maxime Du Camp, page 20, en note. J'y reconnais le nom du messenger, que j'avais oublié, le colonel Cradoc, et le point de Normandie où il rejoignit Charles X, Laigle. Je ne sais pourquoi Maxime Du Camp fait des réserves sur l'anecdote parfaitement vraisemblable. L'esprit politique du roi de Juillet était assez aigu pour prévoir toutes les difficultés et toutes les misères que devait lui valoir la seule apparence d'une usurpation.

en état de tendre la main à tous les Français, même aux plus engagés et aux plus compromis dans nos déchirements, puisque son ascendance l'avait été aussi. Les souvenirs de la Convention et celui des barricades de Juillet lui conféraient en somme une position très voisine de l'ancien huguenot Henri IV, de l'ancien rebelle Louis XI. Cette participation aux erreurs de la nation, le qualifiait pour son rôle d'apaiseur, de médiateur, de suprême conciliateur historique.

Nous tenions beaucoup à ce que cette position naturellement fusionnante de la royauté nouvelle fut secondée par l'action parallèle de notre mouvement. Notre Ligue recruta ses présidents et présidents d'honneur suivant le même principe. Des deux premiers, André Buffet était le fils d'un ancien président de l'Assemblée nationale, ministre de Napoléon III ; le comte de Lur-Saluces était un véritable ultra de Guyenne. Après eux, le général Mercier, « soldat imbu de sentiments républicains » comme il disait encore en 1900. Puis, un blanc-né comme le lieutenant-colonel Bernard de Vesins. Après lui un ancien préfet maritime de la République, l'amiral Schwerer. Puis un ancien député socialiste, Léon Mirman, ancien commissaire de la République à Metz. Ceux qui savent notre histoire parlementaire n'ont peut-être pas oublié qu'aux lointaines années 1893 ou 1894, le jeune Mirman, élu de frais, avait eu un conflit sérieux avec le ministre de la guerre d'alors, qui était le général Mercier. *L'Action française* les réunissait à son sommet comme ses plus nobles représentants nationaux.

Une quarantaine d'années après ces frictions de tribune, trente-cinq ans après le ralliement à la monarchie de Vaugeois, de Bainville, de Quinton et de Montesquiou, il se trouva que Léon Daudet et l'amiral Schwerer donnèrent à Hénin-Liétard une réunion qu'essayèrent de troubler les révolutionnaires sur lesquels il fut énergiquement riposté. Un de nos militants est conduit au poste avec d'autres. Interrogé par le sous-préfet, il décline son état civil. Au patronyme, le fonctionnaire bat des cils : « - *Comment, monsieur, vous portez le nom du sénateur B... ?* - *C'était mon grand-père, monsieur le sous-préfet.* - *Et vous êtes réactionnaire, le petit-fils d'un si bon radical !* - *Réactionnaire, que dites-vous, monsieur le sous-préfet ? Je suis royaliste. Le sénateur B... a eu trois petits-fils. Nous pensons tous de même, mes frères et moi.* »

S'étant proposé ces fusions des partis, l'Action française ne pouvait ni supporter l'existence d'une oligarchie composée de demi-étrangers, secrètement hostile aux sentiments et aux intérêts de la nation, ni cependant traiter en ennemis-nés un certain nombre de concitoyens utiles et méritants.

Dès nos débuts, ces protestants patriotes, dont le commandant Lauth avait été le type du temps de Dreyfus, nous avaient rejoints en grand nombre. Nous les avons reçus à bras ouverts. Nous ne leur demandions que de ne pas imposer à 40 millions de Français, l'hégémonie morale de 600.000 personnes, souvent fort

distinguées, mais parfois un peu trop distinctes ou distantes. L'un d'eux, futur colonel, alors capitaine Delebecque, fit partie de nos Comités directeurs dès le premier jour. Nous eûmes des Monod pour dignitaires de plusieurs sections de province. Depuis qu'un sous-lieutenant Monod, le premier de sa race, était tombé pour la France au Maroc, nous avons proclamé le principe de la porte ouverte à tous les siens. Une France forte peut toujours absorber et résorber les étrangers domiciliés. Quant aux Juifs, le cas est autre. Nous n'avons jamais professé l'antisémitisme à l'allemande, l'antisémitisme de peau, qui pratique le « mort aux Juifs ». Nous ne disons qu'« à bas les Juifs » par nécessité de baisser ce qui s'était trop élevé. D'après l'antisémitisme français, celui de Drumont, de La Tour du Pin et de tous nos maîtres, l'importance des Juifs dans la société française n'étant en rapport ni avec leur nombre ni avec leur valeur, est deux fois injuste. Nous traitons selon leurs mérites les Juifs qui rendaient de vrais services à la France et à l'humanité. Personne n'aura parlé mieux que nous d'un Michel Bréal pour louer son intelligente et docte résistance aux fantaisies de l'érudition allemande. De même pour les Juifs patriotes et bons combattants. J'ai eu grand honneur de publier dans l'Action française du 28 octobre 1918, tel qu'il m'a été adressé, ce « testament moral et politique de Pierre David » ainsi conçu :

« Mamers, 26 octobre 1915.

« Merci, cher Maître, du fond du coeur, pour la force morale que votre enseignement m'aura donnée pour affronter la glorieuse épreuve. Je suis un inconnu pour vous et je suis venu à vous de bien loin. Né d'une famille juive, je me suis senti complètement détaché de la tradition juive, complètement Français. Il m'a suffi d'être un bon Français et d'être logique avec moi-même pour adopter les doctrines de l'Action française dans toutes leurs conséquences. A l'heure où vous lirez ces lignes, qui ne doivent vous parvenir que si je meurs, j'aurai définitivement acquis, en mêlant mon sang à celui des plus vieilles familles de France, la nationalité que je revendique. Grâce à vous j'aurai compris la nécessité et la beauté de ce baptême. Grâce aux fortes méditations que votre pensée m'aura inspirées, la Patrie et la Famille seront devenues pour moi de puissantes réalités dans lesquelles les personnes considérées individuellement ne sont que des sortes d'abstractions, et une âpre joie se mêlera à mes dernières souffrances physiques et morales, en pensant que je les voue à la défense de la Patrie et à l'enrichissement du patrimoine moral de ma Famille. C'est de cela que je voulais vous exprimer ma suprême reconnaissance. »

« Pierre David, chasseur au 4e bataillon. »

Suivaient l'historique de deux citations du héros et deux lettres qu'il avait adressées à Marius Plateau, son sergent.

Ce David a été le type de nos « juifs bien nés ». Les antisémites pro-allemands m'ont beaucoup reproché cette catégorie délimitatrice qui, paraît-il, est de moi. Je n'en renie rien. Tout doit être mis en oeuvre dans un milieu national pour y rendre possible des rapports fraternels entre les individus. Car c'est détruire essentiellement la concorde, âme de la cité, que d'y faire ou d'y laisser naître des hostilités motivées par l'origine étrangère ou par l'opinion philosophique et la religieuse. Rien n'est plus vrai. Oui, mais à une condition : la radicale abolition des privilèges de l'Oligarchie, la suppression de toute cette armature de la République et la fin mise au régime des Quatre Etats confédérés.

Ce règne est plus fort que jamais. Si l'on veut donner une explication satisfaisante des plus graves événements de la Libération et de l'Épuration, ceux qui nous ont le plus heurtés, les plus contraires à l'instinct de la France, les plus choquants pour la justice, la bonté ou l'honneur, doivent être définis *un mouvement violent et une action directe, avec l'appui de l'étranger pour rendre à l'obédience de l'Oligarchie tous les éléments du pays légal de la France*. L'effondrement de ce pays légal en 1940 avait frappé de stupeur les intéressés. Le ralliement de l'unanimité du pays au maréchal Pétain avait déchaîné une véritable panique. On se croyait si forts, si bien posés ! On croyait l'institution si solide ! Et rien n'avait résisté. Et tout avait cédé, y compris les quatre-vingt dix centièmes du pouvoir parlementaire (Chambre et Sénat), les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des pouvoirs administratifs et judiciaires ! Il fallait une leçon... On l'a donnée, la plus rude qu'on a pu, mais avec toutes les incertitudes de la colère et de la peur. On a ramassé tout ce que l'on a pu, communistes, terroristes compris, avec les tueurs de profession et les brigands et les larrons de droit commun, pour être sûr de ne rester au dessous de la cible visée. Ainsi et ainsi seulement s'expliquent, d'une part, des décisions aussi sottes que les dégradations fulminées contre les auteurs du vote du 10 juillet 1940 et, d'autre part, la grossière infamie du traitement sous lequel on a cru accabler le maréchal Pétain. On a voulu s'en payer jusque dans sa chair. On a voulu intimider et épouvanter à jamais quiconque serait tenté de faire comme lui. Le but a été dépassé... C'était mal connaître la France. C'était superposer à la grossièreté de cette conduite, un défi insolent que l'avenir ne pourra s'abstenir de relever. Maintenant, tout se voit, but, mobile, moyen, l'intention criminelle et le plaisir sordide où le criminel s'est vautré. Presque partout ce crime a été signé : les noms, les prénoms demeurent lisibles. De misérables démocrates chrétiens ont bien accepté quelques embauches spécialement ignobles pour fournir l'alibi aux vrais Princes et Maîtres qui sont le Juif, le Protestant, le Maçon, le Métèque. Mais ceux-ci étaient trop intéressés à l'opération pour ne pas la surveiller de près. Ainsi, pendant que le vil François de Menthon endossait la simarre de garde des Sceaux, pour prendre la plus grande part de la honte d'une législation de bouchers, un juif de Conseil d'Etat, le nommé Cassin, se tenait debout près de lui et lui menait la main comme à l'enfant qui ne sait pas écrire. Pour toutes

les affaires touchant à la question juive, un ou deux magistrats français paraissent devant la crapuleuse façade, mais le gros oeuvre était fait par un Zoussmann, juif lithuanien naturalisé en 1928 ; et le plus actif des commissaires du gouvernement en cour de justice a été un certain Lindenbaum, dit Lindon, juif anglais. Ainsi était-on sûr de ne rater personne ni rien. Ainsi ce qui était plus ou moins caché jusqu'ici fut-il candidement avoué. Le Juif et ses trois acolytes règnent et gouvernent. Ils ont l'Etat. Ils ont aussi la société, c'est-à-dire l'influence, la richesse, le haut du pavé. Ouvrez *l'Officiel*, d'innombrables textes y montrent quelle part du lion et du chacal on s'est taillé dans les casiers de nos administrations, voyez les listes de nos décorations. Il suffit d'un coup d'oeil sur les mondanités du *Monde* et du *Figaro* : ce qui n'est même pas une minorité étendue dans nos classes moyennes en a fait son pays conquis. C'est une conquête qui doit finir. A tout prix. Sans retard. Comme de moins en moins les Français pourront ignorer cette servitude, ils ne pourront y consentir que de moins en moins. Preuve : on se couvre de noms français. Que craint-on ? Ce qui est : l'Oligarchie est condamnée. Du même mouvement qui obligera les relations nationales à se régler sur le compromis nationaliste, on sera également contraint à considérer comme odieux, ridicules, insupportables les liens de l'Oligarchie. Ce composé de dissidents et d'allogènes devra quitter les postes de commandement et prendre le bon parti, le seul qui soit bon pour lui, s'effacer, plier, obéir.

Un mouvement de nationalisme français ne sera complet que par le retour du roi. En l'attendant, les partis se seront relâchés de leur primatie et, par l'effet de leurs abus, les moeurs auront repris tendance à devenir françaises, l'instinct et l'intérêt français auront reparu à leur rang.

Il ne faut pas se récrier à ce mot d'intérêt. Fût-il disgracieux, c'est le mot juste. Ce mot est plein de force pour nous épargner une grave erreur qui peut tout ruiner.

Si au lieu d'apaiser les oppositions et de les composer sur ce principe d'intérêt, on a honte, on hésite et qu'on se mette à rechercher des critères plus nobles, dans la sphère des principes moraux et sacrés propres aux Morales et aux Religions, il arrivera ceci : comme en *matière sociale et politique* les antagonismes réels de la conscience moderne sont nombreux et profonds, comme les faux dogmes individualistes sur l'essentiel, *famille, mariage, association* contredisent à angle droit les bonnes coutumes et les bonnes traditions des peuples prospères qui sont aussi les dogmes moraux du catholicisme, il deviendra particulièrement difficile, il sera impossible de faire de l'unité ou même de l'union dans cet ordre et sur ce plan là. Ou si on

l'entreprend, on essuiera une contradiction dans les termes dont l'expérience peut déjà témoigner.

Ces principes contraires peuvent adhérer, eux, à un arrangement, mais non le tirer de leur fond, non le faire, ni se changer, eux divisés, eux diviseurs, en principes d'arrangement.

Ces principes de conciliation ne sont pas nombreux. Je n'en connais même qu'un.

Quand, sur le divorce, la famille, l'association, vous aurez épuisé tous les arguments intrinsèques pour ou contre, tirés de la raison et de la morale, sans avoir découvert l'ombre d'un accord, il vous restera un seul thème neutre à examiner, celui de savoir ce que vaut tout cela au point de vue pratique de l'intérêt public. Je ne dis pas que cet examen soit facile, limpide ou qu'il ne laisse aucune incertitude. Il pourra apporter un facteur de lumière et de paix. Mais si, venu à ce point là, vous diffamez la notion d'intérêt public, si vous désavouez, humiliez, rejetez ce vulgaire compromis de salut public, vous perdez la précieuse union positive qui peut en naître et, vous vous en étant ainsi privés, vous vous retrouvez de nouveau en présence de toutes les aigreurs qui naîtront, du retour aux violentes disputes que l'intérêt de la paix sociale aurait amorties.

On a beau accuser l'intérêt national et civique de tendre sournoisement à éliminer ce que l'on appelle, non sans hypocrisie, le Spirituel : ce n'est pas vrai. Pas plus qu'il n'est vrai que nous ayons voulu séparer « l'oratoire du laboratoire ». Cette imposture inventée par un faussaire belge, l'avocat Passelecq, ne devrait plus tromper personne ; nous avons eu la chance d'en faire faire justice dans un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux. La vérité est autre. Nous avons appelé et salué au premier rang des Lois et des Idées protectrices toutes les formes de la Spiritualité, en particulier catholique, en leur ouvrant la Cité, en les priant de la pénétrer, de la purifier, de la pacifier, de l'exalter et de la bénir. En demandant ainsi les prières de chacune, en honorant et saluant leurs bienfaits, nous avons rendu grâces à tous les actes précieux d'émulation sociale et internationale que ces Esprits pouvaient provoquer. Si, en plus, nous ne leur avons pas demandé de nous donner eux-mêmes l'accord désirable et désiré, c'est qu'ils ne le possèdent pas, étant opposés entre eux : le Spirituel, à moins d'être réduit à un minimum verbal, est un article de discussion. Le dieu de Robespierre et de Jean-Jacques n'est pas le Dieu de Clotilde et de saint Remy. Le moral et le social romains ne sont pas ceux de Londres et de Moscou. Vouloir les fondre en masquant ce qu'ils ont de contraire, commence par les mutiler et finit par les supprimer. Dès que l'unité de conscience a disparu comme de chez nous, la seule façon de respecter le Spirituel est celle qui en accueille toutes les manifestations nobles, sous leurs noms vrais, leurs formes pures, dans leurs

larges divergences, sans altérer le sens des mots, sans adopter de faux accords en paroles. Un Spirituel qui ne serait ni catholique ni protestant ni juif n'aurait ni saveur ni vertu. Mais il doit être l'un ou l'autre. Ainsi seront sauvés la fécondité des féconds et le bienfait des bons ; ainsi le vrai coeur des grandes choses humaines et surhumaines, non l'indigne poussière de formes sans valeur où savent triompher les acrobaties bergsonniennes d'un Jacques Maritain et ses innommables bouillies neutralitaires. Il existe une Religion et une Morale naturelles. C'est un fait. Mais c'est un autre fait que leurs principes cardinaux, tels qu'il sont définis par le catholicisme, ne sont pas avoués par d'autres confessions. Je n'y puis rien. Je ne peux pas faire que la morale réformée ne soit pas individualiste ou que les calvinistes aient une idée juste de la congrégation religieuse. On peut bien refuser de voir ce qui est, mais ce qui est, dans l'ordre social, met en présence d'options tranchées que l'on n'évite pas.

De l'abondance, de la variété et de la contrariété des idées morales en présence, on peut tout attendre, excepté la production de leur contraire. Il ne sera donc pas possible à chacun, catholique, juif, huguenot, franc-maçon, d'imposer son mètre distinct pour mesure commune de la Cité. Ce mètre est distinct alors que la mesure doit être la même pour tous. Voilà les citoyens contraints de chercher pour cet office quelque chose d'autre, identique chez tous et capable de faire entre eux de l'union. Quelle chose ? L'on n'en voit toujours qu'une : celle qui les fait vivre en commun avec ses exigences, ses urgences, ses simples convenances.

En d'autres termes, il faudra, là encore, quitter la dispute du Vrai et du Beau pour la connaissance de l'humble Bien positif. Car ce Bien ne sera point l'absolu, mais celui du peuple français, sur ce degré de Politique où se traite ce que Platon appelle l'Art royal, abstraction faite de toute école, église ou secte, le divorce, par exemple, étant considéré non plus par rapport à tel droit ou telle obligation, à telle permission ou prohibition divine, mais relativement à *l'intérêt civil de la famille et au bien de la Cité*. Tant mieux pour eux si tels ou tels, comme les catholiques, sont d'avance d'accord avec ce bien-là. Ils seront sages de n'en point parler trop dédaigneusement. Car enfin nous n'offrons pas au travail de la pensée et de l'action une matière trop inférieure ou trop indigne d'eux quand nous rappelons que la paix est une belle chose : la prospérité sociale d'une nation, l'intérêt matériel et moral de sa conservation touche et adhère aux sphères hautes d'une activité fière et belle. La « tranquillité de l'ordre » est un bel objet. Qui l'étudie et la médite ne quitte pas un plan humain positif et néanmoins supérieur. Sortir de l'Ethique n'est pas déroger si l'on avance dans la Politique vraie. On ne se diminue pas lorsque, jeune conscrit de la vertu patriotique, on élève son coeur à la *France éternelle* ou, vieux légiste d'un royaume qu'un pape du VI^e siècle mettait déjà au-dessus de tous les

royaumes, on professe que *le roi de France ne meurt pas*. Tout cela est une partie de notre trésor, qui joint où elle doit les sommets élevés de l'Etre.

La nouvelle génération peut se sentir un peu étrangère à ces chaudes maximes, parce qu'elle a été témoin de trop de glissements et de trop de culbutes. Elle a peine à se représenter ce qui tient ou ce qui revient : c'est qu'on ne lui a pas fait voir sous la raison de ces constantes, le pourquoi de tant d'instabilités et de ruines. Il ne faudrait pas croire celles-ci plus définitive qu'elles ne sont. L'accident vient presque tout entier des érosions classiques d'un mal, fort bien connu depuis que les hommes raisonnent sur l'état de société, autrement dit depuis la grande expérience athénienne continuée d'âge en âge depuis plus de deux mille ans, soit quand les royaumes wisigoths de l'Espagne furent livrés aux Sarrasins ou les républiques italiennes à leurs convulsions, par le commun effet de leur anarchie. La vérification polonaise précéda de peu nos épreuves les plus cruelles, et nos cent cinquante dernières années parlent un langage instructif.

Le mal est grave, il peut guérir assez vite. On en vient d'autant mieux à bout qu'on a bien soin de ne point le parer d'autres noms que le sien. Si l'on dit : école dirigeante au lieu d'école révolutionnaire, on ne dit rien, car rien n'est désigné. Si l'on dit démagogie au lieu de démocratie, le coup tombe à côté. On prend pour abus ou excès ce qui est effet essentiel. C'est pourquoi nous nous sommes tant appliqués au vocabulaire le plus exact. Une saine politique ayant le caractère d'une langue bien faite peut, seule se tirer de Babel. C'est ainsi que nous en sommes sortis, quant à nous.

Un contemporain du président Emile Loubet rallié à la brillante République de 1900 répandait sur nous des mots de pitié : - *Vous êtes une poignée ! Vous ne couvririez pas le « canapé de la Doctrine ! » Contre les masses profondes que pouvez-vous ?* » Le successeur de ce Loubet, l'hilarant Fallières, amorçait à peine son vague septennat que nous tenions les rues de Paris, soulevions le Quartier latin et le ralliions à l'oriflamme de Jeanne d'Arc. Peu après, nous dictions à Briand les paroles de résipiscence que l'on a vues et qui, pour lui permettre de faire les élections, l'obligèrent à mettre un terme à la révolution dreyfusienne. Quelques années plus tard, nous épaulions le sursaut national dont la victoire devait être le prix. Des fleuves de déchets, des tonnes d'immondices ont coulé depuis sur la France, et l'on a cru la submerger, mais on n'a recouvert que Marianne IV... *Sout li calado*, dit un poète provençal, *ausirès uno vouès canta la liberta*. Sous les havés - vous entendrez une voix chanter la liberté. Cette liberté rédemptrice est tellement prochaine, imminente même, que chez nos pires ennemis, parmi les demi-morts et les agonisants des deux Mariannes, on voit où l'on entend circuler perpétuellement un bon nombre de propos qui viennent de nous et qui, parfois, ne peuvent remonter qu'à nous. Un de leurs

journaux a pris l'étrange titre de *France d'abord* ; d'autres arborent devant les orgies d'économisme et de dirigisme notre *Politique d'abord*. Ou bien l'on entend déclamer à travers la Chambre contre « *la frauduleuse division maurrassienne du pays légal et du pays réel* ». Une autre fois, c'est du retour aux Allemagnes que l'on grogne ou que l'on gémit, des républiques sous le roi ou de la seule internationale qui tienne. Un beau jour aussi, des hémicycles où vaque l'étrange troupeau du Tripartisme, quelque élu trouve indispensable de hurler, à propos de rien, notre patronyme comme un cri de guerre huron, à moins que, quelque innocent enfant de Mahom faisant à la tribune une distinction de bon sens, les « Cocos » et les « Pédés » qui l'écoutent l'accusent en chœur de « *maurrassiser* ». Ce qui ne les empêche pas de se reprocher l'un à l'autre, leur intoxication de politique maurrassienne.

D'autres fois, et toujours sans la moindre actualité, comme un triste cheveu sur une pauvre soupe, ceux qui ont tant assassiné depuis quatre ans, font émerger, flotter, courir leur vieille chiennerie que « *nous ayons assassiné Jaurès* ». Quelle obsession ! Quelle héroïque fidélité au plus fou des mensonges ! Quelle preuve des marques bien gravées sur leur postérieur, de nos cicatrices ! *Haeret lethalis arundo*. Ces malheureux qui n'ont vécu que du trafic de l'erreur et de l'imposture n'ont vraiment été châtiés et éclairés que par nous. Après cinq ans de notre silence et de nos prisons, ils sont poursuivis par la nostalgique image d'une *Action française* qui les châtie bien. - Rien n'est fini. Nous sommes là et, morts ou vifs, les talonnons au bon endroit avant de les y tatouer.

Mais ils veulent et ne veulent pas. *Odi et amo* ! Non, non, jamais. - Une *Action française* ne se reverra plus ?...

Elle se reverra par la force des choses. Notre façon de les combattre sera reprise, par le simple effet de la volonté intéressée de la France, de la nôtre, qui durera en elle et qui sera précisément ce qu'ils ne veulent pas.

Nous avons failli leur ôter de la bouche leur sale gagne-pain, le sale butin qu'ils en tirent. Or, si tout passe, tout revient. Leurs précautions ont beau être serrées comme des chaînes. L'espérance est la reine de toute politique ; le désespoir y reste « la sottise absolue ».

En sus de l'espérance il existe, au surplus, des assurances et des confiances qui, sans tenir à la foi religieuse, y ressemblent sur le modeste plan de nos certitudes terrestres : je ne cesserai pas de répéter que les Français ont deux devoirs naturels : compter sur le Patriotisme de leur pays, et se fier à son Intelligence ; ils seront sauvés par l'un et par l'autre, celle-ci étant pénétrée, de plus en plus, par celui-là : il sera beaucoup plus difficile à ces deux grandes choses françaises de se détruire que de durer ou de revivre. Leur disparition simultanée leur

coûterait plus d'efforts que la plus âpre des persévérances dans l'être et que les plus pénibles maïeutiques du renouveau.

CHAPITRE ONZIÈME

DERNIÈRES RÉPONSES SUR FICHTE

Il n'a pas été répondu en cours de route à certaines de vos questions, notamment sur Fichte. Ne croyez pas, Monsieur, que je les aie oubliées. Des réponses isolées auraient été peu claires sans l'exposé général qui vient de vous montrer l'origine de nos résistances, l'adversaire auquel elles se sont heurtées ou qui s'est heurté à elles, enfin les doctrines nationales et monarchistes qui en sont sorties. De notre première clameur inarticulée, de notre premier murmure d'indignation ou de protestation, vous avez vu sourdre nos actes et nos idées dans leurs liaisons, leurs générations successives.

Il est donc possible d'ajouter maintenant : - Oui, ma première lecture des quatorze discours de Fichte m'avait d'abord fait estimer que cette action oratoire avait transformé son milieu allemand. J'en avais attribué la vertu soudaine à la profondeur de la défaite prussienne et à la longueur de l'occupation française ; comparant les malheurs féconds de 1807-1813 à la stérile épreuve, de 1870, je m'étonnais de la différence :

- Et nous ? Et nous ? me demandais-je. Est-ce que la ration des dégâts avaient été trop parcimonieuse ? Ou notre contact avec un vainqueur brutal et barbare n'avait-il pas été assez long ?...

C'était là, je l'avoue, me payer de ces généralités spécieuses qui expliquent l'histoire par la *force médicatrice de la douleur* ou par le principe *d'une réaction toujours égale à l'action* (ou à la passion ?).

Ces babioles n'avaient rien de commun avec la méthode d'analyse empirique dont je me suis servi plus tard. Leurs produits superficiels avaient réussi néanmoins à me faire penser à ce que j'appelais alors l'« *horrible* espérance » d'un malheur aggravé. Cet état d'esprit contre nature et contre raison ne me fut pas longtemps habitable. S'il m'est arrivé de lui emprunter parfois quelques figures littéraires, c'était comme des arguments *ad homines*, en des jours d'émotion publique auxquels convenait ce langage. Il n'a jamais été celui de ma pensée organisée.

En effet, ce que vous appelez, Monsieur, *la réussite de Fichte*, m'était bientôt apparu dans ses vraies causes qui ne tenaient ni à de pires souffrances de l'Allemagne, ni à l'éloquence de son docteur, ni à la qualité de sa doctrine : « les

résultats » qu'il avait « obtenus » ne pouvaient non plus nous « *encourager* » à *titre de précédent*, car nous ne pouvions pas rêver de rien entreprendre chez nous de pareil.

Notre besogne et ses moyens étaient trop différents.

Au lendemain d'Iéna, Fichte élevait la voix dans le royaume du Grand Frédéric, sans doute terrassé et envahi, mais n'ayant essuyé ni un Quatre Septembre, ni un Dix Août, ni un Quatorze Juillet. La Prusse était encore dirigée par sa Maison royale. La dure humiliation de la brusque défaite n'était pas sans avoir stimulé des forces secrètes ; ses dirigeants plus ou moins virtuels, Stein, Scharnhorst, appliqués à l'action et au réarmement, les appels de la reine Louise, y formèrent des réserves actives, telles que, ni au lendemain de Sedan, ni vingt ans après, en 1895, nous n'avions rien de comparable.

En 1813, la *Ligue allemande de la Vertu* faisait une sorte de résistancialisme appuyé, comme chez nous en 1942-1944, sur l'Étranger : au secours de ses formations propres, le *Tugenbund* sentait approcher les grandes armées régulières du tsar victorieux qui ramassait et coalisait les armées d'Autriche, de Saxe, de Prusse et préparait leur entrée dans Paris. Aux courageuses déclamations venaient donc s'ajouter des appuis politiques et militaires de grande qualité.

Et puis, ces déclamations universitaires, quels en étaient les thèmes ? Le contraire des nôtres. En dehors du thème d'orgueil et d'ambition patriotiques, la pensée de Fichte était celle d'un ancien admirateur frénétique de la Révolution française, disciple de Jean-Jacques comme de Kant, de qui il procédait directement. C'était une doctrine du *moi* métaphysique au bénéfice de la Nation, l'individualisme moral absolu qui devait agir sur le public allemand de formation ultra-roussienne autant que chrétienne. La tendance de Fichte allait exactement dans le sens auquel, pour notre part, nous tournions le dos.

Nos premiers adhérents étaient plus ou moins évadés de *l'Union pour l'Action morale*... Peut-être ne savez-vous pas ce qu'était *l'Action morale*, ni les *Cigognes*, ni les *Compagnons de la vie nouvelle*. Tout cela était un peu sorti de la cervelle d'un jeune écrivain nommé Paul Desjardins, le fils d'Ernest, le géographe : il voulait réformer son siècle. Il le voulait dans des intentions aussi confuses que louables. Comme il partait pour Rome, sa spirituelle maman dit à mi-voix : - *Paul va demander au Pape la permission de se faire protestant*. Quand il eut publié sa brochure *le Devoir présent* (1892) et fondé une espèce de Tiers-Ordre, je le traitai en adversaire direct. Cinq ans plus tard, Henri Vaugeois, qui le fuyait après l'avoir fréquenté quelque temps, écrivait en tête de notre première publication commune : « *Nous ne sommes pas des gens moraux* ». La

saillie, mal comprise, signifiait que notre point de départ n'était ni le droit ni le devoir d'aucune personne vague, mais l'idée vive et le sens concret de notre naissance française, la volonté consciente de faire le choix raisonné d'un gouvernement de salut public. *Notre effort n'était pas éthique, mais politique.* La morale n'avait rien à voir dans la question de découvrir quelles institutions correspondaient aux besoins naturels, historiques, territoriaux de la nation. La morale ne peut s'appliquer qu'aux problèmes d'action où la volonté joue un rôle. Dans le problème scientifique de structure qui nous arrêta, elle ne compte pour rien⁵¹. Nous ne songions pas à blinder nos concitoyens d'impératifs obligatoires, ni de fables avantageuses sur leur race ou leur langue dans les temps primitifs. Nous leur parlions passé réel et avenir concret, histoire et raison. Nous voulions égaler la France à ses plus dangereux adversaires venus du dehors, en la libérant de l'étranger de l'intérieur, en abattant sa démocratie corruptrice et en chassant le chœur des fausses doctrines, plus ou moins émanées des maîtres allemands.

D'accord avec les coeurs français dont nous sentions surabonder en nous, autour de nous, la vie généreuse, nous visions, en vue de la réforme de l'Etat, celle de l'Intelligence sur le type d'un renouveau classique helléno-latin. Aucune des réformes ainsi envisagées ne tenait à cet égoïsme titré national et universel, qu'une *intelligentsia* barbare limitait à l'étroit pourtour de sa Germante.

*
* *

Les diverses nuances de ces réponses complémentaires ne diminuent d'ailleurs pas l'extrême importance du service que nous a rendu Jean-Gottlieb Fichte : sa prédication a mis au point nos vues sur l'Allemagne. Seul, il nous a initiés au trait capital : la superposition d'un système conscient et volontaire appelé Germanisme au phénomène historique appelé Germanie. On ne comprend rien à la nature allemande si l'on ne tient pas compte de l'action d'un barbarisme sur une barbarie, instinct brut qui, sorti de la nuit des temps, est excité et transformé par de fausses lumières. Le système sert d'instrument efficace pour contredire et renverser toute évolution qui rapprocherait l'Allemand de l'humanité et, par exemple, lui ferait suivre une évolution goethienne. Mais à son tour l'instinct est attiré par le système, il joue à le vérifier, à le nourrir, à le stimuler par l'émergence spontanée des barbaries originelles. Ce n'est donc pas assez de le dire barbare ; il veut l'être, il le doit, et le sera plus que nature, en vertu des méthodes de cette volonté passionnée.

⁵¹ Voyez *La politique de Saint Thomas d'Aquin*, par J.-L. Lagor, préface de Charles Maurras.

Aucun nationalisme, français ni anglais, pas même juif ne connaît d'aiguillon comparable : les aveuglements, les surdités, les bestialités y sont reçus, autant que les progrès de la clairvoyance, pour les chefs-d'oeuvre d'un même Dieu :

- *Que tu viennes du Ciel ou de l'Enfer, qu'importe ?*

N'es-tu pas l'identique et l'univoque Germanie ?

CHAPITRE DOUZIÈME

AUTRES COMPLÉMENTS : SUR BARRÈS

Pas plus que nous, peut-être moins que nous, Maurice Barrès n'a rêvé son oeuvre politique comme parallèle à celle de Fichte. Je l'ai assez connu pour l'affirmer. Le prédicateur de Berlin lui a-t-il servi, à quelque moment, de point de comparaison ? C'est possible. Je n'ai pas de texte présent à l'esprit ; mais j'en suis à me demander s'il avait beaucoup lu les *Discours*, et quand ? Dans son extrême jeunesse cela se peut, sans qu'il en ait gardé une trace bien apparente. Peut-être l'a-t-il connu après moi, malgré son large droit d'aïnesse.

Il ne me souvient pas d'en avoir causé avec lui dans ces temps lointains. Ce qu'il avait alors effleuré de Fichte c'était, plutôt que l'oeuvre politique, la philosophie générale, la métaphysique du Moi. Effleuré, dis-je. Pour sa *culture du moi*, il avait dû employer quelque résumé de son maître Burdeau sur l'idéalisme individualiste absolu et quelques extraits, plus ou moins fantaisistes, du mystificateur Wyzewa. Schopenhauer et même Hartmann (pour *l'Inconscient*) me paraissent avoir été beaucoup plus présents que Fichte à l'esprit de Barrès.

Vous posez la question capitale courante quand vous demandez, Monsieur, si, à proprement parler, il y eut de sa part une conversion ou même un passage d'un état d'esprit d'*anarchisant* à celui de *nationaliste*.

Sur ce point, je ne crois pas du tout à un changement de sa part. On le dit beaucoup. Cela ne correspond à aucune réalité. Les dates en font foi. J'ai lu dans un livre récent que le chemin nationaliste n'aurait été pris par Barrès qu'après avoir découvert sa vallée de la Moselle : en 1896... Mais voyons ! Lorsque dix ans auparavant, à vingt-quatre ans, il se ralliait au général Revanche, il faisait une ardente campagne pour lui amener la jeunesse lettrée ; pouvons-nous le classer *anarchisant* : du moins au sens *anti* ou *extra* national ? N'était-il en 1889 un nationaliste fieffé, presque un vieux militant, quand il se présentait aux électeurs de Nancy comme candidat boulangiste et se faisait élire leur député ? Aux mêmes années ou aux précédentes, dans la revue *Les Taches d'encre* qu'il rédigeait seul, il écrivait que « *la tâche sociale à nous, jeunes hommes, était de reprendre les terres enlevées et de reconquérir les exilés* »⁵². Le nationalisme de

⁵² Cité par H. Massis dans *le Bulletin des Lettres* de mars 1949. Lyon.

ce boulangiste fidèle était teinté de socialisme. Pourquoi ? Parce que la solution de la question ouvrière devait aider à reprendre Metz et Strasbourg.

Ces premières confusions écartées, il faudrait voir combien la généralité des étiquettes abstraites peut tromper sur les émotions d'un esprit aussi concret que le sien. On fausse sa pensée en considérant comme opposées deux maximes disant, l'une, que les morts empoisonnent les vivants, et l'autre que l'homme réel se compose de plus de morts que de vivants. Car la première ne nie pas toute tradition et toute survivance, mais la routine et l'inertie ; la seconde n'exalte pas tous les héritages, mais ceux dont le lourd passif a été défalqué. Barrès n'a jamais fait ces distinctions de chaire et d'école, mais il les a senties à fond.

Supposer qu'en se disant ennemi des lois ou homme libre, il se déclarât contre la religion, la raison et la discipline civique, c'est méconnaître ce que ton vient de voir de ses premiers pas dans la vie, exactement comme l'esprit de sa vie tout entière. Dès qu'il a donné un sens charnel à ces idées, c'est la loi des jacobins qu'il a désavouée, comme centralisateurs, étatiseurs et destructeurs des forces nationales : la loi qui ne veut plus de chef, la loi qui veut déclasser et déraciner, la loi qui veut dissoudre la patrie dans le genre humain. Cette exégèse de son action est d'autant plus claire qu'il en a lui-même posé les principes fondamentaux. Son premier livre, *Sous l'oeil des barbares*, en 1887, se terminait par une *prière* devenue vite fameuse, parce que ses derniers mots, singulièrement significatifs et émus, en étaient tournés vers un maître : « *Si tu existes quelque part, ô maître... Ô maître, qui que tu sois, axiome, religion, ou prince des hommes.* »

Avouez que voilà un drôle d'anarchiste ou d'anarchisant ! La première démarche de ses vingt-cinq ans exprime le désir d'un chef personnel, d'un dogme religieux ou d'une certitude axiomatique dont la direction puisse imprimer un sens à sa vie.

Dans le livre suivant, paru en 1889 ou 1890, il redit la valeur plastique ou pragmatique de sa Lorraine natale. La Moselle est donc en vue six bonnes années avant le pèlerinage où l'on suppose qu'il la découvrit. Il ne faut certes pas atténuer l'importance de cette admirable vallée ; nul n'y contredirait plus difficilement que moi : avant de partir, Barrès me demanda d'emporter mon vieil exemplaire franco-latin du poème d'Ausone. Il me le rendit au retour, timbré d'une dédicace de lui que j'espère bien retrouver si les Boches n'ont pas emporté ce volume avec leur butin de ma rue de Bourgogne où ils ont mis, démis et remis plusieurs fois d'ignobles scellés.

Il n'en reste pas moins certain que le sol et le ciel lorrains ont été présents à la pensée et à la chanson de Barrès bien avant la composition de *l'Appel au soldat*. Voilà pour sa province.

Quant à la nation elle-même, prenons garde que le 4 juillet 1892, à propos de notre *Ecole romane*, Barrès donnait au *Figaro* une page intitulée *La querelle des nationalistes et des cosmopolites*. C'était la première fois que « nationalisme » était pris en France pour désigner autre chose que des agitations irlandaises, carpathiques ou balkaniques : en faisant élection du mot, l'écrivain ne cachait pas qu'il était de coeur avec ses collègues nationaux, Moréas, La Tailhède et moi-même. Du *Culte du Moi* au *Roman de l'énergie nationale*, la liaison est continue : ni révolution, ni évolution ; Barrès suivait la même pente. Si l'on cherche dans l'entre-deux on trouve, en 1894 et 1895, les six mois de la *Cocarde* durant lesquels les deux thèses du Moi et de la patrie ne se succèdent pas, ne se remplacent pas, elles coexistent.

Le *Culte du Moi* avait exprimé la défense d'une sensibilité délicate contre l'étranger, le barbare : un jeune moraliste français s'y cherche et s'y trouve, s'y retranche et s'y défend. Il ne s'isole pas ; loin de vivre en sauvage, il fait appel aux puissances voisines et contiguës, aux frères et soeurs spirituels, « intercesseurs » dit-il, qui permettent au *Moi* de s'enrichir en lui dévoilant, en d'autres âmes, des manières d'être parentes, qu'il n'eût pas inventées tout seul. Il trouve aussi des auxiliaires, les foyers, les pays, les plages, les campagnes, les salons, les bibliothèques, la civilisation. Ce sont plus que des amis ou des proches, des prolongements de lui-même. Cet individualiste amoureux et mondain est éperdument social depuis son « *Paris à vingt ans* ».

Reste qu'il faut tenir, que l'on doit rester soi, ne pas se laisser recouvrir, ni trahir, ni influencer, ni enrégimenter pour aucun plat de lentilles.

Barrès protesta avec vigueur quand l'Association générale des Etudiants fut fondée par des sorbonnages flanqués d'aspirants fonctionnaires. Un encadrement trop hétérogène peut être excessif. Ce professeur obtus, cet ingénieur butor peuvent manier sans précaution tel *moi* fragile. Mais, ici, attention ! De quel « moi » s'agit-il ? Tous ne se valent pas. La réponse, aiguë et cynique, serait : *Mon moi*. Il suffit de répondre qu'il y faut la qualité. Il n'y eut jamais doute. A ses premiers mots, le jeune écrivain fut prisé, loué et aimé pour ce qu'il avait de rare et de *sien*. Son mouvement traduisait un goût et un esprit dont les différences, encore flottantes, s'imposaient. *Incessu patuit deus*. La Jeunesse l'élut immédiatement pour son prince. A la *Cocarde*, ce fut le nom seul de Barrès et son prestige, qui forma le plus fol assortiment de littérateurs socialistes, anarchistes, radicaux, boulangistes, protestants, juifs et légitimistes ; ils se disaient tous : « barrésiens ». Leur formule courante revenait à signer ce

qu'il disait tout seul : nous *sommes individualistes et décentralisateurs*, c'est-à-dire (tout à rebours du sens universitaire, abstrait, germanique, donné sous la toise de l'individualisme) nous sommes des individus français, formés et pétris de toutes les particularités du terroir, dans un commun sentiment d'hostilité à l'uniformité artificielle qui « décérébrait » et « dissociait » notre peuple. Le grand chemin du Nationalisme s'ouvrait sans obstacle, les profondeurs de la nation étant bien distinguées de la mince surface trivialisée de l'Etat. Il n'est pas sûr que les thèmes de la Terre et des Morts fussent alors nouveaux pour Barrès : vers 1889 ou 1890, bien des saisons avant son mariage, je vois encore Barrès dans son petit hôtel de la rue Legendre, près du parc Monceau, se plongeant dans les pages les plus abstraites du *Système de politique positive* et de la *Synthèse subjective*, et en contemplation devant la trinité comtiste du *Grand Etre*, du *Grand Fétiche* et du *Grand Milieu* : il ne devait pas tarder à en tirer sa demi-divinité bicéphale.

A l'automne de 1895 (encore une avance sur *la Vallée de la Moselle*), comme nous revenions d'une conférence fédéraliste qu'il avait donnée à Marseille et d'un court séjour chez ma mère à Martigues, je conduisais Barrès à Maillane, où il vint saluer le plus traditionnel, le plus national, le plus civique des poètes. Leur accord interne fut parfaitement digne du patronage de notre roi René, René de Lorraine et de Bar, comme de l'harmonie préétablie entre les pays de l'Est et ceux du Midi, les ciels de Claude le Lorrain et la mer latine. Barrès n'écrivit ses admirables *Printemps de Provence* que pendant ses séjours à Mirabeau, au moins dix ans plus tard.

Subit-il des influences ? demandez-vous, Monsieur.

Oui et non. Beaucoup et aucune. Tout agissait en lui, le faisait réagir, tout et rien. Peu d'âmes auront été, au même degré que la sienne, actives et plastiques dans la sensation. Rien n'était plus original, plus semblable à son fond, que les empreintes mêmes qui le marquaient. Mais son parti-pris de se défendre fut toujours très grand. Quand il m'annonça son mariage, ce fut de l'air et du geste du guerrier qui a revêtu toutes les armures contre quelque influence féminine que ce fût. La mort de sa mère fut le plus violent accident de sa vie privée, et peut-être le principal événement de sa vie publique. Le catholicisme l'a fortement touché et saisi peu après. Je dois dire que les Tharaud, dont l'autorité est grande, doutent fort de ce point. Mais les textes des *Cahiers* m'ont semblé des témoignages formels. Je les attendais peu. Je ne croyais même pas qu'ils fussent possibles, bien que, de longues années avant sa mort, en 1913, Barrès m'eût écrit : « *Nous sommes du Christ* ». C'est aussi que je le savais homme à se tenir indéfiniment aux environs d'une pensée, mais sans se mouvoir vers elle d'une ligne. Exemple : son culte du sol et du sang français m'avait paru comporter, en logique rigoureuse, une conclusion royaliste. Les Capétiens

n'étaient-ils pas les rassembleurs du territoire ? Ne sont-ils pas notre famille-chef ? Je le lui répétais sur tous les tons. Ce fut peine perdue. Non que Barrès eût une hostilité préconçue contre les Princes ou contre la monarchie ; il m'avait même dit à notre première entrevue de 1888 au sujet des courants qui traversaient le monde boulangiste : - *Après tout, le meilleur serait Philippe VII.*

C'est qu'il voyait trop de faiseurs et d'intrigants rôder autour du beau général. Leurs mines lui inspiraient de l'inquiétude, il me la confiait, sans me supposer royaliste, ce que je n'étais pas encore ; mais sa remarque n'était pas une adhésion de partisan. Ce qu'il y avait au fond de lui se résumait en une foi passionnée à la légende impériale, au désir de ne jamais laisser offenser son bonapartisme natif. Nous en eûmes la clef dans la préface aux *Souvenirs* de son grand-père *J.B. Barrès, soldat de la Grande Armée*. Mais, s'il n'a jamais quitté le bord de cette tombe, il n'a jamais été bonapartiste militant. Ainsi aurait-il pu fort bien s'en tenir en matière religieuse à son « *nous sommes du Christ* ». Je crois qu'il est allé plus loin et jusqu'à la foi entière. Pour la pratique, pas encore.

Quoiqu'il en fût, où est l'anarchisme là-dedans ? Si l'on écrit ce mot pour un homme de notre génération, qu'il ne soit pas mis au compte du seul Barrès ! Nous avons tous été trempés dans le fleuve noir. Le premier volume de mes souvenirs « *Au signe de Flore* », en avoue la crise, pour moi comme pour les camarades. Ayant perdu la foi religieuse, il nous semblait d'abord impossible de rien préserver du fond mental et moral. Les délices de la liberté d'esprit ne compensaient pas l'ébranlement général de nos certitudes. Mais, comme, chez Barrès, l'angoisse fit assez vite place à une quête passionnée de raisons suffisantes à l'exercice de la vie. A quelque profondeur que fut possible l'inquiétude ou la sensation de désarroi et d'isolement, la volonté de l'ordre et son amour subsistaient si bien que cette anarchie juvénile se laissait comparer à un couloir d'opaques ténèbres, vite couru, franchi, oublié. De la théocratie mennaisienne de mes quinze ans et du criticisme qui suivit à mes premières prises fermes d'une synthèse subjective (subjective à l'esprit humain, au génie humain, à l'être français), il ne s'écoula pas un lustre ; à vingt-et-un an, j'avais retrouvé l'équilibre. Mais, au travers des tentations, des affectations, des vagues défis verbaux, je ne m'étais jamais senti détaché des mamelles de la patrie. De son côté, pour avoir gardé jusqu'à la fin de sa courte vie la formule d'un individualisme commode, Maurice Barrès n'eut point à retrouver ce qu'il n'avait jamais perdu : l'autel des dieux de la famille, de la province, de la nation, ni l'espèce de Paraclet qu'il sentait circuler autour de ces figures saintes. Je ne sais plus lequel de ses articles ou de ses discours du temps de *la Cocarde* (le temps de ses trente-trois ans) portait ces termes dont il me souvient bien : « *Il nous est agréable d'avoir une patrie* ». Tel, l'Ulysse d'Homère : « *Il n'est rien de plus agréable à l'homme que sa patrie.* »

L'expérience barrésienne et le chant ionien diffèrent, et beaucoup par la forme et le tour : le même moyen terme les agrmente et les recouvre, ce « *plaisir* » qui est universel, lui aussi. Le titre d'un roman de Gabriel d'Annunzio, *Il piacere*, ne conviendrait pas mal à l'oeuvre entière de Barrès, étant bien entendu que les voluptés supérieures de la Foi et de l'Espérance n'y soient pas oubliées ?

Mais, surtout, son plaisir a fait corps avec les images de la Patrie. A la très grande rigueur, peut-être, et je ne sais comment, l'idée nationale aurait pu perdre pour un moment un degré de son évidence dans l'esprit de Barrès, bien que je n'en voie le lieu ni le motif, mais une chose est sûre : Barrès n'a jamais pu cesser de se complaire à sentir la vie intime, le secret des choses de la France. C'est là qu'on peut toucher le tuf barrésien, et ceux qui disent ou écrivent que chez lui la préférence spontanée n'allait pas à sa Lorraine mais au vaste monde, qu'elle se portait au voyage et non à la patrie, le devoir seul lui ayant fait quitter Venise, Tolède ou le Liban pour militer sur le château de ses ducs, ceux-là n'ont pas mieux lu notre jeune Barrès qu'ils n'ont compris le vieil Homère. Ils ne voient pas combien Circé et Calypso comptèrent peu pour le voyageur au prix de la fumée qui sortait du palais d'Ithaque.

ÉPILOGUE

Sur une question laissée sans réponse, il me reste à dire un seul mot : non, Monsieur, je n'ai pas pensé de moi-même qu'il fallût « *abattre* » l'Allemagne « *avant tout* ». L'Allemagne me l'a fait penser.

En la regardant bien, je me suis d'abord aperçu qu'elle ne voulait plus faire partie de cette République spirituelle à laquelle appartinrent jadis des hommes de toutes langues et de la sienne même : le grand Albert, ou Leibniz, ou Goethe ; elle m'a d'abord paru vouloir vivre toute seule sa vie, puis, avec le temps, elle a ambitionné d'être maîtresse de la vie d'autrui ; en dernier lieu, j'ai constaté que l'Oligarchie imposée à l'Etat français entre 1880 et 1940 offre certains aspects d'une colonie allemande.

De ces trois observations, il suit que « *la réorganisation de la France* » exige que l'Allemagne respecte notre autonomie mentale et n'attente point à notre indépendance de pays et de nation.

Mais ces deux libertés françaises sont-elles compatibles avec l'unité allemande ?

Je ne le crois pas.

La France n'a pas grandi sous ce mancenillier.

Mais ce mauvais arbre a grandi avec notre aide.

Il ne nous a fait que du mal.

Il lui a toujours suffi d'exister pour nous désirer ce mal et pour nous le faire.

« L'abattre », alors ?

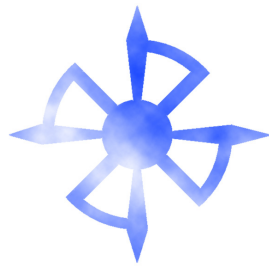
Je n'ai le goût d'aucune férocité, ni germanicide, ni comme on dit, je crois, *génocide*. Il m'a toujours paru qu'il suffirait de retirer aux hommes allemands une arme juridique et politique dont ils se sont toujours servi pour le malheur d'autrui et pour leur propre perte : l'unité les excite et même les sollicite dans le

sens du dérangement et du trouble, des subversions et des guerres. D'ailleurs, de différents côtés, Pologne, Alsace, Autriche, Suisse alémanique, elle ne se croit jamais finie, elle ne le sera jamais. Ni dans l'Europe divisée, ni dans l'Europe fédérée, elle ne peut laisser personne vivre en paix. Loin d'arrêter le panslavisme, elle commence par le doubler. Retranchons ce pouvoir funeste. Nions-en la légalité, la raison, la justice. Lorsque je désire la fin de cette « *exécrable unité* » comme prononçait mon vieux maître France, c'est une opération qui ne saurait faire de mal à une mouche allemande, un prêtre allemand, le Bavaois abbé Moenius, en est tombé d'accord avec moi. Tout homme doué de raison comprendra que j'écarte de toutes mes forces quelque chose qui ne peut qu'endolorir le monde et tuer notre France.

Jeune Français, vive la France !

Pour que la France vive, jeune Français, vive Son Roi.

FIN



Clan9